Le Monde

www.lemonde.fr

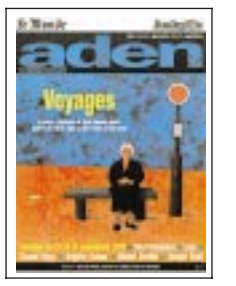
55e ANNÉE – No 17001 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 23 SEPTEMBRE 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties



Colombie : les Etats-Unis prêts à financer la lutte contre les narcotrafiquants

LE PRÉSIDENT COLOMBIEN, Andrés Pastrana, a présenté, mardi 21 septembre à Washington, son plan pour tenter de rétablir la paix et l'activité économique dans un pays en proie à une violence sanglante qui fait des milliers de morts chaque année. Les Etats-Unis s'apprêtent à accorder 3,5 milliards de dollars (environ autant d'euros) à la Colombie, sous réserve qu'elle lutte contre les narcotrafiquants. La guérilla accuse le chef de l'Etat colombien de préparer, sous couvert de lutte contre le trafic de drogue, une intervention américaine contre elle. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé, mardi à Paris, la situation des droits de l'homme dans le pays, *« l'une des plus graves au monde »*.

Lire page 2

La gauche française est-elle libérale ?

● Les socialistes protestent contre les licenciements chez Michelin mais refusent « l'économie administrée » ● Les communistes préparent une manifestation pour l'emploi ● M. Jospin ira au « sommet des modernisateurs », à Florence, avec MM. Clinton, Blair, Schröder et D'Alema

COMMENT résister à ce que Lionel Jospin a appelé, lundi 20 septembre, à New York devant la presse financière américaine, la *« dictature de l'actionnariat »* ? Les salariés de Michelin ont esquissé un début de réponse, mardi, à Clermont-Ferrand, en faisant grève et en manifestant contre l'annonce, le 8 septembre, de la suppression de 10 % des effectifs du groupe, en France et en Europe, dans les trois ans à venir. Plusieurs milliers de personnes ont défilé, accompagnés de représentants de la gauche gouvernementale, socialiste et communiste, ainsi que de l'extrême gauche.

Une compétition est ouverte entre les partis de la majorité gouvernementale, qui tentent d'organiser le mouvement en appui à l'action du premier ministre, et la « gauche de la gauche », qui cherche à constituer un front « anticapitaliste ». L'association Attac, qui milite pour la taxation des mouvements de capitaux à caractère spéculatif, organise, mercredi, à Paris, un meeting auquel participera, notamment, la Confédération paysanne.

Les socialistes européens s'efforcent d'affirmer leur cohésion en surmontant les divergences exprimées, en juin, lors de la publication d'un manifeste d'inspiration libérale par Tony Blair et Gerhard Schröder. M. Jospin se rendra, le 25 septembre, à un colloque organisé à Berlin, auquel participe le chancelier allemand. Le premier ministre français, d'autre part, a répondu favorablement à l'offre qui lui a été faite par Gerhard Schröder et Massimo D'Alema de prendre part, les 20 et 21 novembre, à Florence, à un *« sommet des modernisateurs »* de la gauche, auquel sont également conviés Tony Blair et Bill Clinton. Le 13 septembre, Lionel Jospin avait déclaré : *« Je ne crois pas que l'on puisse administrer l'économie. »*

Lire pages 4 et 6

JEAN-PIERRE FAVREAU

REPORTAGE

Paysans autrement

Ils ont choisi la terre et, plus encore, de la travailler en la respectant, comme ils respectent l'environnement et le consommateur. Nul passéisme chez ces militants d'une agriculture différente. Pour les hommes et les femmes, membres ou proches de la Confédération paysanne, que Dominique Pouchin a rencontrés, de l'Ariège à la Haute-Loire, de la Bretagne à Bengouzal, dans le Larzac, où Jean-Paul Scoquart *(photo)* élève des brebis, le bio, la vente directe, le tourisme à la ferme, c'est l'avenir des campagnes françaises. p. 12-13

15 % des Français seraient dépressifs

15 % DES FRANÇAIS seraient dépressifs, mais un sur deux n'a pas conscience de l'être : telle est la conclusion principale d'une étude rendue publique mercredi 22 septembre par le Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé. Ce travail, dont la méthodologie est critiquée par certains psychiatres, souligne l'ampleur de ce problème de santé publique en France et montre à quel point son diagnostic n'est pas facile à poser. Dans un entretien au *Monde*, le sociologue Alain Ehrenberg, auteur de *La fatigue d'être soi, dépression et société*, explique en quoi ce *« mal du siècle »* est devenu *« une pathologie de la honte et du vide »*, une *« tragédie de l'insuffisance »*.

Lire page 10

A l'ONU, Lionel Jospin soigne ses relations mondaines

NEW YORK
de notre correspondante

On peut rêver mieux comme tribune électorale que l'ONU, avec son décor linoléum années 60, sa langue de bois, ses délégués assoupis sous leurs écouteurs. Mais la France aime l'ONU, qui le lui rend bien, et qu'importe si Bill Clinton ose jouer les trouble-fête en refusant, devant l'Assemblée générale, d'accorder à cette auguste organisation le monopole de l'intervention humanitaire : Lionel Jospin, lui, décrète que *« l'ONU est moderne »* et vient y chercher la consécration qui, aux yeux des Français, sied à un éventuel futur chef de l'Etat.

Au moment où Tony Blair lui faisait des infidélités en dînant avec Jacques Chirac, Lionel Jospin avait, cette semaine à New York, le monde à ses pieds. Certains firent mine de s'étonner qu'un premier ministre se dérangeât pour prononcer un discours si convenu qu'on le laisse d'ordinaire au ministre des affaires étrangères. Lionel Jospin leur rétorqua *« qu'il y avait des précédents »* : Pierre Mauroy, Michel Rocard, et même Jacques Chirac. Jacques Chirac à l'Assemblée générale des Nations unies, c'était en 1986, à deux ans de la présidentielle. Pour souligner l'importance du voyage, Matignon en distribua généreusement le programme, essentiellement deux jours d'entretiens bilatéraux. Les esprits malveillants se demandèrent quels dossiers brûlants imposaient un entretien avec Sam Nujoma (président de la Namibie), Sheikha Hasina (premier ministre du Bangladesh) et les chefs d'Etat du groupe d'Amérique centrale. Ou encore pourquoi M. Jospin devait traverser l'Atlantique pour rencontrer son ami le président du Portugal. Restaient les déjeuners et les dîners : puisque, après tout, New York c'est l'Amérique, le premier ministre déjeuna lundi avec la presse économique et dîna avec *« des intellectuels »*.

Heureusement, il y eut Abdelaziz Bouteflika. A lui seul, le président algérien valait le déplacement : deux heures d'entretien – le premier entretien franco-algérien à ce niveau depuis 1992 – qui, devait noter Lionel Jospin à regret, *« auraient pu se prolonger s'il n'avait fallu s'arrêter pour écouter le discours de Bill Clinton »*. Lionel Jospin réussissait là où Jacques Chirac avait échoué en 1995, lorsque le président Zeroual avait refusé au dernier moment de le rencontrer à l'ONU. *« Il y a une sorte de lien personnel entre le président Bouteflika et moi »*, assura M. Jospin. Evoquant la probabilité de visites d'Etat des présidents Bouteflika et Chirac, il n'omit pas d'ajouter *« ainsi que, d'ailleurs, de moi-même »*.

Ces retrouvailles, certes, ne se soldent par aucune mesure concrète. Mais M. Jospin, désespérant d'honnêteté, ne dit pas le contraire. Et lorsqu'on lui demanda les dates de ces visites, il expliqua qu'il devait *« en parler d'abord au président de la République »*. Tout comme il n'eut aucun mal à avouer que ce qu'il venait de présenter avantageusement comme *« un entretien avec le président Clinton »* consistait, en réalité, à partager la même table à un déjeuner offert par Kofi Annan. C'est ça, Lionel Jospin : *« Direct, franc, pas arrogant »*, selon l'un des « intellectuels » invités à dîner avec lui. Avec, en prime, un anglais qui n'a rien à envier à celui de Jacques Chirac... et sans ses histoires d'ex-*girlfriend* américaine.

Sylvie Kauffmann

VOYAGES

Week-ends

Toscane, pays de Galles, Madère : un supplément de huit pages pour préparer ses escapades en Europe.

Lire notre cahier spécial et p. 30-31

Internet pour tous

MICHAEL NELSON

ANCIEN CONSEILLER du vice-président américain Al Gore, Michael Nelson a été un des acteurs du développement d'Internet. Aujourd'hui responsable de ce domaine chez IBM, il définit pour *Le Monde* les six commandements dont le respect favorisera la démocratisation du réseau mondial.

Lire page 32

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 923 - 7,50 F

POINT DE VUE

Ma révolution préférée *par Carlos Fuentes*

QUELLE est la meilleure révolution du millénaire écoulé ? La première difficulté réside dans l'ambiguïté même du terme « révolution », sa polysémie. Il est tout à la fois porteur de rupture et de retour. La révolution d'une planète désigne son retour à son point d'origine. Mais, pour une société, la révolution signifie exactement le contraire : elle est rupture avec l'ordre établi et mouvement vers un futur, que l'on espère meilleur.

Cette projection vers l'avenir se renforce dès que le terme de « progrès » est associé à celui de « révolution ». La dimension utopique présente dans toute révolution n'en demeure pas moins très ambivalente. Au moment où elle aspire à une société meilleure, la révolution ne se tourne pas seulement vers le futur. Elle rêve, fût-ce inconsciemment, du passé, de l'âge d'or, des temps originels. Sous cet aspect, la révolution serait aussi la restauration d'un passé immaculé. Telle fut, en particulier, la foi d'Emiliano Zapata dans son rêve d'une Arcadie paysanne au Mexique.

L'association de la « modernité » et de la « révolution » a été le moteur de la rébellion en Russie, en Chine ou à Cuba. Le voile alors jeté sur le passé a miraculeusement permis sa résurgence sous de nouveaux oripeaux. A Pétrograd, Moscou ou La Havane, la révolution a abouti au renforcement des modèles de pouvoir les plus anciens.

En Russie, le césaro-papisme, l'union des pouvoirs temporel et spirituel, a fait sa réapparition dans la symbiose du Parti et de l'Etat. En Chine, la « bureaucratie céleste » de l'ancien empire du Milieu a resurgi sous la tunique autoritaire du maoïsme, tandis qu'à Cuba Castro est la dernière incarnation du *caudillo* hérité de la tradition hispano-arabe.

La France et les Etats-Unis ont sans doute connu les révolutions « modernes » les plus cohérentes.

Lire la suite page 15

***Carlos Fuentes** est écrivain.*

NICK KNIGHT

AN 2000

J – 100

En Grande-Bretagne, le passage à l'an 2000, dans cent jours exactement, suscite une fièvre de projets architecturaux, dont nombre ne seront d'ailleurs pas prêts à temps. La France fait plutôt le pari du vivant, avec les 10 000 arbres de la Méridienne verte, et de la beauté, avec une ambitieuse exposition à Avignon *(photo)*. p. 34-35

International	2	Aujourd'hui	29
France	6	Météorologie-Jeux	33
Société	9	Culture	34
Régions	11	Guide culturel	36
Horizons	12	Carnet	37
Entreprises	17	Kiosque	38
Communication	24	Abonnements	38
Tableau de bord	25	Radio-Télévision	39

LeMonde Job: WMQ2309--0002-0 WAS LMQ2309-2 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:48 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1822 Lcp:700 CMYK

BOGOTA Le président colombien, Andrés Pastrana, s'est déclaré *« très satisfait »* de ses entretiens à Washington, mardi 21 septembre, avec Bill Clinton, à qui il a présenté son « Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'Etat ». Il n'a, pour autant, reçu aucune assurance sur l'engagement de Washington à y participer financièrement, en augmentant son aide. ● LES FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) – le plus important mouvement de guérilla du pays – a accusé le chef de l'Etat de préparer une intervention américaine contre la guérilla, sous couvert de lutter contre le narcotrafic. ● LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé, mardi à Paris, la responsabilité de l'Etat colombien dans la dégradation de la situation des droits de l'homme dans le pays, qualifiée de *« l'une des plus graves au monde »*.

La Colombie cherche une aide internationale pour sortir de la « sale guerre »

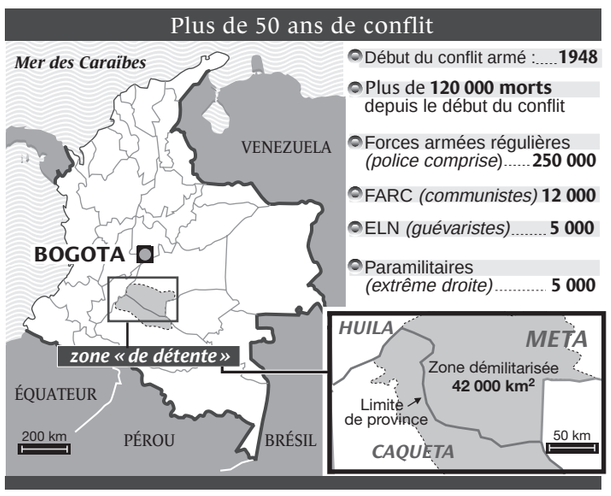
Le président Andrés Pastrana, à Washington, a présenté son plan pour tenter de rétablir la paix et l'activité économique, dans un pays livré quotidiennement à la violence. Alors que les pourparlers avec la guérilla sont dans l'impasse, la situation des droits de l'homme empire

BOGOTA
de notre correspondante

Le président de la République de Colombie, Andrés Pastrana, a présenté, mardi 21 septembre, à Washington, son « Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'Etat ».

Le gouvernement colombien espère que ce plan, dont le coût annoncé est de 7,5 milliards de dollars (environ autant d'euros), lui permettra d'obtenir, au cours des trois années à venir, 3,5 milliards de dollars d'aide de la communauté internationale et en particulier des Etats-Unis. Le processus de paix avec la guérilla et la lutte contre le narcotrafic constituent les principaux axes de la stratégie gouvernementale présentée aux Etats-Unis.

Mardi soir, M. Pastrana s'est déclaré *« très satisfait »* de son entretien avec Bill Clinton à New York. Il doit maintenant convaincre le Congrès américain de la cohérence de son action et de la viabilité de sa politique de paix. Dans un communiqué publié dimanche 19 septembre, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – principal mouvement de guérilla du pays – ont vivement critiqué le chef de l'Etat, soupçonné de préparer une intervention américaine sous couvert de la lutte contre le trafic de drogue.



« Nous sommes convaincus que si nos problèmes et nos stratégies sont mieux connus à l'étranger, nous obtiendrons la coopération efficace des nations amies », a déclaré, vendredi 17 septembre, le président de la République. Personne n'est donc dupe : le plan présenté par le gouvernement colombien a été rédigé sous la pression et avec la collaboration directe des Etats-Unis. Le 17 août, le sous-secrétaire d'Etat, Thomas Pickering, a été très précis : sans *« stratégie unique, claire et cohérente »*, les Etats-Unis ne débloqueraient pas de fonds.

COOPÉRATION MILITAIRE

« Plan Washington » titrait, dimanche, *El Tiempo*, le principal quotidien du pays. Le document de trente pages élaboré par les services de la présidence de la République annoncent les cinq volets de l'action gouvernementale : ajustement économique, processus de paix, renforcement du système judiciaire, consolidation des mécanismes démocratiques et lutte intégrale contre le narcotrafic. Les ambitions sont bien définies, mais les moyens très sommairement expliqués.

C'est sur le thème de la drogue que se jouera l'appui des Etats-Unis, alors que le gouvernement Pastrana cherche à convaincre son puissant voisin que le succès de la lutte contre le trafic de drogue passe d'abord par la résolution du conflit armé. Tout en demandant à son homologue américain une aide globale, le plan colombien fait toutefois la part belle à la coopération militaire pour la dotation en équipement et la restructuration des forces armées. Il était donc à prévoir que la guérilla réagirait.

Depuis trois mois, les négociations entre gouvernement et guérilla sont dans l'impasse. Dimanche, un communiqué du secrétariat national de l'état-major des FARC a rendu le gouvernement responsable de la *« suspension indéfinie du dialogue engagé »* et a dénoncé *« son attitude guerrière, susceptible de déboucher sur une guerre civile aux conséquences imprévisibles »*. La liste des griefs de la guérilla est longue : la commission d'accompagnement est jugée inacceptable, le gouvernement est accusé de ne pas avoir obtenu de résultats probants dans la lutte contre les paramilitaires, de ne pas avoir résolu *« les problèmes sociaux des pauvres »* et de ne pas avoir fait voter une loi d'échange des prisonniers.

Le communiqué dénonce également l'*« alliance connue de Pastrana avec les Etats-Unis pour intensifier la guerre »* et qualifie le combat contre le narcotrafic de *« sophisme de distraction »*. Le chef de l'Etat colombien aura du mal à convaincre le Congrès américain que le processus de paix est sur la bonne voie.

M. Ds

Disparitions, exécutions sommaires : des milliers de morts chaque année

ALIRIO URIBE, ainsi que plusieurs de ses confrères avocats, est menacé de mort en Colombie. Dans les locaux parisiens de la Fédération internationale des droits de homme (FIDH), dont il est membre avec son collectif d'avocats José Alvear Restrepo, il a raconté, mardi 21 septembre à Paris, les menaces et le harcèlement dont il est victime. *« Je suis universitaire, mais je n'enseigne plus. Je serais une proie trop facile pour les sicarios »*, explique-t-il, tout en dénonçant la responsabilité de l'Etat colombien dans la dégradation de la situation des défenseurs des droits de l'homme dans son pays.

Alirio Uribe a été accusé, par le parquet colombien, d'appartenir à un groupe de pression qui milite en faveur d'un mouvement de guérilla pour que ses membres en prison bénéficient d'un statut de prisonnier politique. Ce type d'accusation, selon Françoise Marthe, une avocate de la FIDH, *« vise à criminaliser les défenseurs des droits de l'homme en Colombie »* et à les désigner comme des cibles potentielles aux groupes paramilitaires. Il figure avec vingt autres personnalités (journalistes, universitaires et écrivains) sur une liste noire anonyme, les dénonçant comme *« des ennemis du processus de paix »* et désignés, de fait, comme des objectifs militaires.

« La situation des droits de l'homme en Colombie est l'une des plus graves au monde et la plus terrible de toute l'Amérique latine », soutient le secrétaire général de l'organisation, Claude Katz, sans dissimuler le désarroi *« et le pessimisme »* que provoque en lui la situation de la Colombie, où il a déjà effectué quatre missions.

Un an après l'espoir né de l'ouverture de discussions de paix, entre la guérilla et le nouveau président Andrés Pastrana, la Colombie s'enfonce dans une violence totale qui *« vise systématiquement ceux qui manifestent une opposition dans un pays qui n'en connaît pas »*, selon Claude Katz.

La commission Vérité et Réconciliation au Chili *« avait recensé 2 700 cas d'assassinat et de disparition politiques au cours des dix-sept années de la dictature militaire du général Pinochet. Ce chiffre total, avec l'horreur qu'il produit, est très inférieur à celui que nous enregistrons en une seule année en Colombie »*, écrivent les responsables d'un bulletin trimestriel, édité par le Cinep, une association colombienne de défense des droits de l'homme. En 1998, selon le Cinep, il y a eu dans le pays 8 964 cas de violation des droits de l'homme qui ont causé la mort de 3 051 personnes, victimes directes des affrontements armés.

FUITE EN AVANT

L'enlèvement, dimanche, de 30 civils par 200 guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN) n'a fait que couronner une semaine marquée par les exécutions sommaires de personnalités indépendantes. Après le meurtre, le 13 août à Bogota, du journaliste satitrique Jaime Garzon, trois autres exécutions ont inspiré une vague de terreur aux Colombiens. Le maire de Vistahermosa (dans le sud du pays), Marco Londono, a été abattu dimanche par deux tueurs à moto. Il s'agit du huitième maire tué en Colombie depuis le début de l'année et du dix-neuvième depuis deux ans.

Selon la fédération nationale des maires, 500 d'entre eux, sur les 1 081 du pays, subissent la pression des fusils des groupes armés, et le quart d'entre eux (270) sont obligés de *« partager »* le budget de leur localité avec les différents groupes armés. La victime administrait l'une des cinq villes de la zone démilitarisée laissée par le gouvernement au contrôle des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le principal mouvement de guérilla du pays, depuis le 7 novembre 1998 dans le cadre de discussions préliminaires de paix.

L'assassinat de Marco Londono avait été précédé, vendredi, par celui d'un journaliste, Guzman Quintero Torres, rédacteur en chef du quotidien *El Pilon,* à Valledupar (dans le nord du pays). Il avait fait l'objet, il y a quelques années, de menaces de mort de la part de paramilitaires. Plus d'une centaine de journalistes colombiens ont été assassinés au cours des dix dernières années.

Une autre personnalité, l'universitaire Jesus Antonio Bejarano, ancien conseiller pour la paix de l'ex-président César Gaviria (1990-1994), secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats américains), avait été tué, lui, en plein centre de l'université nationale à Bogota, mercredi.

Ces meurtres spectaculaires puisqu'ils ont visé l'activité des victimes (élus, journalistes, universitaires ou défenseurs des droits de l'homme) ne constituent pourtant qu'une infime partie de l'ensemble des assassinats. De plus en plus, en Colombie, les civils subissent directement la violence des groupes armés qui se livrent à une lutte d'influence sans merci, pour le contrôle des régions. Et, dans le registre des massacres, pas plus les mouvements de guérilla que les groupes paramilitaires ne respectent les droits de l'homme. Ils exécutent froidement, selon la méthode des listes, les villageois accusés d'avoir *« collaboré »* avec les uns ou les autres, ou qui se refusent à quitter leur maison et leurs terres.

Depuis 1992, les groupes paramilitaires ont étendu leur influence dans tout le pays. Ils sont tenus pour responsables de la majorité des massacres dans le pays. Et la FIDH dénonce l'attitude des autorités, qui persistent à nier qu'il *« existe une collaboration et des liens étroits entre les paramilitaires et les forces armées »*. Même si certaines procédures judiciaires sont en cours, la règle demeure l'impunité et alimente cette fuite en avant du pays dans la violence et la *« guerre sale »*.

Alain Abellard

TROIS QUESTIONS À...

ALEJO VARGAS

1 L'économiste Jesus Antonio Bejarano, professeur de l'Université nationale, dont vous êtes le vice-recteur, a été assassiné le 15 septembre à Bogota. Que signifie ce crime pour l'université publique colombienne ?

Le fait que le professeur Bejarano ait été assassiné dans les locaux de l'université a très certainement une valeur symbolique. L'université, lieu de débats, devient un champ de bataille : la neutralité n'est plus possible, les idées deviennent dangereuses et la polarisation de la société inévitable. Beaucoup de Colombiens – parmi lesquels nombre d'universitaires – ne se sentent pas encore concernés par le conflit qui déchire notre pays depuis quarante ans. L'assassinat de M. Bejarano nous rappelle brutalement qu'il est, aujourd'hui, impossible et dangereux de prétendre rester à l'écart de cette guerre larvée. Au-delà des initiatives personnelles, l'université, en tant qu'institution, doit assumer ses responsabilités et jouer un rôle actif dans la recherche de la paix.

2 Saura-t-on un jour qui a tué Jesus Antonio Bejarano ?

Extrême gauche armée ? Extrême droite armée ? Ou même délinquance commune ? Nous n'en savons rien, nous n'en saurons probablement jamais rien. Malgré les efforts certains des autorités, le taux d'impunité en Colombie reste terrifiant. Les criminels savent qu'ils peuvent agir sans crainte de sanctions. Dans plus de 90 % des cas, les crimes ne sont pas punis. Il y a là un facteur très grave d'incitation à la violence et de perte de crédibilité des institutions. L'impunité reflète la traditionnelle incapacité de l'Etat à réguler les relations sociales et les conflits.

3 Alors que des chercheurs quittent le pays, quelles mesures envisagez-vous pour garantir la sécurité des professeurs et des étudiants ?

La communauté universitaire, inquiète, a toutefois réagi avec calme. Aucun professeur n'a abandonné le pays. Attention aux rumeurs, qui sont parfois plus terroristes que les faits eux-mêmes. Le Conseil supérieur de l'université réfléchit actuellement aux actions qui permettront de concilier la sécurité de la communauté universitaire et la nécessaire liberté qui doit régner sur le campus. Nous voulons travailler sur le long terme, sur les comportements culturels. Nous réfléchissons donc au concept d'identité, de réseau de solidarité et de contrôle social. Si l'Etat est incapable de le faire, c'est tous ensemble que nous assurerons notre sécurité. Développer des mécanismes de conscience et d'action collectifs au sein de l'université permettra d'éviter le recours à des méthodes policières.

Propos recueillis par Marie Delcas

LeMonde Job: WMQ2309--0003-0 WAS LMQ2309-3 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1823 Lcp:700 CMYK

Les autorités et la population de Taïwan se mobilisent après le séisme

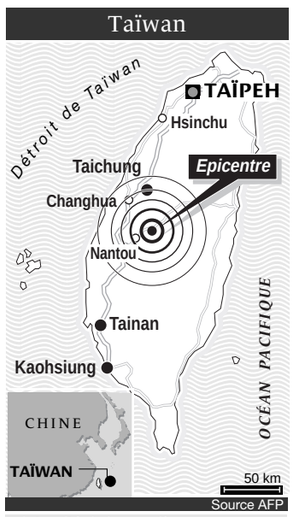
Le bilan provisoire fait état de 1 772 morts et 4 500 blessés

Alors que les secouristes continuaient, mercredi 22 septembre, à fouiller les décombres en quête de survivants, après le violent tremblement de terre qui a frappé l'île la veille, deux violentes répliques sismiques ont été enregistrées à Taïwan. La première a atteint une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter, et la seconde de 6,3 , une trentaine d'heures après le séisme qui a fait 1 772 morts et 4 500 blessés, selon un bilan provisoire.

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

« Il va y en avoir un autre aujourd'hui. Plus fort que celui d'hier ». La prédiction ne vient pas seulement des autorités, qui mettent en garde la population contre les risques généralement avérés de voir les répliques sismiques causer plus de dommages encore sur les constructions déjà ébranlées par le tremblement de terre du mardi 21 septembre. Elle est répétée par l'homme de la rue comme une certitude. Avec une sorte de calme résignation, à l'image de l'étonnante mobilisation nationale qui a suivi le séisme.

Devant les décombres et le bilan encore provisoire – 1 772 morts retrouvés, 3 000 personnes encore prisonnières des ruines mercredi matin, près de 4 500 blessés – Taïwan découvre sa fragilité, avec une brutalité qui ne l'avait pas frappée à ce point depuis six décennies, lorsque le plus meurtrier tremblement de terre du siècle, celui de Hsinchu en 1935, avait fait 3 000 morts dans ce qui n'était alors qu'une petite colonie japonaise peu développée.



- Intensité de la première secousse, dans la nuit du 20 au 21 à 1h45mn ; Puis deux répliques une trentaine d'heures plus tard (**6,8** *puis* **6,3** *de magnitude)*

UN PIED DE GÉANT

Les images parlent d'elles-mêmes, qui parviennent aux habitants de Taïpeh par une presse redoublant d'efforts en éditions spéciales, imprimées et audiovisuelles, sur les travaux des secouristes qui s'acharnent à rechercher, à l'aide de chiens, des traces de vie sous des centaines de plafonds écrasés. Ces immeubles effondrés, couchés sur le flanc ou écrasés sur eux-mêmes comme autant de dominos d'un jeu de mah-jong qu'aurait foulé un pied de géant, ne convenaient évidemment pas à un terrain d'activité sismique particulièrement intense.

Ceci ne concerne pas seulement l'immeuble d'appartements au nom qui se voulait avenant, *« Doctors'Home »* (Le Foyer des médecins), à Hsinchuang, dans la banlieue de la capitale, à propos duquel un juge d'instruction est déjà à la recherche des preuves démontrant le non-respect des normes de sécurité dans la construction, cause de l'effondrement de ce qui était la résidence de 48 familles, dont 11 membres ont péri. Ou encore cet hôtel du Mont-aux-Sapins (Songshan) de la capitale, qu'on croirait avoir été pris d'un brusque coup de fatigue au point de s'affaisser à 45 degrés sur le temple voisin tout en pliant sur ses bases. Soixante personnes en étaient encore prisonnières mercredi matin.

Les défauts structurels semblent tout autant la cause de la destruction d'une sous-station électrique près de l'épicentre du séisme, à Nantou. Ce sont les deux tiers septentrionaux de l'île qui subissent depuis mardi des coupures d'électricité prolongées, aggravées par l'arrêt de deux réacteurs nucléaires pour inspection. Cinq millions de personnes étaient sans électricité, mercredi. Les réfrigérateurs des supermarchés réduits à l'impuissance, le Taïwanais abandonnait ses habitudes « américaines », récemment acquises, de fruits et boissons froides au petit déjeuner pour retrouver le goût du lait de soja et des beignets vendus à la sauvette au pied des immeubles d'affaires. La firme Taipower estime ne pas être en mesure de restaurer pleinement la production d'électricité avant une à deux semaines, la pénurie devant affecter sérieusement l'industrie, et au premier chef le parc de haute technologie de Hsinchu, fleuron du développement économique taïwanais, où sont produits une partie des microprocesseurs électroniques dont Taïwan alimente le marché mondial à hauteur de 10 % de ses besoins.

DÉDOMMAGEMENTS FINANCIERS

Fragile, Taïwan n'en fait pas moins la preuve d'une impressionnante détermination face au sort. Contrairement à l'image approximative que donnent d'ordinaire les services publics, le pouvoir s'est ressaisi rapidement, sans pour autant céder à la tentation de déclarer un *« état d'urgence »* que peu de voix ont réclamé. Sous la houlette du président Lee Teng-hui, omniprésent, l'armée et la défense civile ont été dépêchées pour assister les secouristes, rouvrir les routes coupées, distribuer les premières aides matérielles. Un nombre inattendu d'engins de travaux publics ont été réquisitionnés pour dégager les ruines. Des dédommagements financiers substantiels ont été annoncés pour les sans-abri.

Taïpeh, encore plongée pour une bonne part dans l'obscurité mardi soir, reprenait ses allures usuelles mercredi, embouteillages compris, en dépit des répliques sismiques qui continuaient d'en secouer les immeubles à intervalles irréguliers, faisant gémir et grincer même les plus modernes. La volonté d'assurer l'essentiel de l'activité était allée, mardi, jusqu'à rendre complètement imperceptible toute marque du séisme, quelques heures seulement après le choc, à quiconque arrivait à l'aéroport Tchang Kaï-chek, l'un des plus fréquentés d'Asie.

Les réunions de crise se sont multipliées non seulement au sein des appareils politiques – mettant provisoirement entre parenthèses la pré-campagne électorale en cours pour le scrutin présidentiel de mars 2000 – mais également dans les corps de métiers et dans le secteur économique privé, chacun étant soucieux d'apporter – et d'afficher – sa solidarité sous la forme de contribution aux œuvres de charité, bouddhistes, chrétiennes ou laïques.

La gestion de cette catastrophe fait ainsi penser à ce qu'on peut attendre d'un pays moderne, meurtri mais résolu. A un « détail » près : Taïwan n'existe pas, au plan diplomatique, s'entend. N'existe ici qu'une « République de Chine » que presque plus personne ne reconnaît au sein de l'Organisation des Nations unies – ce qui contraint cette dernière à négocier avec la Chine populaire, seule « Chine » reconnue, l'envoi d'experts chargés de coordonner les équipes de secours venues ou attendues de l'étranger (Japon, Etats-Unis, Israël, Allemagne, Singapour). Pékin, qui multiplie ces temps-ci les menaces contre une dérive indépendantiste taïwanaise, n'a pas manqué l'occasion de teinter politiquement sa compassion. *« Le peuple chinois ne forme qu'un seul corps des deux côtés du détroit* [de Formose] *»*, a rappelé le président Jiang Zemin, chef de l'Etat chinois, en annonçant l'envoi d'aides d'urgence par le biais d'organisations non gouvernementales, les deux rives n'entretenant théoriquement pas de relations officielles. La France, a dit pour sa part Jacques Chirac, *« se tient disponible »* pour apporter son aide à *« la population de Taïwan »*.

Francis Deron

Les milices intensifient les représailles au Timor-Oriental

Un journaliste néerlandais a été assassiné

DILI
de notre envoyé spécial

A même la terre, au milieu des arbres, derrière une souche, non loin de la petite église Saint-Paul, près de la petite route qui traverse Becora, un faubourg de Dili, un homme est allongé la face contre le sol. Il ne bouge pas. Son visage est affreusement mutilé. C'est un Occidental, le premier mais peut-être pas le dernier probablement, tué par des miliciens pro-indonésiens. Des soldats de l'armée indonésienne gardent la scène, refusent de parler. L'un d'eux repousse un Est-Timorais, qui habite tout près en lui braquant son fusil d'assaut dans le ventre.

REPORTAGE
L'opération internationale entre dans une phase critique

A quelques kilomètres de là, à l'hôtel Tourismo de Dili, où beaucoup de journalistes étrangers sont concentrés alors que les Indonésiens campent au quartier général de leur armée, l'angoisse et l'émotion se lisent ce mercredi 22 septembre sur les visages. Les soldats australiens qui gardent l'hôtel enfilent leurs gilets pare-balles, mettent leurs casques. Depuis la veille, un journaliste occidental, le Néerlandais Sander Thoenes, trente ans, correspondant du *Financial Times* à Djakarta, a disparu. Et beaucoup de ceux qui le connaissent sont presque certains qu'il est l'homme qui gît à Becora. Plus tard, un porte-parole de l'ONU confirmera qu'il s'agit bien du journaliste.

A la porte de l'hôtel, un Est-Timorais arrive en boitant. Il s'appelle Florindo Araujos. Il raconte qu'il a emmené la veille un journaliste occidental à l'arrière de sa moto à Becora. Peu après l'église Saint-Paul, il a vu un barrage de miliciens armés de fusils automatiques avec des pièces d'uniforme de l'armée indonésienne. Il raconte : *« Ils étaient six avec trois motos. J'ai fait demi-tour, j'ai crié au passager de s'accrocher. Ils nous ont pourchassés en moto. Ils ont tiré. Des balles sifflaient autour de nous. Ils ont touché la moto. Nous sommes tombés. Je me suis relevé. Mais mon passager est resté par terre, peut-être blessé. Je me suis enfui, ils me tiraient dessus. Quand je me suis retourné, il était entouré par les miliciens. »*

Presque au même moment, non loin de là, sur les collines qui surplombent Becora, Jon Swain, journaliste au *Sunday Times* de Londres, Chris Hires, photographe de l'agence Gamma, leur chauffeur et un traducteur timorais, ont de sérieux ennuis. Ils sont pris à partie par des soldats de l'armée indonésienne. L'un d'eux s'approche de la voiture s'empare du chauffeur et commence à le battre, à coups de crosse. Il est grièvement blessé, un œil exorbité. Le traducteur est arrêté. Les journalistes réussissent à s'enfuir, se réfugient dans un village, des maisons brûlent. Ils appellent au secours avec leur téléphone portable. Dans la nuit, l'armée australienne lance une opération de secours avec une centaine d'hommes, des blindés et des hélicoptères et récupère les journalistes sains et sauf.

Les milices, qui avaient promis de tuer *« un Australien par jour »*, ont-elles décidé de commencer par les vulnérables et très identifiables journalistes étrangers ? Ou s'agit-il de simples incidents ? Avant la découverte du corps à Becora, le général australien Peter Cosgrove, commandant de l'Interfet, la force internationale pour le Timor-Oriental, avait jugé *« les dernières vingt-quatre heures particulièrement dangereuses »*. *« Certains signes,* avait-il dit, *font penser que les milices sont irritées par le retour des réfugiés à Dili »* et qu'elles *« tentent d'intensifier leurs opérations pour montrer que la situation n'est pas calme. »*

Jean-Baptiste Naudet

Le sort des déplacés

Deux jours après le début de l'opération internationale au Timor-Oriental, le nombre des Est-Timorais déplacés à la suite des violences déclenchées par les milices pro-indonésiennes reste incertain, tout comme leur sort. Selon le ministre australien des affaires étrangères, Alexander Downer, 300 000 personnes auraient été chassées de chez elles depuis le référendum du 30 août. Au Timor-Occidental, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime leur nombre à 200 000. Selon la présidente du HCR, Mme Sadako Ogata, l'état des ressources nécessaires pour leur venir en aide est *« au moins pour l'instant à peu près convenable »*. En revanche, le sort des 190 000 personnes qui, selon les organisations humanitaires, seraient cachées dans les forêts du Timor-Oriental afin d'échapper à la vague de violences est plus critique. – ***(AFP.)***

Relance des relations franco-algériennes en marge de l'Assemblée générale de l'ONU

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Résumant son entretien, mardi 21 septembre à New York, avec le premier ministre français, Lionel Jospin, le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a dit : *« Nous avons levé à la fois les équivoques et les malentendus. Nous avons dit ce qui était considéré comme les non-dits. »* Selon M. Bouteflika, l'Algérie *« retourne à la normalité et les relations franco-algériennes doivent aussi redevenir exemplaires »*. Pour Lionel Jospin, cette rencontre de près de deux heures était l'occasion de *« comprendre ce qui s'est passé au cours des dix dernières années et de parler de ce que nous avons à bâtir et à construire dans les années qui viennent à partir de cette chance historique que représente la présence d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie, avec cette légitimité, cette force qu'a donnée notamment le référendum sur la concorde nationale »*.

Symboliquement important, cet entretien, qui s'est déroulé dans *« un climat très chaleureux et confiant »*, n'a donné lieu à aucune annonce concrète. Les dossiers contentieux entre les deux pays n'ont pas été discutés et doivent être traités par les ministres compétents. Selon une source informée, la rencontre de mardi était *« purement politique »* ; en ce qui concerne Air France, *« la décision de principe du retour d'Air France à Alger est, d'une certaine façon, prise* ; *nous ne discutons plus maintenant que des modalités et de la mise en œuvre »*.

Lors d'un point de presse, le premier ministre a déclaré que la France et l'Algérie veulent établir des relations bilatérales *« fortes et denses »*. Il a également indiqué que la rencontre avait aussi servi à préparer des *« les bonnes conditions »* dans lesquelles pourraient se faire les déplacements *« tout à fait essentiels »* des deux chefs d'Etat dans les deux pays, *« ces rendez-vous d'Etat symboliques qui vont se réaliser dans les mois qui viennent »*.

RÉCHAUFFEMENT DIPLOMATIQUE IRANO-BRITANNIQUE

Par ailleurs, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, et son homologue iranien Kamal Kharazi, qui se sont entretenus en marge de la 54e Assemblée générale de l'ONU, ont annoncé la reprise des visites ministérielles pour la première fois depuis vingt ans. Le ministre iranien devrait se rendre à Londres *« avant la fin de l'année »*, a indiqué M. Cook. Une première rencontre, en 1998 à New York, entre les deux ministres avait été l'occasion pour M. Kharazi d'annoncer la levée de la *fatwa* contre l'écrivain Salman Rushdie, décision qui avait été aussitôt rejetée par d'autres responsables religieux à Téhéran.

Interrogé à ce sujet, Robin Cook s'est dit *« convaincu »* que le gouvernement iranien *« s'en tient à cette décision »* et a souhaité voir *« tous les éléments de la société iranienne, et pas seulement le gouvernement, accepter cette position »*. La *fatwa,* qui encourage les musulmans à exécuter l'auteur des *Versets sataniques* jugé blasphématoire pour l'islam, était le principal obstacle à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.

LE DISCOURS DE BILL CLINTON

A la tribune de l'Assemblée générale, le président américain, Bill Clinton, s'est adressé aux délégués des 188 pays membres de l'ONU. Reprenant le thème des interventions militaires humanitaires introduit la veille par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, M. Clinton a exhorté la communauté internationale à ne plus accepter les atrocités commises de par le monde : *« face à une campagne délibérée et organisée pour assassiner tout un peuple ou l'expulser de sa terre, l'aide humanitaire est importante mais insuffisante »*, a affirmé le président américain. Il a toutefois tempéré ses propos par une dose de réalisme en disant : *« Il est facile de dire "plus jamais", mais il est nettement plus difficile de le mettre en pratique, promettre trop peut être aussi cruel que faire trop peu. »*

Bill Clinton a qualifié l'ONU d'instrument *« indispensable »* à la communauté internationale et qui devrait avoir un *« rôle étendu »* dans le règlement des conflits ; il ne s'est cependant pas engagé publiquement à payer les arriérés américains bloqués par le Congrès et qui s'élèvent désormais à près de 2 milliards de dollars (environ autant d'euros). Parlant d'une voix rauque, provoquée par des allergies, M. Clinton a évoqué plusieurs cas où l'intervention prenait son sens au niveau régional : *« comme les Africains au Sierra Leone, les pays d'Asie du Sud à Timor et l'OTAN au Kosovo »*. *« Je sais que certains s'émeuvent du fait que les Etats-Unis et les autres ne réagissent pas à chaque catastrophe humanitaire dans le monde »*, a dit le président à propos des conflits en Afrique, en ajoutant : *« mais nous ne pouvons pas tout faire partout »*.

LA RUSSIE DÉNONCE LE « SÉPARATISME AGRESSIF »

Le ministre russe des affaires étrangères a dénoncé le *« séparatisme agressif et le terrorisme »*. Igor Ivanov, dont le pays est engagé dans une guerre contre la rébellion islamiste au Daghestan, a pressé la communauté internationale de *« s'opposer à toute manifestation de séparatisme »*.

Se rangeant dans le camp des défenseurs de la souveraineté nationale, notion qui la veille avait été remise en cause par le secrétaire général de l'ONU, M. Ivanov a demandé que les Nations unies *« défendent avec force les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale »*.

Afsané Bassir Pour

Lire aussi notre éditorial page 16

Le casse-tête irakien

A la suite de réunions organisées la semaine dernière à Londres, les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avaient prévu de se retrouver cette semaine à New York, en marge de la 54e Assemblée générale de l'Organisation, pour tenter de rapprocher leurs positions sur l'Irak. La participation de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, à une rencontre avec une délégation d'opposants au régime du président Saddam Hussein, le 20 septembre, risquait cependant de remettre en cause cette réunion. Bagdad a pour sa part rejeté, par avance, toute décision du Conseil de sécurité de l'ONU ne prévoyant pas une levée totale de l'embargo qui frappe le pays depuis 1990. *« L'Irak ne portera aucun intérêt à une réunion à laquelle il ne participerait pas activement, et qui ne répondrait pas à ses demandes légitimes »* de levée des sanctions internationales, a affirmé un porte-parole irakien. – ***(AFP.)***

LeMonde Job: WMQ2309--0004-0 WAS LMQ2309-4 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 11:04 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1824 Lcp:700 CMYK

Les socialistes européens volent au secours du chancelier Schröder

Fini les polémiques qui avaient suivi, cet été, la publication du « manifeste » Blair-Schröder sur la modernisation de la social-démocratie. Les déboires électoraux spectaculaires du SPD en Allemagne poussent Lionel Jospin à resserrer les rangs avec ses partenaires allemands

Le premier ministre Lionel Jospin se rendra samedi 25 septembre à Berlin, première étape d'une série de rendez-vous entre dirigeants de gouvernements socialistes européens qui doit se clore en novembre, à Florence, par un sommet sur la modernisation de la gauche, qui réunira MM. Schröder, Blair, D'Alema et Jospin, en présence du président Bill Clinton. Entre-temps, le chancelier allemand se sera exprimé, à l'invitation de Laurent Fabius, devant l'Assemblée nationale, et Paris aura accueilli un sommet de l'Internationale socialiste où ses dirigeants chercheront à montrer un front commun. Les difficultés du chancelier allemand à convaincre ses concitoyens de sa méthode pour moderniser la société, à l'origine des cinglantes défaites électorales que le SPD accumule depuis plusieurs mois, poussent les dirigeants socialistes européens à oublier les polémiques qui avaient suivi la publication du « manifeste » Blair-Schröder en juin. L'entourage du chancelier prend ses distances avec ce document, très critiqué au sein du PS français.

LES DÉBOIRES électoraux de Gerhard Schröder poussent les gouvernements de gauche européens à resserrer les rangs autour de lui. Tony Blair, co-auteur en juin avec le chancelier allemand d'un texte sur la nouvelle gauche, estime important de soutenir ses réformes. Lionel Jospin, lui, rencontrera samedi 25 septembre le chancelier en sa capitale, Berlin. Il y déjeunera à la villa Pückler, sa nouvelle résidence, après avoir clôturé avec lui un colloque sur la mémoire organisé à l'Institut franco-allemand de Genshagen.

Pour Paris, le moment est venu de renouer entre les deux gouvernements une relation plus sereine que celle qui prévalait avant l'été, à la fin de la présidence allemande de l'Union. Une main tendue qui devrait être favorablement accueillie par un chancelier sérieusement malmené. Gerhard Schröder, qui avait souhaité incarner après son élection, il y a un an, une Allemagne rajeunie, capable de parler haut en Europe et dans le monde, paie cher d'avoir donné le sentiment à l'électorat de mettre en péril ce qui a permis à la République fédérale d'asseoir une confiance retrouvée après la guerre : un système d'économie sociale de marché longtemps passé pour un modèle et une imbrication européenne passant par une relation privilégiée avec la France.

La publication, en juin, à quelques jours des élections européennes, du texte connu sous le nom de « manifeste Blair-Schröder », prônant une *« troisième voie »* pour la modernisation de la social-démocratie européenne, a eu pour le chancelier des répercussions inattendues. Concocté par les éminences grises des deux chefs de gouvernement, le britannique Peter Mandelson et l'Allemand Bodo Hombach, ce texte reprenait le credo blairien du nouveau centre-gauche. Tombant au mauvais moment, il a accru les tensions dans la gauche allemande et compliqué les relations avec Paris.

CONTENTIEUX ALOURDI

A Paris comme à Berlin, on affirme aujourd'hui que le chancelier allemand, qui n'avait qu'une connaissance imparfaite du document, s'était laissé bousculer par Londres, ravi, à la veille du scrutin européen, de montrer à ses électeurs sa capacité à inspirer le débat sur la modernité en Europe. Tony Blair, qui veut accélérer l'intégration de son pays dans l'Union européenne, n'a de cesse de prouver à ses concitoyens que la Grande-Bretagne doit assumer un rôle de leadership, plutôt de laisser la France et l'Allemagne guider ses choix. Six mois après la relance, avec la France, de la défense européenne, l'occasion était belle de montrer que pouvait aussi exister un axe germano-britannique.

Bien qu'informé de la teneur des discussions, Lionel Jospin s'était senti trahi dans sa confiance. Le « manifeste » a ainsi contribué à alourdir un contentieux déjà lourd entre Matignon et la chancellerie. La présidence allemande de l'UE a été difficile pour les relations. Les préliminaires de l'intervention au Kosovo, où les Allemands ont eu le sentiment d'être traités comme des novices, et les négociations sur les perspectives financières de l'Union ont laissé des traces. La démission brusque du gouvernement allemand d'Oskar Lafontaine, le rival de Gerhard Schröder, avec lequel les socialistes français avaient d'étroits contacts, a compliqué les choses. Le ton s'est vite aigri.

A la veille du dernier sommet franco-allemand, fin mai, l'entourage du premier ministre ne cachait pas ses critiques des projets allemands en matière de politique européenne de l'emploi, considérés comme un abandon des engagements. Le chancelier, dont l'entourage ne s'est jamais caché de considérer le socialisme à la française d'antédiluvien, s'en est irrité. De là à suspecter le successeur d'Helmut Kohl de brader la relation franco-allemande pour une politique guidée par ses stricts intérêts nationaux, il n'y avait qu'un pas, que certains, à Paris, n'étaient pas loin de franchir.

Plus grave pour le chancelier a été l'impact que le manifeste londonien a eu sur son électorat, cristallisant les mécontentements provoqués par les restrictions

budgétaires annoncées. La série spectaculaire de défaites enregistrées à la rentrée par le SPD montre que le message du chancelier sur la nécessité de moderniser la société allemande est loin d'avoir été compris. Gerhard Schröder se trouve aujourd'hui dans une impasse voisine de celle du gouvernement Juppé lors des grandes grèves de 1996. Cet affaiblissement du gouvernement allemand ne fait l'affaire de personne à Paris ou à Londres. On reconnaît, au 10 Downing Street, avoir sous-estimé les répercussions du « manifeste » sur le débat intérieur allemand. Peter Mandelson, conseiller très proche de Tony Blair, en rejette la responsabilité sur un SPD indiscipliné qu'il accuse de ne pas accepter le changement. Il assure que M. Schröder peut compter sur le soutien de Londres pour poursuivre sa réforme du système social allemand pour tenir compte de la globalisation.

Après avoir surmonté leur aigreur, les socialistes français, pour d'autres raisons, jugent eux aussi nécessaire d'apporter leur contribution à la stabilisation de la situation. L'affaiblissement de la relation franco-allemande était jugé inquiétant à Paris. A la demande de Lionel Jospin, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, a rencontré à plusieurs reprises depuis l'été MM. Mandelson et Hombach pour déminer le terrain. Le départ du conseiller du chancelier (devenu administrateur du Pacte de stabilité pour les Balkans) devrait faciliter les choses avec le PS, où il n'a jamais été populaire.

Les discussions devraient être reprises en main côté allemand par Rudolf Scharping, ministre de la défense et président du Parti des socialistes européens. Ancien candidat à la chancellerie, celui-ci vient d'être nommé à la tête de l'importante commission des programmes du parti social-démocrate, chargée de préparer le congrès. C'est lui et le futur secrétaire général du SPD, Franz Müntefering, qui guideront la réflexion du parti sur la modernisation de la société allemande, afin de rendre les réformes du gouvernement plus acceptables par l'électorat. Une réflexion qui doit s'imbriquer dans un contexte européen, dont le manifeste Blair-Schröder n'avait pas assez tenu compte aux yeux de nombreux dirigeants sociaux-démocrates.

Henri de Bresson
(avec Patrice Claude à Londres)

Peter Mandelson, conseiller de Tony Blair et inspirateur de la « troisième voie » sociale-démocrate

« L'évolution de nos politiques doit être gouvernée par les changements dus à la mondialisation »

« Le "manifeste" Blair-Schröder, dont vous avez supervisé la rédaction avec Bodo Hombach, semble avoir coûté cher au chancelier allemand sur le plan électoral !

– La manière dont le texte a été présenté et utilisé en Allemagne a contribué à la confusion dans l'esprit des électeurs sur la direction suivie par le gouvernement. Le problème essentiel en Allemagne n'est pas la politique de M. Schröder, ce sont les désaccords et l'absence de discipline parmi les dirigeants du parti et du gouvernement.

– Faut-il le soutenir ?

– Nous croyons en M. Schröder, nous sommes d'accord avec sa politique. C'est un bon dirigeant pour l'Allemagne. Il mérite le plein appui de son parti et je regrette qu'il ne l'ait pas. Ce n'est pas parce qu'il va dans la mauvaise direction, mais parce que certains, au SPD, n'ont pas suffisamment compris les nouvelles réalités de l'économie et leurs conséquences pour les gouvernements de gauche dans toute l'Europe.

» Schröder n'est isolé ni dans son pays ni en Europe. Les changements que Tony Blair et lui préconisent ne sont pas nés d'un désir de jeter nos valeurs communes aux orties. Il s'agit de répondre à l'émergence d'une nouvelle économie mondiale. Ces nouvelles conditions, tous les gouvernements de gauche européens y sont confrontés, et ils en débattent tous. Comment appliquer les valeurs que nous partageons en matière de justice sociale dans un monde en pleine mutation ? Le modèle, les conditions nationales et l'histoire de la gauche française ne sont pas les mêmes que pour les Britannique et les données sont également différentes en Allemagne. Nous pouvons donc avoir des rhétoriques différentes, avancer à des vitesses diverses, mais tout le monde est d'accord sur la nécessité du changement. Cela vaut pour Lionel Jospin ausi bien que pour Blair et Schröder.

– Pourquoi ne pas avoir invité les Français à participer à la rédaction du document Blair-Schröder ?

PETER MANDELSON

– Lionel Jospin, de même que mon interlocuteur au PS, Pierre Moscovici, ont eu connaissance de notre travail très tôt et ont vu le texte avant sa publication. Mais il ne s'agissait pas d'un manifeste pour la gauche, d'un programme que nous demandions aux autres de signer. Notre intention était seulement de publier une contribution de deux leaders européens au débat sur la nouvelle pensée de gauche en Europe.

– Votre document est apparu socialement faible à beaucoup.

– La presse a donné cette impression. Il ne l'est pas. Je rejette avec force l'idée que la nouvelle pensée de gauche pratiquée en Grande-Bretagne signifie le rejet de la justice sociale. Celle-ci a toujours été importante pour Blair et Schröder et nos propres performances en la matière n'ont rien à envier aux autres gouvernements européens. Mais il n'y a pas de justice sociale sans emplois, et nous n'aurons pas d'emplois si nous ne parvenons pas à faire face aux changements de l'économie émergente. Les deux notions ne sont pas séparées : dynamisme économique et justice sociale sont les deux faces d'une même pièce. C'est le défi auquel est confrontée la gauche européenne.

– Tout en marquant sa différence avec votre approche, Lionel Jospin a souligné lui aussi à La Rochelle la nécessité d'une alliance entre les classes populaires et les classes moyennes...

– L'enrôlement des classes moyennes ne signifie aucunement le rejet des classes traditionnelles de travailleurs ou des électeurs qui soutiennent historiquement la gauche. Nous ne faisons pas de choix entre anciens et nouveaux électeurs, entre ouvriers et employés des nouvelles industries de service. Notre programme doit être soutenu par les deux, c'est ce que Lionel Jospin a dit à La Rochelle, et nous sommes d'accord. Il y a deux réalités à prendre en compte : la première est que nous ne pouvons plus nous reposer entièrement sur les travailleurs industriels traditionnels pour rester au pouvoir, parce que leur nombre s'est réduit. La seconde est que l'évolution de nos politiques doit être gouvernée par les changements objectifs, à savoir la mondialisation et le nouvel âge de l'information. Nos économies doivent être plus compétitives, plus flexibles, plus dynamiques et mieux répondre aux forces de la globalisation et aux spectaculaires mutations technologiques. Je suis sûr que Lionel Jospin est d'accord avec cela. Les conclusions politiques précises que chacun en tire, le rythme pour effectuer les changements nécessaires et, certainement, la manière dont vous présentez ces changements à vos électorats peuvent être divers. Mais j'insiste, quelles que puissent être nos différences rhétoriques, le terrain commun, entre nous, est bien plus profond. Nous avons fait beaucoup de chemin depuis deux ans, quand nous avons laissé s'installer l'idée dans la presse que Tony Blair et Lionel Jospin étaient dans deux camps différents. Cela avait plus à voir avec la symbolique, la rhétorique, que la substance.

– Mais vous n'entendrez jamais en France quelqu'un à gauche parler de flexibilité en matière sociale ?

– C'est une question de rhétorique. Dans la substance, Lionel Jospin parle de la nécessité pour l'économie française de répondre et de s'adapter aux changements économiques. C'est un réaliste. C'est un intellectuel, une personne qui a une pensée, et c'est pour cela que Tony Blair le respecte. Pour cela aussi qu'il est un excellent leader de gauche en France, avec un gouvernement qui réussit remarquablement. »

Propos recueillis par
Henri de Bresson
et Patrice Claude

M. Jospin ira au « sommet des modernisateurs »

LIONEL JOSPIN a répondu favorablement à l'offre faite par Gerhard Schröder et Massimo D'Alema de prendre part, les 20 et 21 novembre, à Florence, à un *« sommet des modernisateurs »* de la gauche, auquel sont également conviés Tony Blair et Bill Clinton. M. Jospin, qui accueillera dix jours auparavant à Paris le sommet de l'Internationale socialiste, a longuement hésité. Il a fini par se rallier à l'avis de ceux qui lui conseillaient de profiter de l'occasion pour décrisper le débat sur la *« troisième voie »* chère à Tony Blair et montrer qu'il ne craint pas de confronter sa vision de la modernité socialiste à celle des défenseurs de la *« nouvelle gauche ».*

La présence du président américain était souhaitée depuis longtemps par M. Blair, qui n'avait pas réussi jusque-là à en convaincre ses amis européens, notamment français. Pour Peter Mandelson, conseiller de Tony Blair, cette présence est importante, parce que Bill Clinton *« conduit une politique de centre-gauche depuis 1992 aux Etats-Unis, que c'est un grand stratège qui dispose d'une énorme expérience dont la gauche serait stupide de se priver ».* La venue de Lionel Jospin était vivement souhaitée par Berlin, qui ne souhaite pas être laissé en tête à tête avec les Anglo-Saxons dans ce débat, comme aurait pu le faire croire le manifeste Blair-Schröder. Bien qu'ils reprochent aux socialistes français une vision un peu passéiste de la gauche et du rôle de l'Etat, beaucoup de dirigeants du SPD reconnaissent qu'il y a aussi dans l'expérience au pouvoir des socialistes français des leçons à retenir.

L'acceptation du premier ministre s'inscrit dans une série de gestes destinés à décrisper l'atmosphère. MM. Jospin et Schröder se rencontrent samedi 25 septembre à Berlin, où ils doivent s'exprimer l'un et l'autre sur le thème de la mémoire.

Le 30 octobre, lors du sommet franco-allemand, le chancelier prendra aussi la parole devant l'Assemblée nationale. C'est la première fois qu'un chancelier allemand se voit adresser une telle invitation. Tony Blair et le roi Hassan II du Maroc sont intervenus devant la représentation nationale française, mais Helmut Kohl n'y a jamais été invité.

H. de B.

LeMonde Job: WMQ2309--0005-0 WAS LMQ2309-5 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:24 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1825 Lcp:700 CMYK

Rome rejette le compromis proposé par l'Eglise allemande sur l'avortement

Mgr Karl Lehmann a été réélu président de la Conférence épiscopale

Rome a refusé le compromis des évêques allemands, qui aurait permis à l'Eglise catholique de continuer d'animer des centres de conseil pour avortement. L'Eglise devrait sortir de ces centres, mais le relais serait pris par des organisations laïques. Les évêques ont fait bloc derrière Mgr Karl Lehmann, qui s'oppose depuis deux ans à Rome, en le réélisant, mardi 21 septembre, à la présidence de la Conférence épiscopale.

EN RÉÉLISANT, mardi 21 septembre, dès le premier tour et à la majorité des deux tiers, l'évêque de Mayence Karl Lehmann président de la Conférence épiscopale, les soixante-dix évêques allemands, réunis cette semaine à Fulda (Hesse), ont fait bloc contre les conservateurs : ce théologien ouvert de soixante-trois ans, qui n'est toujours pas cardinal, se bat depuis deux ans contre le Vatican pour que l'Eglise catholique continue d'animer les centres de consultation avant avortement.

En vain : les évêques viennent de recevoir de Rome une lettre, datée du 18 septembre, qui rejette le compromis proposé au printemps par l'Eglise d'Allemagne pour pouvoir continuer d'animer ces centres.

L'avortement est illégal en Allemagne, mais est dépénalisé au cours des douze premières semaines de grossesse à condition de passer un entretien préalable dans un centre de consultation. La moitié de ces 1 686 centres sont gérés par la puissance publique, l'autre moitié par des institutions indépendantes, dont les Eglises catholique (264 centres) et protestante (255). L'Eglise catholique estime que, par son action, elle conduit près de 5 000 femmes par an à renoncer à un avortement.

Au début de 1998, le pape a estimé qu'en délivrant les certificats aux femmes qui n'avaient pas renoncé à interrompre leur grossesse, l'Eglise se faisait complice des avortements et demandé aux évêques d'y mettre fin. En juin, les évêques croyaient avoir trouvé un subterfuge, en décidant d'inscrire sur le certificat que celui-ci *« ne peut pas être utilisé pour l'exécution dépénalisée de l'avortement »*. Soucieux de ne pas remettre en cause la collaboration entre l'Etat et les Eglises dans de nombreux domaines sociaux, les Länder se sont empressés de dire que le tampon ne changeait en rien la validité du certificat, qui continuait de prouver que l'entretien nécessaire avait eu lieu.

VICTOIRE DES CONSERVATEURS

Sous la pression des conservateurs allemands, en particulier de Mgr Johannes Dyba, de Fulda, et surtout du cardinal Joachim Meissner, de Cologne, Rome a alors révisé son jugement, et fait part de son rejet du compromis de juin, lors de la visite à Rome, jeudi 16 septembre, de Mgr Lehmann, flanqué des trois cardinaux allemands, Joachim Meissner, Georg Sterzinsky (Berlin), Friedrich Wetter (Munich). La lettre du 18 septembre met les points sur les i : *« L'intention du pape est de faire en sorte que le certificat ne permette plus d'ouvrir la voie à un avortement*, explique la missive romaine, qui n'est pas signée du pape mais de ses conseillers, les cardinaux Ratzinger et Sodano. *Le Saint-Père a particulièrement à cœur que l'Eglise donne un exemple de grande transparence et qu'elle évite tout ce qui pourrait être interprété comme un manque de clarté ou étant à double sens. »*

La décision romaine est une victoire des conservateurs, mais la réélection de Mgr Lehmann confirme que ceux-ci sont minoritaires en Allemagne. M Lehmann n'a pas renoncé : *« Tant que l'Eglise est une Eglise du peuple, elle doit s'occuper des problèmes qui concernent les gens dans la société »*, a-t-il déclaré. En appelant, mardi 21 septembre à la conscience de chacun, Mgr Lehmann a renvoyé la responsabilité des évêques dans chaque diocèse, de sortir ou non des centres d'avortement, mais, reconnaît-il, la lettre de Rome laisse *« peu de marge de manœuvre »*. On voit mal désormais comment l'Eglise d'Allemagne pourrait continuer d'émettre les certificats, mais des organisations laïques pourraient prendre le relais. Le sujet de l'avortement était à l'ordre du jour des débats des évêques réunis à Fulda (Hesse), toute la semaine. La décision de Rome suscite l'incompréhension des milieux laïcs catholiques, tandis que, à gauche, quelques voix remettent en cause le rôle de l'Eglise, comme la Verte Christa Nickels, qui affirme que *« l'Eglise catholique n'est plus pour l'Etat un partenaire fiable »*.

Arnaud Leparmentier et Henri Tincq

L'opposition serbe échoue à lancer un mouvement de masse

QUELQUE 20 000 PERSONNES seulement ont manifesté mardi 21 septembre sous la pluie, dans le centre de Belgrade, pour réclamer la démission de Slobodan Milosevic, la formation d'un gouvernement de transition et la tenue d'élections anticipées. Le rassemblement, organisé par l'Alliance pour le changement (SZP), se voulait le point de départ d'un vaste mouvement de protestation devant culminer *« dans quelques mois »*, avec notamment une *« grève générale »*. D'autres meetings, tenus au même moment dans une quinzaine de localités, n'ont pas connu d'affluence notable, à l'exception de celui organisé à Krusevac, une ville du Sud où des manifestations de déserteurs s'étaient produites durant les bombardements de l'OTAN.

L'Alliance pour le changement, qui n'a pas pu rallier le soutien de l'influent Vuk Draskovic, chef du Parti du renouveau serbe, n'a donc pas réussi, pour cette première journée de protestation, à recréer la dynamique d'un précédent meeting, le 19 août à Belgrade, quand 150 000 personnes étaient descendues dans la rue. A la tribune, le chef du Parti démocrate Zoran Djinjic a appelé les habitants à manifester quotidiennement, *« pour attaquer Slobodan Milosevic chaque jour, jusqu'à ce qu'il tombe, car c'est une guerre des nerfs »*.

A Novi Sad, des centaines de personnes qui voulaient *« prendre d'assaut »* l'assemblée régionale de Voïvodine à l'appel d'un petit parti d'opposition, ont été bloquées par la police. Les forces de l'ordre ont en outre interpellé une douzaine de militants d'opposition, ces derniers jours, en Voïvodine et dans la ville de Kragujevac. Par ailleurs, les 8 000 exemplaires de *Reporter*, un hebdomadaire critique à l'égard de Slobodan Milosevic et de son épouse, ont été saisis par la police serbe à la frontière avec la Bosnie (République serbe), où il est imprimé. A Belgrade, la manifestation s'est déroulée sans incident, mais en présence de nombreux policiers déployés près des bâtiments gouvernementaux. – *(AP, AFP.)*

Israël est opposé à une médiation française avec la Syrie

ISRAËL EST OPPOSÉ à une médiation de la France avec la Syrie, a affirmé mercredi 22 septembre à la radio israélienne un proche collaborateur du premier ministre, Ehud Barak. Cette déclaration est intervenue quelques heures avant la rencontre de celui-ci à Paris avec le président français, Jacques Chirac, qui avait reçu le ministre syrien des affaires étrangères le 18 septembre. M. Barak devait arriver à Paris en provenance de Berlin, où il a effectué, conformément aux vœux du gouvernement allemand, la première visite d'un dignitaire étranger dans la capitale retrouvée de l'Allemagne unifiée. M. Barak s'est rendu mercredi matin, en compagnie du chancelier Gerhard Schröder, dans l'ancien camp de Sachsenhausen, où furent internés 200 000 personnes de 1936 à 1945. La moitié d'entre elles avaient péri. – *(AFP, Reuters.)*

Disparitions d'opposants en Biélorussie

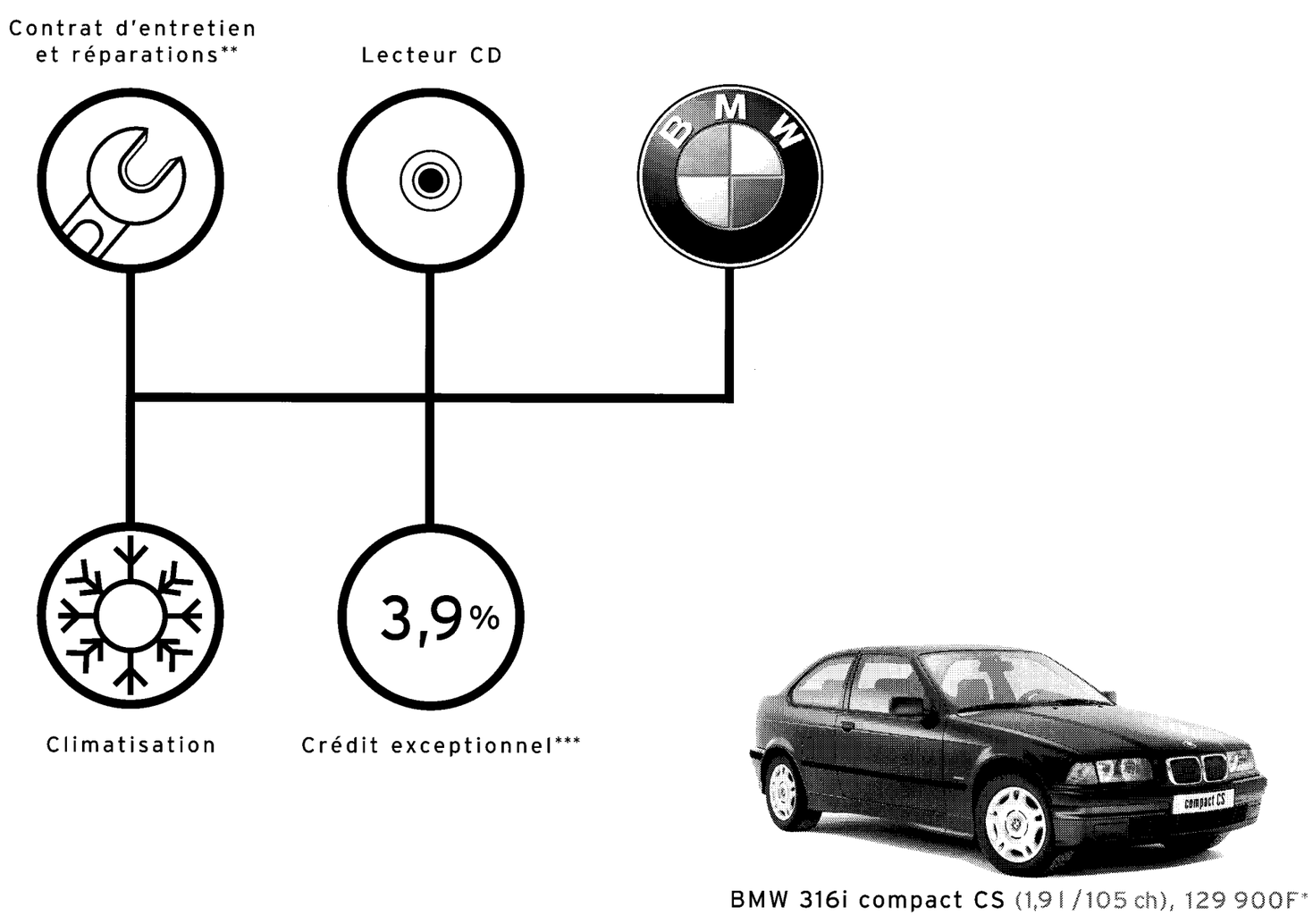
L'ORGANISATION de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a protesté, dans une lettre adressée au président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, contre une série de mystérieuses *« disparitions »* d'opposants dans cette République ex-soviétique au régime dictatorial. Le 16 septembre, l'ancien vice-président du Parlement, Viktor Gontchar, qui devait participer deux jours plus tard à une réunion d'opposants puis à une rencontre avec l'ambassadeur des Etats-Unis, a disparu sans laisser de traces, de même que le directeur d'une maison d'édition, Anatoli Krasovsky. Le 8 avril, l'ancienne directrice de la Banque centrale, Tamara Vinnikova, avait également disparu alors qu'elle était assignée à résidence par les autorités. Le 7 mai, l'ancien ministre de l'intérieur Iouri Zakharenka, qui avait appelé les forces de l'ordre à désobéir au président Loukachenko, était kidnappé dans la rue par un groupe d'inconnus. Un responsable de l'administration de M. Loukachenko a estimé pour sa part, cité par l'agence *Interfax*, que ces disparitions étaient volontaires et *« destinées à attirer l'attention »*.

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : la Russie a complètement bouclé les frontières de la République de Tchétchénie**, a rapporté mercredi 22 septembre l'agence de presse RIA, citant un émissaire russe dans le Caucase du Nord. Alexei Koulakovsky, envoyé par Moscou en Ossétie du Nord et en Ingouchie, a précisé que les 540 km de frontière de la Tchétchénie étaient effectivement fermés depuis mardi soir et qu'aucune circulation ne serait désormais permise vers les autres régions. La Russie a pris cette décision à la suite de la récente vague d'attentats meurtriers imputée à des islamistes caucasiens. – *(Reuters.)*

■ **IRAK : un journaliste suédois,** Jan Arell, reporter au *Göteborgs Posten*, a été légèrement blessé mardi 21 septembre au cours d'un raid aérien occidental en Irak, près de la ville d'Ur. Selon ses propres déclarations, une bombe aurait explosé à une vingtaine de mètres de sa voiture, dans laquelle il se trouvait avec plusieurs confrères. – *(Reuters.)*

■ **OPEP : les onze ministres de l'énergie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole** (OPEP) devaient débuter leur réunion semestrielle mercredi 22 septembre à Vienne. Le cartel devrait confirmer le maintien des réductions de production jusqu'au 31 mars de l'an 2000. Cette décision prise en mars dernier a permis au prix du brut de doubler, pour dépasser les 22 dollars. Les onze devraient désigner un secrétaire général en remplacement du nigérian Rilwanu Lukman.



BMW 316i compact CS (1,9 l / 105 ch), 129 900F*

Equipements de série : ABS, antipatinage électronique, coussin de sécurité gonflable, 7 cv fiscaux. * Prix maximum conseillé au 08/07/99 AM2000. Consommations norme CEE pour 100 km : 5,8 l. hors agglomération, 10,8 l. en agglomération, total 7,6 l. Émissions de CO_2 : 183 g/km. ** Offre valable chez tous les Concessionnaires et Agents BMW en France pour 24 mois et/ou 30 000 km (limitée au premier des deux termes atteint) pour l'achat d'une BMW Série 3 compact CS AM 2000. Il comprend : l'extension de garantie au-delà du 12e mois, les opérations de vidange et d'inspection, le remplacement des pièces d'usure (plaquettes et disques de frein, embrayage, échappement, amortisseurs...) les appoints d'huile moteur entre deux vidanges. *** Crédit à 3,9 % de 12 à 36 mois sans apport. Exemple sur 36 mois par tranche de 10 000 F empruntés : 36 mensualités (hors assurance facultative) de 294,80 F, TEG annuel de 3,9 %, TEG mensuel de 0,325 %. Coût total du crédit : 612,80 F, coût total de l'achat à crédit : 10 612,80 F. Offre de crédit valable pour l'achat d'une 316i compact CS neuve à 129 900 F commandée et livrée avant le 31 décembre 99. Sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 170 000 000 F. RCS VERSAILLES B 343 606 448. Crédit minimum : 50 000 F. Pour connaître le détail et les conditions d'application du contrat national d'entretien et de l'offre de financement, veuillez consulter votre concessionnaire BMW.

LeMonde Job: WMQ2309--0006-0 WAS LMQ2309-6 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1826 Lcp:700 CMYK

GAUCHE Le Parti communiste continue ses consultations en vue d'une manifestation nationale pour l'emploi, qui pourrait avoir lieu le 16 octobre. Après avoir rencontré, mardi 21 septembre, la Ligue communiste révolutionnaire, il s'est entretenu, mercredi, avec Lutte ouvrière. Les deux partis d'extrême gauche ont apporté leur soutien, le PCF ayant accepté que chaque organisation participe sur la base de ses propres revendications. ● LES SYNDICATS ET ASSOCIATIONS demeurent en revanche circonspects devant cette initiative de protestation sociale qui, pour la première fois depuis 1995, est pilotée par des formations politiques. Seuls le comité CGT des chômeurs, les collectifs Apeis et MNCP ont donné leur aval. ● CETTE EFFERVESCENCE est nourrie par le trouble qu'ont fait naître les suppressions d'emplois chez Michelin, contre lesquelles ont manifesté les salariés du groupe.

Concurrence à gauche pour la formation d'un front « anticapitaliste »

La manifestation contre le chômage proposée par le Parti communiste pourrait être organisée le 16 octobre, avec la participation de l'extrême gauche et sans le Parti socialiste. Les syndicats et la plupart des associations d'exclus sont encore réservés

L'EFFET Michelin marque une rupture à gauche. Après l'« effet Bové », qui mettait en question la mondialisation, le lancement, jeudi 23 septembre, par un meeting à Paris, de la campagne sur les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la manifestation nationale pour l'emploi appelée de ses vœux par Robert Hue, la gauche est aujourd'hui renvoyée à son rapport avec le capitalisme.

Lionel Jospin a vu dans la montée de la fronde contre mondialisation, lancée en août par la Confédération paysanne, avant les négociations qui vont s'engager en novembre au sein de l'Organisation mondiale du commerce, l'occasion de se situer dans la famille sociale-démocrate européenne : en marquant, une nouvelle fois, sa différence avec Tony Blair et Gerhard Schröder ; en soulignant, le 29 août à La Rochelle, qu'il ne fait pas *« du social-libéralisme »*, le premier ministre a pu ainsi rassurer à bon compte ses alliés de la gauche « plurielle », au premier rang desquels le Parti communiste. Tout en défendant sa *« modernité »*, M. Jospin a invité les socialistes à revoir leur vision de l'économie de marché et du capitalisme, en acceptant la première sans se résigner à ce que le second façonne la société. *« On n'a pas remplacé la dictature du prolétariat pour avoir celle de l'actionnariat ! »*, s'est-il exclamé, le 20 septembre à New York, devant la presse financière américaine.

L'annonce de 7 500 suppressions d'emplois par Michelin est tombée au moment où le premier ministre voulait réhabiliter, à la suite du séminaire du gouvernement du 10 septembre, la *« régulation »* de l'économie. Son refus de confondre *« régulation »* et *« réglementation »* et, du même coup, son rejet de *« l'économie administrée »* a, en même temps, mis au grand jour l'impuissance de pouvoirs publics refusant de se doter d'armes adéquates, comme le contrôle administratif des licenciements. *« Je ne crois pas que l'on puisse administrer désormais l'économie (...) Ce n'est pas par la loi, ce n'est pas par des textes, ce n'est pas par l'administration que l'on va réguler l'économie aujourd'hui, même si l'économie a besoin d'être régulée »*, s'est-il défendu, le 13 septembre, sur France 2.

La parade de M. Jospin a consisté à encourager les salariés de Michelin et plus globalement l'opinion à *« se mobiliser »*. Intervenant au lendemain de l'appel de Robert Hue, le 12 septembre à la Fête de *L'Humanité,* en faveur de l'organisation d'une manifestation nationale pour l'emploi, son discours valait encouragement aux partis de la majorité à s'y joindre. Elle révélait aussi une certaine *« schizophrénie »*, selon la formule de François Hollande, de M. Jospin et du PS, manifestant en faveur de l'éradication du chômage, dans la perspective de la société du *« plein emploi »* que le premier ministre veut *« reconquérir »* en dix ans, et comptables en tant que responsables gouvernementaux d'une politique de l'emploi.

Dès sa rencontre du 12 septembre avec les dirigeants communistes, Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du PS, présent le 21 septembre à Clermont-Ferrand quand les salariés de Michelin ont rebaptisé *« l'avenue Edouard-Michelin »* en *« avenue du plein emploi »*, a approuvé l'initiative de M. Hue. Le PS y voyait l'avantage de consolider la fonction tribunitienne et revendicative du PCF, aiguillon social de la majorité, et, parallèlement, de tuer dans l'œuf la tentation qu'aurait pu avoir le Parti communiste de reconstituer dans une sorte de tête à tête avec l'extrême gauche le *« pôle de radicalité »* qui s'était ébauché après les grèves de la fin de l'année 1995.

Le PCF a du mal à prétendre rassembler *« en direction du gouvernement »* sans que la manifestation se transforme rapidement, en raison de ses mots d'ordre, *« contre »* le gouvernement : dans le premier cas, il peut compter sur le PS mais se prive de l'extrême gauche, dans le second il se prive du premier et se retrouve avec la seconde. La délégation du PCF qui devait s'entretenir, mercredi, avec Lutte ouvrière a rencontré la Ligue communiste révolutionnaire mardi. La formation d'Alain Krivine a apporté son soutien, estimant *« qu'en dépit de ses maladresses »* ou *« des réserves qui peuvent être exprimées »*, l'idée d'une manifestation nationale sur l'emploi *« est populaire »*. Pour Christian Picquet, membre du bureau politique de la LCR, *« cette initiative a le mérite d'ouvrir une brèche »*. Lors de cette rencontre, le numéro deux du PCF, Pierre Blotin a dit à ses interlocuteurs sa conviction que le PS ne participera pas à la manifestation, pour laquelle la date du 16 octobre a été évoquée.

Toute la question, maintenant, pour le PCF consiste à élargir les soutiens à son projet, notamment en direction des forces syndicales et associatives. La LCR entend l'y aider et propose désormais de relancer l'idée d'un appel de personnalités, afin d'obtenir des appuis, à titre personnel, des responsables syndicaux et associatifs. Cette hypothèse devrait être débattue lors d'une réunion prévue jeudi soir. L'affaire est délicate, mais cruciale pour le PCF, comme pour les formations d'extrême gauche. Pour la première fois, depuis 1995, ces organisations politiques n'accompagnent pas un mouvement de protestation sociale qui a démarré en dehors d'elles, mais tentent, en tant que telles, d'en susciter un, en s'adressant aux milieux associatifs et syndicaux.

Or, côté acteurs sociaux, pour le moment, la récolte est maigre. Les vetos sans surprise de FO et de la CFDT, les très fortes réserves de la CGT, qui ne souhaite pas apparaitre à la remorque d'une initiative du PCF, le semblable malaise exprimé par la FSU le refus d'instrumentalisation mis en avant par SUD-PTT et par le Groupe des Dix prouvent la difficulté de l'exercice. Seuls pour le moment les comités CGT-chômeurs, l'Apeis et le MNCP (proche des Verts) ont annoncé leur soutien.

Caroline Monnot et Michel Noblecourt

Opinion mitigée sur la politique économique

La décrue progressive du chômage et les perspectives de croissance soutenue sont encore loin d'entraîner une adhésion forte de l'opinion, selon les deux dernières enquêtes de BVA, réalisées, d'une part, les 10 et 11 septembre, auprès d'un échantillon de 974 personnes pour *L'Expansion* et LCI, et, d'autre part, du 16 au 18 septembre, auprès d'un échantillon de 1 018 personnes pour *Paris-Match.* Certes, le moral des Français reste bon (73 %, en baisse de 4 points) et la popularité du premier ministre stable (59 % de bonnes opinions, en baisse de 1 point). Toutefois, la perception de la politique économique du gouvernement reste mitigée : 43 % des personnes interrogées la jugent favorablement (en baisse de 7 points depuis juillet), contre 48 % qui sont d'avis contraire.

Le comité Attac de l'Assemblée prépare son offensive

ATTAC fait sa rentrée parlementaire. Quelques mois après la création d'un comité de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac), le 16 juin, à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 18 juin), les députés fondateurs de la section Attac du Palais-Bourbon, qui représentent les cinq courants de la majorité « plurielle », devaient se réunir, mercredi 22 septembre, en début d'après-midi. A l'approche du débat sur le projet de loi de finances, Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise), Yann Galut (PS, Cher), Georges Sarre (MDC, Paris), Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne) comptaient relancer l'idée de la taxe « Tobin », du nom de l'économiste américain James Tobin, qui a proposé, au début des années 70, de taxer les transactions financières.

Candidat à l'élection présidentielle en 1995, Lionel Jospin avait repris l'idée dans son programme, de même que les socialistes lors des élections européennes de juin. Mais, depuis deux ans, les amendements « Tobin » déposés par M. Cochet, à l'occasion des débats budgétaires, ont été rejetés par le gouvernement au motif, notamment, que la France ne saurait, de façon isolée, se lancer dans l'« aventure ». Les cinq députés ne désespèrent pas. Le comité Attac de l'Assemblée a grossi ses rangs : il revendique aujourd'hui une centaine de députés de gauche contre une soixantaine à sa création en juin... et un élu de droite, Maurice Leroy (UDF, Loir-et-Cher), ex-élu communiste. Surtout, Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du Parti socialiste, figure désormais sur la *« liste actualisée »* le 16 septembre. Du coup, M. Cochet se prend à rêver d'*« un bel article additionnel, signé par quelques poids lourds du PS »*. D'autres redoutent, au contraire, que le comité ne devienne plus un groupe de réflexion que d'action.

M. Sarre *« espère »*, lui, que les députés membres du groupe Attac s'accorderont sur *« une position commune vers la mise en place d'une taxe Tobin »*. A l'occasion de la journée parlementaire du MDC, mercredi, au Palais-Bourbon, le président délégué du Mouvement des citoyens devait plaider pour *« un contrôle démocratique des institutions qui organisent la mondialisation »*. Le groupe Attac de l'Assemblée, lui, se réunira en « plénière » au début du mois d'octobre, avant la date-limite de dépôt des amendements sur le projet de loi de finances.

Cl. F.

Les « bibs » veulent embrayer à l'échelon européen

CLERMONT-FERRAND
de notre corespondant

Les agents de fabrication des usines Michelin de Clermont-Ferrand ont répondu favorablement à l'appel lancé par leurs syndicats en débrayant massivement, mardi 21 septembre, et en manifestant contre la décision annoncée par la direction de supprimer 10 % des emplois (7 500 postes) dans le groupe, en France et à l'étranger, dans les trois ans qui viennent. Ils ont reçu sur place l'appui de nombreuses personnalités politiques, dont celui du numéro deux du PS, Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, celui de la présidente du groupe communiste du Sénat, Hélène Luc, et ceux des députés européens Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, et Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière.

REPORTAGE
Cette mobilisation est « une première étape », estiment la CFDT et la CGT

C'est un peu comme si les salariés de Michelin refusaient le droit à quiconque, et de quelque façon que ce soit, de porter atteinte à leur dignité. Dès lors qu'ils estimaient que c'était le cas, ils ont quitté leurs ateliers, pour marquer leur désapprobation de la manière la plus catégorique. Et ils l'ont fait dans la rue, ce qui, pour eux, est exceptionnel. Durant les deux décennies passées, ils n'avaient réagi ainsi qu'à deux reprises : en décembre 1977, lorsque la direction avait voulu, sans concertation préalable, leur imposer le passage au semi-continu – le projet avait dû être retiré après plusieurs jours d'un conflit très dur ; et en 1988, lorsque cette même direction avait annoncé, comme le fait du prince, une augmentation générale des salaires de 20 centimes de l'heure, alors que, dans le même temps, le groupe enregistrait un bénéfice de 1,250 milliard de francs.

INVITÉ INDÉSIRABLE

Mardi, les « bibs » ont, à deux reprises, quitté leurs ateliers par milliers pour faire connaître leur opposition au projet de 7 500 suppressions de postes, annoncé par un groupe dont les bénéfices sont plus que satisfaisants. Ils refusent d'être ainsi réduits à la portion congrue au seul profit d'actionnaires dont la valeur des titres a connu une embellie spectaculaire. Aussi, les agents de fabrication, qui ont formé le plus gros des troupes des grévistes (1 800 personnes selon la direction,) n'ont pas hésité à débaptiser l'avenue Edouard-Michelin, ainsi nommée en hommage au grand-père de l'actuel patron, qui porte le même prénom, pour la transformer en *« avenue du Plein-Emploi »*.

En cortège, ils se sont ensuite rendus devant le domicile particulier de M. Michelin pour déposer, à la porte de sa demeure, rue de la Tour-de-la-Monnaie, les plaques dévissées. Le tout s'est fait sans haine et sans injures, ce qui a fait dire à Odile Saugues, députée (PS) de la première circonscription du Puy-de-Dôme, où sont implantées les trois usines Michelin, et ancienne agente technique de la manufacture, que *« lorsqu'il y a insulte, les Michelin savent se mobiliser »*.

Lors de sa déclaration à la presse, la députée était ceinte de l'écharpe tricolore, s'attirant ainsi la remarque d'un gréviste : *« Toi, tu peux la porter, mais il y en a d'autres qui veulent nous voler la rue ! »* Le manifestant a alors jeté un regard peu amène en direction de M. Cambadélis, qui s'évertuait à expliquer que les récents propos du premier ministre avaient été *« surinterprétés dans un contexte défavorable puisqu'au lendemain d'une annonce traumatisante »*. A côté de lui, le maire de la ville, Serge Godard, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, soulignait que sa participation à la manifestation devait *« être bien comprise comme un soutien à tous les salariés et à tous* [ses] *concitoyens »*, dont il *« partage les inquiétudes »*. En arrière, M. Krivine et Mme Laguiller, entourés d'une garde rapprochée de militants de la LCR et de LO, ne cessaient de fustiger l'attitude du premier ministre.

« PARI GAGNÉ »

Les responsables des sections syndicales CGT, CFDT, FO, qui, la veille, affichaient des craintes quant à l'ampleur de la mobilisation, arboraient le sourire. *« Le pari est certes gagné »*, estimaient Jean Barrat, pour la CFDT, et Michel Chevallier, pour la CGT, qui avaient accueilli sous les applaudissements des grévistes les délégations allemandes et italiennes, *« mais,* ajoutaient-ils, *cette mobilisation ne doit constituer qu'une première étape »*. Pour les deux responsables syndicaux, *« il appartiendra aux salariés, à l'échelon européen, de maintenir la pression pour faire échec au projet »*.

Ils ont été rejoints en cela par Mme Saugues, pour qui *« les tabous doivent disparaître »*. La députée socialiste en appelle à tous les élus nationaux *« afin qu'ils contraignent Michelin à signer une convention sur les 35 heures de travail hebdomadaire plutôt que de le laisser tricher comme il le fait actuellement »*.

Jean-Pierre Rouger

Un amendement sur mesure

Une grande entreprise, qui fait des profits, annonce 7 500 suppressions d'emplois ; simultanément, l'action cotée en Bourse augmente de 12,6 %... Que faire *« pour que cela ne se reproduise plus »* ? L'*« exemple »* Michelin suscite un projet d'amendement socialiste sur le projet de loi sur les 35 heures, taillé sur mesure *(lire également page 7).* Mardi 21 septembre, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a proposé d'instaurer *« une sorte de malus pour les entreprises cotées en Bourse qui affichent des profits en même temps qu'elles licencient du personnel. Ce malus pourrait prendre la forme d'une surcotisation versée à l'Unedic ou à un fonds en faveur de l'emploi »*. De même, l'amendement prévoit que les aides de l'Etat, pour un plan social, ne seront pas accordées si l'entreprise n'a pas appliqué *« réellement »* la réduction du temps de travail.

Enseignement supérieur libre
Bac +2
Osez le cinéma !
et les métiers de l'image
ESEC
21, rue de Cîteaux
75012 PARIS
Assistant de réalisation, assistant de production, montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques
Diplôme national homologué par l'Etat
2 années d'études + stage professionnel
Documentation au 01 43 42 43 22

Comment Michelin interprète la question du temps de travail

MICHELIN n'a jamais caché son opposition aux 35 heures. Le patron du groupe rappelait encore, le 13 septembre, que *« la quasi-totalité du personnel qui travaille en production chez Michelin a des horaires inférieurs ou égaux à 35 heures par semaine »*. Les salariés ont pu s'étonner de cette affirmation, eux qui croyait travailler 42 h 30 par semaine. En fait, tout est affaire de comptabilité. Une note interne, diffusée à l'encadrement de Michelin en décembre 1998, intitulée « Salaires et temps de travail MFPM *[Manufacture française des pneumatiques Michelin]* en 1999 », permet de donner quelques indications sur la façon dont la direction parvient aux 35 heures sans rien changer à son organisation actuelle.

« Il faut tout faire pour que l'application de cette loi n'entame l'avenir de l'entreprise », affirme le document en préambule. Pour cela, l'entreprise déploie des trésors d'inventivité pour faire la chasse aux temps *« perdus »*. Pour cela, son mètre-étalon est le temps « productif ». Dès lors, tout ce qui est habillage, casse-croûte, pauses est désormais exclu du temps de travail. Mieux, les jours fériés sont comptabilisés dans la réduction du temps de travail. Grâce à cette comptabilité-maison, Michelin parvient au chiffre magique de 35,09 heures pour les onze mille salariés qui travaillent en trois équipes (3 x 8). Pour les salariés non postés, le fabriquant de pneus a dû, tout de même, faire un petit effort. Comme ils ne bénéficient pas de pauses, la direction arrivait à un total d'un peu plus de 37 heures, toujours en soustrayant les jours fériés. Pour parvenir aux 35 heures, le groupe a décidé d'octroyer 5 jours de congés supplémentaires. *« Ces dispositions tendent à limiter l'impact négatif de la loi sur le personnel et sur l'entreprise »*, explique le texte, tout en brandissant la menace que si elles *« ne pouvaient être appliquées, l'entreprise serait alors amenée à étudier d'autres solutions pouvant avoir une incidence sur les effectifs, les salaires et/ou les avantages sociaux »*.

La question de la légalité est bien au cœur des propositions du manufacturier. La ministre de l'emploi le rappelait à propos de Michelin, lundi 20 septembre, lors de la présentation du bilan sur les accords 35 heures : *« La réduction du temps de travail serait effectivement un moyen pour réduire, voire effacer les licenciements. Mais il me semble que les premières propositions de la direction sur les 35 heures ne respectent pas totalement les modalités prévues dans la seconde loi, notamment pour les jours fériés. »* Bien que dépendant de la branche caoutchouc, où aucun accord de branche n'a été signé, Michelin reprend en fait certaines dispositions – notamment pour les jours fériés – de l'accord signé dans la métallurgie. Or cet accord n'est, pour le moment, pas reconnu par le ministère, qui considère ce texte comme *« virtuel »* et, de ce fait, ne l'a pas étendu aux entreprises de la branche. L'originalité de Michelin, en fait, est de jouer sur tous les tableaux. *« Nous sommes rigoureusement dans le cadre de la légalité »*, affirme un porte-parole de la direction, qui attend la seconde loi pour éventuellement rectifier le tir et, peut-être, entrer en négociation avec les syndicats sur la question des 35 heures. D'ailleurs, la note interne, même si ces derniers ont en pris connaissance par voies détournées, ne leur pas été encore officiellement soumise.

Clarisse Fabre et Stéphane Lauer

LeMonde Job: WMQ2309--0007-0 WAS LMQ2309-7 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 11:19 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1827 Lcp:700 CMYK

Le Parti socialiste arrête ses amendements au second projet de loi sur les 35 heures

Débat animé autour du salaire minimum et des cadres

Alors que la Commission des affaires sociales devait, mercredi 22 septembre, commencer à examiner quelque 600 amendements pour les six premiers articles du projet de loi consacré aux 35 heures, le Parti socialiste a arrêté ses propositions. A l'issue d'un bureau national, le groupe a privilégié la question des cadres, et compte défendre l'idée d'imposer un *« malus »* aux entreprises qui licencieraient malgré des profits.

DEUX HEURES après le début d'une réunion du bureau national qualifiée de *« passionnée »*, les députés socialistes sont tombés d'accord : *« des discussions complémentaires sont à prévoir »*. En attendant, le groupe a trié, mardi 21 septembre, une série d'amendements qu'il compte présenter pour la seconde loi sur les 35 heures, dont l'examen en Commission des affaires sociales devait commencer mercredi matin. Selon Gaetan Gorce, rapporteur (PS) du texte, quelque 600 amendements ont déjà été déposés, tous partis confondus, pour les six premiers articles du projet de loi qui en compte, au total, dix-sept...

Sans même avoir été rédigé, « l'amendement Michelin » a d'emblée été adopté par le PS. A l'initiative d'Odile Saugues, députée du Puy-de-Dôme et ancienne dessinatrice industrielle de « Bibendum », il s'agit d'instaurer *« une sorte de "malus" pour les entreprises côtées en Bourse qui affichent des profits en même temps qu'elles licencient du personnel »* (lire page 6). Dans la foulée, le groupe socialiste à l'Assemblée, présidé par Jean-Marc Ayrault, s'est prononcé en faveur d'un amendement qui préciserait qu'*« un employeur doit avoir recours à toutes les possibilités prévues par la loi avant de recourir à un projet de licenciement collectif »*. Les aides de l'Etat, pour accompagner un plan social, ne seraient ainsi accordées que si l'entreprise a, au préalable, appliqué la réduction du temps de travail pour sauver des emplois.

> « Un employeur doit avoir recours à toutes les possibilités prévues par la loi avant de recourir à un projet de licenciement collectif »

Mises à part ces réactions dictées par l'actualité, les discussions ont parfois été vives au sein du Parti socialiste où Jean-Luc Mélenchon et Marie-Noëlle Lienemann, pour la Gauche socialiste, et Alain Vidalies pour les ex-poperenistes, ont fait entendre leurs différences, et qui paraîssent décidés à prendre au mot Martine Aubry. La ministre de l'emploi et de la solidarité a en effet encouragé les parlementaires à *« améliorer »* son texte qui viendra en discussion à partir du 5 octobre à l'Assemblée nationale. *« Nous avons conscience de porter un texte historique mais imparfait »*, a commenté à la sortie Odette Grzegrzulka (PS, Aisne).

Président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, Jean Le Garrec a pris soin de distinguer des amendements déjà arrêtés les points qui méritent une poursuite de la réflexion et dépendent, a-t-il indiqué, *« des négociations avec la ministre et le gouvernement »*. L'obligation d'un référendum dans les entreprises où un accord serait signé par des syndicats non majoritaires, le temps de travail effectif mais aussi le SMIC ont, en particulier, nourri les discussions et les doutes. Laurence Dumont, proche de Louis Mermaz et députée du Calvados, a estimé que la position de Mme Aubry sur le salaire minimum était *« irrecevable »*. Elle *« ne peut satisfaire »* les socialistes, a convenu M. Le Garrec. *« J'insiste sur le fait que le débat va durer trois mois »*, a-t-il ajouté, en laissant ainsi la porte ouverte à des accomodements avec les autres partenaires de la majorité.

Dans l'immédiat, les socialistes ont retenu cinq orientations : *« le renforcement des garanties des salariés par un meilleur encadrement de la modulation, la réduction des maxima sur douze semaines, une plus grande protection des salariés à temps partiel »*. A ce sujet, un amendement devrait proposer d'abroger l'abattement de 30 % sur les cotisations sociales patronales en faveur du temps partiel, quand bien même l'entreprise n'aurait signé aucun accord de réduction du temps de travail. Dans le projet de loi, le gouvernement s'est contenté d'interdire le cumul de l'aide à la réduction du temps de travail et cet abattement.

Sur les cadres – question qui a donné lieu à un débat difficile –, l'idée est de *« favoriser une réduction effective* [de leur] *temps de travail »*, en *« limitant le nombre de jours travaillés pour bénéficier de l'allègement »* des charges sociales. *« Il faut définir la notion de cadre dirigeant*, a observé M. Gorce, *et considérer que les autres cadres doivent relever du droit commun. S'il y a des dérogations, elles doivent relever des négociations »*. Pour ce seul chapitre, l'assemblée a voté contre l'avis du rapporteur, estimant que le plafond des 217 jours de travail prévu pour une partie des cadres pouvait être ramené à 205 jours dans la mesure où les entreprises réduiraient effectivement de 10 % les horaires de cette population et bénéficieraient des allègements de charges. Cet incident de parcours mis à part, le *« consensus »*, selon M. Gorce, l'a emporté pour sélectionner moins d'une quarantaine d'amendements.

Isabelle Mandraud et Michel Noblecourt

Les retraites seront revalorisées de 0,5 % au 1er janvier

Critiques sur le financement de la « Sécu »

DANS son intervention devant la commission des comptes de la Sécurité sociale, mardi 21 septembre, Martine Aubry a annoncé que les retraites du régime général (salariés du privé) seront revalorisées de 0,5 % le 1er janvier 2000. Compte tenu de l'augmentation accordée en 1999 sur la base d'une surestimation de l'inflation, la ministre de l'emploi et de la solidarité a indiqué que cette hausse aurait dû être limitée à 0,2 %, mais que le gouvernement avait donné un « coup de pouce » de 0,3 %.

Au lendemain de la présentation du projet de loi de financement et des comptes de la Sécurité sociale (*Le Monde* du 22 septembre), les critiques ont surtout porté sur la situation de l'assurance-maladie. *« Les problèmes ne sont pas traités »*, a estimé Jacques Barrot, député (UDF) de la Haute-Loire, dans un entretien aux *Echos* (du 22 septembre). Il estime que les régimes sociaux ne sont pas à l'abri d'un *« retournement conjoncturel »*. La Fédération des mutuelles de France (FMF) souligne que *« l'équilibre financier, nécessaire, ne répond pas en soi aux besoins sanitaires et sociaux à satisfaire »*.

L'ensemble des syndicats a, une fois de plus, dénoncé la volonté du gouvernement de demander à l'Unedic et à la « Sécu » de cofinancer les 35 heures. Mme Aubry s'est dite *« ouverte »* à l'idée d'amender ce dispositif, à la condition de remettre à plat les relations entre l'Etat et l'assurance-chômage. Le Medef a confirmé, mardi, son hostilité au projet de loi de financement et notamment *« aux trois nouveaux impôts décidés par le gouvernement : extention de la TGAP* [écotaxe], *cotisation sociale sur les bénéfices des sociétés et taxation des heures supplémentaires »*. En 2000, le taux effectif de l'impôt sur les sociétés réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires sera de 37,8 % – 36,6 % pour les autres –, compte tenu de la suppression de la majoration exceptionnelle décidée en 1997 et de l'instauration d'une contribution sociale dans le cadre du nouveau dispositif d'allègement des charges.

Le chômage résiste, selon le BIPE

L'embellie constatée en France serait *« insuffisante pour mordre profondément sur le chômage qui toucherait encore 9,4 % de la population active en 2004 »*. Les 35 heures ne créeraient donc, globalement que peu d'emplois, selon les prévisions 1999-2004 du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), présentées mardi 21 septembre. Son directeur général, Christian de Perthuis, a mis en avant trois obstacles : les heures supplémentaires, la possibilité d'avoir deux employeurs, que *« rien n'interdit »*, et le travail au noir, dont *« le taux va augmenter »*. Dans son rapport, l'institut de conjoncture estime que *« le passage aux 35 heures* (...) *s'opère dans un contexte d'extrême modération salariale, d'accroissement de la flexibilité* (...) *et de soutiens publics qui permettent d'éviter une hausse intempestive des coûts dans le système productif »*. En 1999 et 2000, les créations d'emplois seraient donc inférieures à 200 000, (contre 265 000 en 1998), du fait du ralentissement de la croissance en 1999.

Fonction publique : débuts laborieux des consultations avec les syndicats

UNE RÉUNION *« sérieuse »*, mais qui n'a pas permis *« d'évacuer les désaccords »* : en inaugurant, mardi 21 septembre, une série de consultations organisée par le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, sur l'application des 35 heures aux cinq millions d'agents des services de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités territoriales, Bernard Lhubert, le secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF) de la CGT, ne s'attendait pas à un miracle.

« Le problème central reste celui de l'emploi, un thème sur lequel le ministre a refusé de s'engager », déplore le syndicaliste, qui place la création de postes en tête des revendications de l'UGFF, *« pour améliorer les conditions de travail des agents, la qualité du service public et faire baisser le chômage dans le pays »*. Pour le ministre, en revanche, c'est la *« modernisation »* du service public qui passe en premier, le problème de l'emploi ne se posant qu'*« ensuite »*. Le gouvernement avait déjà donné le ton général de la concertation, lors de la présentation du projet de budget 2000 la semaine dernière, en rappelant que celui-ci prévoyait une *« stabilité globale des effectifs civils de l'Etat »*.

Autre pomme de discorde : le rapport Roché sur le temps de travail des fonctionnaires (*Le Monde* du 11 février), document qui avait suscité l'indignation d'une partie des agents de l'Etat, mais sur lequel le ministre semble aujourd'hui vouloir s'appuyer pour mettre en place un décompte annuel du temps de travail dans la fonction publique inacceptable pour la CGT. D'après ce texte, les fonctionnaires de l'Etat travailleraient entre 35 et 37 heures par semaine, un peu plus dans les hôpitaux et souvent moins dans les collectivités locales, un constat qui permettrait au gouvernement de limiter l'ampleur et, donc, le coût de la réduction du temps de travail des fonctionnaires.

ABOUTIR À UN ACCORD-CADRE

Seule source de satisfaction pour la CGT : la volonté du ministre d'aboutir à un accord-cadre qui pourrait être signé à la fin de l'année 1999 ou au début de l'année 2000, à charge ensuite pour chaque fonction publique, ministère ou service concerné de l'appliquer au plus près du terrain. Après la CGT, le ministre doit recevoir, jusqu'au 7 octobre, les représentants des autres organisations syndicales (UNSA, FO, CFDT, CFTC, FSU, CFE-CGC), les associations d'élus et les associations des maires, des départements et des régions de France. Avec la question délicate de l'emploi, celles des salaires, de la résorption de la précarité et de la définition de la durée hebdomadaire de travail devraient rester au cœur des discussions.

Alexandre Garcia

des Français de moins de 35 ans se disent prêts à suivre une formation sur les (IFOP)*.

Avec 180 000 décès chaque année, les maladies cardiovasculaires restent, en France, la première cause de mortalité.

Certes, depuis trente ans, chercheurs, cardiologues, laboratoires, hôpitaux, personnels soignants, pouvoirs publics, associations, ainsi que nos fidèles donateurs, ont contribué à faire reculer les maladies cardiovasculaires.

Beaucoup de vies pourraient encore être sauvées. Ceci nécessite un engagement à tous les niveaux.
Selon un récent sondage réalisé par l'Ifop, les Français sont prêts à se mobiliser.

Il est urgent que **les décideurs** s'impliquent et prennent les mesures nécessaires pour combattre ce fléau. A cet effet, la Fédération Française de Cardiologie présente dans « Cardiologie, 30 ans de progrès » les six mesures à engager :

développer une formation aux techniques d'urgence

installer des défibrillateurs semi-automatiques dans les lieux publics

gérer la diffusion de l'information

renforcer la lutte contre le tabagisme

faire de la formation médicale une vraie priorité

assurer l'éducation des plus jeunes

*Enquête réalisée sur un échantillon de 945 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. « Les Français et les maladies cardiovasculaires », mai 1999.

l'Agence Verte

LeMonde Job: WMQ2309--0008-0 WAS LMQ2309-8 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 11:09 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1828 Lcp:700 CMYK

Alain Madelin et Démocratie libérale ont les yeux fixés sur le RPR

L'allié du parti chiraquien s'interroge sur son propre avenir

Les journées parlementaires organisées par Démocratie libérale à Porticcio, en Corse-du-Sud, ont été occupées, lundi 20 et mardi 21 septembre, par les péripéties de la bataille pour la présidence du RPR. Alain Madelin affirme pourtant vouloir prendre ses distances par rapport au parti chiraquien.

PORTICCIO (Corse-du-Sud)
de nos envoyés spéciaux

Un « coucou » est venu se nicher au cœur des journées parlementaires de Démocratie libérale, lundi 20 et mardi 21 septembre, à Porticcio, en Corse-du-Sud : le RPR et l'âpre compétition qui oppose déjà six de ses membres pour l'élection du prochain président, ont largement tenu la vedette, mardi, avec l'arrivée de Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, accompagné par Patrick Devedjian, porte-parole du mouvement et candidat, et Hervé Gaymard, ardent supporteur de Jean-Paul Delevoye. Si elle a éclipsé le parti d'Alain Madelin, cette intrusion consentie a eu pour vertu de faire passer au second plan les états d'âme des libéraux.

M. Madelin avait préparé à sa façon l'arrivée de M. Debré. Lundi soir, le président de DL avait qualifié de *« Rantanplan »* le responsable RPR, qui lui avait reproché, le matin même, sur Europe 1, de *« faire des petites phrases pleines d'arrière-pensées »* et de *« critiquer* [son] *camp »* à Paris. Pour M. Madelin, en effet, on fait porter à Jean Tiberi *« un chapeau manifestement beaucoup plus large que lui »*. Prenant la parole lors du déjeuner, mardi, M. Debré a fait preuve à son tour de mordant : *« Merci de nous permettre de parler du RPR »*, a-t-il lancé, pour toute politesse d'usage, à ses hôtes. Au passage, M. Debré a confirmé que lui-même ne sera pas candidat à la présidence du Rassemblement et même qu'il ne *« prendra pas position »*. *« Je ne suis pas venu avec tous les candidats, parce qu'il n'y avait pas de place dans l'avion... »*, a-t-il encore ironisé.

Ses deux accompagnateurs suffisaient d'ailleurs amplement pour imposer le RPR comme le principal centre d'intérêt. A cinq pas l'un de l'autres, un verre à la main, sur une terrasse ensoleillée surplombant la baie d'Ajaccio, sous le regard résigné des parlementaires libéraux, ni l'un ni l'autre ne se sont privés de commenter la campagne interne au RPR. M. Devedjian, qui bénéficie, parmi tous ses concurrents, d'un *« regard particulier »* de la part de M. Madelin et de ses amis en sa qualité de libéral et d'européen, a ironisé sur M. Delevoye, *« quelqu'un d'assez peu connu, y compris du président de la République... »* Pour sa part, M. Gaymard a été *« très surpris »* de la candidature de M. Devedjian *« car dans le registre européen, libéral, il y avait déjà Michèle Alliot-Marie »*.

> A DL, désormais, on ne parle plus d'« union de l'opposition » mais d'« addition des forces »

Les préoccupations du RPR n'ont cependant pas tout à fait pu effacer celle des libéraux. Après le traumatisme des élections européennes, la direction de Démocratie libérale s'était employée, la veille, à leur remonter le moral en leur détaillant un sondage commandé par ses soins. Cette enquête, présentée à huis clos, prouverait de manière irréfutable que, nonobstant le scrutin du 13 juin, les Français seraient acquis à la cause du libéralisme. C'est donc plus que jamais de libéralisme qu'Alain Madelin va parler aux Français, mais avant tout d'un libéralisme appliqué aux sujets de société.

Toujours à huis clos, les élus de DL ont convenu que leur ligne politique antérieure, c'est-à-dire une alliance privilégiée avec le RPR, avait – au moins provisoirement – vécu. *« On ne s'enferme pas avec le RPR »*, résume aujourd'hui M. Madelin. A Démocratie libérale, désormais, on ne parle plus d'*« union de l'opposition »* mais d'*« addition des forces »*. Cette nouvelle option stratégique attriste ceux qui prônaient le rassemblement de l'opposition au sein d'une structure commune. *« Ce qui m'inquiète, c'est qu'on n'a pas de vision claire de l'objectif qu'on veut atteindre »*, se lamente ainsi M. Dord. Jean-Claude Gaudin, lui, ne cache pas son désaccord. Le maire de Marseille, dont le premier adjoint est le député RPR Renaud Muselier, met en garde contre le risque du morcellement à droite : *« L'opposition ne repose plus que sur ses bastions en province, qui sont tenus par des coalitions. Nous devons maintenir un axe privilégié avec le RPR, et rétablir le contact avec l'UDF »*, affirme-t-il.

En filigrane de la question des relations avec le RPR transparaît celle des priorités politiques. Face à un RPR occupé par la présidentielle, les libéraux affichent que leur priorité est l'échéance législatives : *« Qu'est-ce qui décide de l'orientation politique du pays ? Ce sont les législatives »*, affirme M. Madelin. Hervé Novelli, député européen et proche collaborateur de M. Madelin, est plus cru : *« Vaut-il mieux avoir Chirac à l'Elysée et Jospin à Matignon, ou Jospin président et Madelin premier ministre ? »*, ironise-t-il. Cela ne signifie pas, naturellement, que DL ait tiré un trait sur la présidentielle. *« Il serait inconcevable que personne ne représente les idées libérales »* à la présidentielle, prévient M. Madelin.

Jean-Baptiste de Montvalon et Cécile Chambraud

Trois organisations clandestines corses se livrent à une sévère surenchère

Jean-Pierre Chevènement dénonce un « nationalisme ethnique, comme dans les Balkans », après les menaces du FLNC-Canal historique contre les « allogènes »

BASTIA
de notre correspondant

Les trois organisations clandestines encore actives en Corse se livrent, depuis quelques semaines, à une surenchère dans la fin de non-recevoir qu'elles opposent au *« préalable »* de la condamnation de la violence posé par le premier ministre lors de son voyage dans l'île, les 6 et 7 septembre, avant toute évolution institutionnelle. Après les revendications de récentes actions par Armata Corsa et le FLNC-Canal historique, ces cinq derniers jours (*Le Monde* du 22 septembre), deux avions de tourisme ont été détruits et quatre endommagés dans un attentat non revendiqué qui a en partie soufflé un hangar de l'aérodrome de Ghisonaccia, en Haute-Corse, dans la nuit du 21 au 22 septembre. De conférences de presse nocturnes en communiqués dirigés contre des résidents continentaux et des bâtiments de la représentation de l'Etat en Corse, les rivalités s'accentuent.

PRATIQUES XÉNOPHOBES

La manifestation la plus inquiétante de ce durcissement reste celle du FLNC-Canal historique, qui n'hésite pas à menacer les résidents *« allogènes »* et renoue avec les pratiques xénophobes des années les plus noires du nationalisme insulaire. Ce retour en arrière stratégique de la plus puissante organisation clandestine de l'île semble avoir été décidé après un vif débat. Le Canal historique devait-il donner des gages au processus de paix élaboré par les treize organisations légales de l'île signataires d'un *« protocole »* de paix, le 3 juillet, à Migliacciaru ? Dans ce cas, une *« initiative majeure »*, comme une trêve temporaire des attentats, aurait pu être arrêtée : cette tendance était majoritaire au début de l'été. L'autre option était de prendre le risque d'hypothéquer la tentative de réconciliation des nationalistes *« légaux »* pour engager un bras de fer direct avec l'Etat tout en maintenant la suprématie d'*« action militaire »* du Canal historique sur un terrain riche de nouvelles concurrences clandestines.

C'est cette dernière tendance qui a imposé son point de vue. La position de M. Jospin, le 6 septembre, lors de son voyage dans l'île, et l'action d'Armata Corsa, dernière-née des organisations clandestines, pour qui le recours à l'assassinat se justifie en cas de *« légitime défense préventive »*, ont pesé dans la balance. Le FLNC-Canal historique a donc surenchéri sur la voie de la terreur en y ajoutant la menace xénophobe et en renouant avec l'usage de slogans tels que *« I Francesi Fora »* (*« Les Français dehors »*), espèrant ainsi se rallier les plus radicaux des nationalistes.

De son côté, Armata Corsa, qui a revendiqué l'assassinat d'un jeune commis-boucher soupçonné d'avoir accepté un « contrat » contre l'un des deux dirigeants de l'organisation, tente de démontrer la puissance de sa logistique militante. Ainsi, en revendiquant le 20 septembre les cinq attentats perpétrés dans la nuit du 17 au 18 septembre, Armata Corsa démontre qu'elle a les moyens de frapper simultanément, dans un intervalle de dix minutes, les principaux bâtiments administratifs de l'équipement de Corse.

La troisième organisation clandestine, le FNLC « du 5 mai 1996 », si elle n'a pas revendiqué d'action violente, a, elle aussi, rejeté le *« préalable »* du premier ministre lors d'une conférence de presse dans la nuit du 16 au 17 septembre. Ces clandestins réclament l'ouverture *« à brève échéance »* d'une *« négociation publique »* pour *« un règlement politique de la question corse »*. Sinon, préviennent-ils, *« il est à craindre que des hommes sincères et fidèles à leur idéal nationaliste ne se sacrifient à nouveau comme ont pu le faire les militants du commando Erignac »*.

RISQUE DE MARGINALISATION

Chacune des trois organisations se prépare à l'affrontement avec la puissance publique. Les partis légaux, c'est-à-dire les signataires du *« protocole de paix »* signé le 3 juillet, verraient alors leur initiative gravement hypothéquée. Ils n'auront plus de raison objective de poursuivre leurs travaux, dont l'une des questions cruciales est celle de l'arrêt de la violence clandestine. Les clandestins semblent avoir préféré le risque de marginalisation, voire d'opposition entre nationalistes, que créerait cet échec. En outre, cette situation contraindra les élus nationalistes à l'Assemblée de Corse, dont les huit sièges sont occupés par Corsica Nazione, proche du FLNC-Canal historique, à clarifier leur attitude en remettant en cause leur adhésion au jeu démocratique de l'institution.

Ce sera particulièrement le cas de leur chef de file, Me Jean-Guy Talamoni, président de la commission des affaires européennes à l'Assemblée de Corse : pour Lionel Jospin, la nouvelle stratégie du *« dialogue »* ne peut en effet se mettre en place que *« dans le cadre démocratique et transparent de l'Assemblée de Corse »*.

Quant à Jean-Pierre Chevènement, il a déclaré, mardi, sur Europe 1, qu'on ne peut *« pas lutter contre le nationalisme ethnique dans les Balkans et en même temps s'en accommoder sur le sol de la France »*. *« Il ne faut pas grossir un certain nombre d'événements qui ressortent de tactiques ou de stratégies d'arrière-boutiques »*, a ajouté, cependant, le ministre de l'intérieur.

Michel Codaccioni

Denis Tillinac enrôlé par Jean et Xavière Tiberi

« TIBERI, BOUC ÉMISSAIRE »... Signé par Denis Tillinac, écrivain corrézien proche de Jacques Chirac, le tract a été distribué dans les boîtes aux lettres du 5e arrondissement de Paris dans les jours qui ont suivi l'entretien télévisé de Xavière Tiberi, le 12 septembre.

Le titre n'est autre que la petite phrase qu'elle avait glissée à quelques journalistes lors du sommet de la francophonie, au Canada. Le premier paragraphe dénonce *« l'acharnement juridique, politique, médiatique et mondain »* dont ferait l'objet le couple Tiberi, dans le but de *« procure*[r] *à la meute ricanante une jouissance de facture manifestement sadique »*.

M. Tillinac *« en connaît qui se pourlèchent les babines en espérant le suicide »*. *« On a voulu me pousser au suicide »*, a volontiers répété Mme Tiberi. *« Tiberi expie une dérive collective »*, plaide l'écrivain. *« Il paie pour les gestions précédentes »*, a accusé l'épouse du maire de Paris. Celle-ci a fustigé *« l'aristocratie, l'énarchie, l'establishment »*, qui veut *« flinguer » « l'homme du peuple »*. Tiberi *« n'est pas sociologiquement légitime, c'est un intrus qu'il faut canarder »*, écrit M. Tillinac, qui, enfin, en appelle aux Evangiles, comparant M. Tiberi à *« un moderne saint Sébastien »*. Mme Tiberi n'avait donc aucune raison de craindre d'être ridicule en affirmant que *« Jean est un saint »*...

Environ 35 000 exemplaires ont été reproduits par une imprimerie du 5e arrondissement, fief électoral de M. Tiberi, qui n'allait pas laisser passer une telle occasion de démontrer à ses électeurs que son épouse a raison de se défendre publiquement. La preuve, Denis Tillinac l'ami du président a été convaincu... Un détail cependant : ce texte, censé confirmer, après coup, les propos de Xavière Tiberi, est un billet publié dans *La Dépêche du Midi* du 1er août et transmis dès cette date à l'intéressée afin de l'aider à préparer son plan de communication. Denis Tillinac dit ne pas avoir été prévenu de la publicité donnée par le couple Tiberi à son texte. Mais, ajoute-t-il, *« je l'ai écrit pour les défendre. je n'ai rien contre le fait qu'ils l'utilisent »*.

Pascale Sauvage

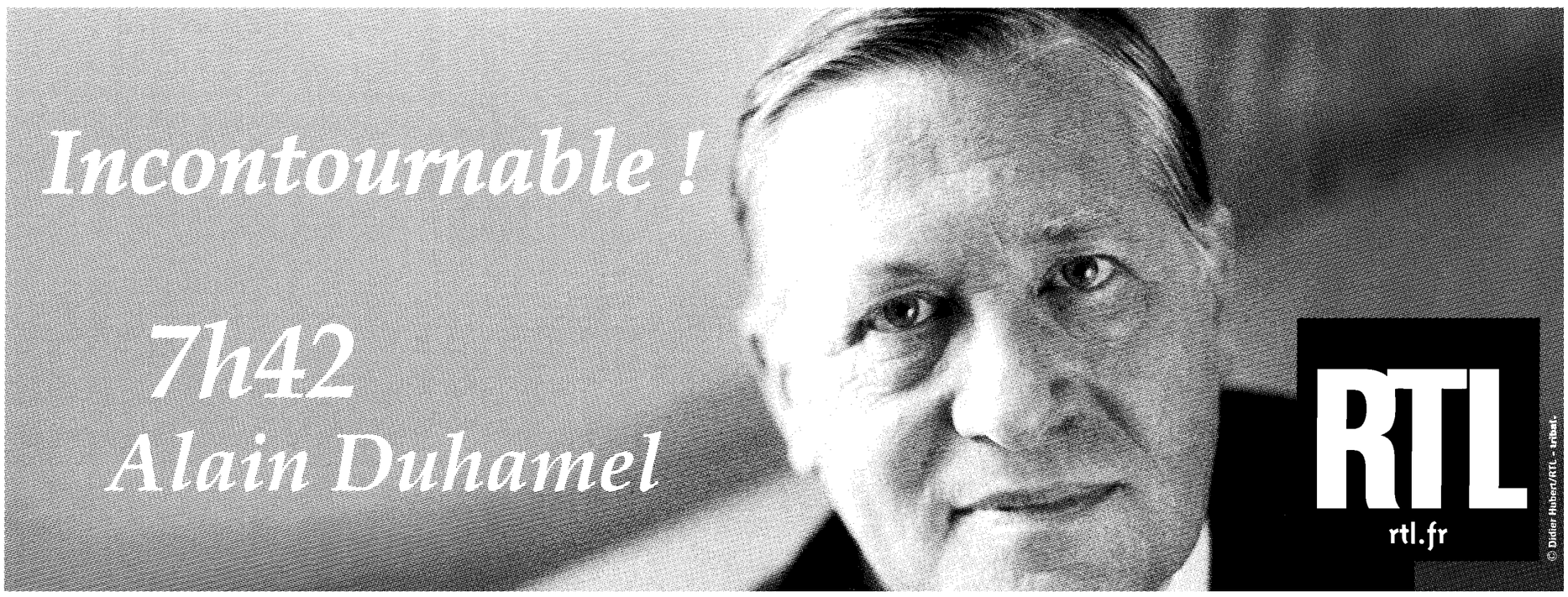
M. Schrameck a été entendu par la commission d'enquête

CONVENAIT-IL d'apaiser les esprits, quelques heures avant l'audition du directeur de cabinet du premier ministre, Olivier Schrameck ? Le président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse, Raymond Forni (PS), a annoncé à la commission, mardi 21 septembre en début de matinée, qu'il accédait à une ancienne requête de l'opposition : deux autres membres du cabinet de Lionel Jospin seront entendus par la commission. Il s'agit de Clotilde Valter, conseillère technique auprès du premier ministre, chargée de suivre les affaires corses, et d'Alain Christnacht, conseiller pour les affaires intérieures et l'outre-mer. M. Forni a également indiqué que la commission entendrait Gérard Pardini, ancien directeur de cabinet du préfet de Corse. Dans un entretien à l'hebdomadaire *L'Express* du 16 septembre, l'ancien préfet de Corse Bernard Bonnet avait accusé M. Christnacht de lui avoir demandé de *« couvrir »* M. Pardini dans l'affaire de la paillote Chez Francis (*Le Monde* du 17 septembre).

L'opposition, qui réclamait depuis longtemps que Mme Valter et M. Christnacht soient entendus par la commission d'enquête, avait eu le sentiment de pouvoir obtenir gain de cause au terme de l'audition de M. Bonnet. Le 8 septembre, tout en regrettant le *« lâchage »* dont il s'était dit victime, l'ancien préfet avait notamment assuré que ses contacts téléphoniques avec Mme Valter avaient été *« quotidiens, voire biquotidiens »* (*Le Monde* du 10 septembre).

L'audition de M. Schrameck, qui a duré moins d'une heure, mardi après-midi, ne semble pas avoir apporté d'éléments nouveaux. Devant une dizaine de députés – dont deux de l'opposition –, M. Schrameck a rappelé que le suivi du dossier corse relevait de l'interministériel. Mettant en avant sa qualité de directeur de cabinet, M. Schrameck a éludé certaines questions, portant notamment sur les propos tenus par M. Chevènement (*lire ci-dessus*). Interrogé sur la suite donnée aux informations qui lui avaient été transmises par M. Bonnet dans l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac, M. Schrameck a expliqué qu'il n'avait fait que respecter la séparation de l'exécutif et du judiciaire.

J.-B. de M.



LeMonde Job: WMQ2309--0009-0 WAS LMQ2309-9 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 12:53 S.: 111,06-Cmp.:22,13, Base : LMQPAG 15Fap:100 N°:1950 Lcp:700 CMYK

EMPLOI Au terme d'un accord signé mardi 21 septembre avec le ministre de l'éducation nationale, six entreprises (Air France, Accor, Adia-Adecco, Euro Disney, Avenance enseignement et Age d'Or services) se sont engagées à recruter dans les deux ou trois années à venir 3 600 aides-éducateurs en contrat à durée indéterminé. *« D'autres entreprises suivront »*, a assuré Claude Allègre, soucieux de ne pas voir les 65 000 emplois-jeunes recrutés ces deux dernières années par l'éducation nationale venir aggraver les chiffres du chômage.● EN 2000, LES SEULES EMBAUCHES d'aides-éducateurs concerneront les quartiers difficiles et la prévention de la violence en milieu scolaire.● DEPUIS DEUX ANS, *Le Monde* suit l'expérience de cinq aides-éducateurs : en cette rentrée, ils disent l'intérêt de leur expérience et racontent pourquoi *« ils ont du mal à envisager l'avenir »*.

Aides-éducateurs : le gouvernement fait le pari du privé

Six entreprises se sont engagées à recruter d'ici deux à trois ans 3 600 aides-éducateurs en contrat à durée indéterminée. Les emplois-jeunes de l'éducation nationale ne deviendront pas « une nouvelle couche de fonctionnaires », a assuré Claude Allègre

LES AIDES-ÉDUCATEURS ne deviendront pas *« une nouvelle couche de fonctionnaires »*. Deux ans après avoir orchestré l'arrivée de 65 000 emplois-jeunes au sein des établissements scolaires, Claude Allègre songe à leur avenir hors de la fonction publique. Le ministre de l'éducation nationale a signé, mardi 21 septembre, un accord-cadre avec six entreprises pour la formation et le recrutement d'aides-éducateurs. Air France, Accor, Adia-Adecco, Euro Disney, Avenance Enseignement (restauration scolaire) et Age d'Or Services (services d'aide aux personnes âgées) s'engagent à embaucher, dans les deux ou trois années à venir, quelque 3 660 emplois-jeunes de l'éducation nationale en contrat à durée indéterminée. *« D'autres entreprises suivront »*, assure le ministre : des négociations sont en cours, notamment avec deux grandes fédérations professionnelles.

« Nous avons une responsabilité vis-à-vis de ces jeunes, nous ne pouvons pas les laisser immobiles pendant cinq ans », justifie-t-on au ministère au moment où certains aides-éducateurs entament leur troisième rentrée scolaire. Pour assurer la continuité du dispositif, 14 000 jeunes doivent chaque année quitter leur emploi ; or seuls 3 000 intégreront la fonction publique par la voie des concours, rappelle-t-on rue de Grenelle (*Le Monde* du 2 juillet). Le ministre concède d'ailleurs que les formations proposées aux aides-éducateurs n'ont pas été assez diversifiées : *« L'éducation nationale est bonne pour préparer aux concours, mais beaucoup moins pour former des professionnels. »*

Afin de ne pas démunir les établissements scolaires où les emplois-jeunes sont devenus indispensables, chaque personne qui quittera son poste pour le secteur privé sera remplacé, promet le ministère. Dans les semaines à venir, les cellules emplois-jeunes des rectorats devront informer les aides-éducateurs de la nature des postes à pourvoir et organiser des rencontres avec les entreprises. Le ministère assure que la priorité sera donnée à ceux *« qui en ont le plus besoin »* (les moins diplômés, les premiers entrés dans le dispositif emplois-jeunes ou ceux qui n'ont pas de projet professionnel arrêté), se réservant *« un rôle de régulation »* lors des procédures de recrutement.

EFFET D'AUBAINE

L'intérêt des entreprises dans cette opération est clair : disposer d'une population diplômée, *« déjà testée et sélectionnée »*, connaissant *« les contraintes du monde du travail »*, sachant *« apprendre »* et *« s'adapter »*. Nombre de chefs d'entreprise défendent en effet l'idée qu'un sas entre la fin des études et le premier *« vrai »* emploi est désormais inévitable ; ainsi sont considérées les années passées comme aides-éducateurs, au même titre que des contrats à durée déterminée (CDD), de l'intérim ou de l'apprentissage.

Certaines entreprises justifient le recours aux aides-éducateurs par un lien entre leurs compétences acquises dans cette fonction (tutorat, surveillance et aide aux élèves) et les postes qu'elles proposent : animation périscolaire avant et après la cantine pour l'entreprise Avenance Enseignement, activités *« sociales »* auprès des personnes âgées pour Age d'Or Services. D'autres parient sur les *« capacités relationnelles et la connaissance des nouvelles technologies »* des aides-éducateurs, pour des emplois dans l'hôtellerie et le tourisme chez Accor, le service clientèle et les réservations téléphoniques chez Air France.

Beaucoup y voient surtout une nouvelle source de recrutement pour leurs emplois traditionnellement réservés à des jeunes de niveau bac à bac + 2 : dans les transports ou le téléphone mobile chez Vivendi, l'accueil touristique chez Euro Disney. Ces reconversions pour le moins radicales laissent de côté l'idée d'une capitalisation de l'expérience acquise à l'éducation nationale par les aides-éducateurs. Les entreprises profitent en outre d'un effet d'aubaine au moment où la conjoncture les aurait de toute façon amenées à recruter. Les titulaires de diplômes professionnalisés risquent d'être les premiers à pâtir de cette nouvelle concurrence.

La plupart des chefs d'entreprise concernés estiment enfin que la main tendue par Claude Allègre correspond à une *« démarche utile et intelligente »*, selon les mots d'Eric Licoys, directeur général de Vivendi. Une main qu'ils avaient peu de raisons de refuser, à la fois pour des questions d'*« image »*, de *« citoyenneté »* ou d'*« opportunité »*. L'opportunité consiste pour certaines entreprises à profiter de l'effort de formation que l'éducation nationale est prête à fournir pour adapter les aides-éducateurs aux profils proposés. Air France a d'ores et déjà estimé à 200 heures les besoins en formation d'adaptation. Chez Avenance Enseignement, où l'on propose aussi des postes de responsables clientèle, on reconnaît que le recrutement de jeunes sans qualification professionnelle bute parfois sur le manque de moyens en formation de l'entreprise pour les rendre opérationnels. En l'attente de convention plus précise, la direction des ressources humaines de l'entreprise compte pouvoir disposer des 1 000 heures de formation inscrites dans les contrats qui lient les emplois-jeunes à l'éducation nationale. Au-delà, elle prendra à sa charge le processus de professionnalisation, estimé à six mois. Outre la formation d'adaptation, Euro Disney proposera aussi à ses futurs *« hôtes d'accueil touristique »* une formation maison étalée sur quinze mois, afin de leur inculquer *« savoir-faire et savoir être »*.

L'entreprise de loisirs, à l'instar de la plupart des autres entreprises, et malgré le nombre traditionnellement élevé de ses CDD (4 000 sur 7 000 embauches annuelles), garantit aux aides-éducateurs des contrats à durée indéterminée. Une condition exigée par l'éducation nationale. *« Il ne s'agit pas de les faire passer d'un CDD à un autre CDD ou à un contrat de qualification ou d'adaptation »*, souligne le ministère.

La réussite de l'opération dépend de l'intérêt que porteront les emplois-jeunes à ces propositions d'embauche et du nombre des offres d'emplois à venir. En 2002, à l'issue des premiers contrats, le gouvernement ne pourra pas se permettre de laisser plusieurs milliers de jeunes venir gonfler les chiffres du chômage. Mais l'attrait des aides-éducateurs pour le secteur privé reste encore à démontrer. En novembre 1998, une enquête du ministère de l'éducation nationale avait relevé que la grande majorité d'entre eux souhaitait soit préparer des concours de la fonction publique, soit s'orienter vers les professions sanitaires et sociales, les métiers de l'animation et du sport. *« En cette période de rentrée, les rectorats devront mesurer si les projets professionnels des jeunes sont réalistes »*, souligne-t-on au ministère. La consigne est de recadrer les orientations professionnelles des aides-éducateurs en fonction de leur bagage scolaire initial et du marché de l'emploi.

Sandrine Blanchard et Stéphanie Le Bars

Un contrat de cinq ans, un salaire au SMIC

● **Statut :** les aides-éducateurs sont titulaires d'un contrat de droit privé d'une durée de cinq ans. Ils sont payés au SMIC (5 624 francs net mensuels, soit 857 euros), pour 1 575 heures de travail par an (soit l'équivalent de 35 heures par semaine). Ils disposent de sept semaines de congés.

● **Profil :** 59 % des aides-éducateurs ont entre vingt-trois et vingt-cinq ans et 74 % sont des femmes. 16,4 % ont un diplôme inférieur au baccalauréat, 39,6 % sont titulaires du baccalauréat, 27,2 % ont un diplôme de niveau bac+2 et 16,8 % une formation à bac+3 ou au-delà. Dans l'année précédant leur embauche au sein de l'éducation nationale, 69 % étaient à la recherche d'un emploi, 10,6 % étaient scolarisés ou étudiants, 16,4 % étaient salariés.

● **Formation :** considérée comme le point noir du dispositif emplois-jeunes, la formation a jusqu'à présent été essentiellement proposée par le biais du Centre national d'enseignement à distance (CNED) ou de formations universitaires. Des conventions, signées ces derniers mois avec le ministère des affaires sociales et le ministère de la jeunesse et des sports, vont élargir le choix. Le ministère de l'éducation nationale estime à 65 % la proportion d'aides-éducateurs entrés dans une formation, quelle que soit sa durée (de quelques heures à plusieurs semaines).

● **Les entreprises :** Accor s'engage à embaucher 1 000 aides-éducateurs sur trois ans ; Adia Adecco, 270 sur trois ans ; Age d'Or Service, 30 sur deux ans ; Air France, 1 000 sur trois ans ; Avenance Enseignement 60 sur trois ans ; Euro Disney, 300 sur trois ans ; et Vivendi, 1 000 sur deux ans.

5 000 aides-éducateurs seront embauchés en 2000 dans les quartiers difficiles

CONVAINCU du rôle pacificateur que les aides-éducateurs peuvent jouer dans les établissements scolaires, le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a plaidé à plusieurs reprises pour le renforcement de leur présence dans les quartiers les plus difficiles. Depuis 1997, date des premières embauches, 15 000 emplois-jeunes de l'éducation nationale ont été affectés en priorité dans les collèges et écoles primaires situés en zones d'éducation prioritaire (ZEP). Dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre la violence, le conseil de sécurité intérieure du 27 janvier a entériné l'idée de recruter plusieurs milliers de personnes, spécifiquement chargées de désamorcer les violences dans le milieu scolaire. Quelque 10 000 jeunes devaient arriver, par vagues successives de 2 000 personnes, dans les établissements à partir de cette rentrée. Finalement, le budget 2000 prévoit le financement de 5 000 aides-éducateurs ; les responsables des cellules emplois-jeunes des rectorats ont appris en fin de semaine dernière que leur recrutement était reporté au 1er janvier.

Contrairement aux aides-éducateurs classiques qui ont bénéficié d'une très légère formation d'adaptation à leur emploi (une ou deux journées), ces futurs emplois-jeunes bénéficieront d'une formation de 150 à 200 heures, avant même de prendre leurs fonctions. Dans l'académie de Créteil, qui va expérimenter la démarche dès le mois d'octobre, plusieurs axes ont été définis pour préparer ces jeunes à leurs missions : prévention des conduites déviantes, aide aux élèves en difficulté à la fois scolaire et sociale, accompagnement des jeunes exclus définitivement des établissements, médiation et gestion des conflits, relation avec les parents, positionnement par rapport aux autres adultes de l'établissement et aux partenaires extérieurs (justice, police...).

La sélection se fera principalement au vu de leur parcours antérieur (implication dans des associations, des clubs, animation auprès de jeunes...). *« Il faut surtout qu'on leur explique très précisément où ils vont aller »*, résume-t-on au ministère. Les rectorats, qui assurent disposer de viviers suffisants, devront éviter d'affecter les aides-éducateurs *« anti-violence »* dans des établissements situés dans leur quartier d'origine. Un temps évoquée, l'idée de faire appel à des jeunes n'ayant pas le niveau bac pour occuper ces emplois n'a pas été retenue par les chargés de recrutement dans les académies.

NÉCESSITÉ D'UN PROJET PRÉCIS

Seuls les établissements avec un projet spécifique, intégrant la présence d'un aide-éducateur de ce type, auront l'autorisation d'en recruter. Cet appel au volontariat s'explique par au moins deux raisons. Dans certains quartiers difficiles, des établissements *« saturent »* et ne souhaitent pas accueillir davantage d'aides-éducateurs, rapportent les responsables des cellules emplois-jeunes de plusieurs académies. De plus, l'arrivée du jeune sur un projet précis devrait éviter qu'il ne se transforme au bout de quelques semaines en un classique vigile.

Dans les deux départements de l'académie de Lille, l'impression de saturation devrait être évitée. *« Nous allons compléter le dispositif existant en amont, en concentrant l'affectation de ces aides-éducateurs dans les écoles primaires, voire maternelles, afin de désamorcer les risques de violence et d'incivilités. »* Là encore, l'équipe éducative sera associée au projet afin que l'aide-éducateur ne devienne pas le « M. Sécurité » de l'établissement.

L'an prochain, l'arrivée de ces 5 000 jeunes devrait constituer la seule entorse au moratoire, décidé fin juin par Claude Allègre, sur le recrutement des emplois-jeunes. A moins qu'il ne décide d'embaucher des jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP pour aider les personnels administratifs et d'entretien (Atoss), ainsi qu'il l'a laissé entendre récemment.

S. L. B.

Les inquiétudes de cinq aides-éducateurs « qui ont du mal à envisager l'avenir »

PORTRAITS

Gautier n'avait qu'une crainte : « Être encore en emploi-jeune à presque trente ans »

C'EST *« sans regret »* que Gautier a quitté son poste d'aide-éducateur dans un collège de Grigny (Rhône). Recruté lors de la première vague d'embauche, en 1997, il a plié bagages au début de l'année 1999 pour partir à Londres. *« Ce fut une expérience intéressante mais frustrante, car elle donne envie d'enseigner »*, dit-il. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, Gautier a toujours voulu devenir professeur, mais n'est jamais parvenu à décrocher le Capes. *« Je ne vais pas passer éternellement ce concours,* raconte-t-il. *Pourtant, après avoir, pendant des mois, apporté un soutien aux élèves, j'ai l'impression d'être fait pour ce métier. »*

Pour éviter l'impasse, pour ne pas *« s'enfermer »* dans un emploi sans lendemain, il a préféré *« changer d'air »*. Aujourd'hui serveur dans un restaurant londonien, il n'a pas pour autant renoncé totalement à son objectif professionnel. Il attend d'être parfaitement bilingue avant de tenter d'enseigner en Grande-Bretagne. *« J'essaierai d'être prof de français dans une école privée. Mais pour l'instant, j'ai du mal à envisager l'avenir. Alors je mets de l'argent de côté et je voyage »*, raconte Gautier qui n'avait qu'une crainte *: « Prendre le risque d'être encore en emploi-jeune à presque trente ans. »* Les années qui passent et l'avenir qui n'avance pas, c'est aussi l'angoisse d'Estelle. Cette jeune femme de vingt-six ans vient d'entamer sa troisième rentrée scolaire en tant qu'aide-éducatrice dans un collège de la banlieue lyonnaise. *« Eh oui, je suis malheureusement toujours emploi-jeune. Le provisoire perdure »*, résume-t-elle. En mai, elle a une nouvelle fois échoué au concours de professeur des écoles malgré les 200 heures de formation suivies les samedis matin et pendant les vacances scolaires.

« Il faut que je me secoue, que je m'organise mieux, mais c'est un peu usant de cumuler le travail au collège et la préparation au concours », raconte-t-elle en rappelant qu'un petit garçon l'attend à la maison. *« Je vais tenter une dernière fois cet examen. Si j'échoue de nouveau j'envisagerai autre chose, peut-être éducatrice spécialisée. »* Estelle avait l'espoir que l'éducation nationale crée des concours réservés pour les aides-éducateurs *« qui auraient pris en compte notre expérience professionnelle »*. Elle qui se sent *« totalement intégrée »* à l'équipe éducative de son collège, qui dit *« n'avoir jamais eu aucun problème de relation avec les élèves »*, n'a aucune envie d'intégrer une entreprise. *« Passer de l'éducation nationale à Air France, où est la logique, où est la continuité ? »*, demande-t-elle.

Cyril, aide-éducateur dans un collège de Givors (Rhône), ne serait pas totalement opposé à l'idée d'intégrer une entreprise, comme le propose l'accord qui vient d'être signé par le ministère de l'éducation nationale. *« S'il s'agit vraiment d'une embauche définitive et pas d'un énième contrat précaire »*, précise-t-il. Car comme tous ceux qui font partie de la première vague de recrutement d'emplois-jeunes, Cyril redoute *« l'échéance* [de la fin de contrat] *qui approche et qui fait un peu peur »*. Pour l'instant, il a demandé à pouvoir suivre une formation du ministère de la jeunesse et des sports pour devenir animateur professionnel et créer *« un jour »* une association. Il caresse depuis longtemps ce projet professionnel et se dit persuadé que son travail d'aide-éducateur lui fournit une excellente expérience. *« Je suis toujours content de mon poste, j'aime ce que je fais et j'ai appris à être moins copain-copain avec les élèves. »*

PASSER À UNE ÉTAPE SUPÉRIEURE

Eric, quant à lui, fait ses calculs et cela le déprime : *« J'ai débuté comme aide-éducateur à bac + 0. Vingt mois plus tard, j'en suis toujours à bac + 0. »* Comme Gautier, ce bachelier de sciences et techniques tertiaires, aujourd'hui aide-éducateur dans un collège de Grigny (Rhône), a le désagréable sentiment de *« s'enfermer dans ce boulot qui ne progresse pas »*. *« Même si on est mieux là qu'à l'usine, je serai heureux quand je ne serai plus emploi-jeune »*, lâche-t-il. En juin, il a échoué *« à l'oral »* du concours pour intégrer une école d'assistant social. Il va sans doute le représenter cette année mais multiplie parallèlement les courriers pour tenter de décrocher une formation en alternance. *« Les formations proposées par l'éducation nationale ne sont pas qualifiantes, alors on ne peut pas avancer »*, regrette-t-il. Son « métier » d'aide-éducateur lui a appris *« le contact avec les élèves »* et l'a familiarisé à l'informatique, mais, désormais, il veut passer à une étape supérieure.

Enfin, Olivier, aide-éducateur dans un collège du Rhône, recherche désespérément une formation qualifiante. L'absence de formation est pour lui *« le seul point négatif du dispositif »*. Sinon, dit-il, il va *« travailler avec le sourire »* pour la troisième rentrée consécutive. L'année dernière, il a *« perdu son temps »* dans une formation *« trop générale »*. Lui qui a pour bagage deux années de faculté de philosophie ne veut plus *« suivre des cours en fac qui ne servent à rien »*, mais se tourner vers *« un métier artisanal, un métier très concret »*. Il a demandé depuis trois mois un rendez-vous avec un conseiller d'orientation et patiente. En attendant, il est devenu le responsable de la salle multimédia de son établissement scolaire, une fonction *« gratifiante et encourageante »*. Mais il dit que, *« sauf grosse surprise »*, il ne faut rien attendre de l'éducation nationale. *« Je vais sans doute faire les cinq ans, mais il n'y aura rien pour nous. Etre aide-éducateur ne nous donne aucun avantage pour espérer rester dans le secteur éducatif »*, constate-t-il. Mais ajoute Olivier, *« grâce à mon poste d'aide-éducateur j'ai pris confiance en moi, et cela ça n'a pas de prix »*.

Sandrine Blanchard

LeMonde Job: WMQ2309--0010-0 WAS LMQ2309-10 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 11:13 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1830 Lcp:700 CMYK

15 % des Français seraient dépressifs, mais un sur deux ne le sait pas

Une étude souligne leur mauvaise prise en charge thérapeutique

Selon une étude rendue publique mercredi 22 septembre par des chercheurs du Centre de recherche, d'étude et de documentation économie de la santé (Credes), plus d'un Français sur sept serait dépressif, mais la moitié d'entre eux n'auraient pas conscience de souffrir d'un tel trouble. Lorsqu'il existe, le traitement administré aux personnes souffrant de dépression apparaît inadapté dans de nombreux cas

LA FRANCE compterait 15 % de personnes dépressives, mais plus de la moitié d'entre eux l'ignorent. Parmi ces derniers, seulement 3 % seraient soignés par des antidépresseurs. Dans un pays où des études ont montré deux à quatre fois plus de prescriptions de psychotropes que chez nos voisins, une bonne partie de ceux qui bénéficieraient d'un traitement antidépresseur n'est pas traitée de manière adéquate. Tels sont les principaux résultats de l'enquête intitulée *« prévalence et prise en charge médicale de la dépression en 1996-1997 »* réalisée par Annick Le Pape et Thérèse Lecomte pour le compte du Centre de recherche d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes) et rendue publique mercredi 22 septembre.

Conduit sur la base des données de l'enquête Santé et protection sociale pour les années 1996-1997, ce travail porte sur plus de 18 000 assurés sociaux et ayants droit de tous âges. Près de 7 % des personnes de 16 ans et plus interrogées affirment être touchées par la dépression au moment de l'enquête, un chiffre six fois plus élevé que ce que l'on observait en 1970. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (9 %) que chez les hommes (3,5 %). Les auteurs de l'étude ont complété ce recueil de déclarations spontanées par un questionnaire simple et rapide. Au final : 8 % de dépressifs sont décelés sans qu'ils aient perçu le trouble dont ils souffrent.

Pour le professeur Jean-Pierre Olié (hôpital Sainte-Anne, Paris), le chiffre global de 15 % de dépressifs, même s'il est élevé, corrobore les résultats d'autres études : *« Il souligne l'ampleur du problème de santé publique que représentent les troubles dépressifs et la nécessité de ne pas passer à côté d'un diagnostic qui n'est pas toujours facile à établir, surtout si les symptômes physiques sont davantage au premier plan que les signes psychiques. »* Certains psychiatres émettent des réserves. Sans remettre en cause la qualité de l'étude du Credes, le professeur Edouard Zarifian (CHU de la Côte-de-Nacre, Caen) tient à souligner les limites de la transposition à la psychiatrie des méthodes des études épidémiologiques : *« Je m'étonne toujours de voir des études cliniques conduites sans examen clinique. La psychiatrie se prête difficilement à l'épidémiologie, car pour porter un diagnostic de dépression, il faut aller au-delà des symptômes. »* Pour sa part, le docteur Patrick Lemoine, du centre hospitalier spécialisé Le Vinatier, à Bron (Rhône), s'interroge sur l'amalgame fait entre des dépressions de degrés divers et qui ne nécessitent pas toutes la même réponse thérapeutique. *« Même si la dépression est un terme vague, parce qu'elle est un mot de passe, il faut se rappeler qu'il n'y a pas de petite dépression »*, modère le docteur André Galinowski (hôpital Sainte-Anne, Paris)

PARADOXE

Le recours au soins est, en effet, très différent selon que les personnes interrogées se déclarent elles-mêmes dépressives ou que leur dépression n'apparaît qu'au moyen du questionnaire. Dans le premier cas, 40 % des dépressifs ont consulté un médecin et/ou ont acheté un médicament pendant le mois d'enquête ; 52,5 % d'entre eux ont consommé un psychotrope la veille de l'enquête (dans près de 40 % des cas, il s'agissait d'un antidépresseur). En revanche, le recours au médecin ou à un médicament n'est utilisé que par 8 % des dépressifs décelés par le seul questionnaire. Moins de 3 % d'entre eux avaient pris un antidépresseur la veille de l'enquête et 10 % avaient pris un autre psychotrope, hypnotique ou anxiolytique.

« C'est le plus grand paradoxe que cette enquête met au jour : des dépressifs ne sont pas identifiés comme tels et mériteraient qu'on les traite, alors que, par ailleurs, on sait que des antidépresseurs ne sont pas prescrits à bon escient. », commente le docteur Lemoine. *« L'Organisation mondiale de la santé considère que moins de 50 % des dépressifs sont diagnostiqués et traités, ce qui relativise l'idée qu'il existe une surconsommation des psychotropes en France*, ajoute le professeur Olié.

Sans surprise, l'enquête du Credes fait apparaître qu'il y a deux fois plus de dépressifs chez les chômeurs ; que les employés et les ouvriers sont plus souvent dépressifs que les cadres, les agriculteurs et les artisans ; que les personnes ayant réalisé des études d'un niveau supérieur au bac sont moins souvent dépressives. Enfin, on retrouve deux fois plus de répression chez les personnes divorcées ou séparées.

P. Be.

Alain Ehrenberg, sociologue au CNRS

« La dépression est une tragédie de l'insuffisance »

« Comment expliquer qu'il y ait autant de dépressifs qui s'ignorent et ne sont pas traités ?

– L'Organisation mondiale de la santé estime, depuis le début des années 70, que la dépression est le principal trouble mental dans le monde et que les choses iront en s'aggravant à l'avenir. La presse parlait déjà, à l'époque, de "mal du siècle". Aujourd'hui, son coût social semble aussi lourd que celui des maladies cardiovasculaires.

» Mais il faut faire deux remarques. D'abord, il y a une attention à la souffrance psychique qui n'existait pas il y a encore trente ans. On se rendait évidemment compte que l'on était malheureux, mais on ne savait peut-être pas que cela se soignait. La dépression s'est positionnée comme le bassin d'attraction de cette souffrance. Des raisons internes à la psychiatrie ont joué, pharmacologiques bien entendu, mais également un déplacement de l'hôpital psychiatrique vers la médecine de ville, pour ne prendre que ces deux facteurs.

» D'où la deuxième remarque. Il ne suffit pas de compter, il faut savoir ce qu'on compte et ce qui compte. Or la dépression est une notion très hétérogène que les psychiatres, hier comme aujourd'hui, avouent ne pas savoir définir.

» Ils ne la considéraient traditionnellement pas comme une entité sur laquelle il fallait agir (une entité clinique), mais plutôt comme un carrefour que l'on retrouve dans la plupart des pathologies mentales, névroses et psychoses. En transformant cette hétérogénéité en une entité clinique, la dépression a fini par désigner la plupart des difficultés que chacun peut rencontrer dans sa vie. Aujourd'hui, elle va de l'individu sans énergie qu'il faut regonfler comme un pneu au mélancolique qui s'accuse de tous les péchés du monde.

– Comment interpréter les liens entre précarité et dépression ?

– De précédentes enquêtes, y compris du Credes, avaient déjà montré cette relation. Mais je rappelle que la montée de la dépression précède de loin la crise économique et la précarisation de l'emploi ou des liens familiaux. De plus, pour poser le diagnostic de dépression, il suffit, par exemple, de réunir pendant deux semaines les critères suivants : sentiment de vide, insomnie, perte d'énergie, difficultés à se concentrer, sentiment de ralentissement intérieur.

» On comprend facilement que précarité et dépression fassent bon ménage. La dépression est à la fois une notion vague et centrale.

– Comment analyser cette prégnance de la dépression ?

– La dépression a pris la place qu'occupait la névrose dans les deux premiers tiers du XXe siècle. La névrose, au sens de Freud, car c'est ce sens qui l'a emporté, est une pathologie du conflit et de la culpabilité. Elle peut être grossièrement considérée comme la contrepartie d'une société où disciplines et interdits, mais aussi hiérarchies entre classes sociales et entre hommes et femmes, commencent à être ébranlés. Elle pose la question du désir.

» La dépression, elle, est une pathologie de la honte et du vide, une pathologie de l'insuffisance. "Suis-je à la hauteur ?" est la question sous-jacente à la dépression. Elle apparaît comme la contrepartie d'une société où les règles se réfèrent moins à la discipline qu'à l'initiative, moins au couple permis-défendu (ou normal-pathologique) qu'au couple possible-impossible. Si la névrose était un drame de la culpabilité (entre le désir et l'interdit), la dépression est une tragédie de l'insuffisance (suis-je capable de le faire ?).

» Il s'est au fond produit une sorte de rencontre entre l'hérérogénéité psychiatrique de la dépression et ces transformations normatives. C'est peut-être ainsi qu'elle est devenue l'expression même d'une culture, quand même nouvelle, du malheur intime. C'est le sujet pathologique dans sa globalité qui a changé. La dépression constitue la contrepartie d'un monde où la question d'être libre n'est plus un idéal à atteindre, mais une montagne à gravir. Ce n'est plus l'angoisse de franchir des interdits, mais le poids du possible. »

Propos recueillis par Paul Benkimoun

★ *La Fatigue d'être soi, dépression et société, Alain Ehrenberg, éditions Odile Jacob, 1998.*

Un rapport estime que la France doit améliorer l'accueil des étudiants étrangers

LONGTEMPS au premier rang des pays d'accueil pour les étudiants étrangers, la France a connu un déclin continu, dans ce domaine, depuis dix ans. Moins nombreux, les étudiants proviennent de plus en plus d'Europe, en raison du succès du programme Erasmus et de la chute du mur de Berlin, et de moins en moins d'Afrique et du Maghreb, tandis que des zones entières du monde n'envoient aucun jeune étudier en France (*Le Monde* du 1er août 1997). Analysant ce constat *« apocalyptique »*, Alain Claeys, député (PS) de la Vienne, présentait, mercredi 22 septembre, à ses collègues de la commission des finances de l'Assemblée nationale un rapport intitulé *L'accueil des étudiants étrangers en France : enjeu commercial ou priorité éducative ?*

Pour le député, cette question est capitale pour des raisons de rayonnement culturel, de tradition d'accueil, de liens avec certains pays, francophones ou non, mais aussi parce que, aujourd'hui, les formations supérieures sont devenues un marché où règne la compétition. Citant Claude Allègre, qui rappelait en novembre 1998 que ce secteur *« représente aux Etats-Unis le quatrième poste d'exportation, rapportant chaque année plus de 7 milliards de dollars »*, le rapporteur souligne que la prise de conscience de cet enjeu économique a conduit à l'amélioration des procédures d'accueil. Cet effort est indissociable du projet de constitution d'une *« Europe de la connaissance »*, inspiré notamment par les conclusions du rapport Attali sur l'organisation des études en Europe.

Pour comprendre cette lente érosion de la présence d'étudiants étrangers, M. Claeys invoque d'abord la complexité du dispositif, qui ressemble, pour un jeune qui veut étudier en France, à un véritable parcours du combattant. La quasi-absence de coopération, jusqu'à une période récente, entre le ministère de l'éducation nationale et celui des affaires étrangères, qui gère les bourses, la concurrence entre les divers opérateurs comme le Centre national des œuvres universitaires et scolaires, le Centre international des étudiants et des stagiaires ou la Société française d'exportation des ressources éducatives expliquent une partie des difficultés. Le peu de marge de manœuvre des universités, le manque de lisibilité des cursus, les difficultés de régularisation du séjour et la véritable aventure que constitue la recherche d'un logement ont fait le reste.

Selon M. Claeys, la loi du 11 mai 1998 sur l'entrée et le séjour des étrangers a amélioré la situation grâce à la simplification des procédures et à la coopération naissante entre préfectures et établissements d'enseignement supérieur. Le rapporteur milite pour une généralisation du dépôt groupé des dossiers de demande de séjour par les universités. Enfin, la création de l'agence Edufrance, destinée à promouvoir les filières françaises à l'étranger, a apporté sa pierre à l'édifice naissant.

EFFORTS SUR LE LOGEMENT

Ces réformes doivent être poursuivies et approfondies, conclut M. Claeys, en présentant quelques propositions : outre la clarification du rôle des différents opérateurs, il suggère de donner un rôle central aux universités, en leur confiant la gestion d'un volant de bourses qui leur permettrait de mener *« une politique d'accueil plus offensive »*. Les *« guichets uniques d'accueil »* qui ont commencé timidement à se mettre en place dans les établissements pour faciliter les démarches des étudiants devraient être généralisés, tandis que la politique contractuelle tiendrait compte des efforts accomplis pour l'international. M. Claeys suggère également de faire porter l'effort sur des logements adaptés à des courts ou moyens séjours. Il souhaite que la vocation d'*« assemblier »* d'Edufrance soit renforcée, ainsi que ses moyens. Il demande enfin une gestion plus rigoureuse des programmes européens, en précisant les missions et les moyens de l'agence Socrate.

Béatrice Gurrey

Des étudiants souvent venus d'Afrique

● **Effectifs.** Le nombre d'étudiants étrangers est en baisse constante depuis cinq ans : 138 480 en 1992, 129 760 en 1995 et 121 624 en 1997.

● **Secteurs disciplinaires.** Il y avait 48 830 étudiants étrangers en lettres et sciences humaines en 1998, 22 680 en sciences et éducation physique et sportive, 16 720 en sciences économiques et administration économique et sociale, 16 640 en médecine, pharmacie, dentaire, 14 870 en droit et près de 3 900 en IUT.

● **Répartition géographique.** 59 930 étudiants venaient d'Afrique en 1998, 36 611 venaient d'Europe, 16 425 d'Asie, 8 470 d'Amérique du Nord et du Sud. L'Asie du Sud et du Sud-Est est quasiment absente.

● **Coût.** En Grande-Bretagne, les frais de formation pour un étudiant étranger varient de 85 000 à 180 000 francs par an, en France (public) entre 36 150 et 64 000 francs.

Le tribunal de Marseille examine l'arsenal sectaire de l'Eglise de scientologie

Plusieurs responsables poursuivis pour escroquerie

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

La Scientologie, Xavier Delamare, *« père au foyer »* sans profession, est tombé dedans quand il était petit. Premiers contacts à quatorze ans, début du cursus à dix-sept. Il s'est retrouvé, vers la trentaine, directeur de trois « centres de dianétique », émanations de son « Eglise », à Marseille, Nice et La Haye (Pays-bas). Directeur ? *« Ministre du culte »*, rectifie-t-il, mardi 21 septembre, devant le tribunal correctionnel de Marseille. Autrement dit : *« En croisade»*.

PROCÈS

Avec six autres prévenus, dont un absent, Xavier Delamare comparaît pour escroquerie : selon l'accusation, il s'est fait remettre des fonds de la part d'une dizaine de personnes, pour des montants allant de quelques centaines de francs à 140 000 francs, *« en employant des manœuvres frauduleuses pour faire naître l'espérance (...) d'un événement chimérique »*. En 1990, ce scientologue a effectué cinq mois de détention provisoire. Aujourd'hui, dix ans après les faits, seuls deux anciens adeptes se sont constitués partie civile. Les huit autres, remboursées à la suite de transactions contre l'abandon d'éventuelles poursuites, n'ont pas répondu à la citation du parquet qui souhaitait les entendre comme témoins.

Les démêlés de la Scientologie – répertoriée par la commission d'enquête parlementaire sur les sectes – avec la justice ne sont pas nouveaux. En 1980, la cour d'appel de Paris a relaxé un responsable parisien poursuivi pour escroquerie, estimant qu'il *« n'avait fait qu'exécuter les directives générales »* du fondateur Lafayette Ron Hubbard. En 1997, la cour d'appel de Lyon a condamné un responsable lyonnais à trois ans de prison avec sursis pour homicide involontaire à la suite du suicide d'un adepte. Cinq peines d'un an avec sursis ont alors été prononcées pour escroquerie, et des relaxes accordées aux adeptes pour lesquels étaient reconnue une *« incontestable sincérité»*.

Comme à Paris ou à Lyon, le tribunal de Marseille plonge donc dans l'ordinaire de la Scientologie, son arsenal sectaire, ses préoccupations financières, son idéologie sous-jacente dépeinte par les expertises du Dr Jean-Marie Abgrall, qui évoque des *« manipulations mentales»* : tests de personnalité, *« déclaration d'engagement religieux »* pour *« un milliard d'années »*, *« propagande noire »* à l'encontre des ennemis de la secte, et surtout ventes de *« services»* (*« auditions »*, *« conseil pastoral »*, *« cures de purification »*) permettant notamment d'accéder aux divers grades, cotés OT1 à OT8.

Comme trois autres prévenus, Xavier Delamare revendique sa *« foi intacte »* en la Scientologie : *« L'Eglise n'abandonne jamais les siens. Quand j'ai reçu mon assignation* [devant le tribunal], *on m'a dit : « Tu auras les meilleurs avocats. » C'est une question de fraternité. C'est notre force »*. Dans son propos, Xavier Delamare prend soin d'évacuer tout ce qui pourrait éveiller le soupçon de la justice : l'exercice illégal de la médecine – *« nous ne soignons personne »*, *« nous ne disons pas diagnostic »* –, mais aussi l'escroquerie – *« nous ne pouvons promettre des résultats spirituels »*.

Formellement, le scientologue endosse la responsabilité de la *« dérive locale »* d'une jeune *« mission de l'Eglise »* en phase de croissance. Il reconnaît une erreur : avoir accueilli deux personnes autrefois suivies en psychiatrie qui ont rechuté après avoir fréquenté les centres de dianétique. *« J'ai perdu mon ministère car j'ai enfreint les règles d'éthique de la Scientologie : on ne doit pas accepter des gens qui ont été détruits par la psychiatrie .»* Les huit autres adeptes qui ont manifesté leur mécontentement sont, selon lui, *« des apostats »* retournés par les campagnes médiatiques.

Le tribunal s'interroge sur les tarifs pratiqués par l'« Eglise », les « donations » pouvant aller jusqu'à 150 000 francs. Ainsi que sur le langage pour le moins productiviste utilisé par la secte. *« Notre Eglise est jeune et pas subventionnée,* répond Xavier Delamare. *Elle doit assurer son avenir. C'est une caricature de résumer tout à cela. »* A l'entendre, la Scientologie aurait de la noblesse dans sa finalité : *« Lutter contre la déchéance et la dégradation de la société, sauver les gens de la drogue, fournir des vêtements au Kosovo »*. L'ancien responsable affirme avoir déboursé lui-même, pour son propre bien-être spirituel, au moins 300 000 francs.

« FANATISME RELIGIEUX »

Trois autres prévenus, scientologues heureux, expliquent ne pas avoir remarqué *« les états de fatigue »* dont se sont plaints les adeptes mécontents qu'ils ont *« audités »*. Ils se retranchent derrière *« le consentement »* de ceux qui sont venus les voir. Un autre prévenu, aujourd'hui éducateur pour handicapés, marque en revanche ses distances et se présente en tant que victime : *« C'est convivial, quand on arrive. Mais c'est quand même une machination. Il y a quelque chose qui n'est pas honnête. On force les gens à faire des trucs. »* Puis deux hommes, partie civile, énoncent l'un les troubles psychiques dont il souffre depuis son passage en Scientologie, l'autre comment un *« officier d'éthique »*, scientologue danois, pratiqua du chantage en utilisant des *« confessions »* dans lesquelles il avouait de menus larcins adolescents.

En conclusion, le docteur Abgrall relève chez certains des prévenus du *« fanatisme religieux »* et l'impossibilité d'une quelconque autoanalyse. En revanche, il estime que Xavier Delamare, *« à sa façon de fuir les questions »*, est *« capable de maîtriser son discours pour masquer la réalité»*. On apprend enfin que le médecin cardiologue qui fut à l'origine de l'enquête, en 1990, en allant voir la police, sur pression de sa femme, après avoir signé pour 132 000 francs de chèque, voyagea, selon ses dires, *« dans l'espace-temps »*, se prit pour une momie pharaonique, un lézard préhistorique et fut assuré d'avoir parlé, en 1970, avec Ron Hubbard, en personne. *« Comment expliquer que ce médecin, en parfaite santé, ait pu être l'objet d'une manipulation mentale ? »* demande Me Olivier Metzner, avocat de la défense. Embarras de l'expert : *« C'est une question à laquelle on n'a jamais pu répondre .»*

Jean-Michel Dumay

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : Le procès de trois anciens ministres UDF, Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Bosson,** renvoyés devant le tribunal correctionnel pour « recel d'abus de confiance » dans l'affaire du financement occulte du Centre des démocrates sociaux (CDS) se tiendra à Paris, les 6, 7, 8, 13 et 14 décembre. Pierre Méhaignerie a été président du parti de 1982 à 1994, Jacques Barrot secrétaire général de 1982 à 1991 et Bernard Bosson secrétaire général à partir d'octobre 1991.

■ **FOULARD ISLAMIQUE : Le commissaire du gouvernement s'est opposé à la demande d'annulation de l'exclusion** de deux jeunes filles de confession musulmane d'un collège de Flers (Orne) lors d'une audience du tribunal administratif de Caen (Calvados), mardi 21 septembre. Elèves de 6e, elles avaient été exclues le 11 février de l'établissement parce qu'elles refusaient d'ôter leur foulard pendant les cours d'éducation physique. Le tribunal administratif rendra sa décision d'ici une quinzaine de jours.

LeMonde Job: WMQ2309--0011-0 WAS LMQ2309-11 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:52 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1831 Lcp:700 CMYK

Paris s'est adapté à la journée sans voitures

Mercredi 22 septembre, dans la matinée, la circulation était réduite d'environ 20 % dans l'ensemble de la capitale. Mais de nombreux automobilistes sont arrivés très tôt pour pénétrer, avant sept heures, dans le périmètre interdit

● **Place de la Concorde.** Marcher sur l'herbe place de la Concorde et, à défaut de s'étourdir d'un silence tout relatif, se laisser bercer, plan rapproché, par les jeux d'eau de la claire fontaine... C'est possible ! Un petit matin de semaine presque ordinaire et parfaitement à jeun. A une condition : que par une décision nationale et municipale, la circulation automobile ait été interdite sur ladite place enfin bien nommée. Mercredi 22 septembre, deuxième édition d'*« En ville, sans ma voiture ? »*. A deux pas, la rue de la Paix elle aussi pacifiée. Un rêve passe, il ne s'agit pas de le laisser filer...

Tout avait plutôt mal commencé sous un ciel chagrin et une pluie battante. En entrant, au bas du Boul Mich, dans ce vaste périmètre *« libéré »* et en accostant sur l'île de la Cité interdite aux quatre roues, on percevait les limites d'une circulation simplement limitée. Et on était surpris de ne pas l'être davantage, de ne pas pouvoir plus intensément écouter la différence d'un jour sans, loin d'être 100 % rendu aux piétons et aux cyclistes. Les autobus, les taxis, les véhicules prioritaires, les motos, les scooters et autres pétrolettes, sans oublier les riverains tolérés et ceux qui se risquent au sport de la resquille, cela vous fait encore beaucoup de monde, un fameux tohu-bohu, une ronde encore vaguement infernale.

● **Châtelet-Les Halles.** Sept heures du matin, sur les quais du RER A et B de la station Châtelet-Les Halles. Presque *« un mercredi comme les autres »*, soutient l'employée du Relais H. Côté voyageurs : Jean-Louis, 35 ans, qui vient de La Défense pour se rendre à Massy, ne voit pas *« l'intérêt d'une journée comme celle-ci » : « Pour sensibiliser réellement les gens, il faudrait que cette opération soit plus régulière et moins radicale. »*

7 h 30. Toutes les deux minutes, les rames de RER déversent un flux continu de voyageurs. Un homme en costume trois-pièces cherche sa direction des yeux : *« Habituellement, je prends ma voiture, mais ce matin, j'ai voulu éviter les embouteillages créés autour du périmètre. »*

La plupart des usagers sont des habitués, ils connaissent leur chemin par cœur : *« Je pense que c'est une bonne initiative, mais ce matin, en sortant de chez moi, boulevard Saint-Martin, il y avait autant de voitures que les autres jours »*, fait remarquer Stéphanie, étudiante. Une femme rêve à haute voix : *« J'espère pouvoir ouvrir pour une fois la fenêtre de mon bureau, qui donne sur la place de la Bourse. L'air sera enfin respirable. »* Châtelet-Les Halles a des allures de fourmilière. Dans le ventre de la capitale, c'est l'effervescence. Au-dessus, est-ce le calme ?

● **Quai d'Orsay.** Ils se sont levés très tôt pour arriver avant la fermeture des barrières autour du périmètre interdit. L'autoroute de l'Ouest était déjà très chargée à 6 heures, la pluie n'arrange pas les choses. Ils ont atteint l'Assemblée nationale avant 7 : heures, avec l'intention de traverser la place de la Concorde pour rejoindre le quartier de la Madeleine. Trop tard : depuis le milieu de la nuit l'Obélisque ne voit plus passer que des autobus.

● **Pont Sully.** Devant l'Institut du monde arabe, les barrières sont restées ouvertes jusqu'à 7 heures 30. *« Mais pourquoi la voiture devant moi a-t-elle pu passer ? »*, explose un automobiliste. Un énorme bouchon commence à se former, avec le flot qui arrive de la gare d'Austerlitz et les véhicules qui débouchent du Boulevard Saint-Germain. Les policiers ne sont pas assez nombreux pour vérifier les dérogations. Il faut plusieurs minutes à un invalide pour expliquer qu'il a besoin de sa voiture pour aller chez son médecin.

● **Quai des Tuileries**. La nasse commence à se refermer sur les automobilistes. Une femme en 4x4 tente de rejoindre son parking. Un motard de la police lui intime l'ordre de circuler. Elle insiste. *« Refus d'obtempérer, vos papiers ! »*, répond le policier. L'arrivée d'un haut gradé de la préfecture de police finira par tout arranger. *« Il va falloir que les gens s'habituent,* assure ce responsable. *Dans quelques années, le centre historique de Paris sera certainement interdit à la plupart des véhicules. Une journée comme celle-là nous permet de nous préparer. »*

● **Préfecture de police.** 8 h 15. Au sous-sol de la préfecture de police de Paris, on *« joue à la bataille navale »*. Le capitaine Jean-François Poulard est aux manœuvres. Trois cents caméras répercutent l'événement sur quarante écrans. Ambiance à peine fébrile. Objectif : *« Réguler »* 1,5 million de véhicules qui s'apprêtent à pénétrer dans la capitale toute la journée. 8 h 20. De petits malins bravent le barrage quai des Tuileries. Au micro, M. Poulard ordonne un renfort de barrière. Réponse de *Tango 611* : *« Les gens ne veulent pas de barrières. »* 8 h 29. M. Poulard : *« C'est bon, les barrières sont en place. »* 8 h 40. Nouvel appel du quai des Tuileries. Des poids-lourds ont des essieux assez hauts pour monter sur le terre-plein. M. Poulard : *« Renfort de barrières ! »* Six cents fonctionnaires sont sur le pied de guerre dans la capitale pour quatre cents barrages et deux cents points de circulation.

8 h 45. Bastille. *« Ah, ça ira, ça ira ! »*, s'exclame M. Poulard. *Fallait s'en douter ! La Bastille est en péril. »* Les automobilistes sont « satellisés ». Pas moyen de leur faire changer leurs habitudes pour les dévier vers le nord. Butés. Du coup, boulevard Morland, le système électronique de la préfecture indique une vitesse de circulation de 0,9 kilomètre à l'heure. Heureusement, *« la place de l'Opéra tourne »*, s'exclame Benoit Martin, sous-directeur chargé de coordonner l'ensemble du dispositif. Une première estimation fait état de 20 % d'automobiles en moins ce matin dans Paris. Il y a une diminution notable des bouchons autour de Paris.

8 h 50. On confirme au PC circulation le parcours du premier ministre israélien. Ça ne va pas faciliter les choses... 10 h. Plein zoom sur Dominique Voynet qui entre en vélo dans la cour de l'Elysée.

Récit du service Régions

François Ascher, professeur à l'Institut français d'urbanisme

« Faire croire à des villes sans automobile est une illusion dangereuse »

« Quel jugement portez-vous sur l'opération "En ville, sans ma voiture ?" ?

– En France, on a longtemps sous-estimé les problèmes d'environnement, donc la voiture et ses infrastructures ont régné sans partage. Cette journée participe à une prise de conscience. Elle présente cependant un risque : que la voiture devienne bouc-émissaire. C'est un peu l'ambiguïté de cette opération. La ville sans voiture a une vertu d'alerte, mais ce n'est pas une solution.

– Vous estimez que le couple ville-voiture est indissociable ?

– Les gens demandent de plus en plus d'espace et d'autonomie et ils ont des modes de vie de plus de plus variés. De fait, des moyens rapides, confortables et individuels s'imposent, surtout dans les déplacements radio-concentriques c'est-à-dire de la périphérie vers le centre : la voiture reste, dans ce cas, beaucoup plus performante. La France a eu la malchance, comme les Etats-Unis, de s'urbaniser en même temps qu'elle s'est "automobilisée". Ces formes urbaines rendent la voiture inévitable. Il est illusoire de penser revenir vers des modèles urbains anciens ou d'aller contre la demande d'espace. D'ailleurs, la ville qui existera dans vingt ou trente ans est déjà construite à 80 %.

– Mais elle est construite autour de la voiture.

– Il faut limiter la place de l'automobile là où elle est véritablement source de nuisances, dans les zones très denses, la domestiquer, apprendre à ce que son usage réponde à des exigences de qualité de vie. Il faut aussi envisager un autre type de partage de la voirie, rattraper notre retard dans les transports collectifs, imaginer des voitures propres, sûres, silencieuses. Mais faire croire à des villes sans automobile est une illusion dangereuse.

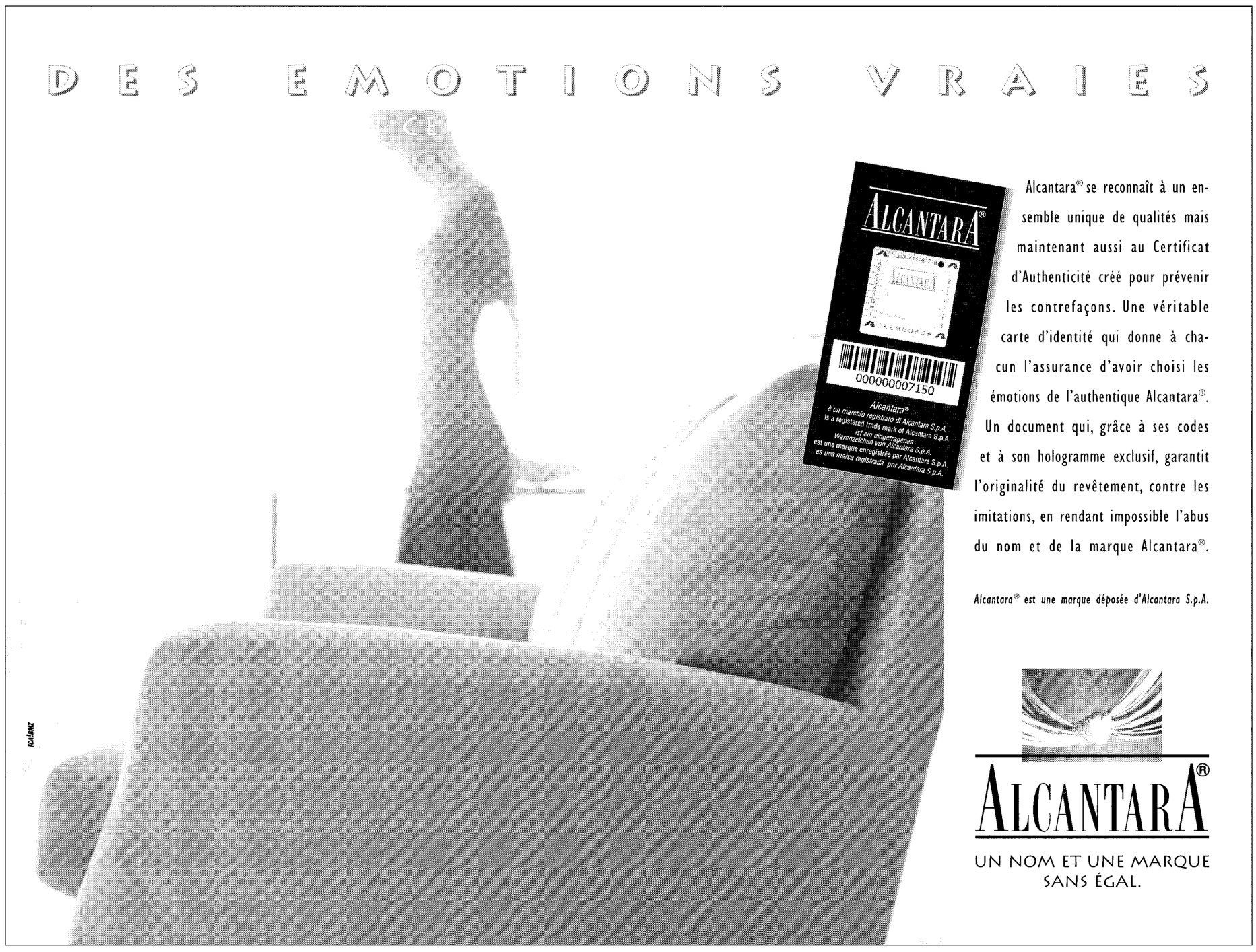
– Il y a pourtant une demande forte pour en limiter l'usage...

– Les couches sociales privilégiées, qui ont les moyens d'habiter des appartements dans les centres-villes, demandent en effet de plus en plus de transports collectifs. Mais les couches les plus pauvres, qui habitent plus loin dans les périphéries, restent captives de la voiture.

– Vouloir abandonner la voiture serait donc une revendication de privilégiés ?

– Il faut prendre en compte la réalité de la France urbaine et être très précautionneux pour ne pas généraliser des mesures et des solutions. L'exemple de Strasbourg est clair : le tramway est un grand succès pour le centre-ville. Mais les questions qui se posent pour les déplacements dans l'agglomération exigent une multiplicité de solutions et non une éradication de la voiture. La mobilité des gens est changeante, elle est moins liée exclusivement au travail. Il faut sortir de cette conception d'un transport répétitif de masse. Le transport "fordien", c'est-à-dire le même pour tous, à la même heure, est dépassé par les modes de vie. »

Propos recueillis par Bruno Caussé



LeMonde Job: WMQ2309--0012-0 WAS LMQ2309-12 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:23 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1832 Lcp:700 CMYK

REPORTAGE

Voyage chez les « néo »-militants de la terre

Josette Subra, chevrière au Fourgarol, cinq maisons et quatre habitants (Ariège).

Tous appartiennent à la Confédération paysanne ou à sa mouvance. Ils veulent vivre de la terre autant qu'à la terre et ne considèrent pas l'hémorragie des campagnes comme une fatalité, à condition de produire du bon, savoir se remettre en question pour passer des vaches aux lentilles, du productivisme aux labels bio, dans le respect de l'environnement et du consommateur. Cette révolution silencieuse est en marche. Dominique Pouchin l'a suivie de l'Ariège aux Côtes-d'Armor

La jardinière aux 80 biquettes

QUELLE idée de venir se percher là, sur ce bout de terre oblique, entre taillis et ravines, et de se jurer d'y vivre quand tant d'autres ont renoncé à y survivre ? Question incongrue. Se l'est-elle jamais posée, Josette Subra, chevrière au Fourgarol, cinq maisons et quatre habitants, commune de Boussenac, 184 habitants, canton de Massat, 1 692 habitants ?

Le recensement, sur ces pentes ariégeoises, ne connaît que les soustractions. Mais Josette n'en a cure. Elle a pris le sens inverse, voilà vingt ans, rien ni personne ne le lui fera regretter. La classer « néo », label peu amène que le paysan pure souche colle volontiers au citadin fraîchement atterri aux champs, la froisserait presque. Cette maison de vieilles pierres, ces quelques arpents d'herbe, adossés aux Pyrénées, à mi-chemin du col de Port, n'appartiennent pas à l'imagerie jaunie d'une rusticité baba-cool, mais bien plus simplement à l'album de famille et aux souvenirs d'un hier encore proche. Le Fourgarol, ce n'est rien d'autre que la patrie du grand-père, dernier des Subra à y avoir peiné, avec 3 vaches et 4 hectares, avant que le fils ne s'en aille pour devenir ouvrier et finir contremaître chez Péchiney, à Tarascon-sur-Ariège, de l'autre côté du Port. Et que la petite-fille, forte d'une licence d'espagnol mais ne sachant qu'en faire – *« Secrétaire ? professeur ? Je n'aurais jamais pu »* –, ne se décide un jour à remonter au hameau. *« Pas pour y vivre,* dit-elle, *pour en vivre. Il fallait que je gère ma vie comme je l'entendais, que je monte quelque chose. »*

Elle a trouvé des ronces, jusqu'aux fenêtres. Et les reliques d'un antan où la montagne voyait naître et grandir les siens. Des sept ou huit familles qui se partageaient le hameau avant la Grande Guerre, plus âme qui vive. Josette est venue avec Eric, l'homme qu'elle a rencontré en fac, aussi paisible qu'elle est bourdonnante, visage aussi rond que le sien est émacié. Il fallut trois ans avant d'être enfin paysans, le temps de passer un brevet agricole et d'ajouter aux 4 hectares de l'aïeul les 8 nécessaires pour atteindre la « surface minimum d'installation », fixée ici à 12 « unités de gros bétail » (1 UGB = 1 vache ou 1 cheval = 1 hectare de prairie = 7 chèvres, comme le veulent les bons comptes de nos campagnes). L'opération tient du casse-tête : couchée sur cadastre, la montagne ariégeoise est un puzzle inextricable de lopins, émiettés par autant de notaires-arpenteurs qu'il y eut de générations à disparaître. Patience aidant, en rapiéçant 2 000 mètres carrés par-ci (une aubaine !) et 500 par-là, le seuil est atteint. Et, un beau jour de 1981, 30 chèvres viennent brouter l'herbe du Fourgarol. Tant pis si le grand-père s'en retourne dans sa tombe, lui qui maudissait ces biquettes *« toujours à écorcer les arbres »*, Josette, elle, les aime : *« Les techniciens peuvent bien en rire, c'est vrai qu'elles donnent plus de lait quand on les aime. Elles sont aussi sensibles que les chats. »*

Une tendresse affirmée pour la gent caprine ne fait pas un « projet de vie ». Amie des bêtes, écolo et fière de l'être, Josette Subra est d'abord, au même titre que son homme, chef d'exploitation. S'il a fallu, les premiers jours, aller regarder les voisins traire et apprendre à monter des parpaings, tout cela est déjà loin. Le Fourgarol, aujourd'hui, est une affaire qui marche : 34 hectares, grappillés au fil des ans – *« même les deux poiriers, derrière la maison, on a fini par les acheter »* – 80 chèvres, 5 à 6 tonnes de fromage par an. Au bout du compte, la satisfaction intime, discrète, d'avoir montré que c'est possible. Que la montagne ne sera pas partout abandonnée à ces taillis qui effacent les chemins et la trace des hommes. Qu'il faudra, longtemps encore, deux chasse-neige à Boussenac pour donner aux hameaux le droit de vivre l'hiver, quand naissent les chevreaux et que reprend la traite. Qu'on peut arrêter l'hémorragie qui mine les campagnes et vivre encore à la terre, de la terre – mais autrement.

> Les recettes maison ? Ne pas grossir : dix chèvres en moins, dès que les emprunts nécessaires pour construire bergerie et fromagerie aux normes ont été remboursés. Vendre en direct, autant que possible

Autrement ? *« En recherchant la qualité, avant de penser au chiffre d'affaires,* explique Josette, *la qualité des produits et la qualité de vie. »* Les recettes maison ? Ne pas grossir : 10 chèvres en moins dès que les emprunts nécessaires pour construire bergerie et fromagerie aux normes ont été remboursés. Vendre en direct, autant que possible : 50 % de la production écoulés sur les marchés de Tarascon et de Massat. *« La première fois, je m'étais juré qu'on arrêterait si on ne vendait rien,* se souvient Eric. *Mais j'en ai vendu un, à midi moins cinq ! »* Aujourd'hui, en saison, il en part plus de 200. Ajoutez 15 % de ventes à la ferme, c'est assez pour tirer sa révérence quand le nouveau directeur du supermarché du coin s'avise de taxer au prix fort la présence du « Fourgarol » sur ses dépliants de promotion – *« Pourtant, ça nous faisait près d'un salaire »* – et chercher de nouveaux débouchés, dans les restaurants et les épiceries de la région. Deux gros SMIC en fin de mois et la location du gîte, un peu plus haut sur le versant, pour arrondir la retraite, c'est assez, vous disent-ils, *« pour se sentir bien dans l'espace qu'on occupe »*.

Assez aussi pour se sentir disponibles à de nouvelles tâches, celles qu'enfin, en haut lieu, on s'avise d'organiser et de rétribuer pour que les campagnes, les villages, restent entretenus. Se faire *« jardiniers du paysage »* sonnait comme une insulte, voilà peu, pour les tenants du *« produire plus »*, éleveurs en batteries et *« saigneurs du sol »*. Dans les vallées et sur les pentes de l'Ariège, l'idée réveille plus d'un paysan. Et les chevriers ne sont pas les derniers à tendre l'oreille. Ils ne chassent pas la prime : *« 300 francs de prime à l'herbe pour nourrir nos bêtes dehors quand ceux qui les font manger à l'auge prennent plus de 2 000 francs pour polluer avec leur maïs d'ensilage, c'est à peine croyable,* tonne Josette. *On nous donne juste assez pour entretenir les clôtures. »* Mais ils sont prêts à jouer le jeu. Jardiniers, après tout, ils le sont déjà, résistants opiniâtres dans une nature qui ne devient hostile que d'être abandonnée.

Trotsky et les lentilles

ON ne voit d'abord que les mains, posées sur la table cirée. Larges, lourdes, calleuses, usées. On ne lit pas dans les lignes de ces mains-là, elles parlent toutes seules. Chienne de vie. Y avait-il donc plus de malheur à naître là qu'ailleurs, voilà cinquante ans ? Là, à Marcilhac, hameau de Saint-Paulien, à cinq lieues du Puy-en-Velay et de sa Sainte Vierge ? Sans doute pas. Comme les rejetons des fermes voisines, Guy Trescartes a grandi entre messe et traites, vent d'hiver et moissons. Il a grandi avec la JAC (Jeunesse agricole chrétienne), cette pépinière de cadres du syndicalisme agricole d'après-guerre, n'a pas manqué le pèlerinage à Lourdes et passé mai 68 sous les drapeaux, dans les parachutistes. Il a repris la petite exploitation du père, 30 hectares en fermage et a épousé Christiane, fille du hameau voisin, a fait deux enfants, garçon et fille, et s'est lancé corps et âme, avec les copains du CDJA, dans l'organisation de la finale du championnat de France de labour à Blanzac, *« 30 000 personnes dans les champs, en 1976, l'année de la grande sécheresse. C'était fou ! »*

Rien que d'ordinaire. Rien en tout cas qui le prédestine à suivre, quelques années plus tard, quelques missionnaires trotskistes venus recruter sur le marché de Saint-Paulien, les bras nécessaires à la construction du *« futur parti des travailleurs »*. *« C'est un parcours bizarre, je sais,* confesse-t-il, les yeux perdus derrière de trop grandes lunettes. *Je me suis bientôt retrouvé à Paris, au comité national, tout près de Boussel-Lambert. J'y ai croisé, comment il s'appelle... Cambadélis ! Ce ne serait sans doute pas arrivé s'il n'y avait eu ce pépin. »*

Le « pépin », un vrai drame. C'était l'automne, en 1979. Rentrant de l'estive, une vache a avorté. *« On a espéré que ce n'était qu'un accident, c'était la brucellose. »* Et la vie des Trescartes a chaviré. Il faut abattre le troupeau, emprunter pour acheter les premières vaches du suivant. Christiane, contaminée, est atteinte de la fièvre de Malte : trois ans *« comme une loque »*. En délicatesse avec le Crédit agricole, qu'il a affronté quelques années plus tôt pour défendre une coopérative qu'il présidait, Guy paye au prix fort 14 000 francs d'annuités non respectées : la banque fait jouer sa garantie hypothécaire sur la masure de Marcilhac. Les Trescartes ne sont plus chez eux. Les huissiers viennent chercher les clés et placarder les avis de mise en vente. Les gendarmes rôdent.

« C'est à ce moment-là que tu as rencontré cette trotskiste sur le marché, glisse Christiane. *Elle t'avait dit qu'ils nous sortiraient de là... »* Guy confirme : *« Je sais, ça peut paraître bizarre »*. Sa femme, elle, se souvient du regard des voisins – *« On avait la gale, rien de moins ! »* –, des commerçants, des fournisseurs qui veulent être payés cash, des visites au Secours catholique, des repas des « Restos du cœur », de l'inscription au RMI... L'éclaircie est venue de la Caisse d'épargne qui a prêté « par petits bouts », pour acheter une vache, ou payer le trimestre de pension des gosses. Et d'un « comité de soutien » monté par le leader de la CFDT du Puy, Raymond Vacheron, trotskiste lui aussi à l'époque, mais d'une autre obédience.

> C'était à l'automne, en 1979. Rentrant de l'estive, une vache a avorté. « On a espéré que ce n'était qu'un accident, c'était la brucellose. » Et la vie des Trescartes a chaviré

Après quelques années de bataille, et 2 000 signatures au bas d'une pétition, le Crédit agricole s'est amendé : les Trescartes lui rachètent leur maison à un prix raisonnable. Ils se sont lancés dans le produit fermier, la vente directe, et surtout la lentille verte, premier légume à bénéficier d'une AOC. Label béni : 30 % de ventes en plus, et un prix garanti au quintal. De sa récolte, sur 3 hectares, Guy garde une part qu'il conditionne et emballe lui-même : 30 francs le kilo sur les marchés, contre 8 à la coopérative. Et quand vient la fête au Puy, il se déguise, comme tout le monde, pour servir la tablée paysanne en saucisse ou crêpe-lentilles à la bière de Vellavia, brassée à l'orge locale. Il a ouvert la ferme aux touristes, pour des soirées « découverte » et ne se lasse pas du regard ébahi des enfants devant les poules et les lapins. Sans illusion d'en voir un, un seul, rêver de prendre un jour sa place. La préretraite approche, trop tentante. Il y avait vingt fermes à Marcilhac après-guerre. Il en reste quatre. Bientôt trois...

Photos Jean-Pierre Favreau pour « Le Monde »

Guy Trescartes a repris la petite exploitation de son père, 30 hectares en fermage à Marcilhac (Haute-Loire).

LeMonde Job: WMQ2309--0013-0 WAS LMQ2309-13 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:18 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1833 Lcp:700 CMYK

Léon Maillé, 300 brebis et 700 abonnés à « Gardarem lou Larzac ».

Le Larzac ou la vie en bio

LE Larzac affiche complet. Plus une bergerie à retaper, plus une ruine à remonter, plus une parcelle d'herbe rase à rafler. Sauf à convaincre l'armée que son budget peau de chagrin gagnerait à faire l'économie des 3 000 hectares qu'elle y occupe encore – vaches maigres font brebis grasses –, les candidats au causse doivent faire banquette alentour.

« Deux siècles sans doute que ça n'était arrivé. On n'en est pas peu fiers », clament les « historiques » du plateau. Juste retour d'une histoire orgueilleusement revendiquée ? Sans doute. De tous les jeunes gens qui montèrent là naguère, pour *« affronter l'armée bourgeoise »* ou sur un coup de cœur, pour *« sceller l'unité ouvriers-paysans »*, ou par amour des brebis, quelques-uns ne sont plus repartis. *« Ils nous ont apporté le sang neuf »*, se félicite Léon Maillé, mémoire vivante des « trente glorieuses » du causse, qui entretient dans son sous-sol la salle de rédaction de l'impérissable *Gardarem lou Larzac,* bimestriel à 700 abonnés. Béni soit donc José Bové, sa moustache et son audace, qui, monté il y a vingt-cinq ans planter une célèbre bergerie sur les arpents promis aux militaires, s'en revint bientôt ressusciter Montredon, hameau délaissé, aujourd'hui quartier général de la guerre déclarée à la *« mal-bouffe mondialisée »*.

Mais l'épopée, même savamment entretenue, au risque d'ailleurs de lasser les trentenaires du cru, peu disposés à se reprocher de n'en avoir pas été, ne suffit pas à expliquer le succès du plateau. L'humeur n'y fut pas toujours rebelle : *« Le pays, autrefois, faisait surtout des gendarmes et des curés,* se souvient encore Léon Maillé. *Il a fallu que l'armée s'en mêle pour que tout commence à changer. »* De fait, les solidarités nées dans la longue résistance à l'extension du camp, l'expérience acquise des rapports de forces sont devenus autant d'atouts dans la bataille économique quotidienne d'éleveurs attachés à un terroir de renom, Roquefort, et décidés à en tirer leur part de dividendes.

Etrangers aux fermes-usines de céréales et à l'élevage intensif, mais aussi éloignés des lopins de terre en survie, ils savent qu'ils sont ces « paysans du milieu » que, de tous côtés, on assure vouloir soutenir, protéger avec force labels, marques et AOC. Aussi, quand de Bruxelles à Paris, on jure de tourner le dos au productivisme, ceux du plateau s'entendent pour enfoncer le clou. D'une génération l'autre, des pères aux fils, des caussenards aux « néos », souffle un « esprit Larzac », nourri de luttes, mais aussi, ajoute Léon Maillé, *« d'autonomie, d'ouverture et d'innovation »*. Et Richard, le fils, de renchérir : *« Sans les bagarres, sans les néos, on en serait encore comme sur le Lévézou* [plateau situé au nord-ouest du Larzac], *deux siècles en retard et le cœur à droite. »*

Richard avait cinq ans, son petit frère deux de moins, quand le causse s'est « soulevé ». Et depuis, ça n'a pas arrêté ici, toujours une bataille en cours. On est à la fois heureux, fier d'en être, et un peu las, avec l'envie d'être enfin simple paysan. « Paysan », il l'est bien désormais, en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) avec son père sur la ferme de Potensac, au nord-est du causse. Femme et enfants à la ferme, Richard a maintenant convaincu Léon de *« passer bio »*. *« Pas très difficile : le père était devenu un vrai politique, il passait son temps en réunions. Une année, il en a raté son foin. La ferme a toujours un peu végété. Il s'est contenté de ce qu'il avait, n'a jamais pensé à produire plus pour investir et juste fait l'essentiel pour un rendement moyen, en gérant "à l'africaine". C'est notre chance : la bio, on y était sans y être, il restait juste un pas à franchir. »*

Ce sera chose faite en l'an 2000. Plus d'engrais, plus de produits de synthèse ni d'antibiotiques, production maison de la paille et des céréales pour les brebis. Demain, les Maillé vendront leur lait 25 % plus cher, leurs agneaux 50 %. Ils savent qu'ils ne sont pas à plaindre. Que les 400 hectares et les 300 brebis, sans compter les primes, permettent à trois ménages – le père et les deux fils – de vivre. Mais aussi que ce ne fut pas sans peine. Que, sur l'aire du Roquefort – 200 kilomètres alentour, bien au-delà du seul Larzac – plus de la moitié des producteurs de lait ont disparu en vingt ans. Qu'il a fallu se battre, quand la surproduction a sévi, pour maîtriser les volumes sans condamner les plus petits. *« Mais on s'est imposés face aux industriels, face aux notables du syndicalisme officiel,* clame Léon. *Et on a innové. Aujourd'hui, on a quatre ou cinq ans d'avance sur bien d'autres. »* Il paraît loin, maintenant le temps où il fallait emprunter, entre deux rentrées, *« pour faire la soudure »,* se séparer du berger, remplacé par madame mère, qui a perdu son temps à garder les brebis jusqu'à ce qu'on décide d'enclore. Les clôtures. Encore une histoire de néos. Richard s'en souvient : *« Il n'y en avait jamais eu, de mémoire d'homme, sur tout le causse. Quand les néos sont arrivés et ont commencé à en mettre, on les a regardés avec des yeux ronds. Et puis, on a tous fait pareil ! »*

L'un de ces « fous à clôture » s'est installé de l'autre côté du plateau, au sud-ouest, sur les terres les plus hautes, et les plus froides quand vient l'hiver. Bengouzal, c'est la *« petite Sibérie »,* disent les vieux du Larzac. C'est pourtant là que Jean-Paul Scoquart, quarante-trois ans, a posé ses valises un beau jour de 1983. Il s'y préparait depuis deux ans, retourné à l'école, à Millau et Saint-Affrique, pour passer un brevet professionnel d'agriculteur, oublier Paris, et fuir le métro. Ouvrier-mécanicien à la RATP, comme son père, il a rêvé d'une ferme *« où des gosses en rade pourraient venir se refaire »*. Il a eu la ferme, mais les brebis ont remplacé les gosses. C'est ainsi qu'on devient « néo ».

> « On s'est imposés face aux industriels. Et on a innové. Aujourd'hui, on a quatre ou cinq ans d'avance sur bien d'autres »

Tignasse poivre et sel, sourire amène et bleu de chauffe, il vous avoue entre tomates et confit, qu'il est heureux de ne pas faire de lait, au contraire de tous ses voisins : *« La traite matin et soir, ce n'est pas pour moi. J'ai besoin de vivre, de voir les enfants, de penser à autre chose. »* A défaut de lait, il fait donc de la viande, partageant Bengouzal et ses 700 brebis avec un associé, dans un GAEC qui bat de l'aile. Le troupeau, blackfaces écossaises et blanches du Massif Central, est organisé pour deux agnelages, l'un en mars, l'autre en août, et les agneaux sortent tôt de la bergerie, *« malgré les regards en coin, parce que ça ne se fait pas »*. Objectif, deux saisons de vente, deux rentrées dans une trésorerie qui reste maigrelette : au bout du compte, un chiffre d'affaires gonflé par 60 % d'aides et tout juste 6 000 francs de salaire. Cela ne fera pas regretter la RATP au néo de Bengouzal. Comme une femme d'exploitant sur deux en France, sa compagne travaille en dehors de la ferme : médecin généraliste à Millau, *« ce n'est pas non plus Byzance, mais ça suffit »*.

Sept cents brebis pour un SMIC, qu'importe ! Il n'y a plus d'ailleurs, pour Jean-Paul, que ce causse où il fait bon vivre, même côté « Sibérie », où *« le moindre tam-tam mobilise 300 copains en un rien de temps »*, où *« toutes les batailles valent d'être menées, hier, contre l'armée ou les patrons de Roquefort, aujourd'hui, contre les OGM et la mal-bouffe »*. N'allez surtout pas dire, sur ce plateau ouvert à tous les vents que le « terroir » fleure parfois un peu rance, que la revanche des « fromages-qui-puent » contre la « World Company » fait un brin « archéo ». On aura vite fait de vous rétorquer que le monde selon McDo n'est pas forcément moderne. Et si d'aventure on s'étonne de l'union sacrée, de Le Pen à Krivine, derrière le « Robin des bois du causse », José Bové, tel un sage sous ses arbres de Montredon, répondra, malicieux, que *« faire chorus sur une question n'implique pas de le faire sur la réponse »* et qu'après tout *« le bon discours s'affine avec le temps »*. Comme le roquefort.

L'as du trèfle

VIEILLE zizanie bretonne : d'André Pochon, « Dédé » depuis son plus jeune âge, la laïque voulait faire un bon instituteur et la paroisse un bon chrétien, fidèle au cul des vaches et à la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) réunis. Cinquante ans plus tard, bien difficile de dire qui l'a emporté. Il y a autant du maître d'école que du frère prêcheur chez cet homme-là, aussi malin que malingre, son éternelle casquette vissée sur le crâne. Du premier, il a le sens du résumé assez clair pour être retenu : *« Travailler moins, gagner plus et polluer moins. »* Du second, il ne lâche pas le bréviaire, un livre écrit de sa main au début des années 80 et qui sent l'herbe grasse : *La Prairie temporaire à base de trèfle blanc.* La retraite venue, il aurait pu dételer, Dédé, oublier l'estrade et la bonne parole. Eh bien, non ! Il vibrionne, visite, conseille, propose, proteste. Un rien cabotin, mais souvent convaincant. Sa science est celle de l'expérience : il sait tout ou presque de la terre et des paysans, et de ce que, hélas!, on a fait de l'une et des autres depuis un demi-siècle. Dans ses Côtes-d'Armor natales, il cajole ses ouailles, élèves ou disciples, et ne connaît pas de plus grand bonheur que de vous montrer leurs champs et leurs bêtes, semés, élevées, aimés à la « méthode Pochon ».

Il faut le voir, de bon matin, chez les frères Le Fustec, à Plouaret, se baisser et arracher du pré une grosse poignée de ray-grass et de trèfle mêlés, en pleine *« flambée de croissance »*. Il rayonne. Et le midi à table, sortir des comptes le coût alimentaire des vaches : 17 centimes par litre ici, trois fois moins que chez les *« autres »*. Voilà, c'est simple de *« travailler moins et de gagner plus »*, de laisser la vache brouter son herbe – *« une lame de coupe devant »* – et enrichir son sol – *« un épandeur derrière »*. Patrick Le Fustec sourit. Il sait bien que Dédé exagère parfois, mais sans son « prêche », ni lui ni son frère, ni les deux Martine qu'ils ont épousées, ne seraient aussi *« à l'aise »,* sur ce GAEC florissant des arrières de Lannion. Ils ont été convertis tôt, dès 1982, peu après la sortie du « bréviaire ». *« Ça a fait tilt,* raconte Patrick. *Une bonne herbe, ça se sent, ça ne s'explique pas. Et une vache heureuse, ça se voit, comme un gosse qui s'éclate dans la cour. »*

Mais qu'est-ce qu'elles avaient donc, l'herbe et les vaches de Dédé ? Rien de sorcier, elles n'étaient que le fruit d'une bonne dose de patience : il en avait fallu, oui, pour regarder pousser, jour après jour, ce mélange de ray-grass et de trèfle blanc, ne rien perdre de ses étonnantes métamorphoses, et comprendre que le trèfle, pompant l'azote de l'air, le transmet à l'herbe, qui pousse grasse et belle. Un vrai petit moteur, ce trèfle, qui d'une pierre deux coups fait l'économie des engrais azotés et réduit d'autant le nitrate pollueur. Enfant de la *« révolution fourragère »* d'après-guerre, André Pochon y ajoutait sa trouvaille et partait en mission.

Sus au maïs-fourrage qui a envahi les terres de Bretagne et d'ailleurs ! Avec les Le Fustec, ils seront quelques-uns, puis des dizaines, à adopter la recette de Dédé et à former avec lui le « Centre d'études pour un développement agricole plus autonome » (Cedapa), premier embryon d'un *« réseau pour l'agriculture durable »*. Partis en guerre contre *« l'hérésie productiviste »*, André Pochon et ses ouailles n'allaient plus s'arrêter. Objectif : faire la preuve qu'une agriculture bien conçue doit arrêter de concentrer ses fermes, peut maintenir ses hommes à la terre, leur laisser le temps de vivre et les nourrir décemment. L'harmonie rétablie entre la vache, son herbe et son lait, le bon sens devait bien prévaloir partout ailleurs. A commencer par ces porcheries *« concentrationnaires »* dont le modèle, importé de Hollande, a déferlé sur le littoral breton. Il ne décolère pas, Dédé, quand, sortant de la ferme qu'il aima tant, à Saint-Bihy, il s'arrête au premier carrefour et hume la puanteur d'un dépôt de lisier. *« Une folie totale ! Hors-sol, comme ils disent. On a inventé le paysan qui n'a plus besoin de terre... Ou plutôt si, qui la rafle à ceux qui la cherchent pour n'en rien faire d'autre que d'étendre les déjections de ses porcs, ce maudit lisier qui n'a rien d'un fumier ! »*

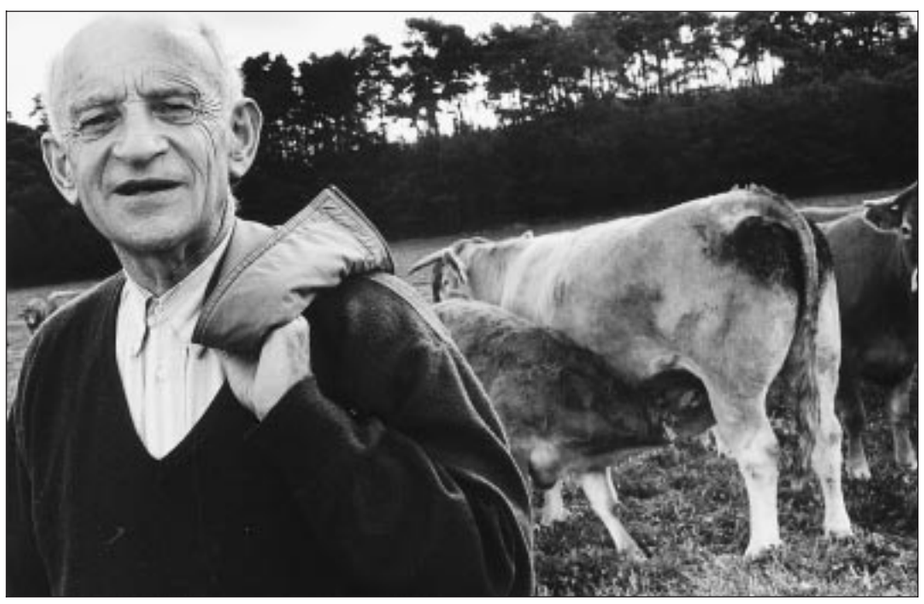
Et illico, il vous emmène chez un autre de ses *« fils »*, Yves Lejeune, installé à Lanvellec, non loin des Le Fustec. Cinquante truies dans l'herbe, nourries aux céréales maison, sans antibiotique ni aliment de complément. Et dans la porcherie, une lourde litière de paille : *« On se débarrasse comme ça de 80% de l'azote, et on fait du vrai fumier »,* explique le fermier. Cet hiver, Yves Lejeune abandonnera la moitié de ses truies. Seul le chiffre d'affaires en souffrira vraiment : devenu autosuffisant, il économisera du temps et compensera la perte, très relative, avec des légumes et des patates bio. Résultat attendu : 250 000 à 300 000 francs pour l'année...

> « Une bonne herbe, ça se sent, ça ne s'explique pas. Et une vache heureuse, ça se voit, comme un gosse qui s'éclate dans la cour »

Dédé en rosit de plaisir. Et attaque encore : *« L'industriel est périmé. Il y a dix millions de porcs en trop en Europe. La Bretagne n'a tenu que parce que la peste l'a épargnée, quand elle contraignait d'en abattre autant ailleurs. Mais très vite, on s'est retrouvé avec l'excédent et les cours se sont effondrés. »* André Pochon enrage. Mais l'infatigable *« prêcheur »* refuse d'avoir dit son dernier mot. Il sent même poindre des jours meilleurs : *« On n'a pas pu convaincre sur le plan économique, mais on commence à nous écouter sur le versant écologique. Et comme tout est lié... »* Retour sur ce maïs-fourrage qui, non content d'être cher, laisse trop longtemps la terre nue, et pleine d'un azote que les pluies viennent lessiver. Retour sur ce lisier qui pénètre partout et macule maintenant les plages d'algues vertes qu'on enlève par camions entiers pour ne pas faire fuir le touriste... mais sans savoir qu'en faire.

« On approche du trop-plein, jure André Pochon en revissant la casquette, *c'est par là qu'on nous entendra. »* Que deviendrait la Bretagne, il est vrai, si la terre de ses calvaires achevait d'empoisonner le terroir de ses marins...

Dominique Pouchin



André Pochon, éleveur dans les Côtes-d'Armor : « L'industriel est périmé. On approche du trop-plein. »

LeMonde Job: WMQ2309--0014-0 WAS LMQ2309-14 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:23 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1834 Lcp:700 CMYK

Kosovo, les raisons d'espérer

par Nathalie Duclos

De regrettables simplifications parsèment la presse française, s'agissant du Kosovo. Elles concernent tout d'abord le gouvernement provisoire, présenté comme celui de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), suggérant par là que des combattants ont pris le pouvoir par la force des armes. La réalité est pourtant beaucoup plus complexe, et le spectre sociopolitique représenté par le gouvernement provisoire nettement plus large.

Ce n'est pas à la faveur du retrait serbe que le gouvernement s'est constitué, mais quelques mois avant. A l'issue de la conférence de Rambouillet, les trois parties constitutives de la délégation albanaise : la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova, le Mouvement démocratique unifié (LBD) de Rexhep Qosha et l'UCK d'Hashim Thaci sont convenus, le 23 février, de former un gouvernement provisoire dont Thaci serait le premier ministre, et qui serait constitué à parité par les trois parties signataires. C'est donc sur la base d'un accord des principales forces politiques du Kosovo que la décision a été prise de former provisoirement un gouvernement, jusqu'aux élections.

Depuis cette date, néanmoins, la LDK semble être revenue sur sa décision, en ne procédant pas aux désignations de ses ministres. L'UCK et le LBD ont constitué le gouvernement, dont un tiers des sièges restent vacants pour la LDK. Le gouvernement provisoire n'est donc pas le produit d'un coup de force, tandis qu'il ne saurait se réduire à une seule composante : l'UCK.

Réduire le gouvernement à l'UCK, c'est par ailleurs suggérer qu'il est animé par des hommes ayant foi dans la violence, donc susceptibles de mettre en place une forme de dictature militaire. Cette vision doit être corrigée à la lumière de deux faits : le recours à la lutte armée est essentiellement pragmatique, et non idéologique, et s'explique par l'échec du pacifisme, tandis que ses principaux acteurs, loin d'être des guérilleros sortis de la montagne après des années de combat, sont, pour beaucoup, ceux-là mêmes qui avaient défendu et pratiqué la non-violence à partir de 1989.

En dépit de leur passé rebelle (le mouvement Kaçak des années 20), les Albanais favorables à la lutte armée ne font aucunement référence à un patriotisme historique pour justifier leur choix. Ils avancent, à l'inverse, des arguments pragmatiques qui soulignent tout d'abord la faiblesse des soutiens apportés par la communauté internationale à la résistance non violente des Albanais : les accords de Dayton en 1995, qui ont concédé aux Serbes de Bosnie plus que ce qui a jamais été accordé aux Kosovars, alors que les premiers étaient auteurs d'un nettoyage ethnique, les ont convaincus de l'inefficacité de leur stratégie.

Par ailleurs, ils déplorent les modalités de « résistance » choisies par Ibrahim Rugova, celui-ci confondant, à leurs yeux, passivité avec non-violence. De fait, lorsque des mouvements de protestation non violents ont été mis en œuvre par les étudiants, fin 1997, ils n'ont pas obtenu le soutien de Rugova, pas plus que les nombreux appels, lancés de l'intérieur de la LDK en faveur de plus d'actions.

Ce double processus de blocage de la résistance à l'intérieur du Kosovo et de discrédit de la non-violence à l'extérieur a ouvert un espace d'opportunités pour la lutte armée. De fait, les étudiants ainsi que de très hauts responsables de la LDK se sont ralliés à cette option, tandis qu'une constellation de partis se regroupait au sein d'un LBD qui devait la soutenir, à son tour.

On assista donc, à partir de 1998 surtout, à un processus décisif de discrédit de la non-violence, qui devait être parachevé par les massacres commis par les forces serbes dans la Drenica, à l'origine de la prise d'armes des villageois. En définitive, la lutte armée était le fait d'une coalition hétéroclite allant des villageois aux étudiants, de partis politiques comme le LBD aux anciens de la LDK. Tous se réunissaient alors sous la bannière de l'UCK. Dorénavant, on assiste à un repositionnement sur l'échiquier politique, dans la perspective des élections prévues en 2000.

La presse se fait, par ailleurs, presque exclusivement l'écho des violences commises contre les Serbes, *Le Monde diplomatique* d'août allant même jusqu'à considérer qu'une *« contre-épuration ethnique »* est à l'œuvre. Fin juillet, pourtant, lors de la mise sous presse de ce mensuel, le bilan des meurtres survenus depuis l'entrée des troupes internationales était le même, côté albanais et côté serbe.

Certes, la situation des Serbes est préoccupante et leur départ ne peut être que déploré. Néanmoins, poser comme équivalents le départ des Albanais et celui des Serbes n'échappe pas à l'écueil de l'amalgame et échoue à rendre compte de la dimension spécifiquement politique de l'épuration ethnique perpétrée par les Serbes, seule à pouvoir être qualifiée de la sorte, et qui était bien le but de la guerre et non sa conséquence.

A l'inverse, les actes de violence des Albanais contre les Serbes ne sauraient ressortir d'une logique de planification centralisée. Ils constituent principalement une vindicte faisant suite aux massacres et destructions perpétrés par les Serbes. Pas un kilomètre n'a été épargné au Kosovo ; on y a découvert 400 charniers ; le nombre des morts est estimé à 11 000 ; Belgrade reconnaît détenir 2 000 prisonniers politiques dont la libération constitue un point noir de l'accord de paix.

Aussi les Kosovars manifestent-ils silencieusement, par milliers, chaque semaine. Les actes de violence ne trouvent cependant pas de soutien parmi les leaders albanais : le premier ministre Thaci a immédiatement condamné le meurtre des quatorze Serbes de Gracko, à la fin du mois de juillet ; les autres violences ont été fermement réprouvées par le commandant de l'UCK, Agym Ceku, le 19 août, puis par Veton Surroi, le directeur du quotidien le plus influent au Kosovo, *Koha Ditore* (page « Débats » du *Monde* daté 31 août).

Parler d'épuration ethnique dans le cas des actions engagées contre les Serbes comme pour celles orientées contre les Albanais, c'est donc non seulement confondre violence sociale avec violence politique, mais aussi passer à côté du sens de ces actions, les premières venant en réponse au projet d'expulsion des Albanais.

> Parler d'épuration ethnique dans le cas des actions engagées contre les Serbes comme pour celles orientées contre les Albanais, c'est non seulement confondre violence sociale avec violence politique, mais aussi passer à côté du sens de ces actions

En traitant presque exclusivement de la violence au Kosovo, les journaux négligent une réalité pourtant frappante pour quiconque y passe quelques semaines. Le quotidien au Kosovo, c'est tout d'abord la disparition de la peur qui amenait la plupart des Albanais à se terrer chez eux dès 18 heures, de crainte d'avoir maille à partir avec des forces de police serbes qui faisaient régner l'arbitraire. Il faut voir ces foules qui, chaque soir, investissent les *corso* des villes et s'y baladent nonchalamment pour comprendre à quel point on s'enivre dorénavant de liberté. Le caractère rituel de ces promenades vise indéniablement une réappropriation d'un espace longtemps proscrit. Il y a une certaine jubilation, en effet, à pouvoir librement se rendre dans des quartiers auparavant *« serbes »*, où ces gens étaient *personae non gratae*, comme au cœur de la ville ancienne de Prizren, près de l'église orthodoxe.

Le quotidien au Kosovo, c'est ensuite la réintégration dans leurs postes de nombreux Albanais licenciés à partir de 1990. Ce sont ces cadres, architectes, juristes, universitaires, médecins qui, déchus de leur travail, vivotaient grâce à des petits boulots dans le secteur privé et dont la dignité est restaurée par cette nouvelle reconnaissance sociale. Beaucoup étaient partis et reviennent aujourd'hui, avec leur famille, pour se réinstaller définitivement. Un attachement viscéral au Kosovo se manifeste ainsi à travers ce choix du retour, notamment pour ceux dont les enfants nés en exil sont parfaitement intégrés. L'inauguration de l'université de Pristina, le 2 août, témoigne aussi de la volonté des futurs cadres de se former au plus vite et d'exercer leur profession, dans un Kosovo libéré.

Le quotidien au Kosovo, c'est enfin l'intense activité des Albanais pour effacer les traces de la guerre (du moins celle des Serbes, qui a consisté principalement à piller et brûler les maisons et les boutiques des Albanais). On assiste ainsi à une reconstruction accélérée des villes. Pristina aurait presque gommé les effets dévastateurs de la guerre, si les annonces d'enterrement, apposées sur les arbres ou les murs, ne rappelaient sans cesse la douleur des familles endeuillées. L'on a pu croire, en voyant les boutiques rouvertes et les étals bien fournis, que l'aide internationale était déjà arrivée. Il n'en est rien : c'est sur leurs propres deniers, souvent ceux des familles résidant à l'Ouest, que les Albanais puisent leur financement. Ainsi, l'aide internationale se débloquera vraisemblablement seulement une fois achevées de nombreuses reconstructions.

En dépit des nombreuses difficultés qui subsistent, il y a donc des raisons d'espérer du Kosovo.

***Nathalie Duclos** est maître de conférences en sciences politiques à l'université Rennes-II.*

AU COURRIER DU « MONDE »

Montrer la mort

Je crois – je croyais – qu'il y avait dans nos sociétés un tabou concernant la mort et la mutilation : l'idée profonde que regarder est encore tuer et mutiler (*Le Monde* daté 12-13 septembre). Quand quelqu'un meurt sur la route, on masque son corps. Pourquoi montre-t-on, *urbi et orbi*, les restes d'un soldat américain dans le désert irakien ?

Peut-on poser la question : s'agit-il d'une question de gros sous ?

Dominique Couvreur
Paris

Beethoven et la tauromachie

Je tiens à vous exprimer mon indignation à la lecture de cet éloge de la tauromachie (*Le Monde* du 21 août).

Je suis de plus indignée du titre donné à cet article « L'hymne à la joie ». Je ne pense pas que Beethoven ait pensé, en le composant, au supplice des taureaux et des chevaux dans l'arène. De plus, c'est aujourd'hui l'hymne de l'Europe, une Europe que l'on espère généreuse et humaine. (...)

Madame Jean Basset
Paris

LeMonde Job: WMQ2309--0015-0 WAS LMQ2309-15 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:18 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1835 Lcp:700 CMYK

Ma révolution préférée

Suite de la première page

Même si, pour répondre à la question sur *« la meilleure révolution du millénaire »*, je suis fortement tenté de quitter le domaine politique pour penser à Copernic, Einstein, Shakespeare, Cervantès, Joyce, Piero della Francesca, Brunelleschi, Picasso, Beethoven ou Stravinski, qui furent certainement de plus grands révolutionnaires que Washington ou Mirabeau.

Mais, pour m'en tenir au terrain de la politique, je suis persuadé que la Révolution française a été *« la meilleure révolution du millénaire »*, en lui appliquant toutefois ce que Churchill disait de la démocratie : *« C'est le pire des systèmes de gouvernement, mais il n'y en a pas d'autre. »*

La Révolution américaine fut une rébellion coloniale contre une puissance coloniale. La Révolution française fut en revanche une rébellion sociale, économique et politique contre l'Ancien régime. Elle n'eut pas à expulser une puissance coloniale, mais à détruire un pouvoir interne reposant depuis des siècles sur la tradition, la légitimité et le mariage paradoxal de la monarchie absolue et des privilèges féodaux. La Révolution française dut détruire par la violence les institutions de l'Ancien régime et les remplacer par des formes nouvelles, et quelque peu improbables, d'autodétermination et d'association civile.

Toutes deux furent des révolutions violentes. La Terreur envoya à la guillotine seize mille individus – ce qui, selon Michelet dans son *Histoire de la Révolution française*, était peu de chose au regard des exécutions ordonnées par la monarchie au cours des six siècles précédents.

La violence ne fut pas absente non plus de la Révolution américaine, prodigue en exécutions sommaires des loyalistes restés fidèles à la Couronne d'Angleterre. La révolution de Franklin et de Jefferson connut sa propre Terreur, par le biais des Comités de sécurité et d'inspection mis en place pour dénoncer et punir les ennemis de la révolution. Ces comités, dont le Comité pour la détection des conspirations, établi par le Congrès provincial de New York, sont les antécédents des Comités de salut public de la Révolution de 1789.

« Terreur » ? Les populations indiennes d'Amérique du Nord ont peut-être plus souffert cependant que l'aristocratie française.

Ces deux révolutions ont procédé à des confiscations de la propriété privée. *« Conspirateurs notoires »*, *« propriétaires absentéistes »*, *« réfugiés »*, *« fuyards »*, furent tous expropriés en Amérique du Nord. De nos jours, ils seraient favorisés par quelque disposition britannique comparable à la loi Helms-Burton.

Elles ont toutes deux contraint à l'exil un grand nombre de personnes, plus considérable aux Etats-Unis qu'en France. Les *boat-people* qui cherchaient refuge sur le territoire britannique de Terre-Neuve ont bien souvent trouvé la mort en mer.

Ces révolutions sont enfin marquées d'un même sceau d'infamie : celui de l'inégalité. Si elles proclamèrent en effet l'universalité des droits de l'homme, elles exclurent de ceux-ci la femme, privée du droit de vote, et réservèrent le suffrage aux seuls propriétaires. A ce sujet, la France – différente de l'Amérique du Nord qui avait développé une classe moyenne croissante de petits propriétaires – dut se montrer bien plus radicale dans sa rupture avec les privilèges de la propriété et dans la création d'une nouvelle classe de propriétaires comme dans l'application des mesures juridiques et politiques qu'imposait une telle révolution.

En France, le fait extraordinaire, réellement extraordinaire, ce fut que, dans l'ensemble du pays, le peuple tout entier agit spontanément – comme le remarque Michelet dans son *Histoire* – en anticipant les lois révolutionnaires. L'événement est unique, à une telle échelle, dans l'histoire de l'humanité (au Mexique, l'organisation spontanée des communautés rurales de l'Etat du Morelos par les zapatistes de 1915, telle que la décrit John Womack, serait un autre exemple, autrement plus modeste).

En 1789, malgré les limites évoquées, presque cinq millions de Français sont devenus pour la première fois électeurs et ont formé, de leur propre chef, des administrations municipales dont la première tâche fut de remplacer les impénétrables lois monarchiques par une législation révolutionnaire transparente. En 1791, le peuple français, devançant de plus en plus les autorités révolutionnaires de Paris, avait créé aux quatre coins de la nation plusieurs milliers de nouveaux fonctionnaires municipaux et de nouveaux juges, de telle sorte qu'au printemps 1792, la France possédait un système politique et judiciaire totalement rénové au moyen de l'élection directe.

Cette révolution de fond permit à la France d'établir un nouveau système de propriété appelé à devenir la base du capitalisme moderne. L'Eglise, la noblesse, vestiges du système féodal, durent se soumettre aux nouvelles lois du marché, à mesure qu'étaient abolies les entraves au libre commerce, les privilèges et les corporations. La liberté d'entreprendre représenta une ouverture inconnue jusqu'alors de l'horizon économique européen, tandis que la suppression des corporations par la loi Le Chapelier de 1791 priva la classe laborieuse de pouvoir collectif et de protection, la livrant ainsi à l'exploitation impitoyable de la révolution industrielle.

Le capitalisme et la démocratie furent le fruit insigne de la Révolution française, au-delà de la terreur révolutionnaire et du paradoxe de l'épisode bonapartiste. Napoléon marcha sur l'Europe au nom de la Révolution, mais avec une couronne de carton-pâte sur la tête. Il fut mis en déroute en Russie et en Espagne par des patriotes qui préféraient leurs chaînes nationalistes aux libertés révolutionnaires françaises. Toutefois, en dotant l'Europe d'un droit civil et commercial moderne, il garantit l'avenir de cette bourgeoisie qu'il représenta à un degré d'héroïsme difficilement soutenable. En Allemagne, il fit dissoudre les ghettos et libérer les juifs.

La Révolution américaine n'abolit pas l'esclavage. C'est ce qui la ternit le plus. Une seconde révolution, menée par Lincoln, fut nécessaire pour libérer l'esclave, puis une troisième, le Mouvement des droits civils, pour la parachever à notre époque. Les Etats-Unis n'eurent pas de Napoléon. Leur *« destin manifeste »* en tint lieu, qui leur permit de s'étendre aux dépens du Mexique, de l'Atlantique au Pacifique. Une aristocratie coloniale éclairée s'y manifesta à travers des documents aussi admirables que la Constitution de Philadelphie, la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) ou *Le Fédéraliste*.

En France, ce fut une masse en colère, énergique, intuitive et fraternelle qui se souleva pour donner, paradoxalement, son plus grand élan et ses lois les plus sûres au développement libéral et capitaliste moderne.

> Pour m'en tenir au terrain de la politique, je suis persuadé que la Révolution française a été « la meilleure révolution du millénaire », en lui appliquant toutefois ce que Churchill disait de la démocratie : « C'est le pire des systèmes de gouvernement, mais il n'y en a pas d'autre »

Carlos Fuentes
(Traduit de l'espagnol par Carmen Val Julià)
© Los Angeles Times

Un procès aberrant

par Jean-Pierre Duport

Au détour d'un point de vue consacré à l'immigration et à la coopération pour le développement (*Le Monde* du 31 août), Stéphane Hessel porte une accusation d'une extrême gravité à l'encontre du corps préfectoral et des personnels des préfectures. Ces fonctionnaires auraient, selon lui, appliqué les *« textes »* avec des *« attitudes de soupçon et de rejet à l'égard de tout étranger dont la couleur de peau ou le maniement de notre langue le lui font apparaître d'emblée comme indésirable »*, au point de rendre ces textes inacceptables alors qu'ils auraient pu trouver grâce à ses yeux. Venant d'un interlocuteur de la qualité de Stéphane Hessel, la gravité et l'injustice d'une telle mise en cause nécessitent une réponse à partir des faits.

L'opinion de Stéphane Hessel appelle plusieurs remarques : le choix inédit d'une politique de réexamen de la situation des étrangers en situation irrégulière sur la base de critères a justement permis de limiter l'arbitraire en favorisant une appréciation des dossiers de régularisation à partir d'éléments objectifs. Le traitement des demandes, qu'il se soit appuyé sur la circulaire du 24 juin 1997 ou, depuis le 11 mai 1998, sur la loi votée par le Parlement, a reposé sur un examen de chaque situation humaine et sociale au regard des conditions fixées pour apprécier le degré d'insertion des ressortissants concernés dans la société française. C'est dans ce cadre que les collectifs, les associations ont pu exposer aux préfets tous les cas qui leur semblaient mal traités selon les critères de la circulaire puis de la loi.

Enfin, tous ceux qui se sont vu refuser la régularisation de leur situation ont pu bénéficier du droit commun des recours administratifs, gracieux, hiérarchiques ou contentieux. Plus de 50 000 recours ont pu être examinés, le travail des fonctionnaires des préfectures aura été pendant toute cette période soumis à tous les mécanismes de contrôle de l'Etat républicain mais aussi à celui des médias, qui ont pu aller voir, quand ils l'ont souhaité, comment fonctionnent les services des préfectures. Ces fonctionnaires sont aussi ceux qui instruisent les dossiers de demande de naturalisation aboutissant, chaque année, à l'accession à la nationalité française de près de 100 000 personnes.

Ce procès en racisme administratif qui est intenté aux membres du corps préfectoral et aux personnels des préfectures est d'autant plus aberrant que, contrairement aux incantations alarmistes que l'on a pu très largement entendre depuis juin 1997, la politique menée en matière d'immigration ne s'est pas accompagnée d'une montée du racisme au sein de la société française. Tout au contraire.

Je me dois enfin de rappeler à ceux qui veulent mettre en doute la probité de ces fonctionnaires des préfectures que rien ne les différencie de nos concitoyens, si ce n'est qu'ils sont recrutés par concours, plus syndiqués et plus diplômés que la moyenne des salariés français. Autant de critères qui – selon l'étude déjà citée – les classent parmi les catégories les moins touchées par le fléau du racisme dont ils sont au demeurant souvent victimes. Je pense notamment à nos compatriotes d'outre-mer travaillant aux guichets de certaines administrations.

La République n'est pas seulement un Etat de droit, mais aussi une idée et des valeurs qu'il faut faire vivre à chaque instant. Notre pays peut, je crois, être fier d'avoir à son service un corps de hauts fonctionnaires de l'administration préfectorale et des fonctionnaires de préfecture qui, avec honneur et probité, assurent la défense de sa devise et de ses valeurs parfois au péril de leur vie. Les mettre en cause de manière insidieuse n'est pas digne de Stéphane Hessel.

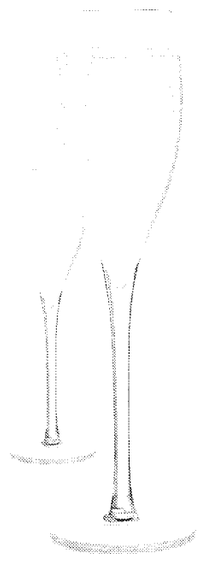
Jean-Pierre Duport *est président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.*

Chronique des dernières vendanges du siècle. Mercredi 22 septembre.

FCB

CHAMPAGNE
Canard-Duchêne
A LUDES
FRANCE
1868

Le raisin mûr n'attend pas. Sa cueillette est malgré tout ponctuée par des pauses brèves mais salutaires.



LA TERRE EST NOBLE.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

LeMonde Job: WMQ2309--0016-0 WAS LMQ2309-16 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:24 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1836 Lcp:700 CMYK

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Nord-Sud : la fracture

C'EST une nouvelle ligne de fracture Nord-Sud. Elle est dangereuse, malsaine. Elle oppose, *grosso modo,* les pays occidentaux, les riches, à nombre de pays d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient. Elle était visible depuis quelques années déjà ; elle est apparue au grand jour à l'occasion de la 54e session de l'Assemblée générale des Nations unies actuellement réunie à New York. D'un côté, celui du Nord, on entend affirmer pour l'ONU un droit d'intervention humanitaire qui, d'une façon ou d'une autre, bouscule toujours le principe de la souveraineté des Etats. De l'autre, celui du Sud, on conteste de plus en plus vigoureusement une évolution qualifiée d'ingérence dans les affaires des pays membres de l'Organisation.

A Bill Clinton et Lionel Jospin qui ont, ces dernières 48 heures, défendu à l'ONU la nécessité de l'ingérence, a répondu, dans un rôle retrouvé de porte-parole du Sud, le président algérien Abdelaziz Bouteflika, défendant farouchement, à la même tribune, une conception absolutiste de la souveraineté. Le Nord parle d'obligation d'intervention face aux crimes de guerre, crimes contre l'humanité, perpétrés ici ou là et qu'une justice internationale encore en formation entend bien traquer chaque fois que possible.

Le Sud dénonce une forme de néo-colonialisme nourri d'un complexe de supériorité morale à relents racistes, d'autant plus insupportable qu'il est le fait d'expuissances coloniales qui – de Sétif à Madagascar, par exemple – ont, en matière de massacres et autres abominations, un lourd casier judiciaire. Ces critiques-là furent avancées à l'encontre des Occidentaux au moment de l'intervention de l'OTAN au Kosovo ; elles sont aujourd'hui formulées, à Djakarta mais aussi à Pékin ou ailleurs en Asie, à l'égard de l'intervention de l'ONU au Timor-Oriental.

Le Kosovo n'est pas le Timor. L'opération de l'OTAN au Kosovo s'est faite contre la volonté de la Serbie et sans le feu vert de l'ONU ; l'intervention au Timor-Oriental a été « autorisée » par l'Indonésie (qui, sous la pression, a estimé ne pas avoir d'autre choix) et décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Mais la rancœur et la méfiance que cette dernière suscite chez les dirigeants asiatiques n'en sont que plus saisissantes et symboliques du nouveau clivage Nord-Sud. Le président Bouteflika observe, avec raison, que les pays auxquels on oppose le droit d'ingérence sont politiquement faibles. C'est une manière diplomatique de dire qu'il attend que le même impératif moral soit évoqué à l'encontre de la Russie en Tchétchénie ou de la Chine au Tibet. Ce que les Occidentaux s'abstiennent soigneusement de faire.

Universellement défendue, la cause des partisans du droit d'ingérence serait plus forte encore. Pour autant, les « souverainistes » de la planète font un mauvais procès d'intention à l'ONU. L'affirmation, toujours plus exigeante, d'un droit d'ingérence humanitaire est dans l'intérêt de toutes les populations civiles ; elle est un pas de plus pour tenter d'imposer un règlement pacifique des différends. Il n'y a pas de bons arguments pour s'y opposer.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy**, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : **Edwy Plenel**
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ;
Michel Kajman *(Débats)* ; Eric Fottorino *(Enquêtes)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : **Robert Solé**

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA Le Monde**
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'ONU et la « guerre froide »

LA SESSION de l'assemblée des Nations unies s'est ouverte dans une atmosphère calme et les ministres des grandes puissances ont fait des déclarations relativement optimistes. Il en est toujours ainsi au début de ces rencontres internationales. Chacun proteste de son désir de conciliation, de sa volonté de résoudre les problèmes les plus épineux par des compromis raisonnables.

Par sa presse et sa radio, l'URSS se présente comme le pays qui a apporté la plus grande contribution à la paix et à la coopération internationale, mais on cherche en vain les actes concrets qui le prouvent. Dès qu'il s'agit de collaborer à l'apaisement en envoyant des commissions d'enquête dans certains pays où la paix semble menacée, l'URSS s'y oppose et condamne ainsi l'ONU à l'impuissance. C'est ainsi qu'elle a empêché la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie d'accepter l'arbitrage sollicité par les puissances occidentales au sujet de leur violation des droits de l'homme, si bien que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont décidé de soumettre l'affaire à la Cour internationale de justice.

M. Vychinski, ministre soviétique des affaires étrangères, n'a pas seulement voté contre l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de la violation des traités par les trois pays balkaniques. Il a pris la même attitude négative en ce qui concerne d'autres débats : notamment sur la Corée, où la commission de l'ONU s'est vu interdire la zone soviétique, et sur les menaces que ses voisins septentrionaux (c'est-à-dire l'Albanie et la Bulgarie) font courir à la Grèce. Ainsi, d'une assemblée à l'autre, aucun progrès sensible n'est à relever.

(23 septembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : **3615 code LEMONDE**
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC**
ou **08-36-29-04-56**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44-88-46-60**
Index et microfilms du *Monde* : **01-42-17-29-33**

Le Monde sur CompuServe : **GO LEMONDE**
Adresse Internet : **http : //www.lemonde.fr**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

L'unité de la Chine, un mythe lézardé

DANS LE TEMPLE des Nuages Azurés qui se trouve dans les Collines de l'Ouest, près de Pékin, on peut lire, gravée sur une stèle commémorative, la pensée essentielle d'un homme politique dont la dépouille mortelle reposa en ces lieux entre 1926 et 1928, au lendemain de sa mort, avant d'être transférée plus au sud, à Nankin : *« Pour une Chine forte, prospère et indépendante »*.

C'était là le testament de Sun Yat-sen, père de la première République chinoise, fondée après l'effondrement du Trône céleste en 1911. Tout au long du XXe siècle, la quasi-totalité des Chinois, pris dans les guerres intestines et cherchant à se libérer des invasions étrangères, ont révéré cette idée sacro-sainte, pierre de touche de l'identité nationale, au point de se sacrifier par millions pour elle. Du moins leurs divers gouvernements l'ont-ils fait croire.

La révision de doctrine à laquelle il vient d'être procédé à Taïwan, fin août, consacrant l'abandon du dogme d'une « Chine unique », apparaît, en regard de cette promesse, comme un intolérable blasphème. Le Kuomintang (KMT, littéralement : « parti du peuple national »), en s'en rendant « coupable », encourt le risque de se faire le fossoyeur de sa propre légitimité. C'est là, du moins, la façon dont le gouvernement de Pékin, qui se veut l'héritier de la « Grande Chine » du XIXe siècle, la ressent.

Pourtant, à y regarder de plus près, l'acte de sécession que cette révision sous-tend n'est pas à proprement parler une nouveauté dans l'histoire de la Chine. Plutôt un phénomène récurrent.

Il est vrai que, sur le plan formel, le président taïwanais Lee Teng-hui, au terme de son mandat unique de premier chef d'Etat élu démocratiquement par une communauté chinoise, a fini par provoquer une cassure dans la manière dont peut se penser la nation chinoise. Sa conception des rapports que Taïwan devrait entretenir avec le continent, des *« relations spéciales d'Etat à Etat »*, quelle que soit la manière dont elle sera définie avec le temps, rompt avec la base du programme de son propre appareil de pouvoir.

Fondé en 1895 dans une Chine encore impériale (mais dirigée par un peuple perçu comme intrinsèquement étranger, les Mandchous), le Kuomintang est devenu, dans la période ayant suivi l'effondrement du Trône céleste en 1911, le bras politique d'une vision puissamment unitaire du pays, dans le contexte de la balkanisation immense que connaissait cet Etat-continent en proie aux seigneurs de la guerre rivaux et aux conquêtes étrangères. Cette vision était celle d'un homme, Sun Yat-sen, qui frappa en vain à la porte des puissances occidentales pour qu'elles l'aident à remettre en ordre la maison-Chine.

L'Occident n'entendit point cet appel. Il préférait une Chine déchirée entre seigneurs de la guerre rivaux. Faute d'obtenir son aide, Sun se tourna vers la jeune URSS. Celle-ci, cherchant à calmer le jeu sur son flanc oriental, lui fournit des moyens – limités mais réels – d'entreprendre de réunifier son pays. En cela, Sun Yat-sen, dont se réclament encore aujourd'hui tout autant Pékin que Taïwan, s'inscrivait dans le droit fil des occupants successifs du trône au travers des âges : ceux-ci eurent toujours à cœur de reprendre à leur compte l'œuvre unificatrice des fondateurs mythiques de la Chine.

PROBLÉMATIQUE ASPHYXIANTE

Mais tout au long de l'histoire de la Chine, l'unification nationale n'a jamais été que l'une des phases d'un mouvement de balancier dont l'autre phase est la division. Sans jamais renier formellement le dogme unitaire, les Chinois ont dû s'accommoder de situations de fait qui étaient tout à l'opposé. Si l'état de grâce peut se résumer par une formule simple qui serait « La Chine une et aux Chinois », ce pays n'a en réalité vécu en cet état que moins de 45 % de sa durée jusqu'à nos jours (ou 50 % si l'on admet que ses derniers maîtres, les Mandchous, au pouvoir à partir de 1644, ont fini par s'intégrer totalement dans la matrice culturelle). Le reste du temps, la Chine est soit divisée soit gouvernée, en tout ou en partie, par un ou des pouvoirs allogènes.

La civilisation chinoise n'en souffre pas, au contraire. Comme dans d'autres creusets de culture, l'art et la pensée s'épanouissent dans les « pires » circonstances politiques. Les Chinois ne se privent pas de se réfugier dans la rupture séparatiste, quand l'Etat unitaire, jugé imposteur, blesse leur conception morale du pouvoir.

Contre le trône mandchou décadent, au milieu du XIXe siècle, le mouvement insurgé des Taiping rassemble des foules immenses derrière un salmigondis idéologique vaguement chrétien. Au XXe siècle, les premiers à pratiquer la sécession géographique sont ceux-là mêmes que glorifie l'historiographie communiste : Peng Pai, fondateur du premier « soviet » paysan dans la province méridionale de Canton, puis Mao Zedong, cofondateur de la première « République soviétique du Jiangxi » en 1931 à Ruijing – ce même Mao qui, tout jeune, pas encore communiste, prônait l'éclatement du pays en autant de *« petites Chines »* que de provinces, pour sortir d'une problématique nationale asphyxiante...

DES MENACES QUOTIDIENNES

Quant à Deng Xiaoping, à l'heure où il n'était pas certain de gagner la partie de bras de fer qui le placerait en position de successeur définitif de Mao après la mort de ce dernier (survenue en 1976), il n'avait aucune hésitation à envisager, lui aussi, une sécession régionale à partir du sud. Certes, dans son esprit, il aurait été question de partir à nouveau de Canton pour « reconquérir le pays » dans sa totalité ; mais il se serait aussi agi pour l'aile factieuse du Parti communiste de repartir sur des bases plus saines : moralement plus en accord avec la population.

Aujourd'hui, la manière dont le président taïwanais Lee Teng-hui s'est glissé dans les lézardes du mythe unitaire chinois pour hausser la visibilité de son île, n'apparaît donc comme une rupture provocatrice que dans la seule mesure où le monde s'est habitué, par confort intellectuel, à n'entendre de la Chine que le discours de son pouvoir central (seul reconnu par les gouvernements occidentaux). Le fait est que celui-ci est particulièrement peu préparé à prendre en compte une exigence régionale renforcée par l'impact de la mondialisation économique et culturelle.

Au nom de quelle logique de « stabilité », les Occidentaux exigeraient-ils d'un électeur taïwanais, libre et au revenu équivalent du nôtre, *de facto* indépendant du continent depuis un demi-siècle (après une brève période de cinq ans qui suivait un autre demi-siècle de statut de colonisé assujetti à l'empire nippon, de 1895 à 1945) qu'il renonce à toute identité souveraine au motif que cette aspiration déplaît aux tenants continentaux d'un ordre politique périmé ?

Plus loin que Taïwan, au nom de quelle logique les Occidentaux exigeraient-ils d'un habitant de Canton (sur le continent, près de Hongkong) ou de Fuzhou (face à Taïwan), qu'il renonce à se sentir plus proche de ses frères de l'ex-colonie britannique ou de l'île « renégate » que de Pékin, alors qu'il est exposé tous les jours à leurs capitaux, leur mode de vie, leurs programmes de télévision et leur franc-parler (et que l'Occident s'en réjouit bruyamment depuis vingt bonnes années) ?

Au nom de quelle logique, 20 millions de Taïwanais devraient se plier encore au mythe de la Chine unitaire, qui leur vaut, pour l'heure, des menaces quotidiennes d'extermination par le feu de la part du gouvernement du continent ?

Ce sont ces questions que la déclaration indirecte d'indépendance de Taïwan pose au village mondial. Celui-ci, qui vient de réagir comme on sait aux exactions reprochées au Serbe Slobodan Milosevic au Kosovo, peut y répondre en se repliant sur l'idée simple, mais quelque peu raciste, qu'il ne s'agit pas, là-bas, d'affaires européennes, mais de lointaines embrouilles asiatiques. Ce serait une réponse aussi médiocre et à contretemps que celle des Occidentaux, jadis, à Sun Yat-sen, laquelle précipita la Chine dans sa tragédie du XXe siècle.

Francis Deron

L'amateur *par Guillaume Dégé*

La volonté de réforme de M. D'Alema minée par l'instabilité italienne

UN AN APRÈS son accession au pouvoir, en octobre 1998, le président du conseil italien Massimo D'Alema cherche à donner une nouvelle impulsion à l'action de son gouvernement. En s'attaquant à deux dossiers importants : les réformes institutionnelles que la gauche a promises, et la modification du système de protection sociale, qui pèse sur l'économie et risque d'entraver une reprise montrant des signes tangibles. Massimo D'Alema a voulu prendre la température de ses troupes, en réunissant récemment les chefs de file des formations composant son gouvernement. Au seuil de la rentrée politique, il s'agissait pour cet ancien communiste de savoir de quels appuis il dispose.

Sa majorité reste fragile et il sait que l'automne est propice à des bouleversements, comme ceux qui avaient abouti en 1998 à l'éviction de Romano Prodi, lequel, un an auparavant, avait dû affronter une autre crise avec son allié incommode de Refondation communiste, aujourd'hui hors du gouvernement. La majorité dont dispose Massimo D'Alema est disparate et les risques d'éclatement sont une réelle menace puisque les sept formations qui la composent vont des communistes d'Armando Cossutta aux héritiers de la Démocratie chrétienne de Francesco Cossiga. La coalition a cependant tenu bon lors de la rude épreuve que fut pour le pouvoir la guerre du Kosovo. Aujourd'hui, le président du conseil espère bien mener la législature à son terme, au printemps de 2001, et employer le temps qui lui reste pour donner au pays les réformes qui s'imposent.

C'est également le souhait qu'a exprimé Walter Veltroni, secrétaire du Parti de la gauche démocratique (PDS, ex-communiste), après son entrevue avec le chef de l'exécutif. Massimo D'Alema, en amateur de voile qu'il est, va devoir naviguer au plus près. Il a reconnu que Giovanni Agnelli, président honoraire de Fiat, avait raison de souligner que la fragilité italienne était due pour une bonne partie à son *« instabilité politique »*.

DISSENSIONS SYNDICALES

Le risque ne vient toutefois pas véritablement de l'opposition, même celle-ci a le vent en poupe dans les sondages et si Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, est devenue la première formation du pays à l'occasion des élections européennes. Apparemment, le centre-droit n'a pas l'intention de brusquer les choses et semble attendre patiemment son heure.

Le danger réside plutôt au sein de la majorité et Massimo D'Alema va devoir œuvrer avec finesse pour maintenir sa cohésion. La tâche est ambitieuse : M. D'Alema a promis qu'un million d'emplois seraient créés à la fin de la législature, cela à compter de l'arrivée du centre-gauche au pouvoir, en avril 1996. Selon les chiffres officiels, 523 000 postes de travail ont déjà été créés dont 398 000 à durée déterminée. Ce qui est loin d'être suffisant aux yeux de la Commission européenne, pour qui, s'agissant du taux de chômage, l'Italie est toujours en avant-dernière position devant l'Espagne. L'Italie a également perdu 9 % de compétitivité depuis 1994, comme le signalait récemment Giovanni Agnelli. Constatation partagée par Massimo D'Alema : *« Depuis dix ans,* a-t-il souligné, *la croissance de notre pays est inférieure à celle des autres pays européens. Notre modèle, s'agissant des petites entreprises, de l'exportation, du* made in Italy *est entré en crise. »*

De sérieuses réformes sont nécessaires, à commencer par celle de la protection sociale et plus particulièrement des retraites. Le gouvernement a décidé de s'y attaquer en dépit du pacte selon lequel les choses devaient rester en l'état jusqu'en 2001. Si, dans un premier temps, tous les syndicats s'y sont opposés, à commencer par le principal d'entre eux, la Confédération générale italienne du travail (CGIL), Sergio Cofferati, son secrétaire général, a finalement admis le principe d'une réforme. Ce qui a provoqué une rare mais persistante dissension au sein du front syndical. La bataille qui s'annonce sera difficile et les arbitrages délicats. Mais il n'y a pas que sur le terrain économique que l'automne s'annonce difficile. Massimo D'Alema est décidé à aller de l'avant dans la modification des institutions, à commencer par la loi électorale. Le dialogue avec l'opposition s'annonce plutôt ardu, d'autant que le gouvernement a la ferme intention de réglementer l'utilisation des spots publicitaires des partis politiques lors des campagnes électorales. L'abus de ceux-ci, notamment par Silvio Berlusconi à l'occasion des élections européennes, a suscité une indignation d'autant plus vive que l'argent du parti revenait dans les caisses de son patron, propriétaire de trois chaînes de télévision...

La décision du gouvernement de mettre un terme à ces pratiques a provoqué un tollé à droite et ne facilite guère la recherche d'un consensus pour procéder aux réformes que la gauche a promises lors de son arrivée au pouvoir, et qui patinent en raison de l'impossibilité de trouver un terrain d'entente avec l'opposition. La Bicamérale, commission conjointe aux deux chambres, avait pourtant bien avancé avant d'être torpillée par M. Berlusconi. La voie est donc étroite pour Massimo D'Alema tant avec sa majorité qu'avec l'opposition. Après des hésitations multiples, le président du conseil semble prêt à donner le coup de reins dont le pays a besoin. Mais a-t-il les moyens de sa politique ?

Michel Bôle-Richard

LeMonde Job: WMQ2309--0017-0 WAS LMQ2309-17 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:41 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1837 Lcp:700 CMYK

MONNAIES **Contrairement aux prévisions, la Banque du Japon a décidé, mardi 21 septembre, de ne pas modifier sa politique monétaire. Elle a laissé ses taux directeurs inchangés et a refusé d'accroître les liquidités mises à la disposition du marché. ● LES OPÉRATEURS DES MARCHÉS attendaient un geste de la banque centrale pour freiner la hausse du yen. Son immobilisme a immédiatement provoqué un renchérissement de la devise nippone et déclenché une polémique avec le gouvernement japonais. ● LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mercredi 22 septembre en baisse de 3,39 %, pénalisée par le recul des grandes sociétés exportatrices, telles Sony et Honda. ● A LA BOURSE DE NEW YORK, où les investisseurs s'inquiètent du financement futur des gigantesques déficits américains, l'indice Dow Jones a fini, mardi, en net repli (– 2,08 %). La Bourse de Paris a ouvert, mercredi, en recul de 1,06 %.**

La flambée du yen déstabilise les places boursières mondiales

L'inaction de la Banque du Japon face à la hausse de la devise nippone déçoit les investisseurs. La Bourse de Tokyo a terminé la séance du mercredi 22 septembre en forte baisse, tout comme Wall Street la veille

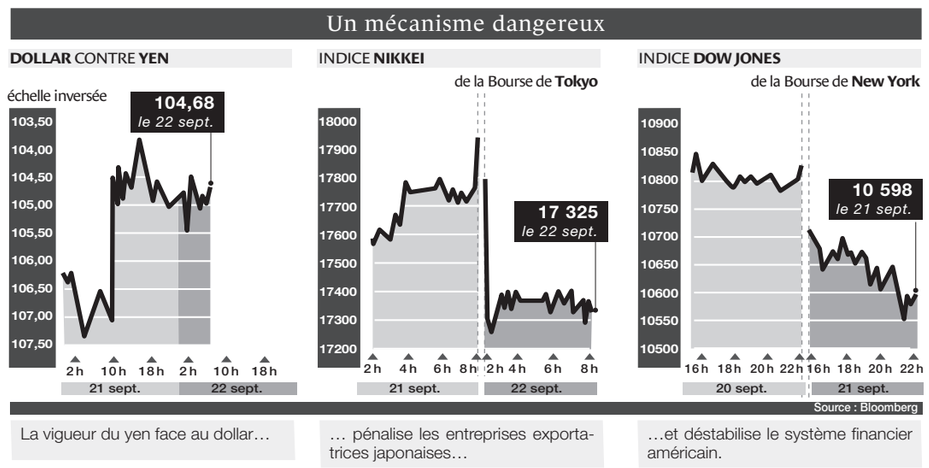
L'INFLEXIBILITÉ inattendue de la Banque du Japon et l'annonce d'un déficit commercial américain record ont provoqué, mardi 21 septembre, de fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux. Sur le compartiment des devises, la monnaie nippone s'est fortement appréciée face au billet vert, passant de 107 à 104 yens pour un dollar. Les remous monétaires ont déstabilisé les places boursières.

A Wall Street, l'indice Dow Jones des principales actions américaines a terminé la séance en baisse de 225,43 points (– 2,08 %). La Bourse de Tokyo, de son côté, pénalisée par le recul des grandes entreprises exportatrices, telles Sony et Honda, a reculé de 3,39 %, mercredi, tandis que les places européennes ouvraient en net repli : après quelques minutes de transactions, Paris et Francfort cédaient plus de 1 %.

La Banque du Japon n'a finalement pas cédé aux multiples pressions intérieures et étrangères pour assouplir sa politique monétaire afin d'essayer d'enrayer la valorisation du yen. A l'issue de la réunion de son conseil, l'institut d'émission s'est seulement engagé à maintenir au plus bas le taux au jour le jour afin de faciliter le refinancement des banques, mais il a catégoriquement refusé d'accroître les liquidités mises à la disposition du marché. La banque centrale a, en revanche, accepté d'*« examiner »* de nouvelles méthodes dans ses opérations de marché en ce qui concerne les achats et ventes des obligations d'Etat.

CONVICTION AMÉRICAINE

La presse comme les marchés s'attendaient à un geste de la part de la Banque du Japon. En visite à Tokyo, l'économiste américain Paul Krugman, du Massachusetts Institute of Technology, avait suggéré au cours d'une conférence que la banque centrale cesse de *« stériliser »* les fonds injectés sur le marché à l'occasion de ses interventions destinés à enrayer la hausse du yen et adopte une politique d'*« inflation contrôlée »*. La Banque du Japon récupère en effet les yens vendus sur le marché pour enrayer sa valorisation afin de neutraliser l'effet de ces opérations sur les taux d'intérêt. Selon M. Krugman, la passivité de Washington face à la valorisation du yen s'explique par la conviction des autorités américaines que celle-ci est due à *« une politique monétaire expansionniste inadéquate »*.



Loin de plier devant les pressions publiques quelque peu outrancières de ces derniers jours, le gouverneur de la banque centrale, Masaru Hayami, a justifié la décision prise par le conseil en faisant valoir qu'il estimait que *« le taux de change ne doit pas déterminer une politique monétaire »*. *« La leçon à tirer de la période de bulle spéculative est que, si la banque centrale lie sa politique monétaire aux fluctuations du marché des changes, le risque est grand de commettre des erreurs de jugement »*. M. Hayami a, d'autre part, fait valoir qu'il y avait suffisamment de liquidités sur le marché et que de nouvelles injections n'auraient qu'*« un effet psychologique passager »*. Depuis février, il y a quotidiennement un excès de liquidités de plus de 1 000 milliards de yens (9,1 milliards d'euros), dont 70 % ne sont pas utilisés et restent dans les caisses des intermédiaires financiers.

« L'encerclement de la Banque du Japon s'est avéré contre-productif », titre le quotidien *Asahi*. Il semble avoir braqué la banque centrale, qui a voulu réaffirmer, par un geste symbolique, une autonomie accordée dans le cadre des réformes du système financier nippon entrées en vigueur en avril 1998. M. Hayami entend rester cohérent avec la politique qu'il a menée jusqu'à présent et refuse le *« marchandage » que les autorités politiques s'efforçaient de lui faire* accepter. *« La banque centrale ne peut mener une politique dont elle ne peut expliquer clairement les objectifs et les effets »*, a-t-il déclaré.

Depuis septembre 1995, la Banque du Japon mène une ligne pragmatique qui consiste à maintenir le taux interbancaire au jour le jour au-dessous du taux d'escompte officiel, à éviter l'inflation et à fournir au marché les liquidités nécessaires. A la faveur de ce bras de fer, elle a réaffirmé sa doctrine en l'assortissant d'une sorte de déclaration d'indépendance. Embarrassé, le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, s'est contenté de déclarer : *« Le ministère des finances et la banque centrale sont deux institutions indépendantes. Quelquefois elles sont d'accord. Quelquefois elles ne le sont pas. »*

La polémique publique entre la Banque du Japon et le ministère des finances nippon place Tokyo dans une situation embarrassante à la veille de la réunion, le 25 septembre à Washington, des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G 7. Ajoutée à la mauvaise volonté des Américains à aider le Japon, elle rend improbable l'annonce, à cette occasion, d'une action coordonnée des sept pays les plus industrialisés pour enrayer la hausse du yen. La passivité des banques centrales suscite l'inquiétude des investisseurs.

Ces derniers redoutent que l'envolée de la monnaie nippone rompe l'équilibre financier mondial actuel et craignent, en particulier, que les Etats-Unis éprouvent de plus en plus de difficultés à financer leurs gigantesques déficits. A cet égard, l'annonce, mardi après-midi, d'un déficit commercial américain record au mois de juillet n'a fait que renforcer ces inquiétudes. Il s'est élevé à 25,18 milliards de dollars. Avec le Japon, les Etats-Unis ont enregistré un solde négatif sans précédent de 6,8 milliards de dollars, de même qu'avec la Chine (5,5 milliards de dollars).

« L'économie américaine, qui continue à dépenser l'argent qu'elle n'a pas épargné, a besoin de 1 milliard de dollars par jour du reste du monde pour poursuivre son expansion aux rythmes actuels », observe Pascal Blanqué, économiste à la banque Paribas. Mais la reprise économique qui se dessine au Japon et qui dope le yen remet en cause ce financement venu de l'extérieur. Les investisseurs nippons pourraient être tentés de rapatrier dans l'Archipel une partie des capitaux qu'ils avaient l'habitude de placer aux Etats-Unis : fin 1998, ils détenaient 22 % de la dette américaine, soit près de 300 milliards de dollars. Si tel était le cas, les taux d'intérêt américains remonteraient fortement, freinant les investissements des entreprises, pénalisant le marché de l'immobilier et l'économie dans son ensemble, tout en menaçant gravement Wall Street. La poursuite du miracle économique et boursier américain se joue aujourd'hui pour partie à Tokyo et dans l'évolution de la parité dollar-yen.

Pierre-Antoine Delhommais et Philippe Pons (à Tokyo)

Les autorités monétaires japonaises manifestent leur impuissance

FACE À la progression quasi incontrôlable du yen, la Banque du Japon se trouve dans une position inconfortable. Acculée par les marchés financiers, qui poussent la devise nipponne à la hausse, et soumise à la pression du gouvernement japonais, la banque centrale a des moyens d'agir, mais elle ne peut pas réellement les utiliser :

● **L'assouplissement de la politique monétaire :** la Banque du Japon peut difficilement modifier son taux d'escompte, déjà extrêmement bas (0,5 % depuis septembre 1995). Elle peut tenter de rapprocher de 0 % le taux au jour le jour, auquel les banques commerciales se refinancent pour de très courtes durées. En réduisant le coût d'emprunt de l'argent, la Banque du Japon pourrait espérer affaiblir sa monnaie. Mais cette arme a déjà été largement utilisée, en vain, et le taux au jour le jour se situe actuellement autour de 0,03 % !

● **L'intervention sur le marché des changes :** la Banque du Japon a déjà dépensé plus de 40 milliards de dollars depuis quelques semaines pour stopper l'ascension de sa monnaie. En pratique, elle achète des dollars sur le marché des changes, auprès des banques, qui, elles, récupèrent des yens. Cet excès de liquidités dans le circuit bancaire permet, en théorie, d'affaiblir le yen. Jusqu'à présent, les actions de l'institut monétaire japonais, dont la dernière remonte au mardi 14 septembre, n'ont toutefois pas été efficaces.

● **La non-stérilisation de ses interventions :** la banque centrale pourrait, comme le souhaite le gouvernement, arrêter de stériliser ses interventions sur le marché des changes. Jusqu'à présent, la Banque du Japon a épongé le surplus de yens injectés dans le circuit financier en distribuant moins de liquidités aux banques commerciales lors de leurs opérations de refinancement. Elle empêche ainsi une envolée de la masse monétaire et évite l'apparition de tensions inflationnistes. En cessant de stériliser ses interventions, la Banque du Japon laisserait dans le circuit bancaire les yens injectés et cette abondance de monnaie provoquerait mécaniquement sa baisse. Tous les économistes ne partagent toutefois pas ce point de vue. *« Lorsque les taux d'intérêt sont largement au-dessus de zéro, une intervention non stérilisée entraîne une plus forte dépréciation de la devise qu'une intervention stérilisée, car elle abaisse les taux d'intérêt »*, peut-on lire dans un rapport des économistes de la Réserve fédérale américaine.

● **L'action de concert avec d'autres banques centrales :** l'intervention de concert est considérée comme l'arme la plus efficace pour stopper l'ascension du yen. Elle avait déjà été utilisée, en coopération avec les Etats-Unis, en 1995, lorsque la monnaie japonaise était passée en dessous de 80 yens pour un dollar. Cette technique pourrait avoir un effet négatif en renversant trop violemment la tendance. Les investisseurs pourraient être tentés de retirer leurs capitaux pour éviter des pertes de changes, et cesseraient ainsi de financer, par le biais du marché obligataire, le déficit budgétaire. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle le Japon a du mal à convaincre les Etats-Unis. Le gouverneur de la Banque du Japon, Masaru Hayami, a déclaré mardi *qu'« une intervention coordonnée paraît difficile et dépend de l'intérêt qu'y portent les autres pays »*.

Cécile Prudhomme

La reprise des marchés émergents en cours depuis le début de l'année reste fragile

« APRÈS LES CRISES asiatique en 1997 et russe en 1998, les fonds spéculatifs américains se sont retirés en masse des marchés émergents. Et, pour l'heure, ils n'y sont pas revenus. » Tel est le constat que dresse Pierre Laurent, stratège à la Caisse des dépôts. De fait, les plaies ouvertes par les crises sur les marchés émergents sont loin d'être toutes refermées. Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI), les fonds d'investissement qui restent actifs dans ces pays sont encore minoritaires.

Les investisseurs américains se sont retirés massivement des placements en titres étrangers au cours du premier semestre 1999. Ils ont cédé pour 3,6 milliards de dollars d'obligations et 22,6 milliards de dollars d'actions. D'après une association spécialisée, la Security Industry Association (SIA), les ventes sont telles qu'elles pourraient être plus importantes que les achats – et ce pour la première fois depuis cinquante ans ! La SIA voit là l'effet de la crise des pays émergents. En 1997, le mouvement de retrait n'avait été que passager, mais, en *« août et en septembre 1998, les investisseurs ont pris deux nouveaux coups avec la quasi-faillite du fonds d'investissement Long Term Capital Management (LTCM) et l'effondrement de la Bourse et du rouble russes, ce qui a provoqué des ventes importantes et durables »*.

De manière générale, d'après les projections de l'Institut international de la finance, les flux de capitaux privés nets vers les marchés émergents devraient rester modestes en 1999, et ne pas dépasser 141 milliards de dollars, alors qu'ils atteignaient 330 milliards de dollars en 1996 et 143 milliards en 1997.

Ce repli est aussi flagrant sur les marchés de taux. Les émissions d'obligations sur les marchés émergents sont tombées à 10 milliards de dollars au quatrième trimestre 1998 à la suite de la crise russe, alors qu'elles étaient montées à 49 milliards de dollars au troisième trimestre 1997, avant la crise asiatique. Sur les six premiers mois de 1999, ces mêmes émissions se sont élevées à 23 milliards de dollars par trimestre, sans retrouver leurs niveaux d'antan.

PRIMES DE RISQUE

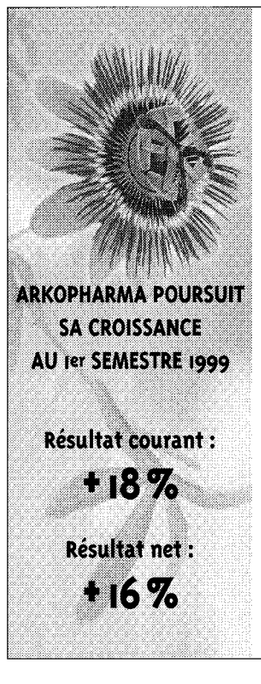
« Même l'encours des obligations américaines émises par les entreprises les plus mal notées sur le marché dépasse celui des obligations émises par les pays émergents ! », déplore Pierre Laurent. Sans compter que ces pays doivent acquitter des primes de risque élevées. L'indice EMBI qui les mesure évolue entre 1 000 et 1 200 points de base, alors qu'il ne dépassait pas 600 points de base avant la crise russe et 400 points de base avant la crise asiatique.

Certes, en Asie, les places boursières se sont redressées de façon spectaculaire depuis le début de l'année. Honkong a gagné 45 %, Séoul 67 %, Singapour 49 % et Taïwan 24 %. Les balances de paiement sont de nouveau excédentaires, et les pays ne souffrent pas d'un déficit important de devises. Aussi, les investisseurs sont-ils revenus à l'achat. *« Mais il s'agit là pour l'essentiel d'un phénomène de rattrapage après une profonde dépression »*, estime Jean-Michel Severino, vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. Pour nombre de ces investisseurs, ces prises de participation restent marginales. *« Le total des capitaux qui ont été retirés des pays asiatiques au plus fort de la crise en 1997 ne dépassait pas 100 milliards de dollars, alors que les fonds de pensions américains pèsent 6 000 milliards de dollars en Bourse, c'est-à-dire soixante fois plus*, reprend Jean-Michel Severino. *Le risque qu'ils prennent, en revenant vers ces pays, reste donc modeste. »*

Plusieurs facteurs expliquent la tiédeur des investisseurs vis-à-vis des marchés émergents. *« Tout d'abord*, décrypte Tulio Vera, directeur général chez Merrill Lynch, et spécialiste des marchés émergents, *les crises asiatique et russe ont été liées à des déséquilibres économiques profonds qui ne sont pas encore totalement résolus. Les pays latino-américains commencent tout juste à sortir de la récession. »* Si les pays asiatiques ont surpris tous les professionnels en remontant la pente plus vite que prévu, ils n'en restent pas moins vulnérables. Les codes qui réglementent les faillites ont été modernisés, les lois bancaires revues. Mais un grand nombre de réformes restent en suspens. *« En outre, les investisseurs américains s'inquiètent du manque de liquidité des marchés et privilégient, de ce fait, les positions les plus facilement négociables, au détriment des marchés émergents, traditionnellement moins liquides »*, reprend Tulio Vera.

Cette méfiance n'est pas sans conséquences. Les entreprises ont plus de mal à emprunter et certaines, notamment en Amérique latine, commencent à avoir du mal à honorer leurs engagements. Les investisseurs privilégient les emprunteurs les mieux notés par les agences de rating, et notamment les obligations d'Etat.

Sophie Sanchez



Arkopharma
LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

1er semestre	1999 (en millions de francs)	1998	1999 (en millions d'euros)	1998	Evolution
Chiffre d'affaires	499,8	464,3	76,2	70,8	+ 7,6 %
Résultat d'exploitation	79,2	68,1	12,1	10,4	+ 16,3 %
Résultat courant	76,9	65,3	11,7	10,0	+ 17,8 %
Résultat exceptionnel	(5,6)	0,3	(0,9)	-	NS
Résultat net – part du Groupe	37,9	32,6	5,8	5,0	+ 16,3 %

• **Nette progression des marges au 1er semestre**

Le résultat net consolidé, part du Groupe progresse de 16,3 % au premier semestre 1999. Arkopharma réalise ainsi une excellente performance compte tenu des provisions pour restructuration constatées en résultat exceptionnel à hauteur de 6,1 millions de francs.

Hors impact de ces pertes exceptionnelles, le résultat net, part du Groupe afficherait une hausse de 27 %.

La marge opérationnelle est également en nette progression et ressort à 15,8 % du chiffre d'affaires, marquant un gain de 1,2 point par rapport au premier semestre 1998.

• **De bonnes perspectives pour 1999**

L'activité reste soutenue au troisième trimestre, notamment sur le marché français. La montée en puissance de la contribution des filiales étrangères du Groupe se déroule conformément aux prévisions et constitue un réel effet de levier des résultats pour les années à venir.

Pour l'exercice 1999, la Direction du Groupe confirme sa confiance dans la réalisation d'un objectif de croissance du résultat net, part du Groupe d'au moins 13 %.

Information financière :
Jean-Jacques ROBERT - Tél. : 04 92 08 85 97
e-mail : finances@arkopharma.com
site web : www.arkopharma.com

ARKOPHARMA, L'AUTRE MÉDECINE

LeMonde Job: WMQ2309--0018-0 WAS LMQ2309-18 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:53 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 20Fap:100 N°:1838 Lcp:700 CMYK

La BCE s'inquiète du dérapage des tarifs pratiqués sur les virements en euros

FRANCFORT
de notre correspondant

Depuis le lancement de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) était restée plutôt discrète sur le sujet. Elle tente ces derniers jours de mettre tout son poids dans la balance pour inciter les banques à *« améliorer les paiements transfrontaliers »* au sein de l'union monétaire. Le constat est sévère pour les établissements bancaires. *« La situation actuelle n'est pas satisfaisante »,* estime la BCE. Christian Noyer, son vice-président, a regretté récemment qu'il y ait *« un large fossé entre le niveau de services pour les paiements domestiques et transfrontaliers en matière d'efficacité, de qualité et de prix »*. Autrement dit, les opérations transfrontalières sont trop lentes et trop chères.

Ces *« disparités »* sont d'autant plus gênantes que l'euro devait précisément contribuer à harmoniser la situation. Le sujet a été abordé lors du dernier conseil des gouverneurs de l'eurosystème, début septembre. Il devait faire l'objet d'une réunion, jeudi 23 septembre, entre la BCE et une vingtaine de banques de la zone euro. La gardienne de la monnaie unique veut faire de ce dossier une *« affaire politique »,* déterminante pour le bon fonctionnement de l'union monétaire, tandis que les banques ont jusqu'ici refusé d'investir, car il s'agirait de flux modestes. Sur les 100 millions environ d'opérations de paiement effectuées chaque jour dans la zone euro, quelques centaines de milliers seraient transfrontalières. La plupart sont réalisées par carte bancaire, et ce sont les virements qui posent le plus de problèmes.

COMMISSIONS MAINTENUES

Alors que beaucoup d'usagers s'attendaient à une disparition pure et simple des « frais de change », sans faire la distinction entre les différent coûts liés à ce genre d'opération, les commissions prélevées sur les virements ont été maintenues. Elle varient, selon une récente étude de la BCE, entre 3,5 et... 26 euros pour les ordres d'un faible montant (de 23 à 170 francs). Et atteignent 400 euros (2 624 francs) pour des sommes plus importantes ! *« Les banques de certains pays ajoutent parfois des charges qui peuvent être substantielles comparé à la commission de base »,* observent les experts de la BCE. Quant au délai de virement, ils demeurent en moyenne de 4,8 jours ouvrables, avec des différences fortes entre les pays, contre un à trois jours pour les paiements domestiques.

Cette situation a déjà attiré l'attention de nombreuses associations de consommateurs. Certains gouvernements auraient fait part de leurs préoccupations. De son côté, la Commission européenne a déjà tenté – sans grand résultat – de faire pression sur le secteur bancaire. Neuf mois après l'arrivée de l'euro, la BCE se veut désormais plus ferme. Afin d'améliorer les choses, elle entend inciter à la réalisation de six objectifs *« avant le 1er janvier 2002 au plus tard »*. A cette date, les billets et pièces en euro seront sur le point d'être introduits, et l'union monétaire deviendra très concrète pour tous les citoyens de la zone. Parmi ses « commandements », la Banque centrale européenne vise en particulier une baisse *« substantielle »* des tarifs et des délais *« comparables »* aux opérations domestiques.

Pour le moment, la BCE et ses homologues nationales (l'eurosystème) veulent se cantonner à un rôle de catalyseur. La réunion de jeudi 23 septembre est une première étape pour convaincre les banques de moderniser leurs systèmes et mettre en place des standards communs de traitement des virements. Entrée en vigueur en août, une directive européenne sur le sujet devrait également permettre des progrès. *« L'objectif à long terme serait de parvenir à des conditions à peu près équivalentes entre virements domestiques et transfrontaliers »,* indique Jean-Michel Godeffroy, directeur général de la BCE en charge des systèmes de paiement. En cas de difficultés persistantes, la BCE n'exclut pas de piloter elle-même un système de compensation.

Philippe Ricard

Vodafone et Bell Atlantic s'associent aux Etats-Unis

APRÈS DES SEMAINES de négociations, les deux anciens adversaires, l'opérateur téléphonique britannique Vodafone et l'américain Bell Atlantic, ont conclu, mardi 21 septembre, une association dans la téléphonie mobile aux Etats-Unis. Une société commune rassemblera les actifs de Bell Atlantic, ceux de GTE (racheté en juillet 1998 pour 52 milliards de dollars) et les actifs d'AirTouch.

En janvier 1999, Vodafone avait dépensé 74 milliards de dollars pour souffler AirTouch à Bell Atlantic. Aujourd'hui, la compagnie de téléphonie régionale prend sa revanche, car elle détiendra 55 % de la nouvelle entité. Cette dernière, dont le nom n'a pas encore été trouvé, deviendra le premier opérateur mobile aux Etats-Unis avec 20 millions de clients dans 49 des 50 Etats américains. Il devancera nettement son rival AT & T, qui détient 11,5 millions d'abonnés. Surtout, il se hissera au deuxième rang mondial derrière le japonais NTT DoCoMo (22,3 millions d'abonnés) et devant China Telecom et Telecom Italia (respectivement 17 et 14,3 millions d'abonnés).

Les Etats-Unis ne sont pas le marché le plus dynamique dans les mobiles. Sur 300 millions d'abonnés au téléphone mobile dans le monde, les Etats-Unis n'en comptaient que 69,2 millions à la fin de 1998. Ce qui représente un taux de pénétration de la population de seulement 25,9 %, un niveau comparable à celui de la France et loin derrière l'Italie (45 %) et la Finlande (58 %). Toutefois, les grandes manœuvres de regroupement ont débuté avec, cette semaine, l'annonce de l'acquisition d'Aerial Communication par VoiceStream Wireless pour 3,3 milliards de dollars. D'autres opérateurs de téléphonie fixe et de réseaux comme MCIWorlCom sont curieusement absents de ce marché. Un manque qu'ils voudraient bien combler, mais les cibles deviennent chères : en avril, MCIWorldCom a renoncé à acquérir Nextel, évalué à 11 milliards de dollars plus un endettement de 7,7 milliards.

Enguérand Renault

Réuni le 20 septembre 1999 sous la présidence de Monsieur Marc Ladreit de Lacharrière, le Conseil d'Administration de Fimalac a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1999.

RESULTAT D'EXPLOITATION

Hors effet métaux compris dans le chiffre d'affaires d'ENGELHARD-CLAL et de CLAL-MSX, le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 257,8 millions d'euros (1 691 millions de francs) par rapport à 237 millions d'euros (1 555 millions de francs) au 1er semestre 1998 et progresse ainsi de + 8,8 %. (100 %)

A données comparables, c'est à dire en tenant compte notamment du complément de chiffre d'affaires procuré au 1er semestre 1999 (12,2 millions d'euros, soit 80 millions de francs) par PetroUnited, filiale américaine de LBC, la progression aurait été de + 3,6 %. (100 %)

+ 16 %

Le résultat d'exploitation consolidé augmente de + 16 %, au 1er semestre 1999. Il s'établit ainsi à 37,6 millions d'euros (247 millions de francs) par rapport à 32,4 millions d'euros (213 millions de francs) au semestre correspondant de l'année précédente. Cette progression résulte de l'augmentation de la rentabilité opérationnelle de la plupart des activités. (100 %)

RESULTAT COURANT APRES IMPOT ET PART DES TIERS

Le résultat courant net - part du Groupe, c'est à dire après impôt sur le résultat courant et avant prise en compte des éléments exceptionnels, véritable clignotant opérationnel du Groupe, passe de 25,5 millions d'euros (167 millions de francs) au 30 juin 1998 à 38,9 millions d'euros (255 millions de francs) : (100 %)

(en millions d'euros)	1er semestre 1999	1er semestre 1998	*Variation*
Résultat d'exploitation	37,6	32,4	*+ 16,0 %*
Résultat financier	21,9	7,3	
Résultat courant avant impôt et part tiers	59,5	39,7	
Impôt courant	- 20,2	- 13,6	
Part des tiers	- 0,4	- 0,6	
Résultat courant net - part du Groupe	**38,9**	**25,5**	***+ 52,5 %***

(50 %)

+ 52,5 %

L'augmentation du résultat courant net - part du Groupe s'explique par la progression de + 16 % du résultat d'exploitation mais aussi par un accroissement exceptionnellement élevé du résultat financier, qui tient au fait qu'une partie importante de la trésorerie de la société-mère a été réalisée courant juin 1999 pour financer l'acquisition de FACOM.

Le résultat financier réalisé au 30 juin 1999 est de ce fait non représentatif de ce qu'il sera sur l'ensemble de l'exercice 1999 et devrait se réduire sensiblement au second semestre en raison du coût de financement de l'OPA. En contrepartie, les résultats de FACOM seront consolidés au second semestre et contribueront positivement au résultat courant net-part du Groupe de Fimalac.

à compter du 1er juillet 1999 :

(96 %)

RESULTAT NET CONSOLIDE

PART DU GROUPE

Il est rappelé que le premier semestre de l'année 1998 incluait des profits exceptionnels représentant des montants particulièrement élevés du fait de la vente de Sefimeg et du pôle presse.

Les deux semestres ne sont donc pas comparables, le Groupe ayant réalisé au 1er semestre 1999 des profits exceptionnels plus limités, notamment à l'occasion de la vente de sa position minoritaire dans Frantour (profit net de 6,8 millions d'euros, soit environ 45 millions de francs).

Compte tenu de ces éléments exceptionnels, le résultat net consolidé - part du Groupe ressort à 47,2 millions d'euros (310 millions de francs) au 30 juin 1999 contre 68,6 millions d'euros (450 millions de francs) au 30 juin de l'année précédente.

Les résultats consolidés de Fimalac au second semestre intégreront la participation de 96 % détenue dans FACOM sur 6 mois, soit à partir du 1er juillet 1999.

A l'heure actuelle, et sauf événement imprévu, les prévisions conduisent à un résultat courant net - part du Groupe (hors éléments exceptionnels et avant survaleurs) pour l'ensemble de l'année 1999 supérieur à la tendance annoncée lors du Conseil d'Administration du 21 juin dernier. Ce résultat devrait en effet progresser en 1999 de plus de 40 % par rapport au niveau de 41,8 millions d'euros, soit 273 millions de francs, atteint en 1998.

Presse :
Véronique MORALI
☎ 01.47.53.61.71

Investisseurs et analystes financiers :
Robert GIMENEZ
☎ 01.47.53.61.68

LeMonde Job: WMQ2309--0023-0 WAS LMQ2309-23 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:54 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1842 Lcp:700 CMYK

Aerospatiale Matra n'arrive pas à tirer parti du succès commercial d'Airbus

Le groupe perd 689 millions de francs en six mois

AEROSPATIALE MATRA avait eu beau prévenir que ses résultats 1999 seraient médiocres, les investisseurs ont du mal à se faire à l'idée que le groupe aéronautique français va rater le haut du cycle économique. Au moment où sa filiale Airbus terrasse son rival Boeing avec près de 70 % de parts de marché en nombre d'avions vendus depuis le début de l'année, Aerospatiale Matra a publié, mercredi 22 septembre, une perte semestrielle de 689 millions de francs. Le groupe table sur un résultat net de quelques centaines de millions pour l'année, contre 2,8 milliards de francs de profits en 1998. Ses actionnaires apprécient modérément et ont, une nouvelle fois, fait chuter l'action de près de 15 % en deux jours, à 20 euros, légèrement au-dessus de son cours de privatisation (19,2 euros), à la suite de *« fuites »* distillées par l'un des membres du conseil de surveillance et révélées par le quotidien l'*Agefi* de lundi. Ce faux-pas entache le premier exercice de communication financière de l'entreprise privatisée depuis le 4 juin. La société a décidé de porter plainte.

Aerospatiale Matra enregistre une baisse plus forte que prévu de son résultat d'exploitation. Le secteur des missiles est le plus pénalisé, avec la fin de certains contrats asiatiques et en attendant la comptabilisation de la commande européenne de 6,5 milliards de francs des missiles sol-air PAAMS. L'aviation militaire subit le recul du chiffre d'affaires de Dassault Aviation (dont Aerospatiale Matra détient 45,9 % du capital), la récente commande de 48 appareils Rafale n'ayant pas encore pris le relais des contrats Mirage à l'exportation.

La principale surprise est venue de l'activité spatiale. Des problèmes techniques sur le revêtement des panneaux solaires de satellites de télécommunications, fabriqués par Matra Marconi Space, ont cloué au sol pendant plusieurs mois la fusée Ariane. Plus grave, les mêmes défauts constatés sur des satellites déjà en orbite auront des conséquences financières sur le long terme, l'entreprise étant intéressée aux performances et à la durée de vie des satellites vendus aux opérateurs de télécommunications.

Autre déception pour les investisseurs, le groupe provisionnera finalement 2,6 milliards de francs sur l'année au titre de ses opérations de couverture de change *(Le Monde* du 27 mars), au lieu du 1,9 milliard prévu par la note d'information préliminaire, visée par la Commission des opérations de bourse en mai. Cette charge sera ramenée à 1,5 milliard de francs, grâce aux plus-values exceptionnelles sur la vente de Sextant Avionique et de l'ancienne activité satellites d'Aerospatiale.

ÉCHEC DE LA RESTRUCTURATION

Mais la principale frustration vient de l'incapacité d'Aerospatiale à tirer parti du formidable succès d'Airbus, dont elle détient 37,9 % et dont elle est le maître d'œuvre. Certes, le chiffre d'affaires de son activité Airbus augmente de 27 % ce semestre, à 20 milliards de francs (soit près de 54 % du chiffre d'affaires total d'Aerospatiale Matra). Mais le résultat d'exploitation dépasse à peine les 500 millions de francs. La guerre des prix à laquelle se livrent Boeing et Airbus participe de cette performance modeste.

Mais l'échec des actionnaires d'Airbus à restructurer le groupement d'intérêt économique constitue la principale explication. Les gouvernements européens avaient pourtant enjoint leurs industriels à leur présenter une réforme des statuts *« avant la fin de l'été »*. L'arrivée de l'automne est accueillie dans la plus parfaite indifférence par des entreprises désormais toutes privatisées. Airbus a beau afficher 337 avions en commande au 22 septembre, contre 134 pour son rival américain Boeing, les partenaires industriels du consortium européen ne sont toujours pas capables d'en récolter les profits financiers.

Christophe Jakubyszyn

Spot Image s'associe à l'américain Orbimage pour la commercialisation de photos par satellite

La firme française pourra distribuer des données de l'ordre du mètre

Spot Image, l'un des leaders mondiaux de la vente d'images prises par satellite, a conclu un accord avec Orbimage. Il pourra désormais commercialiser des clichés dont les détails les plus petits sont de l'ordre du mètre. La firme française espère ainsi pouvoir augmenter son chiffre d'affaires, dans un domaine où les applications civiles d'une technologie initialement réservée aux militaires se développent vite.

SPOT IMAGE, l'un des leaders mondiaux de la vente d'images prises par satellite, vient de signer un accord avec l'américain Orbimage pour la commercialisation de clichés dont les détails les plus petits sont de l'ordre du mètre. Très récemment, le gouvernement français n'autorisait pas la vente de ce type de clichés de qualité militaire. Il interdisait la commercialisation d'images dont la résolution était inférieure à 5 mètres alors que les satellites militaires de reconnaissance sont, pour les plus performants d'entre eux, les Keyhole américains, capables de distinguer des détails de dix à vingt centimètres.

Cartographie, aménagement urbain, cultures, optimisation des réseaux de téléphonie mobile, constitution de bases de données pour l'aide à la navigation des véhicules, recherche des eaux souterraines : les applications civiles pour des images à un mètre de résolution se sont mulipliées. Sous la pression du marché, la France a révisé sa position en 1997 et s'est alignée sur celle des Etats-Unis : mieux vaut distribuer de telles images sous contrôle plutôt que de tolérer l'anarchie commerciale. La société française Spot Image, qui détient environ 55 % du marché mondial des images de satellites, n'a réalisé en 1998 qu'un chiffre d'affaires de 263 millions de francs (40 millions d'euros). Malgré une croissance de près de 17 % sur 1997, sa valeur reste faible eu égard aux budgets colossaux – plusieurs milliards de francs, dont 1,5 milliard pour le dernier satellite français d'observation Spot-4 – dépensés par la France pour disposer de trois satellites d'observation en orbite : Spot-1 et 2, partiellement en service, et Spot-4, totalement opérationnel et offrant des résolutions comprises entre 10 et 20 mètres.

Avec l'arrivée en force des Américains sur ce secteur, et la concurrence plus modeste des Russes et de certains pays en développement comme l'Inde, Spot Image se devait d'élargir son offre. Aujourd'hui, son catalogue de produits s'appuie pour l'essentiel sur les données des satellites optiques français Spot, mais aussi sur celles fournies par les satellites radar européens ERS et canadien Radarsat.

« Or, souligne Jacques Mouysset, PDG de Spot Image, *nos clients ne se contentent plus d'images présentant une résolution de 10 à 20 mètres, même si avec notre flotte de Spot nous pouvons obtenir très rapidement des photos de n'importe quel point du globe. Il nous faut désormais leur offrir la possibilité de donner, en complément de ces images à plus grande résolution, des coups de zoom sur certaines zones très localisées grâce aux images à un mètre. »*

EXCLUSIVITÉ DE LA VENTE

Spot Image s'est donc tourné vers les seuls fournisseurs d'images à très haute résolution pour compléter son offre. Les Russes, dont les images à 2 mètres de résolution sont *« de très bonne qualité »*, mais qui ne sont pas en mesure de répondre rapidement à la demande. Les Américains de Space Imaging, qui commercialise les clichés du satellite américain Landsat et ceux du satellite indien IRS, mais leurs prétentions financières *« n'étaient pas acceptables »*, estime Jacques Mouysset. Spot Image a donc opté pour un autre américain, Orbimage, plus petit, mais désireux de se développer rapidement.

Cette société doit lancer, en 2000, les deux satellites (Orbview 3 et 4) qui permettront à Spot Image d'accéder aux clichés à très haute résolution en attendant que la France s'engage un jour dans le développement de tels satellites. Avec cet accord, Orbimage devrait bénéficier du réseau et du savoir-faire de Spot Image. En retour, Spot Image aura l'exclusivité de la vente de ces données sur *« l'Europe, jusqu'à la Russie »* ainsi que *« dans les pays – Etats-Unis, Australie, Singapour, Chine – où la société a des filiales »*, ce qui lui permettra peut-être d'augmenter son chiffre d'affaires de façon substantielle, grâce à des applications dont certaines sont encore à inventer.

Jean-François Augereau

Premières pertes pour Usinor depuis sa privatisation

USINOR l'avait prévu depuis plusieurs semaines : ses résultats semestriels seraient mauvais. Malgré cet avertissement répété, l'ampleur de la dégradation surprend. Le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 22 septembre, un déficit de 213 millions d'euros (1,4 milliard de francs) au premier semestre, pour un chiffre d'affaires de 7,1 milliards.

Usinor, qui avait réussi depuis sa privatisation en 1995 à se maintenir à flot, n'est pas parvenu à résister à la mauvaise conjoncture du marché de l'acier. A la suite d'exportations massives en provenance de Corée du Sud et de Russie, les prix en Europe et aux Etats-Unis se sont effondrés, accusant des baisses de 20 % à 40 %. Plus international qu'auparavant, mais aussi plus vulnérable aux effets de marché – 40 % seulement de son chiffre d'affaires sont liés à des contrats à long terme, contre plus de 60 % il y a cinq ans –, le groupe français a durement ressenti ce revirement. D'autant qu'il a renoué avec les vieux démons de la sidérurgie : alors que certains de ses concurrents ont choisi de diminuer leur production, il a privilégié les volumes. Ses sites ont tourné à plein, mais à perte.

AU PLUS MAUVAIS MOMENT

Dans les aciers plats, sa production-phare, son résultat d'exploitation atteint à peine 49 millions d'euros, contre 267 millions au premier semestre de 1998. Dans les aciers inoxydables, qui souffrent de plusieurs années de surcapacités structurelles, la situation est encore pire : le groupe accuse un déficit d'exploitation de 47 millions d'euros. Il ne sauve son équilibre qu'avec son activité de distribution et de transformation des aciers.

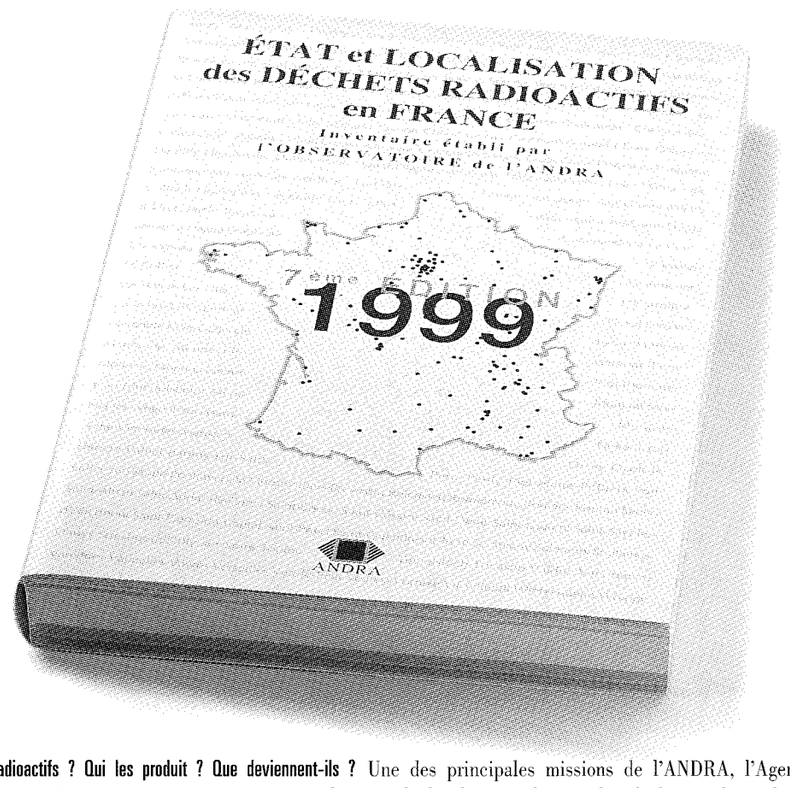
Ces difficultés conjoncturelles sont intervenues au plus mauvais moment, alors qu'Usinor est en pleine réorganisation. Avec la reprise de son concurrent belge Cockerill-Sambre, le groupe a choisi d'abandonner ses activités dans les aciers spéciaux pour se recentrer sur les aciers plats et l'inox. Les cessions d'Unimétal, d'Ascométal et de Sogerail sont presque achevées. Mais ces activités ont encore pesé sur les comptes du premier semestre. Avant leur vente, le groupe a constitué 66 millions d'euros de provisions exceptionnelles pour l'accompagnement social, auxquelles sont venus s'ajouter 83 millions de provisions pour le plan social de Sollac (acier plat), qui vise à supprimer plus de 2 000 emplois en trois ans.

Dans le même temps, le groupe a dû faire face aux conséquences du rachat de Cockerill. Son endettement net a augmenté de 50 % en six mois, pour atteindre 3 milliards d'euros, soit 57 % de ses fonds propres. Le commencement de l'intégration du sidérurgiste belge s'est traduit par une hausse de 153 millions d'euros d'investissements.

Les prix de l'acier augmentant sensiblement, Usinor devrait retrouver un peu d'oxygène au second semestre, mais sans plus. Selon le groupe, *« son résultat d'exploitation devrait se rapprocher de l'équilibre »*. La Bourse, qui avait pourtant anticipé de mauvais résultats, a mal réagi à la publication des résultats. A l'ouverture du marché, mercredi, le titre perdait 4,55 %, à 12,6 euros.

Martine Orange

Contribution de l'ANDRA à la transparence sur la gestion des déchets radioactifs en France.



Où sont les déchets radioactifs ? Qui les produit ? Que deviennent-ils ? Une des principales missions de l'ANDRA, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, consiste à "répertorier l'état et la localisation de tous les déchets radioactifs se trouvant sur le territoire national" conformément à la loi du 30 décembre 1991. Ce travail d'investigation et d'inventaire est une mission essentielle de service public. En effet, la présence de déchets sur un site n'est pas synonyme de danger. Ce qui compte avant tout, c'est la façon dont les déchets sont recensés, gérés et leur environnement surveillé. Cet inventaire, réalisé avec le concours des pouvoirs publics, des associations de défense de l'environnement et des producteurs de déchets, est accessible à tous gratuitement sur simple demande à **l'Observatoire de l'ANDRA, Parc de la Croix Blanche - 1/7, rue Jean Monnet - 92298 Châtenay-Malabry Cedex - Tél : 01 47 87 22 22 - http://www.andra.fr**

ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

l'Agence Verte

Pour obtenir gratuitement l'Inventaire national des déchets radioactifs, appelez le 01 47 87 22 22 ou composez le 3614 code ANDRA
(0,37F LA MINUTE)

LeMonde Job: WMQ2309--0024-0 WAS LMQ2309-24 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:25 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1843 Lcp:700 CMYK

Le cardinal Lustiger lance la chaîne K. TO sur le câble parisien

Cette initiative du diocèse de Paris, destinée notamment à anticiper l'arrivée de chaînes évangéliques, inquiète les responsables des émissions religieuses du dimanche matin sur France 2, qui font face à des tentatives de remise en question de leur programmation

K. TO, tel sera le nom (provisoire ?) de la chaîne catholique que Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, devrait lancer à la mi-novembre sur le réseau câblé parisien. Le projet était dans l'air depuis deux ans (*Le Monde* du 24 mars 1998), mais *« les feux orange sont passés au vert »*, affirme aujourd'hui Mgr Jean-Michel Di Falco, évêque auxiliaire. Les avis favorables des opérateurs du câble, des bouquets numériques et du CSA ont convaincu les responsables du diocèse de Paris de se lancer dans l'aventure de la télévision.

Une étude de faisabilité avait été lancée en juin à la suite d'une proposition de partenariat de la conférence des évêques italiens. Celle-ci s'engage à fournir gratuitement à ses collègues français – avec toute liberté de traduction et de commentaire – les programmes de sa chaîne Sat2000, qui couvre les voyages, les audiences du pape et les événements de l'Eglise catholique. Mais c'est la proximité du Jubilé de l'an 2000 qui a hâté la réponse du diocèse de Paris. Les manifestations prévues à Rome et dans le monde seront riches en retombées médiatiques. Grâce au câble, elles pourront être suivies par les téléspectateurs de la région parisienne plus aisément que sur les chaînes généralistes.

POUR MARQUER SON TERRITOIRE

Outre la générosité de l'épiscopat italien, le souci de devancer des initiatives non estampillées par la hiérarchie a incité l'archevêché de Paris à marquer son territoire dans un paysage audiovisuel aussi mouvant et émietté que le paysage religieux. *« Sur un terrain, l'arbitre arrive avant les joueurs »*, dit-on dans l'entourage de Mgr Lustiger.

Celui-ci fait grand cas de deux projets indépendants de chaîne thématique : le premier, du nom de « Chrysolite », est financé par une fondation créée par Jean-Pierre Barry, patron d'Euromédias et des Studios de France, proche des communautés baptistes américaines. Le deuxième, Sat1, *« Chaîne de l'espérance »*, est soutenu par une convertie, Claude de Muizon, et le monastère de Saint-Wandrille. Les deux se situent sur le créneau de la défense des valeurs chrétiennes et familiales.

Des « télévangélistes » à l'américaine ? *« Le style évangélico-sirupeux n'a aucun avenir en France »*, répondent ceux qui pensent que le diocèse de Paris s'invente des *« fantasmes »* pour imposer son projet de télévision. Car, comme pour le lancement de Radio Notre-Dame en 1981, le projet K. TO suscite des réserves et des interrogations. Celles-ci viennent en particulier du Comité français de radio-télévision (CFRT), qui produit sur France 2 « Le Jour du Seigneur », et fête cette année son cinquantième anniversaire. Comme les autres producteurs religieux du dimanche matin sur la chaîne publique, le CFRT s'inquiète de pressions qui redoublent en vue d'une remise en cause du cahier des charges.

Si l'audience des émissions du dimanche matin peut atteindre 1,5 million de téléspectateurs (à l'heure de la messe diffusée au « Jour du Seigneur »), la concurrence est inégale avec TF 1 (« Téléfoot ») sur un créneau horaire de plus en plus disputé. Le 25 mai, au cours de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi audiovisuelle de Catherine Trautmann, des députés de la majorité (Noël Mamère) et de l'opposition (Laurent Dominati, Christian Kert) ont déposé des amendements visant à faire sauter le *« verrou »* du dimanche matin sur France 2 et proposé d'étaler les émissions religieuses sur France 2, France 3 et la Cinquième-Arte.

Ces amendements ont été rejetés par la ministre de la culture et de la communication et par le rapporteur, Didier Mathus (PS), pour qui aucune modification n'est acceptable sans consultation des autorités religieuses. Les producteurs des émissions dominicales sont en partie rassurés.

CAVALIER SEUL

Hervé Jégou, religieux dominicain, responsable du « Jour du Seigneur », n'en reste pas moins inquiet devant les projets de chaîne catholique ou évangélique. *« Nous ne sommes pas hostiles par principe*, explique Hervé Jégou, *mais nous représentons un service d'Eglise important. Si une chaîne catholique voyait le jour, ce serait un argument en or pour ceux qui rêvent de nous éjecter du service public ».*

Les dépenses de son émission (35 millions de francs par an) sont couvertes par des dons (200 000 donateurs) et, dit-on au CFRT, la générosité des fidèles n'est pas illimitée. L'entourage du cardinal Lustiger n'ignore pas des objections qui ont été entendues jusqu'au sein de la conférence des évêques de France. Parfois accusé de faire cavalier seul, l'archevêque de Paris a pris soin d'alerter et de consulter ses collègues. Et la décision de démarrer, à titre expérimental, sur le seul réseau du câble parisien s'inspire d'une volonté de ne pas empiéter sur leur territoire, de ne pas faire d'ombre aux émissions du dimanche matin sur le réseau hertzien. Le diocèse de Paris a choisi une solution évolutive, précisément pour pouvoir intégrer, le moment venu, d'autres partenaires, au sein de l'Eglise ou dans des groupes comme Bayard Presse, avec qui des discussions sont nouées.

« Il n'est plus possible d'attendre les bras croisés », affirme Mgr Di Falco, convaincu que les avancées technologiques sont telles qu'une position prise aujourd'hui sur les réseaux, tant hertzien que câblé ou numérique, risque d'être dépassée dans deux ou cinq ans. C'est également l'avis de Claudette Marquet, responsable de *Présence protestante* et présidente du syndicat des producteurs religieux : *« Tant qu'on demandera au service public d'être concurrentiel de TF 1, nos émissions ne sont pas à l'abri*, dit-elle. *Mais nous ne sommes pas hostiles par principe à des évolutions. Les producteurs des émissions religieuses forment un bloc de béton, mais ils savent que l'immobilisme serait la pire des solutions ».*

Guy Dutheil ***Henri Tincq***

Une télévision confessionnelle européenne à l'étude

LES FUTURES chaînes thématiques religieuses ne devraient pas rencontrer de difficultés auprès des opérateurs du câble et du satellite. A l'instar de la chaîne juive TFJ, diffusée temporairement sur le réseau câblé parisien de la Lyonnaise Câble, toutes devraient trouver une place dans les offres des bouquets satellites et sur le câble. Seule contrainte : *« Ces chaînes doivent être en clair et gratuites »*, précisent les opérateurs. Ces derniers se veulent *« neutres »* et, en bons commerçants, ils ne souhaitent pas *« faire payer à leurs abonnés des chaînes qui ne seraient pas de la même confession »*. A terme, chaque offre par câble ou satellite référencera les chaînes confessionnelles sans pour autant les rétribuer.

Après TFJ, c'est donc TV K. TO qui devrait, à son tour, être distribuée aux cent vingt mille abonnés numériques du réseau câblé de Paris. La démarche des opérateurs français se distingue de celle choisie par Telepiù en Italie.

UN POSSIBLE AVENIR HERTZIEN

Il y a deux ans, la chaîne cryptée transalpine *« a signé un accord avec la fondation Communication et Culture, créée par la Conférence épiscopale italienne pour faciliter l'accès des paroisses à la télévision numérique »*, précise Emmanuel Gout, directeur des affaires institutionnelles de Telepiù. Selon lui, chaque curé d'Italie peut souscrire un abonnement à prix modique pour *« disposer d'un accès direct aux chaînes cinéma de Telepiù »*, ainsi qu'à Sat 2000, chaîne numérique catholique.

Une première étape. La conférence épiscopale italienne mène une réflexion pour lancer une chaîne confessionnelle européenne. Une initiative qui pourrait prendre de court tous les programmes confessionnels nationaux.

En France, les chaînes confessionnelles pourraient trouver un avenir sur le numérique hertzien. Ce support permettrait à France 2 de mettre un terme à son trou d'audience du dimanche matin. Avec la diffusion des émissions religieuses, prévues dans son cahier des charges, la chaîne publique réalise, en moyenne, entre 8 h 30 et 12 heures, une part d'audience de 10,2 %. Dans le même temps, TF 1, grâce notamment à « Téléfoot », enregistre 37,7 % de parts d'audience. Ce différentiel, qui *« laisse un vrai boulevard à TF 1 »*, ne pourra être longtemps supporté par France 2.

Mouvement de grève à l'AFP contre le plan Giuily

CRISPATION en perspective entre syndicats et direction à l'Agence France Presse (AFP). A l'issue d'une assemblée générale du personnel, mardi 21 septembre dans l'après-midi, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, SNJ) a déclenché une grève de vingt-quatre heures, avec effet immédiat, pour protester contre l'avant-projet de plan stratégique proposé par Eric Giuily, le président de l'agence (*Le Monde* des 15 et 16 septembre).

Violemment hostiles depuis le début à une réforme qu'ils assimilent à une *« privatisation rampante »*, les syndicats ont envoyé un sérieux coup de semonce en appelant à une suspension du service de l'AFP, y compris sur les fils destinés aux clients étrangers. Mercredi matin, cette dernière consigne n'était que très partiellement suivie, mais une bonne partie du personnel semblait participer au mouvement de grève.

« Si M. Giuily ne retire pas son plan, nous allons vers un conflit plus long et plus dur qui pourrait déboucher sur une grève illimitée », a prévenu Jean-Marc Vantillard, au nom de la CFDT. Alors que le PDG de l'AFP devait, mercredi, présenter son projet au comité d'entreprise, les organisations syndicales ont décidé de faire monter la pression pour peser sur un processus de discussions dans lequel elles s'estiment malmenées. *« M. Giuily cherche à nous marginaliser et à nous contourner »*, a affirmé Patrick Filleux, représentant du SNJ-CGT.

Dans ce climat de confrontation, la consigne de la direction visant à interdire l'accès de l'assemblée générale aux journalistes extérieurs venus « couvrir » l'assemblée générale a provoqué un tollé parmi le personnel. Elle a aussitôt été dénoncée par les syndicats comme une preuve du *« manque de transparence »* et de *« l'attitude dictatoriale »* du président de l'AFP.

Sur le fond aussi, les organisations syndicales ont haussé le ton en réaffirmant leur hostilité au *« partenariat stratégique global »* proposé par M. Giuily. Ce dernier prévoit l'entrée de partenaires dans le capital et une modification du statut de l'agence. Pour le SNJ-CGT, M. Giuily veut *« flinguer »* le statut de l'AFP qui garantit son indépendance et faire de l'agence *« un centre de profits livrés aux intérêts privés »*. Le syndicat dénonce les garde-fous prévus dans le projet de la direction comme *« une vaste fumisterie »*. Il rejette *« un plan désastreux qui vide de sa substance l'AFP en tant qu'agence mondiale indépendante »*.

LES JEUNES PLUS MODÉRÉS

Une partie des salariés de l'agence, surtout les plus jeunes, se démarquent du discours musclé des syndicats et refusent la logique de confrontation. Inquiets par la réforme, ils se montrent néanmoins plus indécis et plus modérés.

« Cela me fiche la trouille qu'un grand groupe industriel puisse prendre 40 % de l'AFP. Pour moi, faire de l'information ce n'est pas vendre des pots de yaourts et il me paraît impensable de fermer des bureaux de l'AFP parce qu'ils ne seraient pas rentables, explique un jeune journaliste du service société. *Mais, d'un autre côté, il faut faire bouger les choses pour ne pas se laisser manger par la concurrence. Et puis critiquer Giuily, c'est bien beau mais je ne crois pas que les syndicats aient une énorme capacité de contre-propositions. »*

« Moi aussi je suis inquiète. Mais de là à utiliser d'entrée l'arme nucléaire de la grève générale pour s'opposer au plan Giuily, c'est autre chose », affirmait une autre journaliste, lors de l'assemblée générale. Le président de l'AFP, de son côté, cherche à calmer le jeu : *« Je ne suis pas surpris par la grève. C'est un coup de semonce, je le prends comme tel mais je ne cherche pas la guerre. Rien n'est définitivement décidé et je reste ouvert à la discussion, notamment pour définir les garanties sur l'indépendance rédactionnelle et la couverture mondiale de l'AFP. »*

Frédéric Chambon

Berlusconi envisage de concurrencer Telepiù

MEDIASET, premier groupe de télévision commerciale italien, étudie une alliance avec Telecom Italia sur le marché de la télévision à péage. *« Il y a une possibilité que nous coopérions sur le secteur de la télévision à péage, et quelque chose pourrait notamment être développé avec Stream »*, bouquet de programmes de Telecom Italia, a déclaré, mardi 21 septembre, à Monte-Carlo, Fedele Confalonieri, président de Mediaset. En mai, l'opérateur italien du téléphone a déjà cédé 65 % du capital de Stream à Rupert Murdoch (35 %), Cecchi Gori (18 %) et à une société commune à quatre clubs de football du Calcio (12 %).

Une alliance avec Telecom Italia au sein de Stream serait un revirement complet pour le groupe de Silvio Berlusconi. Actionnaire historique de Telepiù, Mediaset a renoncé, en juin, à exercer son option d'achat sur 10 % du capital de la chaîne cryptée (*Le Monde* du 3 juin). – (*Bloomberg.*)

Les cyberentreprises dopent le prix de la pub au Superbowl

PRESQUE tous les spots publicitaires qui, le 30 janvier 2000, encadreront la retransmission télévisée du Superbowl, la finale du championnat de football américain, ont déjà été vendus à des prix jamais atteints. Cet événement sportif, retransmis par ABC, était déjà connu pour proposer aux annonceurs les spots publicitaires les plus chers de la planète – en moyenne 1,6 million de dollars l'an dernier pour trente secondes d'antenne.

Cette année, certains espaces seront adjugés à 2,5 millions de dollars, selon le quotidien américain *USA Today.* La raison ? Les entreprises qui vivent d'Internet se sont jetées sur ce support qui leur permet, comme le site Hotjobs.com, pionnier l'an dernier, de se faire connaître du grand public grâce à un seul spot. Outre Hotjobs.com, qui renouvellera l'expérience, Monster.com a déjà prévu deux spots pendant la finale, Autotrader, un site qui vend des voitures d'occasion, et e-trade devraient eux aussi faire partie de ce peloton de cyberannonceurs. Au grand dam des annonceurs traditionnels, obligés de surenchérir.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : la Grande-Bretagne passera au tout numérique d'ici à 2010,** a annoncé le ministre britannique de la culture Chris Smith, vendredi 17 septembre. A condition qu'au moins 95 % des téléspectateurs soient équipés de postes numériques ou de décodeurs ; que les chaînes numériques des télévisions non payantes (BBC1, BBC2, ITV, Channel 4, Channel 5, S4C) desservent une part aussi importante de la population que leurs actuelles chaînes analogiques, soit 99,4 % ; et que le numérique soit accessible aux personnes à faibles revenus. A ce jour, 70 % des foyers britanniques ne sont pas abonnés à une télévision payante.

■ **RADIO : les sections du Syndicat national des journalistes** (SNJ) de Radio-France, RTL, Europe 1, Sud Radio et RMC ont lancé, mardi 21 septembre, un appel commun à la *« mobilisation »* pour l'emploi et les 35 heures.

■ **INTERNET : Canal+ est décliné en quatre sites,** la Chaîne, consacrée aux programmes, le Sport, le Cinéma et l'Autre Web, qui vise des *« microcibles »*. Il change aussi de nom et devient www.canalplus.fr

■ **PRESSE : le groupe américain d'édition Hearst Corp** a conclu un accord avec l'éditeur italien Mondadori pour lancer une édition italienne du magazine féminin *Cosmopolitan,* avant de mettre sur le marché italien des magazines, en pleine croissance, d'autres revues du groupe américain. *Cosmopolitan*, un des journaux féminins les plus vendus au monde, compte 38 éditions.

■ ***Trader on line*** **est le premier magazine pour boursicoteurs** sur Internet à vocation pédagogique. Ce bimestriel, édité par EIA Communication, qui publie déjà *Paris Markets*, est disponible en kiosques depuis mercredi 22 septembre, au prix de 30 francs.

LeMonde Job: WMQ2309--0025-0 WAS LMQ2309-25 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:53 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1844 Lcp:700 CMYK

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **LEVI STRAUSS : le fabricant américain de jeans** va supprimer près de 700 emplois en Ecosse et y fermer une usine, à Whitburn. Levi's avait déjà annoncé la fermeture de onze de ses vingt-deux usines en Amérique du Nord, trois usines en Belgique et une dans le nord de la France.

● **LAURA ASHLEY : la chaîne de prêt-à-porter britannique** a annoncé, mercredi 22 septembre, la fermeture de sa dernière usine de confection, située au pays de Galles. La société, reprise en 1998 par le groupe malaisien MUI, a enregistré une perte semestrielle aggravée de 12,6 millions d'euros.

● **PIC PIC : trois dirigeants de cette société bretonne d'élevage de poulets,** filiale du groupe Unicopa, ont comparu, lundi 20 septembre, devant le tribunal correctionnel de Lorient pour le mauvais étiquetage de poulets belges, livrés en mai à des grandes surfaces comme étant d'origine française. Le procureur de la République Jean-Michel Frétigny a requis contre chaque prévenu, le directeur général, le directeur commercial et le directeur d'exploitation, 100 000 francs d'amende et une peine de prison avec sursis.

● **CONSTRUCTION NAVALE : un accord a été signé entre les groupes Preussag, Celsius et Babcock Borsig** pour la création d'une alliance européenne dans les chantiers navals.

SERVICES

● **AIR CANADA : la compagnie canadienne a invité ses actionnaires à rejeter l'offre du conglomérat financier Onex**, qui propose d'acquérir le transporteur aérien et son rival Canadian Airlines pour 1,8 milliard de dollars en vue de les fusionner.

● **AUSTRIAN AIRLINES : la compagnie autrichienne, partenaire depuis plus de quarante ans de Swissair** et de l'alliance Qualiflyer Group, a annoncé qu'elle rejoignait Star Alliance, regroupée autour de Lufthansa, de préférence au regroupement Air France-Delta Airlines.

● **AIRTOURS : selon une source européenne, la Commission devrait rejeter**, mercredi 22 septembre, le rachat par le voyagiste britannique de son homologue First Choice Holidays parce que celui-ci devrait conduire à un abus de position dominante sur le marché britannique des voyagistes.

● **BOUYGUES TELECOM : l'opérateur de téléphonie mobile a enregistré**, au premier semestre 1999, une perte nette, avant *« impôt différé actif »*, de 445 millions de francs, contre une perte de 254 millions au premier semestre 1998, a annoncé, mercredi, le groupe Bouygues. Après prise en compte de l'IDA, le résultat devient positif et s'inscrit à 173 millions de francs.

● **FRANCE TÉLÉCOM : l'offre d'achat portant sur 35 % du capital de l'opérateur national polonais TPSA** présentée par le groupe français pour un montant de 3 milliards de dollars a été jugée *« inférieure aux attentes »* par le cabinet Salomon Smith Barney.

FINANCE

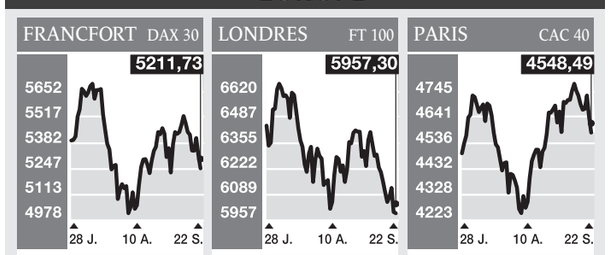
● **CIC : le directoire de l'Union européenne de CIC et le conseil d'administration du CIC**, réunis mardi, ont approuvé le traité de fusion entre les deux sociétés. Ce rapprochement, décidé par le nouvel actionnaire du groupe, devrait être examiné par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement le 30 septembre.

● **INA : la banque italienne San Paolo-IMI a indiqué**, mardi, à l'issue de son conseil d'administration, qu'elle prenait le temps de la réflexion pour une éventuelle riposte à l'offre de Generali sur l'INA. Gilles Benoist, président du directoire de CNP Assurances, avait indiqué que son groupe espérait une contre-offre de San Paolo-IMI sur INA, dont la CNP détient 2,5 %. San Paolo-IMI pourrait aussi être soutenue par ses autres actionnaires, dont le Crédit Suisse ou l'espagnol BSCH.

● **BANCA DI ROMA : le géant financier néerlandais ABN Amro,** qui détient 8,75 % du capital de la banque italienne, est en discussion avec la direction de Banca di Roma pour accroître sa participation, a déclaré, mardi, le président de Banca di Roma, Cesare Geronzi.

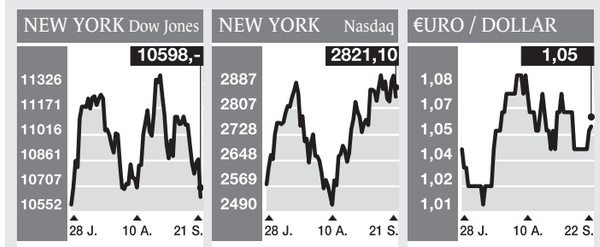
● **ALLIANZ : le géant allemand de l'assurance est en pourparlers** avec plusieurs administrateurs américains de biens à des fins d'acquisition, a confirmé le groupe, mardi.

EUROPE



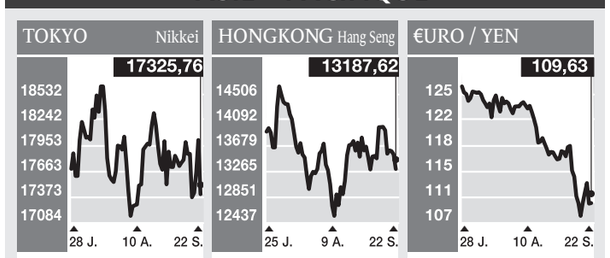
Europe 10 h 00	Indices sélection	cours 22/09	Var. % 21/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3689,65	– 1,13	10,39
EUROPE	STOXX 50	3604,86	– 1,21	8,57
EUROPE	EURO STOXX 324	321,01	– 1,03	7,59
EUROPE	STOXX 653	304,00	– 1,17	8,88
PARIS	CAC 40	4548,49	– 1,40	15,37
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	3115,63	– 1,30	17,29
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	559,58	– 0,91	3,94
BRUXELLES	BEL 20	3172,73	– 0,86	– 9,72
FRANCFORT	DAX 30	5211,73	– 1,34	4,10
LONDRES	FTSE 100	5957,30	– 1,64	1,27
MADRID	STOCK EXCHANGE	9541,60	– 0,83	– 3
MILAN	MIBTEL 30	34310,00	– 0,60	– 2,40
ZURICH	SPI	6947,70	– 1,35	– 2,97

AMÉRIQUES



Amérique 10 h 00	Indices sélection	cours 21/09	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10598,47	– 2,08	15,43
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1307,58	– 2,09	6,37
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2821,10	– 2,25	28,66
TORONTO	TSE INDEX	6917,87	– 1,86	6,66
SAO PAULO	BOVESPA	11449,00	– 1,18	68,76
MEXICO	BOLSA	275,77	– 1,61	18,62
BUENOS AIRES	MERVAL	515,95	– 0,95	19,97
SANTIAGO	IPSA GENERAL	130,60	– 1,16	69,61
CARACAS	CAPITAL GENERAL	5291,46	– 1,66	10,50

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10 h 00	Indices sélection	cours 22/09	Var. % 21/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	17325,76	– 3,39	25,17
HONGKONG	HANG SENG	13187,62	– 1,73	31,24
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	48,11
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	114,31	– 1,74	76,02
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2901,70	0,10	3,14
BANGKOK	SET	28,64	– 3,57	11,53
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4734,43	2,19	54,95
WELLINGTON	NZSE-40	2064,98	– 0,96	– 0,01

ÉCONOMIE

Déficit commercial américain record

LE DÉFICIT commercial des Etats-Unis s'est élevé à 25,18 milliards de dollars (24,2 milliards d'euros) en juillet, un montant record après celui de 24,6 milliards en juin, a annoncé, mardi, le département du commerce. Ce déficit de la balance des marchandises et des services est supérieur aux attentes des analystes, qui tablaient généralement sur 23,7 milliards de dollars.

Les importations ont augmenté de 1 % en juillet à 104,22 milliards de dollars, un niveau sans précédent, tandis que les exportations ont progressé de 0,5 %, également à un sommet historique de 79,04 milliards.

Avec le Japon, les Etats-Unis ont subi un déficit de 6,8 milliards de dollars, soit un montant sans précédent. Le déficit avec la Chine a également atteint un montant record de 6,3 milliards de dollars, contre 5,5 milliards en juillet 1998. Les Etats-Unis ont également accusé un déficit commercial record avec l'Europe occidentale, à 6,8 milliards de dollars.

La progression des importations en juillet s'explique surtout par une augmentation des produits pétroliers, des biens de consommation et d'équipement, des automobiles ainsi que des composants automobiles, a précisé le gouvernement. Selon Fred Bergsten, directeur de l'Institute for International Economics, la hausse du yen et l'appréciation probable de l'euro au cours des prochains mois, avec la remontée en puissance des économies du Vieux Continent, *« vont contribuer à corriger les déséquilibres extérieurs entre les Etats-Unis et ses grands partenaires »*.

■ **UNION EUROPÉENNE : le taux d'inflation de la zone euro a augmenté** pour le deuxième mois consécutif, en affichant en août + 1,2 % (rythme annuel), contre + 1,1 % en juillet et + 0,9 % en juin. Le taux d'inflation des quinze Etats membres de l'Union européenne a augmenté également à 1,2 % en août, contre 1,1 % en juillet et 1 % en juin.

■ **FRANCE : la croissance devrait tendre**, en 1999, vers 3 % et en 2000 vers 3,2 %, selon les prévisions de l'assureur-crédit Euler-Sfac présentées mardi.

■ **Le régime général de Sécurité sociale devrait enregistrer un déficit** de 4 milliards de francs (611 millions d'euros) en 1999, selon le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale rendu public mardi.

■ **La balance commerciale a dégagé un excédent** de 21,341 milliards de francs en juillet (3,253 milliards d'euros) contre 12,279 milliards de francs en juin.

■ **ALLEMAGNE : le chancelier Gerhard Schröder a répété**, mardi, tabler sur une croissance de 2,5 % en 2000, lors d'un colloque à Berlin.

■ **ITALIE : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,8 %** au 2e trimestre 1999 par rapport à la même période de l'année passée, et de 0,4 % par rapport au précédent trimestre.

■ **Le président du Conseil, Massimo D'Alema, a confirmé**, mardi, que le projet de buget 2000 prévoyait des mesures de réduction du déficit budgétaire représentant environ 15 000 milliards de lires (8,3 milliards d'euros).

■ **ESPAGNE : la demande intérieure devrait progresser en Espagne d**e 5 % en 1999, taux comparable à celui enregistré en 1998, a indiqué, mardi, le secrétaire d'Etat à l'économie Cristobal Montoro.

■ **AUTRICHE : l'indice des prix à la consommation a augmenté** de 0,5 % en août 1999 par rapport à août 1998. Le taux d'inflation a augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à juillet, à 0,6 %, en raison de la hausse du prix du pétrole.

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le déficit commercial a atteint 34,8 milliards de couronnes** (956 millions d'euros) au cours des huit premiers mois de l'année, reculant de 357 millions d'euros par rapport à la même période de l'an dernier, a annoncé mardi l'Office tchèque des statistiques (CSU).

■ **RUSSIE : les recettes budgétaires,** sur l'ensemble de l'année, seront de 90 milliards de roubles (3,6 milliards d'euros) supérieures aux prévisions entérinées par le budget 1999, a relevé, mardi, le ministre des finances Mikhaïl Kassianov.

■ **Les exportations de pétrole ont augmenté** de 2,3 % entre janvier et juillet 1999, par rapport à la même période de 1998, pour s'élever à 80,8 millions de tonnes, a indiqué, mardi, l'agence Itar-Tass.

■ **THAÏLANDE : le gouvernement affirme qu'il est en train de sortir de la crise** économique en annonçant pouvoir se passer des crédits accordés par le FMI depuis 1997 et en révisant ses prévisions de croissance pour 1999 nettement à la hausse, de 1 % à 3 %-4 % (– 9,4 % en 1998).

VALEUR DU JOUR

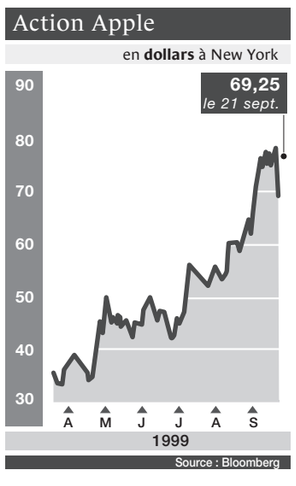
Apple rappelé à l'ordre par ses actionnaires

C'EST LE PREMIER revers majeur pour Steve Jobs, le charismatique PDG d'Apple, depuis son retour, il y a deux ans. L'action Apple a perdu plus de 12 % en une seule séance, mardi 21 septembre, à l'annonce d'une baisse probable des résultats au dernier trimestre de l'exercice, qui sera clos au 30 septembre. La veille, l'action avait pourtant franchi un nouveau record, à plus de 80 dollars, en hausse de 93 % depuis le début de l'année.

Alors qu'Apple avait habitué les investisseurs à un rythme trimestriel d'une centaine de millions de dollars de profits, la société prévoit un résultat net d'environ 75 à 85 millions de dollars de juillet à septembre. Apple explique ce revers par des problèmes de fabrication de sa nouvelle gamme d'ordinateurs professionnels G4, en raison de retards de livraison par Motorola du nouveau microprocesseur Power G4. IBM, qui a été associé au développement de cette nouvelle puce, n'a pas encore décidé s'il en assurerait la fabrication. Trois semaines plus tôt, M. Jobs avait lancé en fanfare cette nouvelle gamme d'ordinateurs, classifiés *« supercalculateurs »* par le ministère de la défense américain et interdits d'exportation dans plus de 50 pays. Depuis, 150 000 de ces ordinateurs (vendus de 1 690 à 3 700 euros) auraient été commandés. Apple aurait également rencontré des problèmes de production sur ses ordinateurs portables professionnels (Powerbook). Du coup, les *« 15 heures de stock »* dont se vante Apple ne passent plus pour un atout.

Après le succès de l'iMac, vendu à plus de deux millions d'exemplaires, et le lancement récent de l'iBook, Apple a démontré sa capacité à revenir en force sur le marché de l'informatique. Mais ses parts de marché (environ 4 % du marché mondial des ordinateurs personnels) et ses résultats financiers encore modestes en font toujours une entreprise fragile. Steve Jobs, qui expliquait la semaine dernière au *Monde* que *« les résultats financiers n'étaient pas sa principale préoccupation »*, vient d'être rappelé à l'ordre par ses actionnaires.

Christophe Jakubyszyn



SUR LES MARCHÉS

PARIS

La Bourse de Paris a ouvert, mercredi 22 septembre, en baisse de 1,06 %, l'indice CAC 40 s'inscrivant, à 5 563,35 points après la baisse des marchés américains et japonais. Déjà, mardi, après avoir débuté en hausse de 0,25 %, l'indice CAC 40 avait rapidement viré au rouge et avait cédé 1,44 % en clôture, à 4 612,93 points.

FRANCFORT

Dans le sillage de Wall Street et de la Bourse nippone, le marché allemand a ouvert, mercredi 22 septembre, en baisse de 0,84 %, à 5 238,20 points. Mardi, la Bourse allemande avait cédé 1,29 %, à 5 282,76 points.

LONDRES

L'indice Footsie 100 s'effritait de 0,21 %, à 5 944,90 points en début de séance, mercredi 22 septembre. Mardi, la Bourse de Londres avait clôturé en forte baisse, entraînée par Wall Street, tandis que les valeurs liées à l'internet chutaient, victimes d'une brusque désaffection des investisseurs. L'indice Footsie avait clôturé en baisse de 1,64 %, à 5 957,3 points.

JAPON

Après la décision, prise mardi de la Banque du Japon de ne pas modifier sa politique monétaire, la Bourse de Tokyo a terminé, mercredi 22 septembre en très net recul. L'indice Nikkei a plongé de 3,4 %, pour tomber, à 17 325,76 points, les investisseurs étant préoccupés par la force du yen.

NEW YORK

AFFECTÉ par la publication d'un déficit record de la balance commerciale américaine en juillet et par la chute du dollar face au yen, Wall Street a fini la séance du mardi 21 septembre en forte baisse. A la Bourse de New York, l'indice Dow Jones a perdu 2,08 % pour clôturer à 10 598,47 points. L'indice composite Nasdaq a abandonné 2,25 %, tandis que le Standard and Poor's 500 a reculé de 2,09 %.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient orientés à la hausse, mercredi 22 septembre, après avoir baissé la veille à la suite de la publication par l'institut allemand IFO de l'indice du climat des affaires outre-Rhin, plus fort qu'attendu. En France, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans se situait, mercredi, à 5,22 %, contre 5,08 % en Allemagne.

MONNAIES

DANS LES PREMIERS échanges, mercredi, le dollar restait faible face au yen, à 104,63 yens. Le billet vert était redescendu, la veille, vers ses plus bas niveaux, à 103,82 yens, après que la Banque du Japon eut décidé de ne pas modifier ses taux d'intérêt. La baisse du dollar avait été accentuée par la publication d'un record surprise du déficit commercial américain. L'euro, qui en avait profité mardi pour s'apprécier, était stable, mercredi, à 1,0495 dollar.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	21/09
COURONNE DANOISE.	7,4320
COUR. NORVÉGIENNE	8,1795
COUR. SUÉDOISE	8,5770
COURONNE TCHÈQUE	36,318
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6083
DOLLAR CANADIEN	1,5326
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9783
DRACHME GRECQUE	327,10
FLORINT HONGROIS	254,51
ZLOTY POLONAIS	4,2600

Cours de change croisés

22/09 10 h 00	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,95937	1,05235	0,16041	1,63555	0,65660
YEN	104,23500	....	109,63500	16,71500	170,44000	68,46500
€URO	0,95025	0,91212	....	0,15245	1,55350	0,62395
FRANC	6,23385	5,97830	6,55957	....	10,18920	4,09210
LIVRE	0,61142	0,58665	0,64370	0,09810	....	0,40165
FRANC SUISSE	1,52300	1,46065	1,60330	0,24435	2,48950	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 21/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,46	2,48	5,24	5,93
ALLEMAGNE	2,46	2,62	5,10	5,85
GDE-BRETAG.	4,94	5,22	5,58	4,87
ITALIE	2,46	2,56	5,38	6,09
JAPON	0,05	0,02	1,76	....
ÉTATS-UNIS	5,22	4,76	5,92	6,06
SUISSE	0,58	0,97	3,16	4,17
PAYS-BAS	2,41	2,56	5,28	5,95

Matières premières

En dollars	Cours 21/09	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1814,5	– 0,68
ALUMINIUM 3 MOIS	1556,5	– 0,03
PLOMB 3 MOIS	510,5	– 0,29
ETAIN 3 MOIS	5373	– 0,41
ZINC 3 MOIS	1207	– 0,41
NICKEL 3 MOIS	7085	– 0,35
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,23	1,85
PLATINE A TERME	51065,60	0,85
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	271,25	0,37
MAÏS (CHICAGO)	211	0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	148,2	....
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	948	– 0,42
CAFÉ (LONDRES)	1272	....
SUCRE BLANC (PARIS)	187	....

Matif

Cours 10 h 00	Volume 22/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 99.	1866	86,68	86,76
Euribor 3 mois			
OCTOBRE 99	....	....	....

Pétrole

En dollars	Cours 21/09	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	22,68	....
WTI (NEW YORK)	24,46	....
LIGHT SWEET CRUDE	24,48	0,33

Or

En €uros	Cours 21/09	Var % 20/09
OR FIN KILO BARRE	7900	+ 0,51
OR FIN LINGOT	7900	....
ONCE D'OR (LO) $	255,10	....
PIÈCE FRANCE 20 F	44,60	– 0,89
PIÈCE SUISSE 20 F	44,80	+ 0,67
PIÈCE UNION LAT. 20 F	44,50	– 1,33
PIÈCE 10 DOLLARS US	212	– 1,40
PIÈCE 20 DOLLARS US	381,25	....
PIÈCE 50 PESOS MEX	296	+ 1,28

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

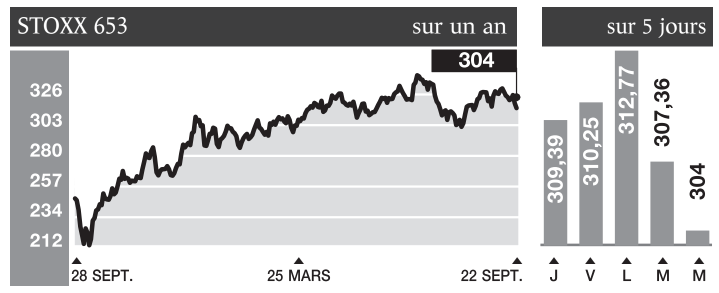
● Les titres des groupes pétroliers ont reculé, mardi 21 septembre, dans le sillage de la baisse du prix du pétrole brut et à la veille de la réunion de l'OPEP à Vienne, qui devrait pourtant maintenir la discipline de réduction de production imposée depuis le printemps. L'action **BP Amoco** a perdu 1,8 %, à 1 089 pence, celle de **Royal Dutch Petroleum**, 4,32 %, à 56,50 euros, et celle de **Shell Transport and Trading** 3,72 %, à 466,50 pence.

● Les actions des banques ont perdu du terrain, mardi, après la publication d'un rapport qui montre que la confiance en Allemagne s'est rétablie plus vite que prévu, ce qui ravive les craintes d'une résurgence de l'inflation et, avec elle, d'une hausse des taux d'intérêt. L'action de la banque néerlandaise **ABN Amro** a abandonné 1,13 %, à 21,80 euros, celle de la britannique **HSBC Holdings** de 2,89 %, à 705 pence.

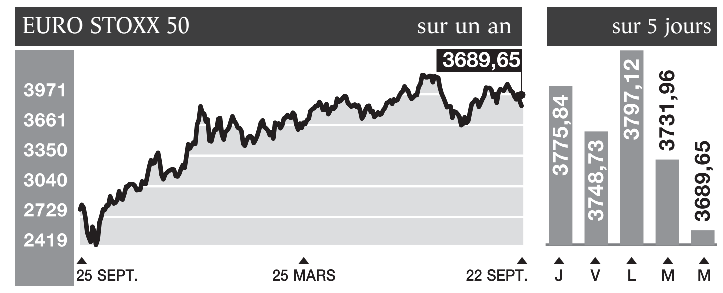
● Le cours du fabricant de pneumatiques **Continental** a chuté de 6,91 %, mardi, à 20,20 euros. Le numéro quatre mondial du secteur a annoncé qu'il lançait une émission d'obligations convertibles en actions pour 250 millions d'euros, mais sans expliquer ce qu'il compte faire de cet argent.

● Le titre **French Connection** s'est apprécié de 11,31 %, à 762,50 pence, mardi. Le distributeur de vêtements britannique a vu son bénéfice net bondir de 76 % au premier semestre.

STOXX 653 — sur un an / sur 5 jours



EURO STOXX 50 — sur un an / sur 5 jours



22/09 10 h 22

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	34,80	– 0,83
BASF AG	BE ★	43,1	– 3,79
BMW	DE ★	28,6	– 0,69
CONTINENTAL AG	DE ★	20,6	– 5,94
DAIMLERCHRYSLER	DE ★	67,1	– 2,19
FIAT	IT ★	30,75	– 0,32
FIAT PRIV.	IT ★	14,9	– 0,40
MICHELIN /RM	FR ★	44	– 6,38
PEUGEOT	FR ★	186,5	– 4,31
PIRELLI	IT ★	2,31	– 1,70
RENAULT	FR ★	48,05	– 5,13
VALEO /RM	FR ★	69,4	– 2,18
VOLKSWAGEN	DE ★	53,9	– 2,09
VOLVO -A-	SE	27,05	– 0,43
VOLVO -B-	SE	27,05	– 0,85
▶ DJ E STOXX AUTO P		240,49	– 1,19

BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	15,24	– 0,41
ABN AMRO HOLDIN	NL ★	21,6	– 0,92
ALL & LEICS	GB	11,98	– 1,29
ALLIED IRISH BA	GB	17,31	....
ALPHA CREDIT BA	GR	81,93	....
ARGENTARIA R	ES ★	20,71	– 1
B PINTO MAYOR R	PT ★	17,3	....
BANK AUSTRIA AG	AT ★	47,5	– 1,55
BANK OF IRELAND	GB	....	....
BANK OF PIRAEUS	GR	28,89	....
BANKINTER R	ES ★	37,5	– 1,32
BARCLAYS PLC	GB	24,80	– 1,92
BAYR.HYPO-U.VER	DE ★	57,9	– 4,14
BCA FIDEURAM	IT ★	5,62	– 2,09
BCA INTESA	IT ★	4,22	– 1,40
MONTE PASCHI SI	IT ★	4,03	– 0,74
BCA ROMA	IT ★	1,46	– 1,35
BBV R	ES ★	12,2	– 1,05
BCO POPULAR ESP	ES ★	66,6	– 0,75
BSCH R	ES ★	10,15	....
BCP R	PT ★	24,97	....
BIPOP CARIRE	IT ★	40,2	– 1,23
BNP /RM	FR ★	74,45	– 4,49
BSCH R	ES ★	9,66	– 0,72
CCF /RM	FR ★	119,4	– 1,32
CHRISTIANIA BK	NO	5,01	– 0,97
COMIT	IT ★	6,52	– 1,06
COMM.BANK OF GR	GR	91,10	....
COMMERZBANK	DE ★	33,9	+ 0,30
CREDIT LYONNAIS	FR ★	26,84	– 3,97
DEN DANSKE BK	DK	113,02	– 0,59
DEN NORSKE BANK	NO	3,85	– 2,17
DEUTSCHE BANK	DE ★	66,6	....
DEXIA CC	BE ★	137	– 2,28
DEXIA FCE RM	FR ★	135,8	– 3
DRESDNER BANK	DE ★	44,6	– 2,62
EFG EUROBANK	GR	46,35	....
ERGO BANK	GR	93,56	....
ERSTE BANK	AT ★	48,52	– 0,86
FOERENINGSSB A	SE	15,33	– 1,50
HALIFAX GROUP	GB	10,62	– 0,59
HSBC HLDG	GB	11,08	– 0,98
IONIAN BK REG.S	GR	59,46	....
JYSKE BANK REG	DK	89,48	....
KAPITAL HOLDING	DK	36,60	– 4,20
KBC BANCASSURAN	BE ★	51	– 0,20
LLOYDS TSB	GB	11,48	– 2,01
MERITA	FI ★	5,34	– 1,66
NAT BANK GREECE	GR	81,63	....
NATEXIS BQ POP.	FR ★	62,35	– 1,03
NATL WESTM BK	GB	16,23	– 3,18
NORDBANKEN HOLD	SE	5,37	– 1,28
ROLO BANCA 1473	IT ★	20,15	– 1,80
ROYAL BK SCOTL	GB	17,99	– 0,78
S-E-BANKEN -A-	SE	9,97	– 1,72
STE GENERAL-A-/	FR ★	194,1	– 0,46
SV HANDBK -A-	SE	12,01	– 3,29
UBS REG	CH	252,37	– 1,58
UNICREDITO ITAL	IT ★	4,61	– 0,43
UNIDANMARK -A-	DK	64,59	– 0,79
XIOSBANK	GR	28,43	....
▶ DJ E STOXX BANK P		275,53	– 1,12

PRODUITS DE BASE

ALUMINIUM GREEC	GR	56,19	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,93	– 2,60
ASSIDOMAEN AB	SE	17,26	– 3,27
AVESTA	SE	5,03	....
BEKAERT	BE ★	439,5	– 1,24
BOEHLER-UDDEHOL	AT ★	42,25	– 1,72
BRITISH STEEL	GB	2,38	– 2,56
BUHRMANN NV	NL ★	16,3	– 0,91
BUNZL PLC	GB	4,43	– 2,41
CART.BURGO	IT ★	7,27	– 0,41
ELKEM ASA, OSLO	NO	16,87	– 1,43
ELVAL	GR	18,31	....
INPARSA	PT ★	11,34	....
JOHNSON MATTHEY	GB	9,26	– 0,67
MAYR-MELNHOF KA	AT ★	43,77	– 0,73
METSAE-SERLA A	FI ★	8,9	....
MODO B FR	SE	29,26	– 2,71
NORSKE SKOGIND-	NO	41,81	– 0,29
OUTOKUMPU OY -A	FI ★	11,55	– 0,94
PECHINEY-A-	FR ★	52,5	– 4,55
PORTUCEL INDUST	PT ★	6,73	....
RAUTARUUKKI K	FI ★	6,35	....
RIO TINTO	GB	16,28	+ 0,87
SIDENOR	GR	39,74	....
SILVER & BARYTE	GR	39,74	....
SMURFIT JEFFERS	GB	0,03	– 98,90
SONAE INDUSTRIA	PT ★	7,72	....
SOPORCEL	PT ★	14,13	....
SSAB SW ST A FR	SE	12,71	– 0,46
STORA ENSO -A-	FI ★	12,6	– 0,79
STORA ENSO -R-	FI ★	12,7	– 0,47
SVENSKA CELLULO	SE	24,72	– 8,03
THYSSEN KRUPP	DE ★	21,15	– 0,94
TRELLEBORG B	SE	8,86	– 2,56
UNION MINIERE	BE ★	39,53	– 1,57
UPM-KYMMENE COR	FI ★	33,6	– 0,30
USINOR	FR ★	12,9	– 2,27
VIOHALCO	GR	48,88	....
VOEST-ALPINE ST	AT ★	29,2	– 0,68
▶ DJ E STOXX BASI P		198,02	– 0,91

CHIMIE

AGA -A-	SE	16,15	....
AGA -B-	SE	16,15	....
AIR LIQUIDE /RM	FR ★	148,6	– 1,85
AKZO NOBEL NV	NL ★	40,45	– 0,49
BASF AG	DE ★	43,1	– 3,79
BAYER AG	DE ★	38,9	– 1,89
BOC GROUP PLC	GB	20,02	– 0,85
CIBA SPEC CHEM	CH	71,82	– 0,65
CLARIANT N	CH	437,44	– 0,28
DEGUSSA-HUELS	DE ★	35,5	– 3,53
DSM	NL ★	112,55	....
DYNO	NO	21,27	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4670,36	– 1,38
HENKEL KGAA VZ	DE ★	66,1	– 1,64
ICI	GB	9,78	– 1,89
KEMIRA	FI ★	5,35	....
LAPORTE	GB	10,15	+ 3,68
PERSTORP -B-	SE	10,26	....
RHODIA	FR ★	19,37	– 3,73
SNIA	IT ★	1,11	– 1,77
SOLVAY	BE ★	69,45	– 1,49
TESSENDERLO CHE	BE ★	45,8	– 0,59
▶ DJ E STOXX CHEM P		340,82	– 1,16

CONGLOMÉRATS

AKER RGI -A-	NO	14,06	....
CGIP /RM	FR ★	46,5	– 1,06
CHRISTIAN DIOR	FR ★	153,6	– 1,85
CIR	IT ★	1,53	– 2,55
D'IETEREN SA	BE ★	427,4	– 1,52
GAZ ET EAUX /RM	FR ★	46,77	– 1,41
GBL	BE ★	180	– 2,44
GENL ELECTR CO	GB	9,23	– 0,17
GEVAERT	BE ★	51	+ 2
HAGEMEYER NV	NL ★	22,4	– 0,67
INCHCAPE	GB	5,51	+ 0,86
INVESTOR -A-	SE	11,31	– 0,51
INVESTOR -B-	SE	11,43	– 1,01
KVAERNER -A-	NO	21,39	– 1,69
LVMH / RM	FR ★	286,3	– 2,35
MYTILINEOS HOLD	GR	32,82	....
NORSK HYDRO	NO	41,69	– 1,16
OERLIKON-BUEHRL	CH	131,48	– 1,40
ORKLA -A-	NO	14,06	– 0,86
ORKLA -B-	NO	12,23	– 1,48
SONAE INVESTIME	PT ★	29,13	....
TOMKINS	GB	4,17	– 1,48
VEBA AG	DE ★	54,7	– 2,58
▶ DJ E STOXX CONG P		269,59	– 0,90

TÉLÉCOMMUNICATIONS

EIRCOM	IE	3,78	– 0,79
BRITISH TELECOM	GB	14,44	– 1,81
CABLE & WIRELES	GB	10,56	....
DEUTSCHE TELEKO	DE ★	39	– 3,58
ENERGIS	GB	21,95	– 1,41
EUROPOLITAN HLD	SE	10,09	....
FRANCE TELECOM	FR ★	77,4	– 2,64
HELLENIC TELE (	GR	22,93	....
KONINKLIJKE KPN	NL ★	42,8	– 0,47
PANAFON HELLENI	GR	27,21	....
PORTUGAL TELECO	PT ★	38,86	....
SWISSCOM N	CH	281,66	– 3,11
TELE DANMARK -B	DK	52,48	– 0,30
TELECEL	PT ★	113,99	....
TELECOM ITALIA	IT ★	8,99	– 0,11
TELECOM ITALIA	IT ★	5,24	+ 0,19
TELEFONICA	ES ★	14,88	– 1,06
TIM	IT ★	5,7	– 1,72
VODAFONE AIRTOU	GB	20,59	....
▶ DJ E STOXX TCOM P		669,21	– 1,33

CONSTRUCTION

ACCIONA	ES ★	45,81	– 0,20
ACESA R	ES ★	10,55	– 0,85
AKTOR SA	GR	27,96	....
ASKO OY	FI ★	16	....
AUMAR R	ES ★	19,02	– 0,68
AUTOSTRADE	IT ★	7,15	– 0,14
BCA INTESA	IT ★	4,22	– 1,40
BICC PLC	GB	1,55	....
BLUE CIRCLE IND	GB	5,58	– 2,47
BOUYGUES /RM	FR ★	261	– 0,76
BPB	GB	5,14	– 3,53
CARADON	GB	2,40	– 3,16
CBR	BE ★	86,1	– 2,05
CIMPOR R	PT ★	15,9	....
COLAS /RM	FR ★	201,7	– 1,42
CRH PLC	GB	29,84	....
CRISTALERIA ESP	ES ★	46,55	– 0,62
GRUPO DRAGADOS	ES ★	11,02	– 1,52
FOM CON CONTRAT	ES ★	53	– 1,12
GROUPE GTM	FR ★	102,6	– 1,25
HANSON PLC	GB	7,36	– 4,47
HEIDELBERGER ZE	DE ★	88,6	– 1,56
HELL.TECHNODO.R	GR	50,63	....
HERACLES GENL R	GR	36,69	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ★	41,9	– 4,77
HOLDERBANK FINA	CH	340,85	....
HOLDERBANK FINA	CH	1189,56	+ 0,16
IMETAL /RM	FR ★	147,5	– 3,59
ITALCEMENTI	IT ★	13,2	– 0,60
ITALCEMENTI RNC	IT ★	4,65	– 0,64
LAFARGE /RM	FR ★	99,5	– 3,12
MICHANIKI REG.	GR	29,09	....
PARTEK	FI ★	11,65	....
PHILIPP HOLZMAN	DE ★	161,5	+ 2,87
PILKINGTON PLC	GB	1,63	– 2,80
RMC GROUP PLC	GB	14,18	– 3,42
RUGBY GRP	GB	1,39	– 3,26
SAINT GOBAIN /R	FR ★	172,7	+ 0,99
SEMAPA	PT ★	16,22	....
SKANSKA -B-	SE	36,32	– 1,74
SUPERFOS	DK	19,38	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,52	– 3,01
TECHNIP /RM	FR ★	105,5	– 3,92
TITAN CEMENT RE	GR	114,61	....
UNICEM	IT ★	12,88	– 2,05
URALITA	ES ★	7,8	– 0,51
VALENCIANA CEM	ES ★	11,31	....
WIENERB BAUSTOF	AT ★	21,62	– 2,08
WILLIAMS	GB	5,17	– 2,37
▶ DJ E STOXX CNST P		213,07	– 0,45

CONSOMMATION CYCLIQUE

ACCOR /RM	FR ★	211,4	– 2,04
ADIDAS-SALOMON	DE ★	77,25	– 4,98
AIRTOURS PLC	GB	6,38	– 0,49
ALITALIA	IT ★	2,62	– 1,50
AUSTRIAN AIRLIN	AT ★	20,9	+ 0,48
BANG & OLUFSEN	DK	54,49	– 5,81
BARRATT DEV PLC	GB	3,95	....
BEAZER GROUP	GB	2,35	– 1,32
BENETTON GROUP	IT ★	1,97	– 1,99
BERKELEY GROUP	GB	9,42	– 1,15
BRITISH AIRWAYS	GB	5,66	– 1,90
CHARGEURS RM	FR ★	57,4	– 2,46
CLUB MED. /RM	FR ★	94,5	– 2,58
COATS VIYELLA	GB	0,89	....
COMPASS GRP	GB	8,93	– 4,52
COURTAULDS TEXT	GB	2,32	....
DT.LUFTHANSA N	DE ★	17,25	– 2,54
ELECTROLUX -B-	SE	17,95	– 2,53
EMI GROUP	GB	7,13	– 1,52
EURO DISNEY /RM	FR ★	1,27	– 2,31
FINNAIR	FI ★	4,55	....
G WIMPEY PLC	GB	1,99	– 1,55
GRANADA GROUP	GB	8,18	– 4,57
HERMES INTL	FR ★	104,2	– 0,76
HPI	IT ★	0,62	– 1,59
HUNTER DOUGLAS	NL ★	26,95	+ 1,89
KLM	NL ★	24,7	– 1
HILTON GROUP	GB	3,31	– 0,94
MOULINEX /RM	FR ★	9,14	– 0,65
NCL HLDG	NO	3,12	– 1,54
PATHE /RM	FR ★	102,5	– 3,21
PENTLAND GRP	GB	2,24	....
PERSIMMON PLC	GB	3,52	– 1,32
PREUSSAG AG	DE ★	50,1	– 0,99
RANK GROUP	GB	3,56	– 3,81
SAIRGROUP N	CH	201,89	– 2,85
SAS DANMARK A/S	DK	10,39	....
SEB /RM	FR ★	59,2	– 1,33
THE SWATCH GRP	CH	726,57	– 3,56
THE SWATCH GRP	CH	152,67	– 2,58
WILLIAM BAIRD	GB	1,49	....
WILSON BOWDEN	GB	10,03	....
WOLFORD AG	AT ★	50,4	+ 0,10
▶ DJ E STOXX CYC GO P		158,01	– 0,32

PHARMACIE

ASTRAZENECA	GB	39,67	– 0,51
ELAN CORP	GB	31,18	....
GLAXO WELLCOME	GB	25,27	– 2,12
HOECHST AG	DE ★	39,8	– 4,56
NOVARTIS N	CH	1400,80	+ 0,94
NOVO NORDISK B	DK	113,43	– 0,94
ORION A	FI ★	21,8	– 0,46
ORION B	FI ★	21,5	– 1,38
RHONE POUL./RM	FR ★	46,69	– 4,71
ROCHE HOLDING	CH	17444,54	– 0,12
ROCHE HOLDING G	CH	11013,83	– 1,39
SANOFI /RM	FR ★	163,8	....
SCHERING AG	DE ★	100,8	– 1,47
SMITHKLINE BEEC	GB	11,69	– 2,48
▶ DJ E STOXX PHAR P		380,11	– 0,81

ÉNERGIE

AKER MARITIME	NO	9,66	....
BG	GB	5,58	– 4,56
BP AMOCO	GB	16,87	– 0,46
BURMAH CASTROL	GB	17,92	– 2,05
CEPSA	ES ★	11,39	+ 0,35
ELF AQUITAINE /	FR ★	167	– 4,90
ENI	IT ★	5,73	– 1,21
ENTERPRISE OIL	GB	6,81	– 1,14
F.OLSEN ENERGY	NO	8,19	– 0,74
LASMO	GB	2,21	– 1,40
OMV AG	AT ★	89,3	– 0,94
PETROLEUM GEO-S	NO	17,97	– 3,29
PRIMAGAZ /RM	FR ★	78,65	– 0,57
PROSAFE	NO	10,15	– 1,19
REPSOL	ES ★	18,95	– 0,63
ROYAL DUTCH CO	NL ★	56	– 0,88
SAIPEM	IT ★	4,12	– 1,44
SHELL TRANSP &	GB	7,24	– 1,07
SMEDVIG -A-	NO	11	– 2,17
TOTAL FINA /RM	FR ★	115,5	– 4,94
▶ DJ E STOXX ENGY P		301,23	– 0,93

(Publicité)

www.lemonde.fr

FOOT EN DIRECT

SERVICES FINANCIERS

3I	GB	12,49	– 0,75
ALMANIJ	BE ★	53,1	– 0,84
ALPHA FINANCE	GR	84,07	....
AMVESCAP	GB	7,46	– 1,45
BAIL INVEST /RM	FR ★	124	+ 0,24
BPI R	PT ★	18,01	....
BRITISH LAND CO	GB	7,71	– 0,20
CANARY WHARF GR	GB	6,19	– 1
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,78	....
COBEPA	BE ★	61	– 1,61
CONSORS DISC-BR	DE ★	53	– 3,60
CORP FIN ALBA	ES ★	26,11	– 2,47
CPR /RM	FR ★	43,6	– 0,89
CS GROUP N	CH	171,67	– 3,33
EURAFRANCE /RM	FR ★	578,5	– 0,77
FONCIERE LYONNA	FR ★	127	– 1,55
FORTIS (NL)	NL ★	31,5	– 0,79
GECINA /RM	FR ★	111,5	– 1,76
HAMMERSON	GB	7,52	....
KAPITAL HOLDING	DK	36,60	– 4,20
LAND SECURITIES	GB	12,72	– 1,58
LIBERTY INTL	GB	7,27	....
MEDIOBANCA	IT ★	10,63	– 1,85
MEDIOLANUM	IT ★	7,21	– 1,23
MEPC PLC	GB	7,36	– 2,89
METROVACESA	ES ★	21,5	– 0,69
MEDIOLANUM	NL ★	7,21	– 1,23
PARIBAS	FR ★	107	– 0,09
PROVIDENT FIN	GB	11,55	– 1,07
RODAMCO UK	NL ★	43	– 0,12
RODAMCO CONT. E	NL ★	37	– 0,80
RODAMCO NORTH A	NL ★	34,2	– 0,87
SCHRODERS PLC	GB	18,88	– 2,51
SEFIMEG N /RM	FR ★	68,6	....
SIMCO N /RM	FR ★	82,05	– 0,30
SLOUGH ESTATES	GB	5,81	....
UNIBAIL /RM	FR ★	128,2	– 0,85
UNIM	IT ★	0,43	– 2,27
VALLEHERMOSO	ES ★	9,08	....
WCM BETEILIGUNG	DE ★	38,5	– 1,53
WOOLWICH PLC	GB	4,93	– 2,78
▶ DJ E STOXX FINS P		240,43	– 1,05

ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMECQ (	GB	9,13	....
ASSOCIAT BRIT F	GB	6,38	– 1,69
BASS	GB	11,75	– 1,96
BBAG OE BRAU-BE	AT ★	43,15	....
BONGRAIN /RM	FR ★	361,8	– 0,06
BRAU-UNION	AT ★	44,05	– 0,86
CADBURY SCHWEPP	GB	6,66	– 1,16
CARLSBERG -B-	DK	35,25	– 4,38
CARLSBERG AS -A	DK	34,98	– 1,70
CHR. HANSEN HLD	DK	93,32	....
CULTOR -1-	FI ★	16,5	....
DANISCO	DK	40,10	– 1
DANONE /RM	FR ★	235,4	– 1,59
DELTA DAIRY	GR	35,88	....
DIAGEO	GB	9,76	– 2,66
ELAIS OLEAGINOU	GR	55,70	....
ERID.BEGH.SAY /	FR ★	112,8	+ 0,80
GREENCORE GROUP	GB	2,77	....
HEINEKEN HOLD.N	NL ★	37	+ 0,41
HELLENIC BOTTLI	GR	25,89	....
HELLENIC SUGAR	GR	21,40	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI ★	30,7	....
KERRY GRP-A-	GB	12,06	....
MONTEDISON	IT ★	1,72	– 1,15
NESTLE N	CH	1823,28	– 2,34
KONINKLIJKE NUM	NL ★	39,95	– 0,25
PARMALAT	IT ★	1,28	– 1,54
PERNOD RICARD /	FR ★	65,7	– 0,61
RAISIO GRP -V-	FI ★	6,9	– 0,14
RIEBER & SON -B	NO	5,75	....
SCOTT & NEWCAST	GB	9,56	– 1,45
SOUTH AFRICAN B	GB	7,05	– 0,22
TATE & LYLE	GB	6,24	– 1
UNIGATE PLC	GB	5,31	– 1,45
UNILEVER	NL ★	66,4	+ 1,37
UNILEVER	GB	9,13	– 1,69
WHITBREAD	GB	11,88	+ 0,26
▶ DJ E STOXX F & BV P		231,78	– 0,93

BIENS D'ÉQUIPEMENT

ABB PARTI	CH	1638,83	....
ADECCO N	CH	515,95	– 1,43
ALSTOM	FR ★	31,29	– 7,97
ALUSUISSE LON G	CH	1134,10	– 1,46
ASSOC BR PORTS	GB	4,56	....
ATLAS COPCO -A-	SE	25,94	– 0,67
ATLAS COPCO -B-	SE	25,53	– 1,35
ATTICA ENTR SA	GR	19,69	....
BAA	GB	9,90	– 0,47
BBA GROUP PLC	GB	7,18	– 0,43
BERGESEN	NO	15,28	– 0,40
BONHEUR	NO	27,87	....
CMB	BE ★	41,4	– 2,59
CMG	GB	33,65	– 1,38
COOKSON GROUP P	GB	2,90	– 3,65
DAMPSKIBS -A-	DK	9529,33	....
DAMPSKIBS -B-	DK	9822,39	– 2,01
DAMSKIBS SVEND	DK	13858,99	– 2,83
DELTA PLC	GB	2,08	– 3,62
DET SONDENFJ NO	NO	6,97	– 1,72
ELECTROCOMPONEN	GB	7,83	– 1,96
EQUANT NV	DE ★	73	....
EUROTUNNEL /RM	FR ★	1,38	– 1,43
FINNLINES	FI ★	25,25	....
FKI	GB	2,93	– 3,61
FLS IND.B	DK	25,03	– 2,07
FLUGHAFEN WIEN	AT ★	36,5	– 1,35
GKN	GB	13,94	– 1
GLYNWED INTL PL	GB	3,56	+ 1,34
HALKOR	GR	22,64	....
HAYS	GB	9,78	– 2,65
HEIDELBERGER DR	DE ★	61	– 1,61
HELLAS CAN SA P	GR	50,06	....
IFIL	IT ★	6,03	– 0,82
IMI PLC	GB	4,20	– 5,30
ISS INTL SERV-B	DK	54,76	+ 0,49
KOEBENHAVN LUFT	DK	80,06	– 1,65
KON.NEDLLOYD	NL ★	26,3	– 0,38
KONE B	FI ★	118,5	– 0,42
LEGRAND /RM	FR ★	215,4	– 2,53
LEIF HOEGH	NO	11,98	....
LINDE AG	DE ★	55,25	– 2,56
MAN AG	DE ★	31,6	– 2,32
MANNESMANN AG	DE ★	146	....
METALLGESELLSCH	DE ★	19,6	– 4,95
METRA A	FI ★	18,2	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,99	– 1,54
NFC	GB	3,31	– 0,94
NKT HOLDING	DK	71,99	– 1,83
OCEAN GROUP	GB	15,64	– 0,80
PENINS.ORIENT.S	GB	14,55	+ 0,11
PREMIER FARNELL	GB	4,45	– 3,07
RAILTRACK	GB	18,06	– 1,28
RANDSTAD HOLDIN	NL ★	49,25	+ 0,10
RATIN -A-	DK	108,72	....
RATIN -B-	DK	110,33	– 2,96
RENTOKIL INITIA	GB	3,65	– 1,27
REXAM	GB	3,99	– 4,14
REXEL /RM	FR ★	82	– 3,42
RHI AG	AT ★	28,35	– 0,70
RIETER HLDG N	CH	582,63	– 0,32
SANDVIK -A-	SE	26,52	– 1,30
SANDVIK -B-	SE	26,76	– 1,08
SAURER ARBON N	CH	411,27	+ 0,76
SCANIA AB -A-	SE	36,03	– 0,16
SCANIA AB -B-	SE	36,03	– 0,32
SCHINDLER HOLD	CH	1439,43	– 2,53
SCHINDLER HOLD	CH	1495,51	– 4
SCHNEIDER ELECT	FR ★	67,25	– 0,96
SEAT-PAGINE GIA	IT ★	1,33	– 0,75
SECURICOR	GB	9,31	– 0,17
SECURITAS -B-	SE	14,52	– 0,80
SGS GENEVA BR	CH	1061,19	– 1,84
SHANKS GROUP	GB	3,49	....
SIDEL /RM	FR ★	92,95	– 7,05
INVENSYS	GB	4,70	– 1,64
SITA /RM	FR ★	250	– 1,19
SKF -A-	SE	20,69	....
SKF -B-	SE	21,57	– 1,33
SOPHUS BEREND -	DK	22,87	+ 6,92
SULZER FRAT.SA1	CH	591,97	+ 0,64
SVEDALA	SE	19,70	....
T.I.GROUP PLC	GB	7,11	– 0,87
TOMRA SYSTEMS	NO	34,23	– 0,88
VA TECHNOLOGIE	AT ★	76,2	– 1,17
VALMET	FI ★	10,72	– 2,55
▶ DJ E STOXX IND GO P		375,94	– 0,62

ASSURANCES

AGF /RM	FR ★	49,65	– 2,26
ALLEANZA ASS	IT ★	9,7	– 1,82
ALLIANZ AG	DE ★	264	– 1,68
ALLIED ZURICH	GB	11,09	– 0,42
ASPIS PRONIA GE	GR	28,98	....
AXA /RM	FR ★	112,6	– 1,66
BALOISE HLDG N	CH	782,65	– 1,49
CGU	GB	14,29	– 0,65
CNP ASSURANCES	FR ★	26	+ 0,19
CORP MAPFRE R	ES ★	17,7	+ 0,45
ERGO VERSICHERU	DE ★	106,5	– 0,47
ETHNIKI GEN INS	GR	59,92	....
FONDIARIA ASS	IT ★	5,53	– 1,78
FORSIKRING CODA	DK	89,48	– 1,48
FORTIS (B)	BE ★	31,7	– 1,43
GENERALI ASS	IT ★	31,2	– 0,79
GENERALI HLD VI	AT ★	160	+ 0,16
INA	IT ★	2,99	– 1,32
INTERAM HELLEN	GR	84,07	....
IRISH LIFE & PE	GB	10,20	– 1,36
LEGAL & GENERAL	GB	2,96	– 2,58
MUENCH RUECKVER	DE ★	194,5	– 3,71
NORWICH UNION	GB	7,02	– 2,18
POHJOLA YHTYMAE	FI ★	48	....
PRUDENTIAL CORP	GB	14,01	– 1,54
RAS	IT ★	9,03	– 0,77
ROYAL SUN ALLIA	GB	....	....
SAMPO -A-	FI ★	33,2	– 2,92
SWISS RE N	CH	1909,90	– 1,89
SEGUROS MUNDIAL	PT ★	35,2	....
SKANDIA INSURAN	SE	19,59	– 2,61
STOREBRAND	NO	6,54	– 0,93
SUN LF & PROV H	GB	7,07	– 3,84
SWISS LIFE REG	CH	569,54	+ 0,22
TOPDANMARK AS	DK	180,30	– 0,74
ZURICH ALLIED N	CH	527,17	– 2,20
▶ DJ E STOXX INSU P		321,29	– 1,04

MEDIAS

B SKY B GROUP	GB	8,71	– 1,59
CANAL PLUS /RM	FR ★	64,55	– 3,15
CARLTON COMMUNI	GB	6,71	– 0,23
ELSEVIER	NL ★	10,3	– 0,96
EM.TV & MERCHAN	DE ★	44,4	– 5,93
EMAP PLC	GB	14,80	– 0,63
HAVAS ADVERTISI	FR ★	226	– 2,38
INDP NEWS AND M	IR ★	4,6	....
LAGARDERE SCA N	FR ★	40,47	– 7,18
MEDIASET	IT ★	8,71	+ 0,93
PEARSON	GB	19,40	– 1,28
REED INTERNATIO	GB	6,02	– 2,78
REUTERS GROUP	GB	13,54	– 3,14
SCHIBSTED	NO	9,66	– 1,25
TELEWEST COMM.	GB	3,49	– 0,89
TF1	FR ★	261,3	+ 4,52
UNITED NEWS & M	GB	9,49	....
UNITED PAN-EURO	NL ★	59,2	– 3,43
WOLTERS KLUWER	NL ★	35,05	....
WPP GROUP	GB	8,80	– 1,40
▶ DJ E STOXX MEDIA P		303,03	– 1,06

BIENS DE CONSOMMATION

AHOLD	NL ★	32	– 0,47
ASDA GROUP PLC	GB	3,43	....
ATHENS MEDICAL	GR	51,97	....
AUSTRIA TABAK A	AT ★	43,8	– 1,57
BEIERSDORF AG	DE ★	66	– 1,79
BIC /RM	FR ★	48,25	– 0,92
BRIT AMER TOBAC	GB	7,74	– 3,52
CASINO GP /RM	FR ★	104,4	– 1,97
CFR UNITS -A-	CH	1850,70	– 2,62
CPT MODERNES /R	FR ★	564	....
DELHAIZE	BE ★	75	– 3,10
ESSILOR INTL /R	FR ★	306,2	– 3,98
ETS COLRUYT	BE ★	594	– 2,62
FRESENIUS MED C	DE ★	68,8	– 1,71
FYFFES	GB	1,74	....
GALLAHER GRP	GB	6,74	– 1,38
GIB	BE ★	41,1	– 3,29
GOODYS	GR	31,43	....
IMPERIAL TOBACC	GB	11,61	– 0,94
KESKO -B-	FI ★	11,9	....
L'OREAL /RM	FR ★	600,5	– 1,56
MODELO CONTINEN	PT ★	15,72	....
MORRISON SUPERM	GB	....	....
PROMODES /RM	FR ★	873,5	– 3,59
RECKITT & COLMA	GB	11,84	+ 0,13
SAFEWAY	GB	3,71	– 2,87
SAINSBURY J. PL	GB	5,95	– 2,31
SEITA /RM	FR ★	55,85	– 0,27
SMITH & NEPHEW	GB	3,01	– 1,03
STAGECOACH HLDG	GB	3,09	+ 0,51
TABACALERA A	ES ★	17,82	– 1,05
TAMRO	FI ★	3,7	....
TESCO PLC	GB	2,84	– 2,69
TNT POST GROEP	NL ★	24,35	– 1,42
▶ DJ E STOXX N CY G P		491,99	– 1,20

COMMERCE DISTRIBUTION

ARCADIA GRP	GB	2,71	– 6,49
BOOTS CO PLC	GB	10,89	– 1,70
CARREFOUR /RM	FR ★	148	– 2,18
CASTO.DUBOIS /R	FR ★	244	+ 0,21
CENTROS COMER P	ES ★	19,31	– 1,43
CONTINENTE	ES ★	24,1	– 1,83
DIXONS GROUP PL	GB	15,35	– 4,76
GEHE AG	DE ★	36,05	– 4,38
GREAT UNIV STOR	GB	7,97	– 4,86
GUCCI GROUP	NL ★	83	– 0,60
GUILBERT /RM	FR ★	123,1	– 5,23
HENNES & MAURIT	SE	25,42	....
JERONIMO MARTIN	PT ★	27,05	....
KARSTADT AG	DE ★	430	– 1,15
KINGFISHER	GB	9,65	– 4,94
MARKS & SPENCER	GB	5,01	– 3,90
METRO	DE ★	51	– 3,04
NEXT PLC	GB	9,85	– 2,02
PINAULT PRINT./	FR ★	171,5	– 3,54
RINASCENTE	IT ★	7	....
STOCKMANN A	FI ★	17,3	– 1,14
VALORA HLDG N	CH	240,53	– 1,53
W.H SMITH GRP	GB	8,01	– 2,85
WOLSELEY PLC	GB	6,42	– 3,07
▶ DJ E STOXX RETL P		377,13	– 0,92

HAUTE TECHNOLOGIE

AEROSPATIALE MA	FR ★	20,18	– 5,26
ALCATEL /RM	FR ★	132,3	– 3,01
ALTEC SA REG.	GR	24,40	....
BAAN COMPANY	NL ★	14,25	+ 1,42
BARCO	BE ★	124	– 3,73
BRITISH AEROSPA	GB	6,58	– 0,94
CAP GEMINI /RM	FR ★	167,4	– 1,18
COLOPLAST B	DK	94,19	....
COLT TELECOM NE	GB	19,66	– 1,57
DASSAULT SYST./	FR ★	36,8	– 4,79
FINMECCANICA	IT ★	0,87	+ 2,35
GAMBRO -A-	SE	9,15	– 2,48
GETRONICS	NL ★	51,05	+ 0,59
GN GREAT NORDIC	DK	30,41	– 3,42
INTRACOM R	GR	85,60	....
LOGICA	GB	12,38	– 1,25
MERKANTILDATA	NO	10,58	– 1,70
MISYS	GB	8,95	– 0,17
NERA ASA	NO	2,35	....
NETCOM ASA	NO	32,40	....
NOKIA	FI ★	83,8	– 2,33
NYCOMED AMERSHA	GB	6,09	– 3,71
OCE	NL ★	18,45	– 1,34
OLIVETTI	IT ★	2,24	+ 1,36
KON. PHILIPS	NL ★	94,75	– 0,73
ROLLS ROYCE	GB	3,42	....
SAGE GRP	GB	43,16	– 1,61
SAGEM	FR ★	665	....
SAP AG	DE ★	356	– 0,56
SAP VZ	DE ★	412	– 1,90
SEMA GROUP	GB	11,67	– 0,80
SIEMENS AG N	DE ★	81,6	– 0,24
SMITHS IND PLC	GB	13,22	– 3,21
STMICROELEC SIC	FR ★	74,15	– 2,88
TANDBERG DATA A	NO	2,38	– 2,01
THOMSON CSF /RM	FR ★	31,8	– 2,57
TIETOENATOR	FI ★	31,1	– 1,43
WILLIAM DEMANT	DK	71,45	....
▶ DJ E STOXX TECH P		478,4	– 1,34

SERVICES COLLECTIFS

AEM	IT ★	2,15	– 1,83
ANGLIAN WATER	GB	11,91	– 0,65
BRITISH ENERGY	GB	7,07	– 0,88
CENTRICA	GB	2,48	– 2,47
EDISON	IT ★	8,31	+ 1,96
ELECTRABEL	BE ★	330,2	– 3,45
ELECTRIC PORTUG	PT ★	14,99	....
ENDESA	ES ★	17,85	– 0,56
EVN	AT ★	120,1	– 0,91
GAS NATURAL SDG	ES ★	20,78	– 0,72
HAFSLUND -A-	NO	5,93	....
HAFSLUND -B-	NO	3,61	....
IBERDROLA	ES ★	13,15	– 0,23
ITALGAS	IT ★	4,05	– 1,46
NATIONAL GRID G	GB	6,67	– 1,16
NATIONAL POWER	GB	7,03	– 2,81
OESTERR ELEKTR	AT ★	140,35	+ 1,34
POWERGEN	GB	10,34	– 0,45
SCOT POWER	GB	8,26	....
SEVERN TRENT	GB	14,68	– 1,06
SUEZ LYON EAUX/	FR ★	157,3	– 1,13
SYDKRAFT -A-	SE	19	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,84	....
THAMES WATER	GB	14,10	+ 0,11
TRACTEBEL	BE ★	172	– 1,04
FENOSA	ES ★	13,3	– 0,97
UNITED UTILITIE	GB	10,73	– 1,58
VIAG	DE ★	20	– 2,68
VIVENDI/RM	FR ★	68,9	– 3,16
▶ DJ E STOXX PO SUP P		290,66	– 0,71

EURO NOUVEAU MARCHÉ

22/09 10 h 22

AMSTERDAM

	Cours en €uros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	17,8	+ 0,28
ANTONOV	0,95	– 3,06
C/TAC	7,4	– 1,33
CARDIO CONTROL	6,2	– 0,80
CSS	16,25	– 0,61
HITT NV	7,95	+ 0,63
INNOCONCEPTS NV	19,6	– 3,21
NEDGRAPHICS HOLD	17,5	+ 0,29
POLYDOC	2	....
PROLION HOLDING	99,1	– 0,90
RING ROSA	6,7	– 0,74
RING ROSA WT	0,75	....
UCC HOLDING NV	13,65	– 0,73

BRUXELLES

ENVIPCO HLD CT	1,65	....
FARDEM BELGIUM B	18,05	....
INTERNOC HLD	3,1	....
INTL BRACHYTHER B	11,6	– 0,85
LINK SOFTWARE B	9,99	....
PAYTON PLANAR	1,7	....
SYNERGIA	7,7	....

FRANCFORT

1 & 1 AG & CO.KGAA	82	– 1,20
AIXTRON	87	– 2,25
AUGUSTA TECHNOLOGI	50,5	– 3,81
BB BIOTECH ZT-D	47	– 2,08
BB MEDTECH ZT-D	15,25	– 1,61
BERTRANDT AG	64,4	– 0,92
BETA SYSTEMS SOFTW	16,02	– 2,32
CE COMPUTER EQUIPM	58	– 1,69
CE CONSUMER ELECTR	65,58	– 3,56
CENIT SYSTEMHAUS	39,3	– 0,51
DRILLISCH	7,8	– 0,26
EDEL MUSIC E 98	335	....
ELSA	48	+ 2,13
EM.TV & MERCHANDI	44,12	– 6,53
EUROMICRON	20	....
GRAPHISOFT NV	12,8	– 0,78
HOEFT & WESSEL	22,9	+ 3,11
HUNZINGER INFORMAT	11,2	....
INFOMATEC	32,5	– 4,41
INTERSHOP COMMUNIC	97	– 5,36
KINOWELT MEDIEN	58,35	– 3,87
LHS GROUP	28,8	– 3,32
LINTEC COMPUTER	82,12	– 7,21
LOESCH UMWELTSCHUT	6,6	....
MENSCH UND MASCHIN	29,7	– 0,50
MOBILCOM	50	– 4,58
MUEHL PRODUCT & SE	16	– 0,62
MUEHLBAUER HOLDING	54,8	– 0,36
PFEIFFER VACU TECH	37,8	....
PLENUM	15,65	– 1,57
PSI	33,6	– 6,15
QIAGEN NV	39,4	– 3,90
REFUGIUM HOLDING A	11,95	– 2,85
SACHSENRING AUTO	14,75	– 0,67
SALTUS TECHNOLOGY	19,5	– 1,52
SCM MICROSYSTEMS	41,2	– 4,19
SER SYSTEME	43,6	– 0,23
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	37,5	– 6,02
SOFTM SOFTWARE BER	40	– 0,74
TDS	18	+ 1,12
TECHNOTRANS	44	– 1,79
TELDAFAX	15,7	– 2,18
TELES AG	32,2	– 5,43
TIPTEL	6,8	– 1,88
TRANSTEC	41,5	– 3,71
W.E.T. AUTOMOTIVE	35,1	– 0,85
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....

★ **CODES PAYS ZONE EURO**

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne **IT** : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande **LU** : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche **FI** : Finlande - **BE** : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **DK** : Danemark **GB** : Grande-Bretagne - **GR** : Grèce - **SE** : Suède.

LeMonde Job: WMQ2309--0028-0 WAS LMQ2309-28 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:53 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1847 Lcp:700 CMYK

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre **Aerospatiale Matra** ouvrait la séance de mercredi 22 septembre en hausse de 0,50 %, à 20,10 euros, après avoir accusé une chute de 8,39 % en deux séances. Le groupe a enregistré une perte semestrielle de 105 millions d'euros et prévoit un recul de son résultat d'exploitation sur l'année *(lire page 23)*.

● L'action **Bouygues** perdait 1,15 %, à 257 euros mercredi, dans les premiers échanges. Le groupe de BTP affiche un bénéfice net de 96 millions d'euros au premier semestre, contre 16 millions d'euros sur les six premiers mois de 1998. Pour sa part, Bouygues Télécom table sur un doublement de sa clientèle et de son chiffre d'affaires cette année.

● Le cours d'**Usinor** chutait de 4,55 %, à 12,60 euros, à l'ouverture mercredi. Le sidérurgiste a annoncé une perte nette de 213 millions d'euros pour le premier semestre contre un bénéfice de 213 millions d'euros un an plus tôt. Pour l'ensemble de l'exercice, le groupe de Francis Mer prévoit un résultat d'exploitation proche de l'équilibre *(lire page 23)*.

● L'action **Vallourec** abandonnait 1,45 %, à 37,50 euros. Le fabricant de tubes en métal a accusé une perte nette de 39,9 millions d'euros au premier semestre, contre un bénéfice de 26,7 millions d'euros un an plus tôt. Il ne prévoit pas de retour à une exploitation positive avant le second semestre 2000.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 22 SEPTEMBRE **Cours relevés à 10 h 00**

Liquidation : 23 septembre

France	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
B.N.P. (T.P)	146	....	....	....	30/07
CR.LYONNAIS(TP)	144,10	143,50	941,30	− 0,42	22/10
RENAULT (T.P.)	387	387	2538,55	....	24/10
SAINT GOBAIN(T.P	173,10	....	....	....	15/07
THOMSON S.A (T.P	145	....	....	....	02/08
ACCOR	210	210,80	1382,76	+ 0,38	14/06
AEROSPATIALE MAT	20	20,12	131,98	+ 0,60	....
AGF	50	49,61	325,42	− 0,78	08/06
AIR FRANCE GPE N	16,29	16,15	105,94	− 0,86	06/07
AIR LIQUIDE	150,60	148,80	976,06	− 1,20	19/05
ALCATEL	134,10	132,60	869,80	− 1,12	30/06
ALSTOM	31,50	31,10	204	− 1,27	....
ALTRAN TECHNO. #	283,50	282,30	1851,77	− 0,42	28/09
ATOS CA	118,50	117,10	768,13	− 1,18	....
AXA	114	112,50	737,95	− 1,32	10/05
BAIL INVESTIS.	124,50	124	813,39	− 0,40	15/07
BAZAR HOT. VILLE	121	121	793,71	....	31/05
BIC	48,70	47,85	313,88	− 1,75	07/07
BIS	92	91,25	598,56	− 0,82	01/07
B.N.P.	76	74,25	487,05	− 2,30	21/05
BOLLORE	165	164,10	1076,43	− 0,55	01/07
BONGRAIN	366,80	361,80	2373,25	− 1,36	11/05
BOUYGUES	260	261	1712,05	+ 0,38	07/07
BOUYGUES OFFS.	35,20	34,96	229,32	− 0,68	23/06
BULL#	7,15	7,15	46,90	....	....
CANAL +	65	64,50	423,09	− 0,77	01/07
CAP GEMINI	171	167,20	1096,76	− 2,22	23/04
CARBONE LORRAINE	50	48,25	316,50	− 3,50	22/06
CARREFOUR	150,60	147,80	969,50	− 1,86	19/04
CASINO GUICHARD	105,20	104,70	686,79	− 0,48	10/06
CASINO GUICH.ADP	69,80	69,45	455,56	− 0,50	10/06
CASTORAMA DUB.(L	243,50	244	1600,54	+ 0,21	17/05
C.C.F.	121,50	119,20	781,90	− 1,89	28/04
CEGID (LY)	184,50	179,80	1179,41	− 2,55	02/06
CERUS	7,40	7,33	48,08	− 0,95	17/06
CGIP	47,25	46,76	306,73	− 1,04	11/06
CHARGEURS	58,75	57,40	376,52	− 2,30	15/07
CHRISTIAN DALLOZ	49,10	48,51	318,20	− 1,20	02/07
CHRISTIAN DIOR	154,10	153,60	1007,55	− 0,32	01/06
CIC -ACTIONS A.	84	84,30	552,97	+ 0,36	....
CIMENTS FRANCAIS	70,95	69,60	456,55	− 1,90	21/06
CLARINS	100	99	649,40	− 1	21/07
CLUB MEDITERRANE	95,50	94,80	621,85	− 0,73	24/06
CNP ASSURANCES	26,01	26	170,55	− 0,04	05/07
COFLEXIP	91,80	88,75	582,16	− 3,32	09/06
COLAS	201,50	201,40	1321,10	− 0,05	29/06
COMPTOIR ENTREP.	1,94	1,93	12,66	− 0,52	15/07
CPR	44	43,60	286	− 0,91	01/06
CRED.FON.FRANCE	17,10	17,05	111,84	− 0,29	24/08
CFF.(FERRAILLES)	33,50	32,95	216,14	− 1,64	30/03
CREDIT LYONNAIS	27,60	27,03	177,31	− 2,07	....
CS SIGNAUX(CSEE)	49,95	48,50	318,14	− 2,90	01/07
DAMART	82,80	81	531,33	− 2,17	18/12
DANONE	237,80	235,50	1544,78	− 0,97	26/05
DASSAULT-AVIATIO	169,50	165,20	1083,64	− 2,54	07/05
DASSAULT SYSTEME	37,50	36,55	239,75	− 2,53	01/07
DE DIETRICH	62	63	413,25	+ 1,61	21/04
DEVEAUX(LY)#	74,20	74,05	485,74	− 0,20	01/07
DEV.R.N-P.CAL LI	15,50	15,50	101,67	....	18/06
DEXIA FRANCE	138,50	136,40	894,73	− 1,52	20/09
DMC (DOLLFUS MI)	6,31	6,17	40,47	− 2,22	20/06
DYNACTION	25,79	25,50	167,27	− 1,12	12/07
EIFFAGE	68	66,80	438,18	− 1,76	30/06
ELF AQUITAINE	168,60	167,20	1096,76	− 0,83	18/06
ERAMET	50	49,25	323,06	− 1,50	07/06
ERIDANIA BEGHIN	115	113,10	741,89	− 1,65	13/07
ESSILOR INTL	314,80	309	2026,91	− 1,84	01/06
ESSILOR INTL.ADP	329	325	2131,86	− 1,22	01/06
ESSO	77	76	498,53	− 1,30	30/06
EURAFRANCE	582	578,50	3794,71	− 0,60	18/12
EURO DISNEY	1,28	1,27	8,33	− 0,78	23/02
EUROTUNNEL	1,40	1,39	9,12	− 0,71	....
FACOM SA	71,05	70,55	462,78	− 0,70	08/07
FAURECIA	58,35	57,35	376,19	− 1,71	06/05
FIMALAC SA	118,80	118,50	777,31	− 0,25	02/06
FINEXTEL	21,51	21,51	141,10	....	02/07
FIVES-LILLE	85	84,10	551,66	− 1,06	15/06
FONC.LYON.#	128	127	833,07	− 0,78	01/07
FRANCE TELECOM	78,70	77,30	507,05	− 1,78	17/06
FROMAGERIES BEL	745	755	4952,48	+ 1,34	21/07
GALERIES LAFAYET	148,20	147	964,26	− 0,81	10/06
GASCOGNE	76,25	76,05	498,86	− 0,26	28/05
GAUMONT #	62,20	61,80	405,38	− 0,64	06/05
GAZ ET EAUX	47,10	46,77	306,79	− 0,70	01/07
GECINA	113,80	111,50	731,39	− 2,02	02/07
GEOPHYSIQUE	57,20	57,10	374,55	− 0,17	12/07
GRANDVISION	24,95	24,70	162,02	− 1	30/06
GROUPE ANDRE S.A	135	136,90	898,01	+ 1,41	10/02
GR.ZANNIER (LY)	26,50	26,20	171,86	− 1,13	01/07
GROUPE GTM	104	103,70	680,23	− 0,29	30/06
GROUPE PARTOUCHE	67	66,10	433,59	− 1,34	13/04
GUILBERT	127,40	125	819,95	− 1,88	02/07
GUYENNE GASCOGNE	487,50	485,50	3184,67	− 0,41	21/06
HACHETTE FILI.ME	226,90	222,50	1459,50	− 1,94	15/06
HAVAS ADVERTISIN	229	226	1482,46	− 1,31	16/07
IMETAL	147,50	147,30	966,22	− 0,14	25/06
IMMEUBLES DE FCE	19,80	19,50	127,91	− 1,52	18/05
INFOGRAMES ENTER	73,75	72,40	474,91	− 1,83	....
INGENICO	23,83	23,90	156,77	+ 0,29	03/08
INTERBAIL	25,55	25,80	169,24	+ 0,98	30/06
INTERTECHNIQUE	317,50	314,10	2060,36	− 1,07	30/09
ISIS	69,95	69,05	452,94	− 1,29	30/06
KLEPIERRE	96	95,25	624,80	− 0,78	30/04
LABINAL	119,30	118,90	779,93	− 0,34	07/07
LAFARGE	100,40	99	649,40	− 1,39	07/07
LAGARDERE	41	40,40	265,01	− 1,46	01/06
LAPEYRE	66,05	65,45	429,32	− 0,91	27/05
LEBON (CIE)	48	48,50	318,14	+ 1,04	09/06
LEGRAND	215,60	215,40	1412,93	− 0,09	14/06
LEGRAND ADP	127	125,30	821,91	− 1,34	14/06
LEGRIS INDUST.	37,50	37,01	242,77	− 1,31	09/07
LOCINDUS	104,90	103,80	680,88	− 1,05	01/07
L'OREAL	611	601	3942,30	− 1,64	15/06
LVMH MOET HEN.	289,30	286,20	1877,35	− 1,07	01/06
MARINE WENDEL	151,50	151,50	993,77	....	30/11
METALEUROP	8	7,90	51,82	− 1,25	04/07
MICHELIN	45,40	44	288,62	− 3,08	15/06
MONTUPET SA	32,47	32,50	213,19	+ 0,09	29/06
MOULINEX	9,20	9,14	59,95	− 0,65	14/09
NATEXIS BQ POP.	62,90	62,50	409,97	− 0,64	22/06
NEOPOST	28,10	27,89	182,95	− 0,75	....
NORBERT DENTRES.	24,77	24	157,43	− 3,11	17/05
NORD-EST	25,50	25,26	165,69	− 0,94	25/06
NORDON (NY)	73	70	459,17	− 4,11	....
NRJ #	272	270	1771,08	− 0,74	17/03
OLIPAR	8,05	8	52,48	− 0,62	....
PARIBAS	108,60	106,70	699,91	− 1,75	21/09
PATHE	104,80	102,70	673,67	− 2	26/05
PECHINEY ACT ORD	53,80	52,50	344,38	− 2,42	30/06
PENAUILLE POLY.C	270,50	269,50	1767,80	− 0,37	23/06
PERNOD-RICARD	66,10	65,70	430,96	− 0,61	11/05
PEUGEOT	190	186,20	1221,39	− 2	09/06
PINAULT-PRINT.RE	172	171,40	1124,31	− 0,35	01/07
PLASTIC OMN.(LY)	113,50	108,20	709,75	− 4,67	28/06
PRIMAGAZ	79,05	78,65	515,91	− 0,51	14/06
PROMODES	890	873,50	5729,78	− 1,85	10/06
PUBLICIS #	217,50	217	1423,43	− 0,23	07/07
REMY COINTREAU	18,50	18,35	120,37	− 0,81	15/09
RENAULT	49,64	48,02	314,99	− 3,26	02/07
REXEL	83,15	82	537,88	− 1,38	01/07
RHODIA	19,80	19,37	127,06	− 2,17	30/06
RHONE POULENC A.	47,30	46,66	306,07	− 1,35	03/06
ROCHETTE (LA)	3,52	3,36	22,04	− 4,55	25/06
ROYAL CANIN	66	64,70	424,40	− 1,97	10/05
RUE IMPERIALE (L	1880	1879,50	12328,71	− 0,03	09/07
SADE (NY)	38,50	39,40	258,45	+ 2,34	22/06
SAGEM S.A.	265	260	1705,49	− 1,89	....
SAINT-GOBAIN	173	172,50	1131,53	− 0,29	28/06
SALVEPAR (NY)	82,85	82,90	543,79	+ 0,06	05/08
SANOFI SYNTHELAB	39,39	39,15	256,81	− 0,61	....
SAUPIQUET (NS)	72,20	71,65	469,99	− 0,76	21/04
SCHNEIDER ELECTR	68,25	67,35	441,79	− 1,32	11/06
SCOR	46,95	46,90	307,64	− 0,11	02/06
S.E.B.	60	59,30	388,98	− 1,17	11/06
SEITA	56,80	55,85	366,35	− 1,67	01/06
SELECTIBANQUE	13	13	85,27	....	12/07
SGE	45,41	45,20	296,49	− 0,46	14/06
SIDEL	92,40	93,10	610,70	+ 0,76	04/06
SILIC CA	157,60	157,60	1033,79	....	01/07
SIMCO	84,40	82,05	538,21	− 2,78	29/06
S.I.T.A	252,10	250	1639,89	− 0,83	24/08
SKIS ROSSIGNOL	15,05	15	98,39	− 0,33	20/09
SOCIETE GENERALE	195,40	194,10	1273,21	− 0,67	16/06
SODEXHO ALLIANCE	150,80	152,50	1000,33	+ 1,13	04/03
SOGEPARC (FIN)	85	85	557,56	....	04/01
SOMMER-ALLIBERT	26,89	26,35	172,84	− 2,01	18/06
SOPHIA	40,30	40,20	263,69	− 0,25	30/06
SPIR COMMUNIC. #	76,50	76,15	499,51	− 0,46	31/05
SR TELEPERFORMAN	123,10	123,90	812,73	+ 0,65	19/07
SUEZ LYON.DES EA	158,90	157,30	1031,82	− 1,01	20/08
TF1	255,10	261,10	1712,70	+ 2,35	30/06
TECHNIP	105,80	105	688,75	− 0,76	28/05
THOMSON-CSF	32,29	31,80	208,59	− 1,52	09/07
TOTAL FINA SA	117,10	115,60	758,29	− 1,28	19/07
UNIBAIL	128	128,20	840,94	+ 0,16	10/06
UNILOG	54,15	53,80	352,90	− 0,65	29/06
UNION ASSUR.FDAL	124	123	806,83	− 0,81	15/06
USINOR	13,20	13,10	85,93	− 0,76	01/07
VALEO	69,85	69,20	453,92	− 0,93	12/07
VALLOUREC	38,05	36,95	242,38	− 2,89	07/07
VIA BANQUE	28,74	27,70	181,70	− 3,62	01/06
VIVENDI	70	68,90	451,95	− 1,57	12/05
WORMS (EX.SOMEAL	14,50	14,49	95,05	− 0,07	07/05
ZODIAC EX.DT DIV	201	199,50	1308,63	− 0,75	06/01

International	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	132,40	130,50	856,02	− 1,44	10/08
A.T.T. #	43,44	42,34	277,73	− 2,53	02/08
BARRICK GOLD #	18,55	18,93	124,17	+ 2,05	15/06
CROWN CORK ORD.#	23,12	23,12	151,66	....	20/08
DE BEERS #	26	25,60	167,92	− 1,54	26/05
DU PONT NEMOURS	58,90	58,60	384,39	− 0,51	11/09
ERICSSON #	30,02	29,78	195,34	− 0,80	06/04
FORD MOTOR #	47,10	46,60	305,68	− 1,06	01/09
GENERAL ELECT. #	114,40	112,70	739,26	− 1,49	26/07
GENERAL MOTORS #	61	60,50	396,85	− 0,82	10/09
HITACHI #	10,71	10,65	69,86	− 0,56	31/12
I.B.M #	122,40	120,70	791,74	− 1,39	10/09
ITO YOKADO #	83,80	82	537,88	− 2,15	13/11
MATSUSHITA #	19,81	19,36	126,99	− 2,27	31/12
MC DONALD'S #	40,95	40,20	263,69	− 1,83	15/09
MERCK AND CO #	65,55	66	432,93	+ 0,69	01/10
MITSUBISHI CORP.	8	7,80	51,16	− 2,50	31/12
MOBIL CORPORAT.#	97	....	....	....	10/09
MORGAN J.P. #	118,80	111,90	734,02	− 5,81	15/10
NIPP. MEATPACKER	13,60	13,45	88,23	− 1,10	29/06
PHILIP MORRIS #	34,21	33,41	219,16	− 2,34	12/10
PROCTER GAMBLE	95,10	95	623,16	− 0,11	16/08
SEGA ENTERPRISES	19	17,95	117,74	− 5,53	31/12
SCHLUMBERGER #	59,10	58,45	383,41	− 1,10	08/10
SONY CORP. #	152,80	148,80	976,06	− 2,62	31/12

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 21 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 17 h 35**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADL PARTNER	12,30	80,68	− 2,38
AB SOFT	13,15	86,26	− 0,38
ALPHAMEDIA	14,80	97,08	− 3,08
ALPHA MOS	3,36	22,04	− 1,18
ALTAMIR & CI	138	905,22	− 0,72
APPLIGENE ON	1,82	11,94	+ 4
ASTRA	1,56	10,23	− 1,89
ATN	9,60	62,97	....
AVENIR TELEC	76,80	503,77	+ 5,93
BELVEDERE	75,50	495,25	....
BIODOME #	12	78,71	− 6,25
BVRP EX DT S	42	275,50	− 0,24
CAC SYSTEMES	7,95	52,15	− 7,02
CEREP	15,76	103,38	....
CHEMUNEX #	0,66	4,33	− 2,94
COIL	35	229,58	− 5,41
CRYO INTERAC	25	163,99	− 1,96
CYBER PRES.P	39,50	259,10	− 1,25
CYRANO #	10,20	66,91	− 0,58
DESK #	13	85,27	− 0,08
DESK BS 98 ♦	1,29	8,46	....
DMS #	11,20	73,47	− 2,18
DURAND ALLIZ	7	45,92	+ 0,72
DURAN DUBOI	93	610,04	− 2,21
EFFIK #	14,20	93,15	− 4,70
ESKER	30	196,79	− 1,64
EUROFINS SCI	72,90	478,19	+ 1,67
EURO.CARGO S	10	65,60	+ 3,09
EUROPSTAT #	97,50	639,56	+ 2,52
FABMASTER #	12,20	80,03	+ 6,09
FI SYSTEM #	75,50	495,25	− 6,79
FLOREANE MED	9	59,04	....
GENERIX #	53,50	350,94	....
GENESYS #	18,76	123,06	− 1,26
GENSET	38,05	249,59	+ 7,15
GROUPE D #	20	131,19	....
GUILLEMOT #	68,55	449,66	....
GUYANOR ACTI	0,36	2,36	+ 2,86
HF COMPANY	75,50	495,25	− 0,66
HIGH CO.	57,50	377,18	+ 1,23
HOLOGRAM IND.	39,61	259,82	− 0,10
IGE + XAO	6,15	40,34	+ 0,49
ILOG #	7,55	49,52	+ 2,03
IMECOM GROUP	4,40	28,86	− 1,12
INFOSOURCES	16,75	109,87	− 0,59
INFOTEL #	27,70	181,70	− 1,07
INTERCALL #	33,21	217,84	+ 3,78
LEXIBOOK #	22,50	147,59	+ 4,65
JOLIEZ-REGOL	7,01	45,98	....
JOLIEZ-REGOL ♦	0,26	1,71	....
LACIE GROUP	7,65	50,18	− 1,54
MEDIDEP #	19,50	127,91	....
MILLE AMIS #	5,90	38,70	+ 20,41
MONDIAL PECH	9	59,04	....
NATUREX	7,69	50,44	− 1,28
OLITEC	61,20	401,45	− 2,08
OXIS INTL RG	0,89	5,84	....
PERFECT TECH	19,53	128,11	− 2,35
PHONE SYS.NE	8,55	56,08	+ 3,51
PICOGIGA	18,05	118,40	+ 0,22
PROSODIE #	102,50	672,36	+ 7,89
PROLOGUE SOF	33,10	217,12	− 8,06
QUANTEL	3,85	25,25	− 1,79
R2I SANTE	51,50	337,82	+ 0,49
RADOUX INTL	40,90	268,29	− 0,24
RECIF #	21	137,75	+ 3,70
REPONSE #	19,30	126,60	+ 1,47
REGINA RUBEN	7,39	48,48	− 1,20
SAVEURS DE F	19	124,63	+ 1,06
SILICOMP #	12,95	84,95	+ 0,39
SERP RECYCLA	111,10	728,77	− 4,22
SOI TEC SILI	39,85	261,40	+ 2,18
STACI #	24,29	159,33	− 0,04
STELAX	0,78	5,12	+ 2,63
SYNELEC #	16,90	110,86	− 0,59
LA TETE D.L.	2,05	13,45	− 2,84
THERMATECH I	28	183,67	− 0,71
TITUS INTERA	96	629,72	− 1,54
TITUS INTER. ♦	101,80	667,76	....
TRANSGENE #	32,70	214,50	− 0,91
TR SERVICES	13,15	86,26	+ 2,73
V CON TELEC	7,90	51,82	....
WESTERN TELE	9,52	62,45	+ 1,28

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 22 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 10 h 00**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADA ♦	54	354,22	....
AIGLE #	89,60	587,74	− 0,17
ALGECO #	76,50	501,81	− 0,65
APRIL S.A.#(	106,90	701,22	− 1,02
ARKOPHARMA #	61,20	401,45	− 2,78
ASSUR.BQ.POP ♦	89	583,80	....
ASSYSTEM #	41	268,94	− 2,84
BENETEAU CA#	206,30	1353,24	− 1,06
BISC. GARDEI ♦	6,94	45,52	....
BOIRON (LY)#	57	373,90	− 3,23
BOISSET (LY) ♦	38,15	250,25	....
BOIZEL CHANO	93,55	613,65	− 1,78
BONDUELLE	16,02	105,08	− 3,61
BOURGEOIS (L ♦	6,55	42,97	....
BRICE	59,95	393,25	+ 2,48
BRICORAMA #	59,70	391,61	− 0,50
BRIOCHE PASQ	94	616,60	+ 0,53
SOLERI	62,10	407,35	− 2,20
CDA-CIE DES	32	209,91	− 0,62
CEGEDIM #	48	314,86	+ 1,05
CERG-FINANCE	116	760,91	− 3,25
CGBI ♦	47	308,30	....
CLAYEUX (LY) ♦	5,55	36,41	....
CNIM CA#	42,60	279,44	....
COFITEM-COFI ♦	55,05	361,10	....
CIE FIN.ST-H ♦	66,60	436,87	....
C.A. PARIS I	155	1016,73	+ 0,45
C.A.ILLE & V	49	321,42	....
C.A.LOIRE AT ♦	50,75	332,90	....
C.A.MORBIHAN	48,68	319,32	+ 2,48
C.A.DU NORD#	77,80	510,33	+ 0,06
C.A. OISE CC ♦	67	439,49	....
C.A.PAS CAL	101,50	665,80	....
C.A.TOULOUSE ♦	78,50	514,93	....
CRCAM TOUR.P ♦	66	432,93	....
CROMETAL ♦	45	295,18	....
DAPTA-MALLIN	....	....	....
GROUPE J.C.D	58,50	383,73	− 4,10
DAUPHIN ♦	120	787,15	....
DECAN GROUPE ♦	39,80	261,07	....
DU PAREIL AU	82,10	538,54	− 3,41
ENTRELEC CB	43	282,06	− 3,37
ENTREPRISE I	106	695,31	− 0,84
ETAM DEVELOP	39	255,82	+ 0,26
EUROPEENNE C	126,50	829,79	....
EUROP.EXTINC	50	327,98	....
EXEL INDUSTR	53,60	351,59	− 0,28
EXPAND S.A	34	223,03	− 0,87
FACTOREM ♦	131,30	861,27	....
FAIVELEY #	14,94	98	....
FINACOR	5,05	33,13	....
FINATIS(EX.L ♦	115	754,35	....
FININFO ♦	183	1200,40	....
FLO (GROUPE)	43,63	286,19	+ 0,02
FOCAL (GROUP	52,15	342,08	− 1,79
FRAIKIN 2#	58,15	381,44	− 1,44
GAUTIER FRAN	42,90	281,41	− 0,23
GEL 2000 ♦	1,25	8,20	....
GENERALE LOC ♦	32	209,91	....
GEODIS	79,50	521,49	− 0,63
G.E.P PASQUI ♦	0,96	6,30	....
GFI INDUSTRI	24,40	160,05	+ 1,67
GFI INFORMAT	75,70	496,56	− 0,39
GO SPORT ♦	69,35	454,91	....
GPRI FINANCI ♦	17,52	114,92	....
GRAND MARNIE ♦	5140,50	33719,47	....
GROUPE BOURB ♦	50	327,98	....
GUERBET S.A	19,50	127,91	− 4,65
GUY DEGRENNE	31,99	209,84	− 1,42
GUYOMARC H N	62	406,69	− 3,13
HERMES INTL	104,20	683,51	+ 0,19
HYPARLO #(LY	117,20	768,78	− 0,68
I.C.C.# ♦	34	223,03	....
IMMOB.BATIBA	53,10	348,31	− 0,75
IMS(INT.META	9,20	60,35	− 3,06
INFO REALITE	44,85	294,20	− 0,33
INT. COMPUTE ♦	3,47	22,76	....
JET MULTIMED	181	1187,28	+ 0,06
LATECOERE #	107,90	707,78	+ 0,19
L.D.C.	95	623,16	− 0,37
LECTRA SYST	6,91	45,33	− 1,14
LEON BRUXELL	35,90	235,49	− 0,28
LOUIS DREYFU	16,80	110,20	− 0,65
LVL MEDICAL	21,23	139,26	− 3,94
M6-METROPOLE	224	1469,34	+ 0,90
MEDASYS DIGI	2,07	13,58	− 0,96
MANITOU #	44,70	293,21	− 1,76
MANUTAN INTE ♦	57,60	377,83	....
MARC ORIAN ♦	107	701,87	....
MARIONNAUD P	51,50	337,82	− 0,77
MECATHERM #	35,30	231,55	....
MGI COUTIER	36,20	237,46	− 0,52
MICHEL THIER	132,10	866,52	− 0,23
NAF-NAF #	12,90	84,62	+ 1,18
PHYTO-LIERAC	26,20	171,86	+ 0,77
POCHET ♦	73,50	482,13	....
RADIALL #	72,70	476,88	− 3,07
RALLYE(CATHI	66,30	434,90	+ 0,84
REYNOLDS	38,80	254,51	+ 0,81
RUBIS #	22,90	150,21	− 0,43
SABATE SA #	116,20	762,22	+ 0,17
SEGUIN MOREA	74,50	488,69	− 0,67
SIDERGIE ♦	155,20	1018,05	....
SIPAREX (LY)	26,60	174,48	+ 0,26
SOCAMEL-RESC ♦	23,02	151	....
SOPRA #	56,40	369,96	− 1,74
SPORT ELEC S ♦	8,90	58,38	....
STALLERGENES	17,50	114,79	− 0,57
STEF-TFE #	41	268,94	....
SUPERVOX (B) ♦	1,72	11,28	....
SYLEA	53,80	352,90	− 0,37
TOUPARGEL (L ♦	13,75	90,19	....
TRANSICIEL #	56,50	370,62	− 0,79
TRIGANO	54,80	359,46	− 3,86
UBI SOFT ENT	118	774,03	− 0,67
VIEL ET CIE	21,93	143,85	+ 0,18
VILMOR.CLAUS	78,60	515,58	....
VIRBAC	52	341,10	+ 1,56
WALTER #	93,50	613,32	− 1,58
AFIBEL ♦	38	249,26	....
ARFEO #(NS)	39	255,82	....
ALAIN MANOUK	40,11	263,10	− 2,17

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 21 septembre

Émetteurs	Valeurs unitaires★ €uros	Valeurs unitaires★ francs★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	26,06	170,94	21/09
AGIPI ACTIONS (AXA)	26,44	173,44	21/09
BNP — 3615 BNP			
BNP ACTIONS EURO	116,03	761,11	21/09
BNP ACTIONS FRANCE	159,85	1048,55	21/09
BNP ACT. MIDCAP EURO	107,15	702,86	21/09
BNP ACT. MIDCAP FR.	39,41	258,51	21/09
BNP ACTIONS MONDE	182,51	1197,19	21/09
BNP ACTIONS PEA EURO	190,29	1248,22	21/09
BNP ÉP. PATRIMOINE	29,36	192,59	21/09
BNP ÉPARGNE RETRAITE	32,16	210,96	21/09
BNP MONÉ COURT TERME	2302,72	15104,85	21/09
BNP MONÉTAIRE C	872,99	5726,44	21/09
BNP MONÉTAIRE D	803,56	5271,01	21/09
BNP MONÉ PLACEMENT C	12695,82	83279,12	21/09
BNP MONÉ PLACEMENT D	11604,69	76121,78	21/09
BNP MONÉ SÉCURITÉ	1781	11682,59	21/09
BNP MONÉ TRÉSORIE	143662,28	942362,78	21/09
BNP OBLIG. CT	166,20	1090,20	21/09
BNP OBLIG. LT	34,32	225,12	21/09
BNP OBLIG. MONDE	179,72	1178,89	21/09
BNP OBLIG. MT C	141,29	926,80	21/09
BNP OBLIG. MT D	134,52	882,39	21/09
BNP OBLIG. REVENUS	164,14	1076,69	21/09
BNP OBLIG. SPREADS	168,42	1104,76	21/09
BNP OBLIG. TRÉSOR	1821,89	11950,81	21/09
BNP SECT. IMMOBILIER	138,89	911,06	21/09
CDC Asset Management — www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	190,24	1247,89	20/09
NORD SUD DÉVELOP. C	435,40	2856,04	20/09
NORD SUD DÉVELOP. D	370,46	2430,06	20/09
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	49,72	326,14	21/09
PATRIMOINE RETRAITE D	45,80	300,43	21/09
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	67,29	441,39	21/09
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	17,54	115,05	21/09
ÉCUR. CAPITALISATION C	40,44	265,27	21/09
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA	46,54	305,28	21/09
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	44,47	291,70	21/09
ÉCUR. EXPANSION C	13574,47	89042,69	21/09
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	39	255,82	21/09
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	53,03	347,85	21/09
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	208,98	1370,82	21/09
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	188,53	1236,68	21/09
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. C	158,87	1042,12	21/09
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	280,71	1841,34	21/09
ÉPARCOURT-SICAV D	28,63	187,80	21/09
GÉOPTIM C	2100,83	13780,54	21/09
HORIZON C	499,57	3276,96	21/09
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	15,22	99,84	21/09
Fonds communs de placements			
ÉCUR. ÉQUILIBRE C	36,02	236,28	21/09
ÉCUR. PRUDENCE C	32,52	213,32	21/09
ÉCUR. VITALITÉ C	41,20	270,25	21/09
INDOCAM Asset Management — CRÉDIT AGRICOLE — 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
ATOUT AMÉRIQUE	43,66	286,39	21/09
ATOUT ASIE	22,76	149,30	21/09
ATOUT CROISSANCE	340,26	2231,96	21/09
ATOUT FONCIER	306,44	2010,11	21/09
ATOUT FRANCE EUROPE	194,23	1274,07	21/09
ATOUT FRANCE MONDE	47,57	312,04	21/09
ATOUT FUTUR C	198,77	1303,85	21/09
ATOUT FUTUR D	184,33	1209,13	21/09
COEXIS	318,30	2087,91	21/09
DIÈZE	421,41	2764,27	21/09
EURODYN	546	3581,53	21/09
INDICIA EUROLAND	113,93	747,33	20/09
INDICIA FRANCE	414,43	2718,48	20/09
INDOCAM CONVERT. C	245,15	1608,08	21/09
INDOCAM CONVERT. D	216,73	1421,66	21/09
INDOCAM EUR. NOUV.	1931,47	12669,61	20/09
INDOCAM HOR. EUR. C	180,98	1187,15	21/09
INDOCAM HOR. EUR. D	159,73	1047,76	21/09
INDOCAM MULTI OBLIG.	151,41	993,18	21/09
INDOCAM ORIENT C	37,80	247,95	20/09
INDOCAM ORIENT D	33,71	221,12	20/09
INDOCAM UNIJAPON	202,90	1330,94	21/09
INDOCAM STR. 5-7 C	313,41	2055,83	21/09
INDOCAM STR. 5-7 D	214,52	1407,16	21/09
MONÉDYN	1572,41	10314,33	20/09
MONÉ.J C	1916,38	12570,63	22/09
MONÉ.J D	1773,71	11634,77	22/09
OBLIFUTUR C	90,95	596,59	21/09
OBLIFUTUR D	80,89	530,60	21/09
ORACTION	217,45	1426,38	21/09
REVENU-VERT	173,96	1141,10	21/09
SÉVÉA	18,36	120,43	20/09
SYNTHÉSIS	3066,31	20113,68	21/09
UNIVERS ACTIONS	58,62	384,52	21/09
MONÉ ASSOCIATIONS	184,66	1211,29	22/09
UNIVAR C	199,40	1307,98	22/09
UNIVAR D	182,53	1197,32	22/09
UNIVERS-OBLIGATIONS	38,43	252,08	21/09
Fonds communs de placements			
INDOCAM VAL. RESTR.	292,87	1921,10	16/09
MASTER ACTIONS	43,86	287,70	17/09
MASTER OBLIGATIONS	28,11	184,39	17/09
OPTALIS DYNAMIQ. C	20,36	133,55	20/09
OPTALIS DYNAMIQ. D	19,83	130,08	20/09
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,99	124,57	20/09
OPTALIS ÉQUILIB. D	18,12	118,86	20/09
OPTALIS EXPANSION C	18,21	119,45	20/09
OPTALIS EXPANSION D	18,13	118,93	20/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,12	112,30	20/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,99	104,89	20/09
PACTE SOL. LOGEM.	79,42	520,96	21/09
PACTE VERT T. MONDE	81,79	536,51	21/09
CIC BANQUES			
FRANCIC	34,89	228,86	21/09
FRANCIC PIERRE	30,90	202,69	21/09
EUROPE RÉGIONS	49,30	323,39	21/09
CIC PARIS			
ASSOCIC	168,36	1104,37	21/09
AURECIC	89,44	586,69	21/09
CICAMONDE	32,60	213,84	21/09
CONVERTICIC	75,60	495,90	21/09
ECOCIC	330,88	2170,43	21/09
EPARCIC	793,36	5204,10	21/09
MENSUELCIC	1462,13	9590,94	21/09
OBLICIC MONDIAL	660,13	4330,17	21/09
OBLICIC RéGIONS	175,88	1153,70	21/09
RENTACIC	24,46	160,45	21/09
SECURICIC	365,20	2395,55	21/09
SECURICIC D	330,04	2164,92	21/09
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
LION 20000 C/3 11/06/99	916,61	6012,57	21/09
LION 20000 D/3 11/06/99	836,05	5484,13	21/09
SICAV 5000	168,86	1107,65	21/09
SLIVAFRANCE	292,68	1919,85	21/09
SLIVARENTE	38,38	251,76	21/09
SLIVINTER	172,81	1133,56	21/09
TRILION	751,53	4929,71	21/09
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C *.	197,95	1298,47	21/09
ACTILION DYNAMIQUE D *.	194,80	1277,80	21/09
ACTILION ÉQUILIBRE C *	182,62	1197,91	21/09
ACTILION ÉQUILIBRE D *	179,11	1174,88	21/09
ACTILION PEA ÉQUILIBRE *.	169,60	1112,50	21/09
ACTILION PRUDENCE C *	169,25	1110,21	21/09
ACTILION PRUDENCE D *	165,91	1088,30	21/09
LION ACTION EURO	95,29	625,06	21/09
LION PEA EURO	93,87	615,75	21/09
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	21,76	142,74	21/09
CM FRANCE ACTIONS	35,34	231,82	21/09
CM MID. ACT. FRANCE	28,95	189,90	21/09
CM MONDE ACTIONS	362,19	2375,81	21/09
CM OBLIG. LONG TERME	102,25	670,72	21/09
CM OPTION DYNAM.	30,18	197,97	21/09
CM OPTION ÉQUIL.	49,40	324,04	21/09
CM OBLIG. COURT TERME	150,85	989,51	21/09
CM OBLIG. MOYEN TERME	308,56	2024,02	21/09
CM OBLIG. QUATRE	162,85	1068,23	21/09
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	17,73	116,30	21/09
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	90,17	591,48	20/09
SAINT-HONORÉ CAPITAL	3261,48	21393,91	20/09
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	66,82	438,31	20/09
ST-HONORÉ PACIFIQUE	126,11	827,23	20/09
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	311,15	2041,01	20/09
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	293,73	1926,74	21/09
STRATÉGIE IND. EUROPE	203,88	1337,37	20/09
STRATÉGIE RENDEMENT	324,12	2126,09	20/09
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	26,17	171,66	21/09
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	25,94	170,16	21/09
AMPLITUDE EUROPE C	35,63	233,72	21/09
AMPLITUDE EUROPE D	34,80	228,27	21/09
AMPLITUDE MONDE C	247,01	1620,28	21/09
AMPLITUDE MONDE D	226,26	1484,17	21/09
AMPLITUDE PACIFIQUE C	25,54	167,53	21/09
AMPLITUDE PACIFIQUE D	25,17	165,10	21/09
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	44,24	290,20	21/09
ÉLANCIEL EURO D PEA	109,68	719,45	21/09
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	32,43	212,73	21/09
GÉOBILYS C	107,27	703,65	21/09
GÉOBILYS D	99,79	654,58	21/09
INTENSYS C	19,14	125,55	21/09
INTENSYS D	17,08	112,04	21/09
KALEÏS DYNAMISME C	226,60	1486,40	21/09
KALEIS DYNAMISME D	223,42	1465,54	21/09
KALEÏS ÉQUILIBRE C	195,78	1284,23	21/09
KALEIS ÉQUILIBRE D	192,73	1264,23	21/09
KALEÏS SÉRÉNITÉ C	181,05	1187,61	21/09
KALEIS SÉRÉNITÉ D	177,58	1164,85	21/09
LATITUDE C	23,89	156,71	21/09
LATITUDE D	20,81	136,50	21/09
OBLITYS D	102,12	669,86	21/09
PLÉNITUDE D PEA	43,67	286,46	21/09
POSTE GESTION C	2412,98	15828,11	21/09
POSTE GESTION D	2256,77	14803,44	21/09
POSTE PREMIÈRE SI	6575,78	43134,29	21/09
POSTE PREMIÈRE 1 AN	39004,07	255849,93	21/09
POSTE PREMIÈRE 2-3	8314,56	54539,94	21/09
REVENUS TRIMESTR. D	785,54	5152,80	21/09
THÉSORA C	167,41	1098,14	21/09
THÉSORA D	144,27	946,35	21/09
TRÉSORYS C	43529,01	285531,59	21/09
SOLSTICE D	358,14	2349,24	21/09
Fonds communs de placements			
POSTE EUROPE C	82,89	543,72	21/09
POSTE EUROPE D	80,22	526,21	21/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	176,72	1159,21	21/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	170,65	1119,39	21/09
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
CADENCE 1 D	159,31	1045,01	21/09
CADENCE 2 D	157,61	1033,85	21/09
CADENCE 3 D	155,83	1022,18	21/09
INTEROBLIG C	51,36	336,90	21/09
INTERSÉLECTION FR. D	78,90	517,55	21/09
SÉLECT DÉFENSIF C	182,41	1196,53	21/09
SÉLECT DYNAMIQUE C	241,66	1585,19	21/09
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	165,78	1087,45	21/09
SÉLECT PEA 3	161,55	1059,70	21/09
SG FRANCE OPPORT. C	445,53	2922,49	21/09
SG FRANCE OPPORT. D	418,84	2747,41	21/09
SOGENFRANCE C	494,66	3244,76	21/09
SOGENFRANCE D	447,26	2933,83	21/09
SOGEOBLIG C	102,24	670,65	21/09
SOGÉPARGNE D	46,33	303,90	21/09
SOGEPEA EUROPE	248,48	1629,92	21/09
SOGINTER C	69,72	457,33	21/09
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	16,44	107,84	20/09
DÉCLIC ACTIONS FRANC	51,08	335,06	20/09
DÉCLIC ACTIONS INTER.	41,33	271,11	20/09
DÉCLIC BOURSE PEA	53,61	351,66	20/09
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	16,14	105,87	20/09
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,40	114,14	20/09
DÉCLIC PEA EUROPE	20,74	136,05	20/09
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	68,43	448,87	20/09

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/5/99.

LeMonde Job: WMQ2309--0029-0 WAS LMQ2309-29 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:48 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1848 Lcp:700 CMYK

FOOTBALL Les Girondins de Bordeaux ont remporté (3-2), sur leur terrain, leur deuxième match de la Ligue des champions, mardi 21 septembre, face aux Néerlandais de Willem II Tilburg. ● LES BORDELAIS occupent la première place de leur groupe de qualification, à égalité (4 points) avec les Russes du Spartak Moscou, leur prochains adversaires, le 28 septembre. ● CE SUCCÈS rompt la spirale d'échecs qui a vu les champions de France en titre accumuler un match nul et trois défaites depuis leur dernière victoire, le 14 août, face à Troyes, en championnat national. ● LE TROISIÈME BUT bordelais a été inscrit, à huit minutes du coup de sifflet final, par Pascal Feindouno, l'attaquant joker, auteur d'un superbe geste technique. ● À MOSCOU, le Spartak, diminué par l'expulsion de deux joueurs, a fait match nul (1-1) face aux Tchèques du Sparta Prague.

En Ligue des champions, Bordeaux gagne mais ne se rassure pas

Vainqueurs (3-2) des Néerlandais de Willem II Tilburg, grâce à un but extraordinaire de leur attaquant remplaçant Pascal Feindouno, les Girondins de Bordeaux ont montré une nouvelle fois qu'ils n'avaient pas encore retrouvé la maîtrise du jeu qui avait fait d'eux des champions de France

LA COMPTABILITÉ est chose aride. Pourtant, si l'on s'en tient à ce strict aspect mathématique, les footballeurs des Girondins de Bordeaux n'ont pas gâché leur soirée, mardi 21 septembre. En s'imposant (3-2) sur leur terrain du Parc Lescure face à l'équipe néerlandaise de Willem II Tilburg, ils sortent confortés de ce qui constituait leur deuxième match de la Ligue des champions. Lestés des trois points de la victoire et après le match nul réalisé une semaine plus tôt en République tchèque, contre le Sparta Prague (0-0), les Bordelais se hissent à la première place de leur groupe de qualification de cette compétition européenne, à égalité (4 points) avec les Russes du Spartak Moscou, leur prochains adversaires, le 28 septembre.

Voilà pour le quantitatif. Pour ce qui est du qualitatif, le bilan est loin d'être aussi reluisant. Certes, avec cette victoire, les champions de France 1998-1999 mettent un terme à la spirale d'échecs dans laquelle ils semblaient être enfermés depuis plusieurs semaines. Depuis le 14 août et leur match gagné face à Troyes (4-0) en championnat, ils n'avaient plus réussi à s'imposer, accumulant un match nul et, surtout, trois défaites.

Le dernier revers avait été d'autant plus cuisant qu'il avait été subi à domicile face à l'Olympique lyonnais (1-3), samedi 18 septembre, enfonçant l'équipe girondine à la dixième place du classement de la D1. Il avait donné lieu, à l'initiative de certains « cadres » du groupe – Johan Micoud notamment – à ce que les joueurs appellent *« une remise à l'heure des pendules »* dès le lendemain matin.

Mais de l'*« expression verbale »* de la volonté à l'*« expression corporelle sur le terrain »*, qu'avoue préférer Elie Baup, imperturbable entraîneur à casquette, il y a un pas qui – la soirée de mardi l'a démontré – n'est pas si simple à franchir. Si les footballeurs bordelais ont démarré leur match sur les chapeaux de roue, menant 2-0 dès la 21e minute (but contre son camp du défenseur Raymond Victoria, puis but de Lilian Laslandes), ils n'ont pas tardé à retomber aussi vite dans leurs travers de ce début de saison, avant de parvenir à s'imposer.

ERREUR DE PLACEMENT

A partir de la 35e minute, donnant le sentiment que, dans leur esprit, tout est déjà consommé, les Marine et Blanc ont commencé à moins « presser » des adversaires qui ont eu le mérite de ne jamais rompre avec un jeu ouvert et offensif. Face à cette équipe néophyte à ce niveau de la compétition européenne, mais qui occupe tout de même la première place du championnat des Pays-Bas, l'attention défensive bordelaise s'est relâchée : une erreur de placement sur un centre, et Yassine Abdellaoui a réduit, de la tête, le score à cinq minutes de la mi-temps.

Remis en confiance, les Néerlandais n'ont alors pas lâché prise au cours de la seconde période de jeu – portant à quatre leur nombre d'attaquants – face à une équipe bordelaise qui non seulement a manqué de réalisme dans la finition à plusieurs reprises, mais a continué à peiner dans la récupération du ballon et à donner des signes de flottement en défense.

La fébrilité bordelaise aurait pu coûter cher puisque, sur la perte du ballon aux 30 mètres par Sylvain Wiltord, Ousmane Sanou a ramené Willem II Tilburg à égalité à 20 minutes de la fin de la partie. C'était sans compter sur le joker d'Elie Baup : entré sur le terrain à la 73e minute, le Guinéen Pascal Feindouno, grâce à un lob plein de culot à huit minutes du coup de sifflet final, offrait à son équipe le but de la victoire.

Si Elie Baup s'est félicité d'avoir son équipe retrouver sa *« qualité de jeu »*, avec *« beaucoup d'automatismes, de déplacements, de course et de solidarité »*, il n'a cependant pas pu cacher que cela n'a concerné qu'une partie de la première mi-temps et qu'il y a eu *« un passage à vide »*. *« Il ne faut retenir que la globalité du match »*, a-t-il malgré tout plaidé à l'issue d'une rencontre, dont il s'est félicité qu'elle ait été décrochée *« avec les tripes »*.

A en croire le défenseur Kodjo Afanou, le match contre Willem II aurait d'ores et déjà *« permis »* à l'équipe de se *« remettre sur les rails »*. *« J'espère que ça va nous relancer en championnat »*, a déclaré, plus prudent, l'autre défenseur, Jérôme Bonnissel. *« Je me méfie de la douche écossaise »*, a tempéré Elie Baup, dont l'esprit est déjà tout entier tourné vers le déplacement, le 24 septembre, à Auxerre, premier du championnat, avec Lyon et Paris.

Philippe Le Cœur

Pascal Feindouno, un joker venu d'ailleurs

C'EST un joker. Le genre de joueur qu'un entraîneur en mal de solution tactique fait entrer en cours de jeu pour perturber l'adversaire, réveiller les partenaires et donner du travail au préposé au tableau d'affichage. A Bordeaux, le rôle est occupé par Pascal Feindouno, un Guinéen de dix-huit ans. Patrick Battiston, responsable de la formation des Girondins, n'est pas d'accord. Pour lui, Pascal Feindouno n'est pas un joker, c'est un *« extraterrestre »*. Depuis mardi 21 septembre, les défenseurs de Willem II Tiburg partagent son avis.

La situation était bloquée. Après un bon début de match, les joueurs d'Elie Baup perdaient lucidité et conviction. Alors, l'homme à la casquette s'est retourné vers son joker et lui a offert, pour les dix-sept minutes de jeu restantes, la place de Sylvain Wiltord, émoussé à force de débordements. Quelques instants plus tard, une série de dribbles sur le côté droit, suivie d'un centre au deuxième poteau contré, et voilà le n° 27 qui lobbe le gardien adverse d'un ballon caressé plus que frappé. L'*« extraterrestre »* vient de justifier son surnom.

Les Girondins mènent 3-2. Le match est gagné. Elie Baup, serre les points et crie de colère et de joie. Sans doute a-t-il en mémoire les derniers instants du match Paris-Saint-Germain - Bordeaux, samedi 29 mai, décisif pour l'attribution du titre de champion de France 1998-1999. Le score était de 2-2. Les Girondins s'apprêtaient à laisser gloire et honneurs à l'Olympique de Marseille, lorsque le technicien convoquait Pascal Feindouno. *« Tu rentres et tu marques. »* Les consignes étaient claires. Le remplaçant rentrait et marquait. Un joker venait de naître.

« MAINTENANT, UN MATCH ENTIER »

Le talent ne suffit pourtant pas à faire de lui un titulaire. Il lui faudra encore acquérir le sens du replacement et la discipline collective. Elie Baup s'occupe de tout, y compris de le ramener sur terre. Et ça marche. Mardi, après son incroyable geste technique, le jeune homme restait modeste : *« En marquant, ce but, je ne vais pas devenir un dieu pour autant. »*

Mais il ajoutait aussitôt, au micro de Canal+ : *« Maintenant, je voudrais bien faire un match entier. »* De quoi gâcher le sommeil de bon nombre de défenseurs.

M. D.

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

LIGUE DES CHAMPIONS

● Groupe E

Porto (Por.) - Olympiakos (Grè.) 2-0
Real Madrid (Esp.) - Molde (Nor.) 4-1

Classement : 1. Porto, 6 points ; 2. Real Madrid, 4 pts ; 3. Olympiakos, 1 pt ; 4. Molde, 0.

Le Real Madrid a profité de la visite des modestes Norvégiens de Molde pour améliorer sa différence de buts et caracoler en compagnie du FC Porto, net vainqueur de l'Olympiakos.

● Groupe F

Rangers (Eco.) - Bayern Munich (All.) 1-1
PSV Eindhoven (PB) - Valence (Esp.) 1-1

Classement : 1. Valence, 4 points ; 2. Bayern Munich, 4 pts ; 3. PSV Eindhoven, 1 pt ; 4. Rangers, 1 pt.

En égalisant, sur coup franc, à la 89e minute, à Glasgow, face aux Rangers, le Bayern Munich est parvenu à garder le contact avec Valence, qui a mené à Eindhoven jusqu'à la 74e minute, après avoir ouvert le score (4e) sur penalty.

● Groupe G

Spartak Moscou (Rus.) - Sparta Prague (Tch.) 1-1
Bordeaux (Fra.) - Willem II Tilburg (PB) 3-2

Classement : 1. Spartak Moscou, 4 points ; 2. Bordeaux, 4 pts ; 3. Sparta Prague, 2 pts ; 4. Willem II Tilburg, 0 pt.

Si les Girondins de Bordeaux ont peiné face aux Néerlandais de Willem II Tilburg, leurs futurs adversaires du Spartak Moscou ont fait pis encore, concédant sur leur terrain un pénible match nul face au Sparta Prague, et en voyant deux de ses joueurs (Kovtun et Rosbon) expulsés.

● GROUPE H

Hertha Berlin (All.) - Chelsea (Ang.) 2-1
Milan AC (Ita.) - Galatasaray (Tur.) 2-1

Classement : 1. Hertha Berlin, 4 points ; 2. Milan AC, 4 pts ; 3. Galatasaray, 1 pt ; 4. Chelsea, 1 pt.

Deux grosses fautes de la défense centrale française de Chelsea – Desailly-Lebœuf – ont permis au Hertha Berlin de s'imposer et de prendre la tête du classement, devant le Milan AC, auteur de deux buts en deux minutes (Leonardo, 44e, et Chevtchenko, 45e) face aux Turcs de Galatasaray.

Prochaine journée le 28 septembre.

Manière de voir
Le bimestriel édité par
LE MONDE diplomatique

Histoire d'un désastre social

■ Tempêtes sur l'Asie, par **Ignacio Ramonet.** ■ La fin d'un miracle, par **Philip S. Golub.** ■ Dragonnades **(I. R.).** ■ Un désastre social sans précédent, par **John Evans.** ■ Cyclone sur les soutiers de la « terre promise », par **Solomon Kane** et **Laurent Passicousset.** ■ Le coût exorbitant du développement chinois, par **Roland Lew.** ■ Nationalisme égaré de la Malaisie, par **David Camroux.** ■ La Corée du Sud à l'heure du FMI, par **Ilaria Maria Sala.** ■ Indonésie, politique de la pauvreté, par **Jan Breman.** ■ Craquements du modèle japonais, par **Evelyne Dourille-Feer.** ■ Une crise de facture globale, par **Dominique Plihon** et **François Chesnais.** ■ Le couple nippo-américain à l'heure du soupçon, par **Bruce Cumings.** ■ L'Indonésie, atout maître du jeu américain, par **Noam Chomsky.** ■ Malentendus et rivalités commerciales transpacifiques, par **Walden Bello.** ■ Pékin-Taïwan, par-delà les diktats, par **Selig S. Harrison.** ■ Liaisons dangereuses entre Washington et Pékin, par **Michel Chossudovsky.** ■ L'Inde à la recherche d'alliés, par **Jyotsna Saksena.** ■ Verrouillage stratégique de l'océan Indien, par **Raoul Delcorde.** ■ Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville, par **Jacques Decornoy.** ■ Un gigantesque réservoir démographique, par **Léon Tabah.** ■ Du bon usage des « valeurs asiatiques », par **Bernard Cassen.** ■ Remise en question du « modèle » occidental, par **Philip S. Golub.** ■ Mue douloureuse de la société japonaise, par **Christian Sautter.** ■ Violence contre démocratie en Indonésie, par **Françoise Cayrac-Blanchard.** ■ En Birmanie, répression sur fond de narcotrafic, par **André** et **Louis Boucaud.** ■ Retour sans joie de Hongkong à la « mère-patrie », par **Bernard Cassen.** ■ Fantasme de conflit en mer de Chine méridionale, par **Virginie Raisson.** ■ Quand la vague du chômage déferle, par **Jean-Louis Rocca.** ■ La vraie dimension chinoise, par **François Godement.** ■ La diversité linguistique d'*Homo asiaticus,* par **Christian Lechervy.** ■ Un destin contrarié, par **Philip S. Golub.**

Et d'autres articles, accompagnés d'une importante bibliographie, d'une liste de sites Internet et d'un glossaire.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX – 45 F – 6,86 €

SPÉCIAL COUPE DU MONDE DE RUGBY

212 pages d'un fabuleux voyage sur la planète ovale

50 F

Hors série exceptionnel du journal Le Monde et de MIDI OLYMPIQUE l'hebdo du Rugby, un guide exclusif et indispensable en vente partout.

LeMonde Job: WMQ2309--0030-0 WAS LMQ2309-30 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:18 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1849 Lcp:700 CMYK

CHRISTIANE DELPAL/MARC CARBONARE

Mousson sur le Dhofar

Venue de l'océan Indien, une poudre d'eau douce transforme chaque été en « Normandie arabe » le sud du sultanat d'Oman. Coup d'œil sur une curiosité climatique de la péninsule Arabique

SALALAH
de notre envoyé spécial

Longtemps coupée du monde par un autocrate ombrageux (Saïd III, 1932-1970) et méfiant à l'égard du macadam et des tarmacs, puis par la guérilla régionalo-marxiste des Adous (1963-1975), la province omanaise du Dhofar, après le reste du sultanat, s'ouvre sans précipitation aux étrangers ; ou plus exactement s'entrouvre, car le gouvernement de Mascate, bien renseigné sur les dégâts sociaux – résumés dans *Baisers-ness*, film du cinéaste tunisien iconoclaste Nouri Bouzid – d'un tourisme à tout-va, pratiqué par d'autres contrées arabes, ne souhaite sur son sol qu'un *« tourisme familial, sportif, culturel, climatique »*.

La région dhofariote se prête à ces impératifs, grâce à sa société patriarcale plutôt bon enfant ; à ses rivages et à ses montagnes où l'on peut librement randonner en rencontrant seulement des palmiers ou des olibans (*boswellia carterii*, arbres à encens) et parfois quelques autochtones en pagne ; à ses derniers éclats vivants, notamment en matière de langue et de mœurs, d'une énigmatique civilisation sud-arabique antérieure à l'arabité ; enfin et surtout grâce à la miraculeuse queue de mousson asiatique qui, chaque été, alors que toute la corne de l'Arabie grésille sous un soleil meurtrier, vient transformer, au sens fort du terme, un quart des 100 000 km² du Dhofar.

En quelques jours, à partir de juin, et jusqu'à fin septembre, les collines brunes et sèches dominant l'oasis côtière de Salalah, et qui servirent naguère de base opérationnelle aux Adous, disparaissent dans la brume puis verdissent à perte de vue, d'un vert velouté et strident, piqué de grosses gueules-de-loup rose foncé ; les épineux arborent soudain de tendres pousses et se laissent escalader par des liserons géants ; les olibans cessent de ressembler à des rouleaux déchirés de papier kraft et se couvrent de feuilles rappelant les pointes de fougères ; la steppe devient épaisse prairie où se précipitent pour brouter sans arrêt, dans une ambiance survoltée, chèvres, vaches et dromadaires ; les yaourts deviennent plus onctueux et on les accompagne de succulents fruits salaliotes : bananes muscades naines, mangues dites *« couilles-de-veau »*, chair de coco donnée à profusion par les palmeraies maritimes.

Si on y ajoutait des *« houris éternellement vierges »* et des *« jeunes gens semblables à des perles cachées »*, canoniquement promis, ce serait le paradis d'Allah sur terre. Mais justement ledit paradis ne peut se trouver sur terre... Les voyeurs se contenteront donc – mais le regard n'est-il pas déjà une possession, d'où le voile féminin ? – de « zyeuter », de pas trop près évidemment, les harems en pique-nique arrivant en minibus par les excellentes routes escaladant les djebels surplombant

CHRISTIANE DELPAL/MARC CARBONARE

Dès les premières pluies de mousson, la plaine de Salalah verdit, suivies par les collines rocailleuses surplombant le chef-lieu du Dhofar (en haut).

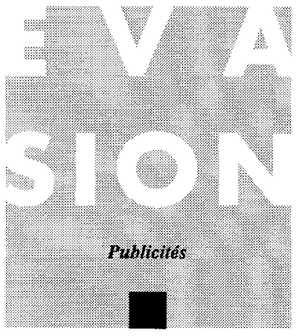
Le mausolée de « Nabi Ayyoub », le prophète Job, celui de la bible, est l'objet d'une antique vénération (ci-dessus).

Les sardines séchées au soleil sont une des plus anciennes industries du sud-Omanais (page suivante).

Le sultan, l'islam et les animaux

Le sultanat d'Oman est sans doute le seul pays musulman où le chef de l'Etat veille personnellement à ce que les préceptes islamiques concernant les bêtes soient appliqués. Qabous Ier n'a pas craint même d'être taxé de *« zoolâtrie »* en élevant des statues aux animaux du cru, de la perdrix à l'oryx. Le souverain s'est opportunément souvenu que, selon la tradition mahométane, *« une femme ayant laissé un chat mourir de faim ira en enfer »* ; que Mahomet interdisait *« de prendre pour cible une bête attachée »* et de *« tirer des oiseaux pour se distraire »* ; que le calife Omar, au début de l'Hégire, *« se cachait pour surprendre et punir ceux qui chargeaient trop les chameaux ou les maltraitaient »*. La plupart de ces traits sont oubliés en islam, alors qu'on les enseigne en Oman.

*TAXES COMPRISES. TARIF A/R. VALIDITÉ JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1999. ACHAT AU MOINS 7 JOURS AVANT LE DÉPART. VOIR CONDITIONS SPECIALES. VOLS DÉPART PARIS SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.



3615 Réductour
http://www.reductour.fr
Les vacances en direct
Circuit au Mexique
Mexico Maya
10 nuits en Hôtels 3 et 4*
Repas selon programme
Vol régulier au départ de Paris
A partir de 6 680 F*
Réservation avant le 30 novembre 99
Rubrique "Prix givrés"
Départs : de Novembre 99 à Juin 2000.
*Prix par personne base chambre double, hors taxes aéroport.
3615 RT (de 1,01 F à 2,23 F/mn)
08 36 68 28 27 (2,23 F/mn)
www.reductour.fr
Licence 095960001 - Offres selon disponibilités

Spécial Luxe
(hors Périodes du Millenium).
THAILANDE 7J/5N 5120 F
Profitez des prix d'ouverture !
Hôtel PENINSULA
5* Luxe à Bangkok
Vol Régulier départ quotidien PARIS et province* + le séjour en chambre double, petit-déjeuner américain inclus. Prix valable du 15/09/99 au 31/03/00. Supplément en chambre single : + 1600 F.
*Départ de province (Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Nantes et Bordeaux) : + 330 F. Taxes aéroport : à ce jour + 130 F. Séjour 1 enfant gratuit.
ENCORE PLUS INCROYABLE EN CLASSE AFFAIRES au départ de PARIS (2 départs/semaine) : 6280 F 8J/6N.
Tarif valable uniquement sur la base de 2 passagers voyageant ensemble.
Directours 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 Av. des Champs-Elysées Paris 8e.
Minitel 3615 DIRECTOURS 2,23 F/mn.
www.directours.fr
Lic. 078960001 - Dans la limite des disponibilités
DirecTours.
Membre SNAV - Garantie APS

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
STATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER
Soleil - Randonnées - Flore
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS FRANCE 2 cheminées
1/2 pension 280 F - 310 F
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

Voyages d'aventure dans les montagnes et les déserts à pied, à chameau et en 4x4
NOMADE
Brochure gratuite
01 43 54 77 04
3615 Nomadav
www.nomade-aventure.com

ZIG ZAGUEZ
JUSQU'AU BOUT DU MONDE...
Des steppes mongoles aux sentiers de l'Atlas marocain, du Rupshu indien au chemin de l'Inca, de l'Isalo malgache au Kamtchaka...
ZIG ZAGUEZ.
01.42.85.13.93
Minitel : 3615 ZIG ZAG VOYAGES.
http://www.zig-zag.tm.fr
A.T.: 759 600 18

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE :
01.42.17.39.40

LeMonde Job: WMQ2309--0031-0 WAS LMQ2309-31 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:18 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1850 Lcp:700 CMYK

YVES GELLIES/ICONES

Salalah. Femmes en noir, hommes en blanc, en attendant que soient prêtes les grillades activées par des servantes hindoues, exposent avec délices leur visage à cette vaporisation de poudre d'eau quasi permanente durant la mousson. C'est tellement mieux que les brumisateurs d'eau d'Evian...

Après les Mascatains, la majorité des quelque 100 000 estivants venus, cette saison, se rafraîchir au Dhofar, ressortissent des pétromonarchies environnantes. Jusqu'à présent, à part quelques curieux des particularités climatologiques locales, les Européens séjournent au Dhofar en hiver, lorsque la frange arabe de l'océan Indien perd sa couleur céladon du temps de mousson et retrouve son bleu mers-du-sud ; quand le littoral dhofariote reprend ses tons poil-de-chameau, sauf dans les vergers perpétuellement verdoyants où Salalah disperse ses 100 000 âmes, soit environ la moitié des habitants du gouvernorat.

DISCRÈTE INFLUENCE

Les Anglais sont naturellement au premier rang de ces voyageurs : Londres n'a pas colonisé Oman mais y a établi dès 1798 une discrète influence politique et technique qui perdure et explique sans doute en partie l'assez juste répartition de la manne pétrolière et l'équilibre, fragile mais constatable à chaque pas dans le sultanat, entre us orientaux et modernisation à l'occidentale. Les seuls envahisseurs européens à visage découvert qui réussirent à se maintenir durablement en Oman furent les Portugais (1500-1650) : autour de Salalah, on montre des grottes marines ou des criques désertes, accessibles seulement à pied ou en barque et où des « Infidèles » de Lusitanie ont laissé jadis quelques traces cruciformes, prétextes aujourd'hui à d'inédites promenades sportives. Les Omanais furent eux-mêmes d'incorrigibles expansionnistes, se dotant d'un empire de comptoirs du Mozambique au Baloutchistan, où ils ne restituèrent leur ultime enclave qu'en 1958. Cette pratique ultramarine a pimenté leurs coutumes.

Le mot arabe *moussem,* saison – lequel, via le portugais a accouché en 1649 de notre terme mousson –, n'est guère employé ici, où l'on appelle les trois ou quatre mois verdissants de l'été *rharif,* qui est l'appellation officielle du printemps dans l'idiome de Mahomet. Ce printemps en été, qui fait la fortune agropastorale du Dhofar – il faut voir les chameliers, allant nu-pieds *« au nom de la propreté et du confort »*, se communiquer par portable les caractéristiques du bétail égaré, qu'on ira récupérer en camionnette japonaise –, est en train de devenir un *must* pour les villégiaturistes en quête de fraîcheur dans la brûlante péninsule. Mangueraies et cocoteraies des parages de Salalah s'étoilent peu à peu d'hôtels, bungalows et autres *Tourist Villages*, sans dommages écologiques graves pour l'instant, mais il va falloir ouvrir l'œil : déjà les fonds de pension anglo-saxons ont pris une participation dans le nouveau port de Salalah....

S'il est vain de chercher au Dhofar discothèques ou bars à alcools (sauf dans quelques hôtels), les curiosités n'y manquent pas, du souk de l'or à celui de l'encens et de la myrrhe jusqu'à l'observation détendue de l'avifaune (la chasse et même *« le dérangement des animaux »* sont interdits), en passant par les pèlerinages islamiques les plus inattendus – et où sont admis, s'ils ne sont pas dénudés, les visiteurs non musulmans –, tels ceux au tombeau de Job, sur les hauteurs aux alentours de Salalah, ou à celui d'Imrâne, en pleine ville. Une croyance mahométane veut que le champion biblique de la pauvreté et le *« prophète Imrâne, grand-père maternel de Jésus »*, soient inhumés en terre dhofariote... N'essayez pas d'élucider ces mystères ! Cela froisserait les Omanais et, en admettant que vous puissiez démontrer qu'ils sont dans l'erreur, le résultat de votre réaction rationaliste serait de priver le Dhofar d'une partie de sa poésie. Imitez au contraire les indigènes et les gens des nations voisines, en vous contentant de remercier le Ciel des dons aquatiques qu'il prodigue sans faillir chaque été sur un Dhofar qui, sans cela, ne serait qu'un bloc de rocailles battu par les flots.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

● **PRATIQUE.** Décalage horaire *:* 2 heures à 3 heures de plus selon la période. Eviter le ramadan qui, cette année, est à cheval sur décembre et janvier 2000. La mousson dure tout l'été (250 mm d'eau). Visa nécessaire (175 F, 27 €), tél. : O1-47-23-01-63. Indicatif pour appeler Oman : 00-968.

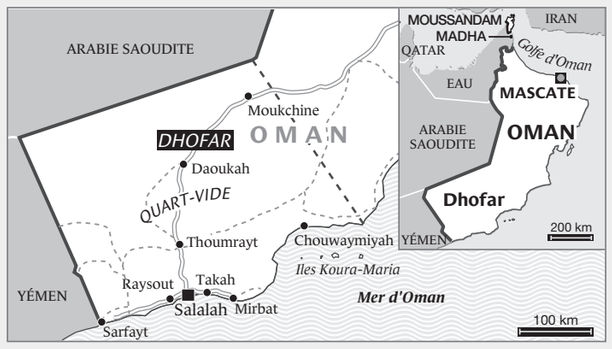
● **ACCÈS.** Gulf Air (tél. : 01-49-52-41-41) est seule à offrir trois vols hebdomadaires directs Paris-Mascate (9 h 15, avec escale sans descendre de l'avion) ; jusqu'au 15 décembre : 3 700 F (564 €) A/R. Oman Air relie chaque jour en 1 heure Mascate à Salalah (1060 F, 162 €. A/R). Location d'autos à l'aéroport de Salalah.

● **HÉBERGEMENT.** Salalah Holiday Inn (chambres doubles à 600 F, 91 €, sans petit déjeuner ou bungalows) : cachet local, confort sans luxe excessif, bar, piscine, plage et cocotiers. Tél. : 235-333 ; fax. : 235-137.

● **VOYAGISTES.** Quelques agences proposent des séjours en Oman incluant le Dhofar ou centrés autour de lui : Assinter-Découvrir (tél. : 01-53-04-89-69) ; Djos'air (tél. : 01-41-71-19-19) ; Tropictour (tél. : 05-59-59-09-09). Une semaine Paris-Paris : entre 8 000 F et 20 000 F (1 220 et 3 049 €).

● **MANIFESTATIONS.** Chaque mois d'août, Rharif Festival (culture locale) à Salalah. A partir du 1er octobre, près de Mascate, 1er Falaj Festival (musiques d'Occident et d'Orient). Renseignements dans les hôtels.

● **LIVRES.** *Sultanat d'Oman. Retour à l'histoire*, collectif sous la direction de J-P. Charnay et Y. Thoraval (L'Harmattan, 1998, 112 p.) *En passant à Mascate* de Pierre Loti, in *Voyages 1872-1913* (« Bouquins »). *Le grand guide d'Oman et des Emirats*, traduit de l'anglais (Gallimard, 1999, 306 p.)*Oman 1998-1999*, ministère omanais de l'information, édition française : 266 p., en vente dans les hôtels.



A tous prix

■ **40 F (6 €) : pour voir « les loups dans la Bergerie »**, une rencontre inédite, les 25 et 26 septembre, à la Bergerie nationale du château de Rambouillet (Yvelines). A l'affiche, les loups (une exposition et de vrais loups), les chiens (chiens de troupeaux, chiens de chasse et chiens d'intervention) et une centaine de brebis qui mettront bas sous les yeux des visiteurs à qui chèvres, ânesses, truies, lapines, poules et canes présenteront également leur progéniture. Entrée gratuite pour les moins de 12 ans. Renseignements au 01-34-83-68-00.

■ **690 F (105 €) : une escapade à Divonne-les-Bains**, près de Genève, où, à l'occasion de l'exposition « Pierre Bonnard » (plus de 120 toiles) à la Fondation Giannada, à Martigny, le Domaine de Divonne propose un forfait « week-end », les 1er et 2 octobre. Prix par personne avec une nuit au Grand Hôtel en chambre double avec vue sur le mont Blanc ou le Jura, le petit déjeuner, un dîner (supplément de 250 F, 38 €, pour le restaurant gastronomique), le transfert et l'entrée à l'exposition. Réservations au 04-50-40-34-34.

■ **3 405 F (519 €) : un tour des beaux villages de France**, en collaboration avec l'association qui regroupe 140 d'entre eux. Villages Tour en privilégie une douzaine, situés dans le Sud et en Corse, et invite à les découvrir dans le cadre de séjours et de circuits à l'image de cet « autotour » d'une semaine qui, jusqu'au 31 octobre, chemine de la Provence varoise au Languedoc-Roussillon. Prix par personne en chambre double et demi-pension, en hôtels de 2 à 4 étoiles. Pour l'option « avion et voiture de location » ajouter 1 690 F (257 €) par personne sur la base de 4 personnes. Renseignements au 04-50-54-70-55.

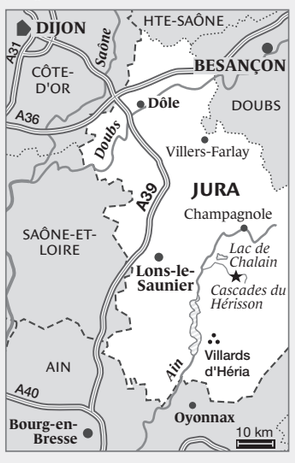
■ **4 195 F (639 €) : une semaine sur le Nil,** de Louxor à Louxor, à bord du *Royal Boat* (un bateau « 5 étoiles », normes locales), avec Havas Voyages Vacances. Prix par personne en cabine double et pension complète avec Paris-Louxor A/R sur vols spéciaux, les taxes d'aéroport, les transferts et les visites guidées. Non inclus, les frais de visa (130 F, 20 €). Départ le 23 octobre. Renseignements au 01-41-06-41-23, au 08-03-81-70-00 et dans les agences Havas Voyages.

■ **9 900 F (1 509 €) : la finale de la Coupe du monde de rugby**, le 6 novembre à Cardiff, et le match pour la 3e place, le 4 novembre, au même endroit. Prix du forfait « 4 jours/3 nuits » proposé par Rugby sans frontières/ Couleurs Voyages (tél. : 04-72-84-48-48), en chambre double et petits déjeuners (hôtels « 3 étoiles » près de Cardiff) avec l'avion de Paris (+ 200 F, 30 €, de Lyon, Toulouse et Bordeaux), les transferts et des places assises. A ajouter, les taxes d'aéroport (230 F, 35 €). Compter 8 700 F (1 326 €) pour la finale seule (une nuit sur place). Nombreux forfaits pour les différentes rencontres de la compétition, également programmée par Périples Lointains (tél. : 01-53-24-66-88), spécialiste du rugby, avec, notamment, les matches du XV de France à Bordeaux, le 8 octobre (740 F, 113 €), et à Toulouse le 16 octobre (1 000 F, 15 €), le 1/4 de finale du 24 octobre au Stade de France (1 150 F, 175 €) et celui qui se déroulera le même jour à Dublin (à partir de 3 150 F, 480 €).

■ **18 600 F (2 835 €) :** 12 jours au Pérou avec la Compagnie de l'Amérique latine (3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris). Au programme : Lima avec les visites classiques mais également la tournée des galeries et des collections privées ainsi que des rencontres avec des artistes, Cuzco, Machu Picchu (hébergement au pied du site), les ruines de la forteresse d'Ollaytambo, Puno, le lac Titicaca (croisière vers les îles flottantes des Uros) et Arequipa, quintessence de l'art colonial du XVIIe. Prix par personne en chambre double et demi-pension, avec les vols sur Iberia, les vols intérieurs, les trajets en car, un guide francophone. Taxes d'aéroport non comprises. Départs les 30 octobre, 6 novembre, 5 février et 1er avril. Renseignements au 01-55-35-33-57.

Week-end « archéologie » dans le Jura

Ouverte à la circulation en juin 1998, la nouvelle autoroute A39, qui relie Dijon à Bourg-en-Bresse, a fait mieux que remplir l'objectif assigné (détourner une partie du trafic de l'A6) : elle a aussi permis de remonter le temps ! A preuve, l'exposition présentée jusqu'au 28 février 2000 au musée d'archéologie de Lons-le-Saunier (Jura). Baptisée « A39, dix ans d'histoire sous l'autoroute verte », elle rassemble le fruit des recherches « préventives » effectuées, de 1990 à 1995, avant le début des travaux, par l'Association pour les fouilles archéologiques nationales. Sous le tracé de l'autoroute concédée à la Société Paris-Rhin-Rhône (SAPRR) dormaient en effet d'authentiques trésors. Soixante sites, au total, allant du mésolithique à la fin du Moyen Age. A Lons-le-Saunier, les vestiges récupérés dans seize d'entre eux sont remarquablement mis en scène. Ainsi, grâce aux vitrines en planches de sapin brutes (elles symbolisent les limites du chantier), aux tamis de l'archéologue (ils servent de réceptacle aux objets), à la couche de pigments (elle indique la nature du sol), aux panneaux « façon signalisation routière » (ils fournissent les explications nécessaires) et aux silhouettes d'animaux projetées sur les murs, le visiteur a l'impression d'être « sur le terrain » et de participer, lui-même, à cette aventure scientifique.

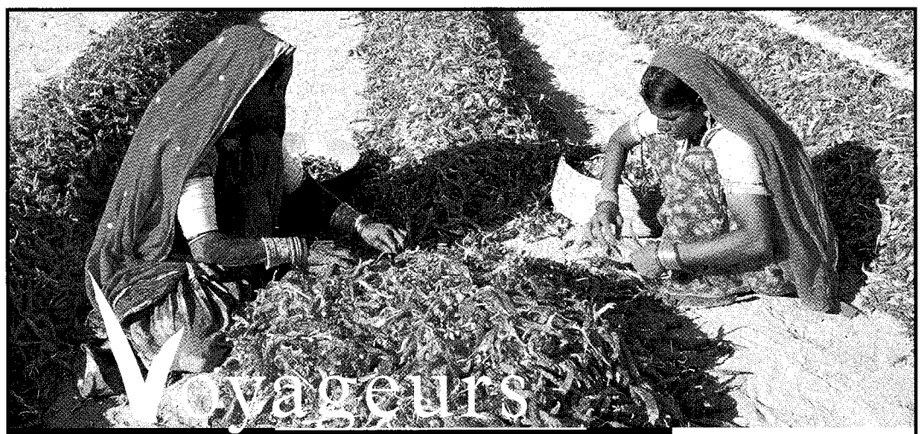


A quatre heures trente de Paris – par l'autoroute, bien sûr – on peut notamment admirer quelques minuscules outils en silex taillé utilisés par les chasseurs-cueilleurs qui traquèrent l'aurochs et le sanglier, des céramiques datant de l'âge du bronze et du premier âge du fer, un magnifique plat en verre moulé, des fibules et couteaux gallo-romains, des vases funéraires mérovingiens, etc. L'amateur d'archéologie pourra ensuite se rendre à Chalain, à une vingtaine de kilomètres, où on a reconstitué, avec ses huttes, un village lacustre du néolithique. Puis il gagnera le site gallo-romain de Villards-d'Héria, où l'attendent les ruines du sanctuaire des Séquanes, avec ses temples et ses piscines. A Villers-Farlay, il pourra découvrir un joli four tuilier gallo-romain avant de se rendre au musée d'archéologie de Champagnole où des collections évoquent la vie quotidienne aux Ier et IIe siècles de notre ère.

On profitera de l'occasion pour visiter la Ferme de l'aurochs qui, au pied des cascades du hérisson, près de Chalain, se consacre à l'élevage des animaux primitifs : aurochs, bisons et autres bœufs d'Ecosse. Difficile, enfin, de quitter Lons-le-Saunier sans saluer le père de la Marseillaise, Rouget de Lisle, dont la maison natale, devenue un musée à sa gloire, se trouve au 24 de la rue du Commerce (ou rue des Arcades) et dont la statue, signée Bartholdi, se dresse depuis 1882, place de la Chevalerie. Restaurée, elle a été classée monument historique en 1992, à l'occasion du bicentenaire de l'hymne national.

de notre correspondant, Jean-Pierre Tenoux.

★ Office du tourisme de Lons-le-Saunier (tél. : 03-84-24-65-01). Comité départemental du tourisme (tél. : 03-84-87-08-88, 3615 Jura) pour touver un hébergement. Musée d'archéologie, 25, rue Richebourg (tél. : 03-84-47-12-13). Ferme de l'aurochs, de 14 h à 19 h 30, week-ends et jours fériés, jusqu'au 15 octobre ; le reste de l'année, sur réservation, pour les groupes. A Paris, Maison de la Franche-Comté (tél. : 01-42-66-26-28).



© Bruno Français

EN INDE

[VOLS RÉGULIERS]*
Paris > Delhi ou Bombay : 3 890F
Paris > Madras (avec escales) : 3700F
>> Pré-réservez vos vols sur le Web Voyageurs : www.vdm.com

[ITINERAIRE EN INDIVIDUEL] : PETITS PALAIS DU RAJASTHAN
14 jours Paris-Paris à partir de 13 150F/p (base 2 personnes)
Une très belle découverte du Rajasthan : villages colorés, forts et petits palais.

[ITINERAIRE EN INDIVIDUEL] : ESCAPADE EN INDE DU SUD - TAMIL NADU ET KERALA
15 jours Paris-Paris à partir de 15 200F/p (base 2 personnes)
L'Inde profonde hindouiste dans les grands temples du Tamil Nadu et l'Inde tropicale le long des canaux du Kerala.

[CIRCUIT DECOUVERTES] : DE BOMBAY A DELHI
14 jours Paris-Paris à partir de 13 750F/p (base chambre double)
Encadrement assuré par des guides locaux francophones.

[CIRCUIT CIVILISATIONS] : LA GRANDE TRAVERSEE DE L'INDE DU SUD
21 jours Paris-Paris à partir de 22 950F/p (base chambre double)
Accompagnateur francophone spécialisé Voyageurs en Inde de Paris à Paris.
Départs garantis - 8 personnes minimum.

*Prix par personne à partir de, aller/retour, hors taxes.

>> Renvoyez ce coupon à VOYAGEURS DU MONDE, 55 rue Sainte Anne, 75002 Paris

JE SOUHAITE RECEVOIR LES BROCHURES SPECIALISEES SUR LES VOYAGES EN "INDIVIDUEL"* :
☐ Afrique ☐ Amérique du Sud ☐ Asie Centrale ☐ Asie du Sud Est ☐ Australie ☐ Chine ☐ Etats-Unis / Canada
☐ Europe ☐ Les îles ☐ Inde ☐ Indonésie ☐ Italie ☐ Mexique / Guatemala ☐ Monde Arabe

JE SOUHAITE RECEVOIR LA BROCHURE VOYAGEURS "CIRCUITS"* :
Cette brochure regroupe l'ensemble des circuits "civilisations" et "découvertes" de nos 13 brochures spécialisées.
☐ Circuits *Envoi gratuit limité à 2 brochures. Au delà, merci de joindre 15 Frs par chèque à l'ordre de Voyageurs du Monde.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE : TÉL :

Le Monde - 23/09/99

Les Expositions-ventes d'Artisanat

LA CHINE : du 8 septembre au 27 novembre 1999, la Cité des Voyageurs - Paris, vous invite à découvrir l'art et l'artisanat traditionnel chinois.

► VOYAGEURS PARIS
55, rue Sainte-Anne
75002 Paris
✆ 01 42 86 16 90

► VOYAGEURS LYON
5, quai Jules Courmont
69002 Lyon
✆ 04 72 56 94 56

► VOYAGEURS TOULOUSE
12, rue Gabriel Péri
31000 Toulouse
✆ 05 62 73 56 46

► VOYAGEURS RENNES
(ex agence Rallu)
2, rue Jules Simon, BP 7501,
35075 Rennes Cedex
✆ 02 99 79 16 16

► VOYAGEURS FOUGÈRES
(ex agence Rallu)
19, rue Chateaubriand
35300 Fougères
✆ 02 99 94 21 91

► VOYAGEURS SAINT-MALO
(ex agence Rallu)
17, avenue Jean Jaurès,
BP 206,
35409 Saint Malo Cedex
Tél : 02 99 40 27 27

>> Demandez vos brochures sur internet
www.vdm.com
3615 VOYAGEURS
2,23F/mn

LeMonde Job: WMQ2309--0032-0 WAS LMQ2309-32 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:12 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1851 Lcp:700 CMYK

Six commandements pour démocratiser le réseau d'Internet

Michael Nelson, ancien conseiller scientifique du vice-président Al Gore, estime que le futur du Web passera plus par l'« intelligence » que par le développement technologique de son architecture. Reste toutefois à améliorer la sécurité des transactions et du contenu

La révolution d'Internet ne fait que commencer. A peine 2 % de ce qu'il y a à faire a été réalisé. Mais le mouvement devrait s'accélérer avec la mise en œuvre de la deuxième génération du réseau mondial. Un chercheur américain, Michael Nelson, pense que cette mutation doit être plus qualitative que quantitative. Ainsi, l'apparition de moteurs de recherche de troisième génération devrait rendre la Toile plus « naturelle et plus intelligente ». Le perfectionnement des méthodes d'analyse de contenu devrait permettre aussi à Internet de simplifier ses outils de navigation. Mais si les obstacles à la communication s'effacent, il restera à identifier avec certitude les interlocuteurs rencontrés au gré de voyages dans le cyberespace. A terme, et sous réserve que la sécurité soit préservée sur le réseau, Internet devrait pénétrer partout et offrir une disponibilité de tous les instants avec *« la même fiabilité que le réseau électrique »*.

LE NOMBRE d'utilisateurs d'Internet dans le monde double tous les deux ans et le trafic est multiplié par huit chaque année. Conseiller scientifique du sénateur Al Gore qu'il a suivi à la Maison Blanche lorsque celui-ci est devenu vice-président de Bill Clinton, Michael Nelson a participé de près au démarrage fulgurant d'Internet. En juillet 1998, il est entré chez IBM où il occupe le poste de directeur du programme Internet. Une fonction qui lui permet de poursuivre sa mission de promotion d'Internet aussi bien à l'intérieur de Big Blue qu'auprès de ses grands clients.

> Dans les rêves de Michael Nelson brillent les six étoiles d'un « Internet naturel et intelligent, facile et sûr, partout et toujours branché »

« La révolution d'Internet ne fait que commencer, affirme-t-il. *A peine 2 % de ce qu'il y a à faire a été réalisé. »* Mais le mouvement devrait s'accélérer avec la mise en œuvre de la deuxième génération du réseau mondial. *« Il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'une évolution, comme celle d'un enfant qui devient adulte »*, s'enthousiasme Michael Nelson. Alors que les projets d'évolution d'Internet mettent souvent l'accent sur l'augmentation du débit d'information (bande passante), nécessaire pour véhiculer les images, le son et la vidéo, ce passionné de technologie croit, lui, en une mutation plus qualitative que quantitative de la Toile.

« Demain, plaisante-t-il, *les arbres de mon jardin seront en ligne. Des capteurs m'avertiront qu'ils manquent d'eau afin que je déclenche à distance le système d'arrosage. Mon chien aussi sera en ligne. Un émetteur sans fil me permettra de le retrouver. »* Des centaines d'objets personnels seront ainsi reliés à la Toile, du réfrigérateur au magnétoscope programmable à distance via le courrier électronique. Internet, dans ce contexte, n'aura plus grand-chose à voir avec le réseau mondial d'aujourd'hui. Dans les rêves de Michael Nelson, qui se confondent désormais avec celui d'IBM, brillent les six étoiles d'un *« Internet naturel et intelligent, facile et sûr, partout et toujours branché »*.

● **Naturel et intelligent.** Outil de conversation et de travail collaboratif, la communication deviendra, grâce à Internet, aussi naturelle que *« celle d'un tête-à-tête »*. Cela induit la suppression de tous les obstacles techniques qui rendent aujourd'hui la téléphonie et la visiophonie délicates à mettre en œuvre. L'utilisation du réseau deviendra ainsi de plus en plus *« transparente »* pour les internautes. Au quotidien, cette extrême facilité sera renforcée par l'apparition de moteurs de recherche de troisième génération.

Avec les premiers outils, la recherche de pages sur la Toile était réalisée à partir de mots clés. La seconde génération, utilisée aujourd'hui, permet de traiter des expressions telles que *« Tourisme en France »* et obtenir à partir de cette demande complexe une liste de sites. *« Avec la troisième génération d'outils à laquelle appartient le moteur de recherche Clever développé par IBM, c'est la sagesse de la Toile qui est exploitée. »*

Le moteur est en effet capable de détecter combien de « liens » pointent sur une page donnée. Cela revient à mesurer la notoriété d'un site grâce à l'équivalent d'un sondage d'opinion de l'ensemble des internautes. En effet, ces derniers créent des liens hypertextes avec les pages qu'ils considèrent comme les meilleures dans les domaines qui les intéressent. En croisant la recherche sur un thème avec ce critère de classement, on obtient une liste qualifiée *« des sites les plus utiles et les plus fiables »*, juge Michael Nelson. Avec un petit temps de retard, toutefois, car les sites les plus récemment créés échapperont à ce filtre.

D'autres technologies rendront Internet plus intelligent. *« Les moteurs de recherche adaptés à la vidéo permettront de retrouver les 90 secondes de reportages télévisés traitant d'un sujet donné. »* Michael Nelson compte sur la technique de l'analyse des bandes sonores et leur transformation en texte pour obtenir ce résultat.

● **Facile et sûr.** Outre le perfectionnement des méthodes d'analyse de son contenu, Internet devra simplifier ses outils de navigation. *« Cela passera par l'intégration d'applications aujourd'hui hétéroclites. »* Les incompatibilités entre formats, navigateurs ou programmes additionnels (les fameux *plug-in*) disparaîtront. *« La norme XML développée par le consortium World Wide Web deviendra la langue commune de la Toile. »* Si les obstacles à la communication s'effacent, il restera à identifier avec certitude les interlocuteurs rencontrés au gré de l'exploration du cyberespace.

Pour illustrer son discours, Michael Nelson cite une bande dessinée mettant en scène deux chiens dont l'un « surfe » sur la Toile. Le premier confie à l'autre : *« Sur Internet tu n'es pas identifié. Personne ne sait que tu es un chien... »* Une autre anecdote démontre les dangers de l'incertitude qui règne sur le réseau mondial. *« Récemment, un internaute a diffusé une nouvelle vantant les mérites d'une entreprise sous une forme identique à celle des dépêches publiées par l'agence Bloomberg. Aussitôt, son action a doublé, ce qui a rapporté gros à l'escroc avant qu'il ne finisse enprison. »*

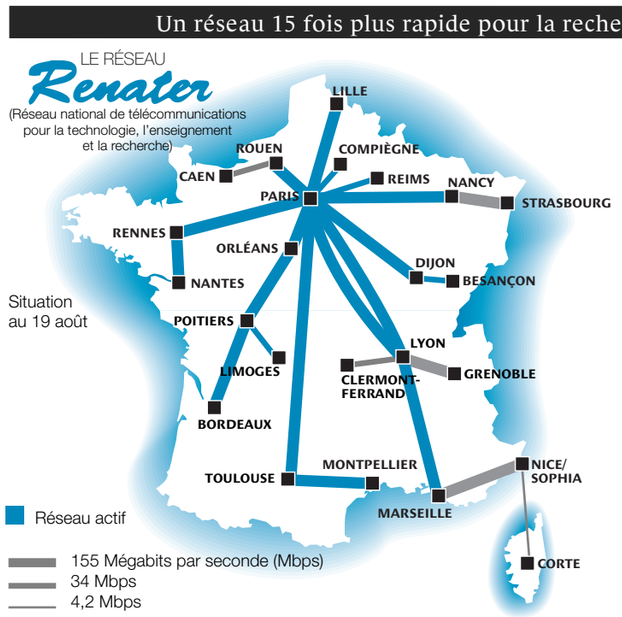
Michael Nelson reconnaît que l'authentification du contenu de la Toile constitue *« l'un des challenges les plus difficiles »*. Les travaux actuels sur la protection de la vie privée, la sécurité des transactions et le cryptage des données devraient néanmoins finir par apporter une réponse. Même si, comme dans le monde réel, la fraude ne pourra être entièrement éradiquée.

● **Partout et toujours branché.** Le renforcement de la sécurité sera d'autant plus nécessaire qu'Internet se glissera dans une multitude d'appareils de la vie courante. IBM a baptisé ce phénomène le *« pervasive computing »*, c'est-à-dire l'informatique diffuse et envahissante. Aujourd'hui déjà, et encore plus demain, ordinateur et Internet tendent à se confondre. La miniaturisation leur permet d'entrer dans les téléphones portables. Bientôt, ils se glisseront partout, dans les agendas électroniques transformés en assistants numériques personnels (PDA), dans la quasi-totalité des appareils ménagers, les téléviseurs, les chaînes hi-fi, les voitures... Une telle ubiquité devrait offrir naturellement une disponibilité de tous les instants. *« Internet garantira alors la même fiabilité que le réseau électrique. »*

L'application d'un tel programme imposera-t-elle l'édification d'une nouvelle infrastructure ? *« Environ 80 % de ce rêve est réalisable avec les équipements existants »*, assure Michael Nelson qui mise sur le développement de la communication sans fil *« fournissant un débit de 100 kilobits par seconde »* pour compléter le réseau téléphonique actuel. De quoi repousser l'échéance du câblage généralisé en fibre optique et faciliter ainsi la démocratisation de l'accès à Internet.

Michel Alberganti

Un réseau 15 fois plus rapide pour la recherche française



Annoncé le 30 juin, le déploiement du nouveau réseau Renater 2 se poursuit. Par rapport à son prédécesseur, Renater 1, il étend la transmission de données à celle de la vidéo et de la voix. Il doit également permettre de gérer des réseaux privés virtuels en garantissant la qualité du service. Le saut de débit est important puisqu'il multiplie par 15 la capacité du réseau précédent pour atteindre 155 mégabits par seconde. Le développement d'applications de plus en plus complexes et sensibles, dans le milieu médical en particulier, n'était plus envisageable sur un réseau partagé par l'ensemble des utilisateurs d'Internet. Renater 2 offre un choix de services, tels que la garantie de service qui alloue une bande passante fixe à un utilisateur pendant une durée donnée. Renater 2, en plus de la technologie IP, fait en effet appel au réseau ATM.

Infographie : Le Monde • *Source :* GIP Renater

De la politique à l'industrie

Assistant spécial pour la technologie de l'information au sein du Bureau de la science et de la technologie de la Maison Blanche, Michael Nelson a travaillé étroitement avec le sénateur Al Gore à la création de l'infrastructure américaine qui a permis le développement d'Internet aux Etats-Unis. Puis il l'a suivi à la Maison Blanche lorsque celui-ci est devenu vice-président. Ensuite, ce diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a choisi de rejoindre le secteur privé pour *« être plus près du terrain »*. Dans un premier temps, Michael Nelson a occupé un poste de transition à la Federal Communications Commission (FCC). Mais, en juillet 1998, il est entré chez IBM, où il a pour mission de forger la stratégie Internet de Big Blue et d'exploiter son expérience politique auprès des grandes entreprises mondiales et des représentants des gouvernements étrangers.

Les réseaux à haut débit deviennent une priorité française

*« **UNE FOIS** n'est pas coutume, je ne souhaite pas longue vie à Renater 2 »*, déclarait en juin Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie lors de l'inauguration du nouveau Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche. *« Je souhaite,* poursuivait-il, *que l'on passe le plus vite possible à Renater 3 pour accéder aux très hauts débits. La présence de tels réseaux sur le sol national est une priorité majeure. »*

L'enjeu d'une telle course réside dans l'extension des possibilités d'échange d'informations entre les chercheurs français. Mais déjà s'ouvre avec Renater 2 la possibilité d'accéder aux conférences virtuelles et autres téléséminaires, au travail coopératif, aux débats à distance... Autant d'applications qui exigent à la fois de forts débits de données et des garanties de service pour échapper aux fluctuations de l'encombrement du réseau que la première mouture de Renater créée en 1992 par le CEA, le CNES, le CNRS, l'INRIA et EDF sous l'impulsion d'Hubert Curien, alors ministre de la recherche, ne pouvait offrir.

RESTER DANS LA COURSE

Lionel Jospin, en tant que ministre de l'éducation, lui donna donc un second souffle. Ensuite, commente perfide Claude Allègre, *« Renater est resté en l'état pendant quatre ans parce que le ministre de l'éducation ne croyait pas aux nouvelles technologies »*, et d'insister sur le fait qu'il a fait passer de 30 % à 95 % la proportion de lycées connectés à Internet.

Renater 2 doit permettre à la France de rester dans la course que se livrent les pays développés en matière de capacité d'acheminement de l'information. Rassemblés au sein du groupement d'intérêt public (GIP) Renater, les fondateurs (moins EDF qui s'est retiré en janvier) assurent la maîtrise d'ouvrage du réseau auquel sont raccordés près de 600 sites du milieu de la recherche et de l'enseignement ainsi que plusieurs milliers de lycées, collèges et écoles.

Fin août, lors de sa mise en place, Renater 2 s'appuyait sur un réseau de plus de 4 000 kilomètres de fibres optiques. France Télécom assure la mise en œuvre du système composé d'une boucle centrale à 2,5 gigabits par seconde (Gbit/s) et de 24 liaisons de 34 à 155 mégabits par seconde (Mbit/s). La communication vers les Etats-Unis est assurée par un accès Internet à 155 Mbit/s. Une liaison est également établie avec le réseau américain Internet 2 Abilene récemment inauguré (*Le Monde* du 4 mars). L'objectif du nouveau système français est d'améliorer à la fois la capacité de transmission (débit multiplié par 10) et la qualité des services (vidéo, vidéoconférence...).

Il s'agit également, aux Etats-Unis comme en Europe, de préserver la communauté de la recherche et de l'enseignement de l'envahissement d'Internet par le grand public. Claude Allègre souligne néanmoins que Renater 2 sera ouvert à la recherche privée. Le budget affecté au fonctionnement du nouveau réseau atteint 90 millions de francs (13,7 millions d'euros) par an. *« On peut se payer cela, on n'a besoin de personne »*, lance le ministre, qui exhorte les utilisateurs à profiter de cette manne : *« Là, vous avez l'argent. A vous d'aller le plus loin et le plus vite possible. »*

M. Al.

La Toile tentaculaire serait en fait un tout petit monde

POUR le béotien, l'écheveau du World Wide Web, ce réseau des réseaux, semble inextricable. On estime qu'il contient 800 millions de documents, dont le nombre s'accroît exponentiellement. Les moteurs de recherche, ces automates qui parcourent la Toile pour aider l'internaute à s'y retrouver, n'indexent, pour les meilleurs d'entre eux, que 38 % de ces pages. Des continents entiers resteraient donc inexplorés.

Erreur de perspective, préviennent trois chercheurs de l'université américaine de Notre Dame (Indiana), qui expliquent dans la revue *Nature* du 9 septembre que la Toile est, en fait, un tout petit monde. Ils en ont même calculé le diamètre : il serait actuellement égal à 19 clics de souris. Selon Réka Albert, Hawoong Jeong et Albert-Laszlo Barabasi, le nombre de liens hypertextes – qui permettent de passer d'une page ou d'un site à l'autre – est tel qu'il suffit de cliquer, en moyenne, 19 fois sur ces liens pour relier deux documents quelconques sur la Toile.

C'est un petit robot numérique de leur invention qui les a conduits à cette conclusion. Ils l'avaient chargé d'explorer le réseau, de rapatrier dans sa base de données toutes les adresses figurant sur les sites rencontrés, et de suivre ces liens, de proche en proche. Cela leur a permis de calculer les probabilités pour qu'un document ait un nombre précis de liens de sortie (menant vers d'autres sites) et de liens d'entrée (pour y accéder depuis un autre site). Ils ont constaté que ces probabilités suivaient des lois de distribution qui ne devaient rien au hasard.

« Alors que l'auteur d'une page a toute liberté pour choisir le nombre de liens et d'adresses pointant vers d'autres sites, notent-ils, *l'ensemble du système obéit à des lois d'échelles caractéristiques d'ensembles hautement auto-organisés. »* Poursuivant leurs investigations sur cette « connectivité » du Web, ils ont calculé statistiquement le plus petit chemin entre deux documents, aboutissant à ce « diamètre » moyen de 19 clics. Et même si la Toile devait croître de 1 000 % au cours des années à venir – comme c'est actuellement prévu –, son diamètre resterait raisonnable, de l'ordre de 21 clics.

« COMMUNAUTÉ EN LIGNE »

Ce type d'études combinatoires permet d'esquisser une sorte de topologie du Web – certains chercheurs parlent même d'écologie. Des travaux antérieurs ont ainsi permis de découvrir de la même manière certaines stuctures sous-jacentes de systèmes sociaux ou biologiques. Deux Terriens pris au hasard ne seraient en moyenne pas éloignés de plus de six degrés, non de parenté, mais de connaissance – Untel connaît le locataire de l'ami de l'amie du collègue du beau-frère du concierge, par exemple. Le site américain Sixdegrees (http ://www.sixdegrees.com/) tire astucieusement parti de ce principe pour proposer aux internautes une *« communauté en ligne »* au sein de laquelle il est possible de partager ses intérêts, ses goûts, de rechercher un emploi, d'échanger ou de vendre un objet ou un service, tout en connaissant le degré de proximité de son interlocuteur. Près de 2,8 millions d'internautes se sont déjà inscrits, sans doute à la recherche d'échanges moins anonymes.

Les variations sur ce principe sont infinies. Certains cinéphiles s'amusent à décrire la filmographie la plus courte reliant l'ensemble des comédiens américains à l'acteur Kevin Bacon, peu connu en Europe. On attribue le rang un aux acteurs ayant directement partagé l'écran avec celui-ci, le rang deux à ceux qui ont travaillé avec les comparses de Kevin Bacon, et ainsi de suite. *« Il est difficile de trouver un acteur ayant un degré de séparation supérieur à 4 avec Kevin Bacon »*, note Lada Adamic, du centre de recherche Xerox de Palo Alto (Californie), dans un article décrivant ces « petits mondes ». Les mathématiciens aiment parfois à citer leur « nombre d'Erdös » qui désigne leur degré de collaboration avec le prolixe Hongrois Paul Erdös (auteur de 1 400 publications scientifiques), mort en septembre 1996 : jusqu'en 1998, tous les détenteurs de la médaille Fields – le « Nobel » des mathématiques – avaient des nombres d'Erdös inférieurs à 6.

Anecdotique ? Pas tout à fait. Ces études de combinatoire intéressent aussi bien les gestionnaires des réseaux électriques que les spécialistes de la transmission des maladies infectieuses. Appliquées à la recherche de documents sur Internet, elles offrent des pistes prometteuses. Lada Adamic a ainsi mis au point un moteur de recherche expérimental, capable de sélectionner les pages comportant le plus de liens en rapport avec le mot-clé recherché par l'utilisateur. Ces pages ont, en effet, de bonnes chances d'être des points de passage obligés autant que des lieux de référence sur le sujet en question. Ces recherches rejoignent celles entreprises notamment par IBM pour hiérarchiser le Web en fonction de la « notoriété » des sites.

Mais certains spécialistes mettent en garde contre les biais qu'introduisent ces mesures de *« popularité »* (comme Google et DirectHit). *« Ils renforceront la tendance selon laquelle les sites les plus populaires le seront plus encore* (...) *et pourrait retarder voire même entraver la visibilité d'informations nouvelles et de qualité »*, prévenaient Steve Lawrence et C. Lee Giles du centre de recherche NEC de Princeton (New Jersey), dans un article publié par *Nature* (8 juillet) où ils dénonçaient les faiblesses des moteurs de recherche.

Pour Albert, Jeong et Barabasi, le petit diamètre du Web constitue un atout pour des agents intelligents. Capables de remonter les liens les plus *« pertinents »* ils seraient beaucoup plus rapides que ceux qui fondent leur recherche par repérage de mots-clés, *« dont la seule stratégie est d'indexer autant de pages du Web que possible »*. Mais comment savoir quel lien est effectivement « pertinent » ? Les auteurs, tout à leur joie de constater que l'information *« n'est qu'à quelques clics de distance »*, ne le disent pas...

Hervé Morin

LeMonde Job: WMQ2309--0033-0 WAS LMQ2309-33 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:43 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1852 Lcp:700 CMYK

Nombreuses averses

JEUDI. Une vaste zone dépressionnaire continue d'intéresser l'Europe de l'Ouest mais se comble peu à peu. Elle dirige un flux de sud-ouest doux et humide sur la France. Les précipitations prendront le plus souvent un caractère d'averse. Des éclaircies plus ou moins franches parviendront parfois à se glisser dans le ciel.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le vent de sud-ouest restera sensible surtout sur les côtes. Les éclaircies seront rares et brèves. Il fera de 18 à 22 degrés.

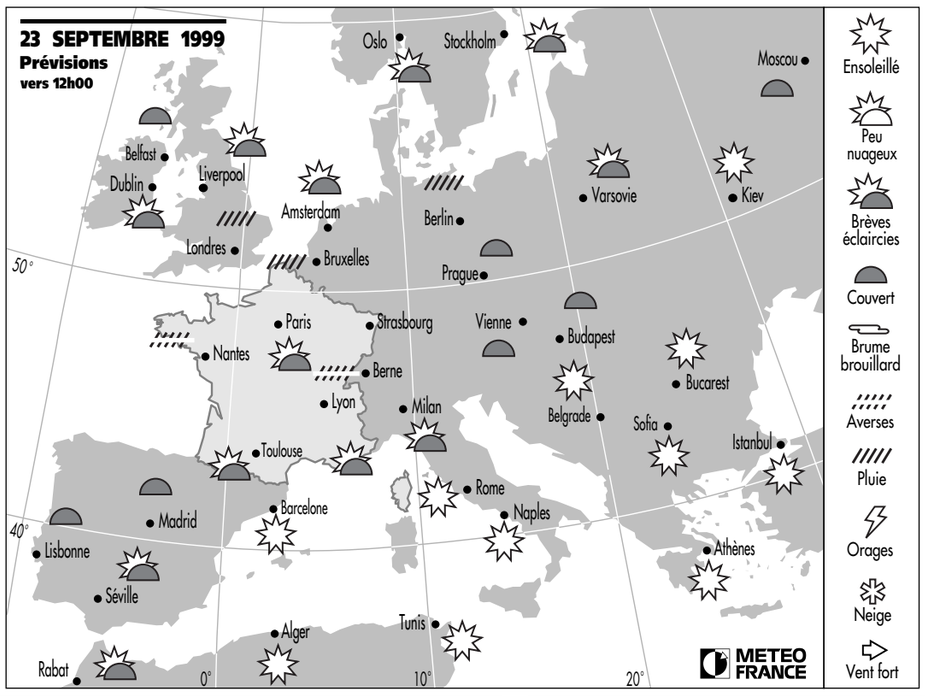
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le temps s'améliore. Des éclaircies parfois assez larges se développeront. Elles seront parfois entrecoupées de bonnes averses. Il fera de 20 à 24 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – L'atmosphère reste lourde et humide. Les nuages menaçants prendront souvent le pas sur les éclaircies. Des pluies orageuses risquent de se déclencher à tout moment. Il fera de 22 à 25 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Malgré les éclaircies, le temps restera plutôt menaçant. Des averses sont encore attendues principalement en matinée. Elles se raréfieront nettement l'après-midi. Il fera de 22 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le soleil résistera tant bien que mal en Rhône-Alpes malgré les passages nuageux. En revanche, le temps sera beaucoup plus menaçant en Auvergne et Limousin avec parfois des averses. Il fera de 22 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le vent marin apportera grisaille et humidité sur le Languedoc et la Provence. Partout ailleurs, le soleil l'emportera malgré les passages nuageux. Sous le soleil, on atteindra généralement 24 à 28 degrés.



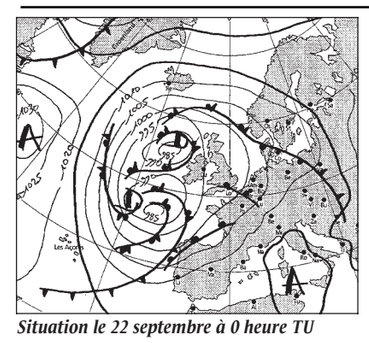
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PORTUGAL.** Fort du succès de l'Expo 98 à Lisbonne, l'association du tourisme de la capitale portugaise a lancé une campagne de communication pour promouvoir l'image de la ville en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni. Ce programme, qui se prolongera jusqu'en 2 002, entend favoriser le développement d'un tourisme « découverte » (week-end prolongé) et du tourisme d'affaires.

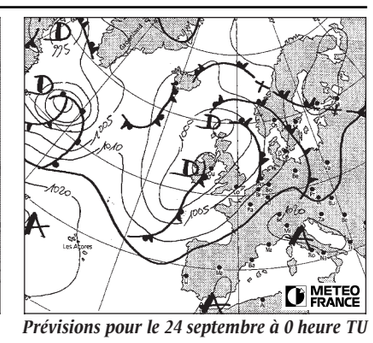
■ **FRANCE.** L'Hôtel Saint-Nicolas, situé au cœur du quartier historique de La Rochelle, a rejoint Choice Hotels France, troisième chaîne hôtelière en France (130 établissements). Cet hôtel ex-Frantour pourrait être suivi par d'autres établissements, à la suite du rachat de Frantour par le groupe Accor. Vieille demeure entièrement rénovée, le Saint-Nicolas (79 chambres) figurera sous l'enseigne « Comfort » (2 à 3 étoiles) de Choice Hotels. Renseignements au 0800-12-12-12.

PRÉVISIONS POUR LE 23 SEPTEMBRE 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	17/27	N
BIARRITZ	21/26	N
BORDEAUX	17/27	N
BOURGES	15/24	N
BREST	15/18	P
CAEN	15/20	P
CHERBOURG	14/19	P
CLERMONT-F.	17/24	P
DIJON	15/21	P
GRENOBLE	16/29	N
LILLE	14/22	N
LIMOGES	15/22	N
LYON	19/26	N
MARSEILLE	19/28	C
NANCY	15/21	P
NANTES	15/20	P
NICE	16/25	N
PARIS	14/23	N
PAU	16/25	N
PERPIGNAN	18/31	N
RENNES	16/20	P
ST-ETIENNE	16/24	P
STRASBOURG	16/21	P
TOULOUSE	16/27	N
TOURS	14/23	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/30	N
FORT-DE-FR.	23/31	P
NOUMEA	21/24	P
PAPEETE	23/28	S
POINTE-A-PIT.	24/32	P
ST-DENIS-RÉ.	20/26	N
EUROPE		
AMSTERDAM	15/20	N
ATHENES	22/29	S
BARCELONE	22/27	S
BELFAST	14/16	C
BELGRADE	14/28	S
BERLIN	16/22	P
BERNE	12/21	N
BRUXELLES	15/20	P
BUCAREST	12/26	S
BUDAPEST	15/26	C
COPENHAGUE	14/20	N
DUBLIN	13/17	N
FRANCFORT	15/20	P
GENEVE	15/23	N
HELSINKI	7/17	S
ISTANBUL	19/24	S
KIEV	12/21	S
LISBONNE	17/22	C
LIVERPOOL	15/19	N
LONDRES	15/19	P
LUXEMBOURG	13/17	P
MADRID	14/21	C
MILAN	17/25	N
MOSCOU	8/15	C
MUNICH	14/25	C
NAPLES	19/29	S
OSLO	10/13	N
PALMA DE M.	21/30	S
PRAGUE	15/24	C
ROME	19/27	S
SEVILLE	18/26	N
SOFIA	13/25	S
ST-PETERSB.	8/17	N
STOCKHOLM	13/18	N
TENERIFE	17/23	S
VARSOVIE	14/23	N
VENISE	18/23	S
VIENNE	14/24	C
AMÉRIQUES		
BRASILIA	17/23	P
BUENOS AIR.	11/21	N
CARACAS	25/29	P
CHICAGO	10/24	S
LIMA	13/19	C
LOS ANGELES	17/19	N
MEXICO	12/19	C
MONTREAL	8/18	N
NEW YORK	11/22	S
SAN FRANCIS.	14/19	N
SANTIAGO/CHI	6/19	C
TORONTO	13/22	N
WASHINGTON	9/22	S
AFRIQUE		
ALGER	23/30	S
DAKAR	26/30	N
KINSHASA	20/30	N
LE CAIRE	22/32	S
MARRAKECH	18/29	S
NAIROBI	17/27	N
PRETORIA	11/22	S
RABAT	17/26	N
TUNIS	24/33	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/31	P
BOMBAY	26/31	P
DJAKARTA	27/31	C
DUBAI	28/36	S
HANOI	24/30	S
HONGKONG	21/27	S
JERUSALEM	22/31	S
NEW DEHLI	27/33	S
PEKIN	9/21	S
SEOUL	21/26	P
SINGAPOUR	27/30	C
SYDNEY	14/24	S
TOKYO	23/27	C



Situation le 22 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 24 septembre à 0 heure TU

JARDINAGE

Des diverses manières de se débarrasser des cochenilles

L'AUTOMNE est là, qui aura été précédé d'une chute de la température, de pluies en bourrasques sur le nord de la France. C'est le moment d'inspecter les plantes d'orangerie avant de les mettre à l'abri des rigueurs de l'hiver. L'été passé à l'extérieur leur aura fait le plus grand bien : le soleil, l'air vif, l'alternance de la chaleur de la journée, de la fraîcheur de la nuit aura endurci leur bois et leur feuillage et va leur permettre de passer la mauvaise saison sans encombre.

Si les orangers, les citronniers, les palmiers, les lauriers-roses, les lantanas, les brugmansias (autrefois appelés daturas), si les fuchsias, les géraniums, les hibiscus de Chine, les héliotropes, les bougainvilliers peuvent encore attendre avant de regagner serres froides ou vérandas peu chauffées, il faut néanmoins les préparer – et ne pas cesser de les arroser au motif que la chaleur décline.

Il faut bien inspecter les potées et les bacs, débarrasser ces plantes de leurs feuilles mortes ou tachées, de leurs branches blessées afin que ne s'y développent pas maladies diverses et champignons funestes. Ne pas hésiter, c'est même recommandé, à les pulvériser à l'aide d'une solution préparée à l'aide d'un insecticide systémique et rémanent : absorbé par le feuillage, il sera véhiculé par la sève pendant une quinzaine de jours et éliminera tous les insectes suceurs... à l'exception des cochenilles que leur carapace cireuse protège, et des aleurodes dont le cycle de reproduction est si rapide que l'on en vient difficilement à bout (les aleurodes ressemblent à de minuscules papillons blancs qui s'envolent dès que l'on frôle une plante et qui amassent leurs œufs à l'envers des feuilles).

LAVER LE MIELLAT...

On ne se débarrasse jamais complètement des cochenilles, mais on peut contrôler leur expansion de façon qu'elles ne nuisent pas trop à la plante qui les accueille. Leur présence se signale souvent par une sorte de poisse collante et sucrée (le miellat) qui s'exsude des feuilles qu'elles colonisent. Il suffit de regarder le feuillage à l'envers pour les apercevoir agglutinées les unes aux autres. Les jardiniers qui n'ont pas de temps à perdre (!) et qu'une ou deux plantes à traiter se muniront d'une petite éponge qu'ils utiliseront pour débarrasser mécaniquement leurs plantes de ces bestioles indésirables et laveront les feuilles recouvertes de miellat à l'aide d'une eau tiède dans laquelle ils auront mis quelques gouttes de produit à vaisselle ou une noisette de savon noir – aucun danger pour la plante. Après quoi, ils laveront abondamment la totalité de l'arbuste avec un jet d'eau pas trop puissant. Ensuite, il faudra le pulvériser intégralement, en insistant bien sur l'envers des feuilles, avec une huile blanche spéciale anti-cochenilles. En prenant évidemment toutes les précautions nécessaires : mettre des gants, ne pas fumer, ne pas manger et attendre qu'il n'y ait aucun vent.

... RECOMMENCER...

Il faudra recommencer la pulvérisation chaque semaine jusqu'au moment où orangers, citronniers, mandariniers, fortunellas devront être rentrés : il est beaucoup plus efficace et moins dangereux pour le jardinier de faire ces traitements radicaux à l'extérieur. On pourra également, pulvériser ces arbustes d'une solution de bouillie bordelaise qui mettra un terme à ces soins d'automne.

Beaucoup plus coriaces, mais tout aussi atteints par les cochenilles, les lauriers-roses seront simplement pulvérisés. Si l'une ou l'autre des branches est vraiment envahie de cochenilles, faire la grimace, et la débarrasser de ces insectes en la pinçant entre les doigts. C'est assez répugnant, mais très efficace avant la pulvérisation.

Les fuchsias, lantanas et hibiscus, quand ils ne sont pas trop grands, seront pulvérisés avec un insecticide, puis enveloppés dans un grand sac poubelle. S'ils sont vraiment trop envahis pas les mouches blanches, mieux vaut parfois les laisser mourir de froid qu'introduire ces insectes malfaisants dans la serre ou la véranda. Car ils y sont une engeance qui peut introduire de nombreuses maladies dont il sera difficile de se débarrasser.

... INSPECTER LES ACHATS

A ce sujet, il faut toujours bien inspecter les plantes achetées dans les jardineries et leur faire subir une petite quarantaine avant de leur faire rejoindre une collection. Il n'est pas rare qu'elles soient porteuses des œufs de la mouche blanche malgré les soins attentifs des horticulteurs qui ont des armes redoutables pour lutter contre cet insecte venu d'outre-Atlantique *via* les serres des Pays-Bas et qui s'est répandu à une vitesse étonnante en Europe tempérée.

Les orchidées du type *Cymbidium*, facilement identifiables au fait qu'elles forment des touffes de grandes feuilles qui émergent de pseudo-bulbes renflés, et produisent de longues grappes de fleurs, devront rester, elles aussi, encore dehors. De la mi-ombre qui leur a été propice, elles passeront au plein soleil, continueront de recevoir leur dose d'engrais dilué chaque semaine. Elles ne seront rentrées qu'à la veille des premières gelées, car elles ont un besoin impératif de la froidure de la nuit pour que se déclenche le processus de floraison. Après quoi, elles seront rentrées, placées près d'une fenêtre jusqu'au moment où leurs boutons s'ouvriront.

Alain Lompech

Rentrer les plantes d'appartement

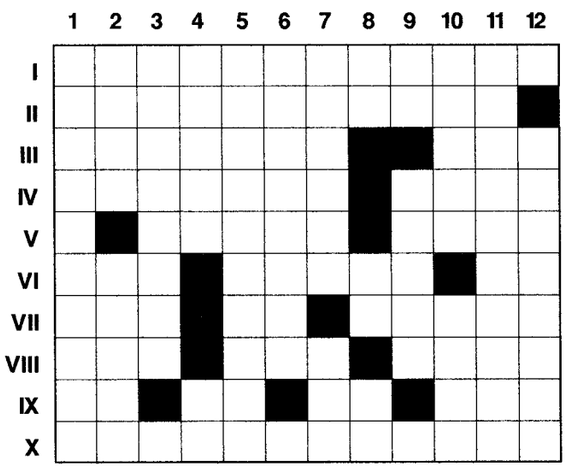
Les plantes d'appartement doivent être rentrées maintenant dans la moitié nord de la France. Et elles pourront être rempotées si le besoin s'en fait sentir et leur pot débarrassé de la mousse et des projections de terre qui s'y seront accumulées. Quelques granulés anti-escargots seront distribués sur la terre des pots, de façon à ne pas introduire de gastéropodes dans la maison.

Quelques plantes y sont particulièrement sensibles, notamment l'aspidistra, que l'on ne cultivait plus et qui revient dans les jardineries. Increvable, cette plante aux grandes feuilles qui surgissent de terre se repassait de mère en fille dans les contrées sud de la France, en Italie et en Espagne. Et l'on pouvait en voir de grandes potées chez les bouchers du temps que leur magasin était ouvert à tous les vents. C'est dire la solidité de cette belle plante.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99226

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Qui a beaucoup trop donné. – II. Pour faire un inventaire précis.– III. Prises en plein vol. Article. – IV. Allons chercher dans les réserves. Bases pour le percepteur. – V. Nouveau départ à la base. Porte la barbe à la campagne. – VI. Cap espagnol. Bien mal reçues. Au bout du repentir. – VII. Sans aucun changement. Travailleur manuel. Travailleur manuel, heureusement pas souvent employé. – VIII. Colère dépassée. Sa prise met sous tension. Vante par-derrière. – IX. Négation. Métal dur. Interjection. Tranche de vie. – X. Découpés mais bien délimités.

VERTICALEMENT

1. Au labo, quand ils ne sont pas de la fête. – 2. Fait le paresseux sous les tropiques. Bien dégagée. – 3. Coq de roche. – 4. Lancée sur la bande. Visibles dans la trame. – 5. Maladie honteuse que l'on attrape en restant chez soi. – 6. Est d'accord sur le prix. – 7. Fatiguée à la longue. Démonstratif. – 8. Prises en otage. Préposition. Répété quand ça devient drôle. – 9. Romains. Réfléchie et pondérée – 10. Circule librement en Slovénie... et celui-là n'ira pas en prison. Faire l'âne. – 11. Qu'il faudrait mettre au régime. – 12. Resteront donc sans suite.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99225

HORIZONTALEMENT

I. Canalisation. II. Avenant. An. – III. Rondiers. TVA. – IV. Tiers. Auteur. – V. On. Osât. Prêt. – VI. Neige. Un. – VII. Ce. Psaumes. – VIII. Ironie. PS. Ci. – IX. Névropathe. – X. Estivation.

VERTICALEMENT

1. Cartonnier. – 2. Avoine. – 3. Néné. Icône. – 4. Androgènes. – 5. Laisse. Ivt (vit). – 6. Ine. Péri. – 7. Stratus. Ov. – 8. Su. Nappa. – 9. Ta. TP. Usât. – 10. Intérim. Ti. – 11. Vue. Echo. – 12. Artésien.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1859

LE TOURNOI DU CAVENDISH

Le tournoi sur invitation du Cavendish s'est joué cette année à Las Vegas. Nos joueurs Chemla et Mari ont terminé cinquièmes de l'épreuve.

Voici une donne jouée entre les Américains Passell et Soloway et les Italiens Buratti et Lanzarotti.

	♠ D 7 ♡ R 9 7 6 4 ◇ V 10 5 ♣ 5 4 2	
♠ R 6 5 4 ♡ 10 2 ◇ D 3 2 ♣ R 10 6 3	N O E S	♠ V 10 9 2 ♡ D V ◇ A 9 7 6 4 ♣ D 7
	♠ A 8 3 ♡ A 8 5 3 ◇ R 8 ♣ A V 9 8	

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 SA	passe	2 ◇	passe
3 ♡	passe	4 ♡	passe...

Andrea Buratti, en Ouest, entama le 2 de Cœur pour l'As de Sud, qui rejoua Cœur pour le Roi ; bonne nouvelle, tout le monde fournit. *Comment la défense a-t-elle fait chuter* ce contrat de QUATRE CŒURS ?

Réponse

Soloway joua un petit Trèfle du mort en espérant que les deux honneurs manquants ne seraient pas dans la même main, que le 10 de Trèfle serait bien placé ou même que les Trèfles seraient 3-3. En fait, il était important de donner la main à Ouest pour le dissuader d'un retour à Pique ou à Carreau. Rien n'était encore perdu si Est détenait un honneur second à Trèfle ; alors, après le petit Trèfle, *Est plongea de la Dame* ! Et cela eut des conséquences que Soloway n'avait pas prévues. Il prit de l'As et rejoua Trèfle pour mettre Ouest en main. Celui-ci contre-attaqua le 2 de Carreau qu'Est prit de l'As, puis il relança Pique. Alors le contrat ne pouvait plus être gagné, car, après le Roi de Pique, Ouest encaissa sa levée à Trèfle.

On voit que, à cartes ouvertes, le contrat peut être réussi en jouant, après l'As de Cœur, *un petit Pique* qu'Ouest prend du Roi. Il rejoue Trèfle pour la Dame et l'As. Sud joue le Roi de Cœur, puis la Dame de Pique maîtresse. Le 8 de Cœur permet de revenir en main et *un Trèfle est défaussé sur l'As de Pique.* Mais il faudra encore passer la bonne carte à Carreau...

LE JUNIOR ALLEMAND

Lors du championnat d'Europe juniors 1994, à Arnhem aux Pays-Bas, nos joueurs avaient remporté le titre dans la catégorie des « ados » ; mais, chez les vingt à vingt-cinq ans, les Français n'avaient terminé que dixièmes. Voici une donne jouée par l'Allemand Hostadt, qui lui a permis d'avoir le prix de la donne la mieux jouée.

	♠ A ♡ A V 5 3 2 ◇ 7 ♣ A R V 6 5 4	
♠ D V 5 ♡ D 7 6 ◇ V 10 9 8 6 ♣ 3 2	N O E S	♠ 9 8 4 2 ♡ R 9 8 ◇ R D 4 ♣ D 10 9
	♠ R 10 7 6 3 ♡ 10 4 ◇ A 5 3 2 ♣ 8 7	

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
passe	passe	1 ♣	passe
1 ♠	passe	2 ♡	passe
2 ♠	passe	3 ♡	passe
3 SA	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le Valet de Carreau pour la Dame d'Est, qui a continué avec le Roi de Carreau, *comment Mathias Hostadt a-t-il gagné* TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

Les enchères de Nord indiquaient avec précision une belle main avec six Trèfles et cinq Cœurs.

Philippe Brugnon

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

LeMonde Job: WMQ2309--0034-0 WAS LMQ2309-34 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:23 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1853 Lcp:700 CMYK

CÉLÉBRATIONS **A cent jours de l'an 2000, la France, qui hérite des grands travaux présidentiels, se contente de gérer, exploiter ou rénover son patrimoine plutôt que d'inaugurer des projets architecturaux. ● LA MISSION 2000, pilotée par Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Pompidou, a fait le choix d'une célébration du vivant : écologie avec la Méridienne verte, fraternité et éducation permanente avec une Université de tous les savoirs. ● EN ALLEMAGNE, l'exposition universelle de Hanovre risque d'être éclipsée par un chantier autrement plus dynamique, celui du nouveau Berlin. ● AU ROYAUME-UNI, la fièvre du millénaire se traduit par des projets fastueux et une frénésie consumériste.**

An 2000, jour « J moins 100 »

Quelques pays profitent du passage du siècle pour inaugurer des projets architecturaux. En France, la Mission 2000 fait, avec un budget serré, le pari du vivant : écologie, fraternité et éducation permanente résument la philosophie d'un programme qui n'a pas oublié les régions

GODOT ne devrait plus tarder. L'an 2000, longtemps promesse inaccessible de tous les changements et imparable argument de vente pour les produits exempts de date de péremption, est annoncé pour dans cent jours. Le monde occidental est au premier chef concerné par l'événement, puisque cette mutation se fait sous les auspices de son calendrier. Le reste de la planète suit, conduit par la technique à s'aligner sur notre numérotation. Du coup le monde entier n'en est plus à imaginer un improbable futur, mais à préparer le passage du siècle, à grand renfort de galas privés ou publics, de croisières déjà mythiques par leurs prix extravagants, de fêtes et de feux d'artifice, de commémorations diverses...

Pour quelques pays, ce sera aussi l'occasion d'inaugurer en série des projets architecturaux ou urbains arrivés à maturité. C'est surtout le cas de la Grande-Bretagne, engagée dans un vaste programme de construction dopé par l'affectation des fonds de la Loterie nationale ; de l'Allemagne, dont la nouvelle capitale, investie cette année, prendra en 2000 sa pleine dimension ; de l'Italie enfin ou de son centre de gravité, Rome, remise à neuf par les soins conjugués de l'Etat, du Vatican et d'une municipalité survoltée.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE ET D'ARCHÉOLOGIE DE TRONDHEIM (NORVÈGE)

KIRA PEROV

L'exposition sur le thème de « La Beauté » à Avignon, confrontation de l'art ancien et contemporain, associera par exemple un « Saint Michel » en bois polychrome (vers 1225-1250) et « The Crossing » du vidéaste Bill Viola (1996, détail).

PAS QUE DES PAILLETTES

La France pour sa part a épuisé les fleuves de champagne qui ont accompagné l'inauguration des grands travaux présidentiels, qu'il faut désormais gérer, exploiter ou carrément rénover. C'est le cas du Centre Georges-Pompidou, qui sera solennellement remis à flots le fatidique 1er janvier. Le vieux Musée Guimet, La Mecque des arts asiatiques, lui aussi en grand carénage, attendra octobre 2000 avant d'être relancé. Le succès des autres manifestations dépendra en grande partie de la Mission 2000 en France, pilotée par Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Georges-Pompidou. Mission qui s'active actuellement à serrer les derniers boulons des projets qu'elle a elle-même lancés, tout en gardant un œil prudent sur ceux – trop nombreux – auxquels elle a délivré son label, voire fourni quelques moyens financiers. Aussi multiplie-t-elle les opérations de communication, au cas où un Français ignorerait encore le fatal événement. Elle tient également à faire savoir, *urbi et orbi,* que sa tâche ne se borne pas seulement à saupoudrer l'Hexagone d'un flot de paillettes. *« Si les fêtes marquent traditionnellement les passages et les seuils,* explique Jean-Jacques Aillagon, *celles de l'an 2000 doivent illustrer de nouvelles façons de vivre ensemble et, je l'espère, la rencontre des cultures et des nouveaux visages de notre société. Mais cette célébration fait aussi une large place à la réflexion. »*

Réflexion dont la Mission a déjà donné les clés avec la première manifestation placée sous son patronage, « Le jardin planétaire », verte manifestation qui se tient sous la Grande Halle de La Villette (*Le Monde* du 15 septembre) – une réussite. Cette philosophie, lestée d'un budget relativement modeste au regard de nos voisins d'outre-Manche (400 millions de francs, 60,9 millions d'euros), consiste à chercher une voie d'entrée dans le troisième millénaire, foisonnante d'initiatives, repérables par quelques « événements » majeurs, mais dont l'ensemble manifeste clairement le refus d'échafauder la moindre architecture héroïque qui rappelle, de près ou de loin, les grands travaux de l'ère mitterrandienne. A la pérennité de l'acier et du béton, la Mission a préféré la précarité du végétal, et elle fait le pari du vivant plutôt que celui du mausolée.

Les architectes n'ont pas été écartés pour autant de la course aux projets : c'est l'un d'entre eux, Paul Chemetov, coauteur du ministère de l'économie et des finances de Bercy et de la Grande Galerie de zoologie du Muséum d'histoire naturelle, qui a imaginé la « Méridienne verte », matérialisation arborée d'une ligne virtuelle, symbole du temps, destinée à traverser la France de part en part, de la mer du Nord aux Pyrénées.

Ainsi, de la planète réduite à un jardin, selon Gilles Clément, du grand axe vert le long duquel un pique-nique géant sera organisé le 14 juillet 2000, le troisième millénaire est d'abord placé sous le signe de l'écologie, de la fraternité et d'un nouveau rapport au temps. Mais aussi de l'éducation permanente.

Car du 1er janvier au 31 décembre 2000, 366 personnalités du monde intellectuel et de la recherche dispenseront chaque jour une leçon qui abordera *« toutes les connaissances humaines »*. Cette ambitieuse université de tous les savoirs, diffusés à partir de Paris, a l'ambition de toucher un public très vaste, par le biais de médias divers – conférences, librairies, radios, télévisions, Internet. Cette initiative coordonnée par Yves Michaud, professeur de philosophie à l'université Paris-I, est à suivre attentivement.

QUID DES CONTESTATAIRES ?

On peut seulement redouter que le bilan du siècle passé et l'approche du suivant ne soient exclusivement le fait de personnalités diversement académiques appartenant aux institutions les plus officielles. Ne manquera-t-il pas à ce programme, destiné à baliser *« tous les savoirs »*, un brin de poil à gratter, une vision un rien décalée, la présence de contestataires non institutionnels ?

Doit-on se féliciter du budget serré qui a été alloué à la Mission ? La rigueur ne l'a-t-elle pas conduite à rechercher ses idées du côté du monde culturel et scientifique plutôt que de l'ingénierie des travaux publics ? Elle a, en tout cas, rendu impossible le pari du centralisme absolu, et engendré, de ce fait, un partenariat généralisé avec les collectivités locales. Pour une fois les régions ne seront pas traitées en parentes pauvres par rapport à une capitale omniprésente. Des événements *« considérables »* doivent se dérouler à Avignon, Lyon, Lille, Nantes, Besançon, Bordeaux et Blois. Un programme alléchant, sous réserve d'inventaire quand la fête sera passée : les projets doivent subir l'épreuve du feu, la réalisation posant notamment des problèmes de délais aigus et d'adaptation aux dures réalités de la vie.

F. E. et E. de R.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-JACQUES AILLAGON

1 Directeur de la Mission 2000 en France, vous disposez d'un budget assez modeste. L'engagement des collectivités territoriales vous semble-t-il suffisant ? Le mécénat d'entreprise a-t-il pris le relais ?

400 millions de francs, ce n'est pas peu d'argent ! Ce budget nous permet de financer tantôt de façon exclusive certains projets, tantôt de croiser nos contributions avec celles de nos partenaires. J'observe avec satisfaction que l'engagement des collectivités territoriales est très important. Pour « La Méridienne verte », c'est la quasi-totalité des 337 communes, des 20 départements et des 8 régions concernés qui contribuent à sa réalisation. La Mission apporte 40 millions de francs à ce projet dont le coût total peut être évalué à 70 millions de francs. Pour ce qui est du mécénat, nous avons invité les entreprises à s'engager de façon spécifique sur les projets dans lesquels elles se reconnaissent. « Le Temps vite » au Centre Pompidou bénéficie ainsi d'un important concours de Suez-Lyonnais. La BNP a apporté son soutien au voyage de 2 000 jeunes de 20 ans en Europe, tout comme AXA.

2 Avez-vous une stratégie pour retenir et attirer le public dans l'Hexagone alors que Berlin, Hanovre ou Londres investissent des sommes considérables ?

La France demeure la principale destination touristique du monde ; il n'y a pas de raison de craindre que l'an 2000 ébranle cette position. La diversité des événements que présentera la Mission sur l'ensemble du territoire renforcera encore son attractivité.

3 Vous multipliez les effets d'annonce, ne craignez-vous pas une saturation par rapport aux futurs événements ?

Nous sommes attachés à une diffusion convenable et égale des informations concernant chacun des éléments du programme pour donner le plus de visibilité aux événements en régions. C'est à chacun de faire le tri, ensuite, en fonction de ses priorités et de ses champs d'intérêt.

Propos recueillis par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Dix manifestations phares à Paris et en province

● La « Méridienne verte ».

Elle traverse la France de part en part, de la mer du Nord aux Pyrénées, en suivant le tracé du méridien de Paris ; 10 000 arbres doivent être plantés, entre novembre 1999 et mars 2000, sur cette ligne virtuelle, symbole du temps, qui traverse Dunkerque, Amiens, Saint-Denis, Paris, Créteil, Bourges et Carcassonne. Un pique-nique géant doit se dérouler, le 14 juillet 2000, sur ces quelque 1 000 kilomètres. Le seul monument durable conçu par la Mission – sur une idée de Paul Chemetov – sera donc végétal, vivant et évolutif.

● Les « Portes » à Paris et en régions.

Le soir du 31 décembre 1999, les Français seront conviés à passer sous les « Portes du temps » qui seront érigées un peu partout en France. A Paris, Patrick Bouchain a repris et modifié cette idée. Les Champs-Elysées seront entièrement transformés en espace festif où seront installées plusieurs grandes roues de fêtes foraines. Pour accéder à l'avenue, à partir des rues perpendiculaires, il faudra passer à travers des portiques. L'un d'entre eux, au débouché de la place de la Concorde, sera symétrique de l'Arc de triomphe et de l'arc du Carrousel.

● « La Beauté » à Avignon.

Avignon sera, en l'an 2000, l'une des neuf capitales européennes de la culture. Pour l'occasion, l'Etat et la ville ont conçu pour elle un programme chargé. Outre le festival de théâtre, qui devrait avoir un caractère exceptionnel, elle accueille avec Trans Danse Europe 2000 des jeunes compagnies venues de toute l'Europe. La collection d'art contemporain d'Yvon Lambert, logée pour vingt ans dans la ville des papes, en profitera pour ouvrir ses portes. Mais surtout, Jean de Loisy sera le commissaire d'une très ambitieuse exposition protéiforme, sur le thème de « La Beauté », qui nécessitera l'investissement de plusieurs lieux à travers toute la ville par des artistes de diverses disciplines, de toutes les époques et de sensibilités différentes. La grande chapelle du Palais des papes réunit Nicolas de Leyde et le vidéaste Bill Viola, les cuisines de Clément VII associent Rebecca Horn et les peintures de l'école de Fontainebleau. Le jardin des Doms, le Clos des Trams, le musée lapidaire, le mess des officiers, l'église des Célestins, les Bains-Douches et le Petit Palais accueillent plasticiens, cinéastes, designers, sculpteurs, photographes, de Gaetano Pesce à James Turell, de Boltanski à Hou Hsiao Hsien, de Jean-Michel Alberola à Nan Goldin. Une installation de Christian Lacroix traversera la ville. L'ensemble doit transformer le cadre urbain. *« La beauté relève de tout un art du tremblé et d'une expérience des seuils »*, affirmait Walter Benjamin. Jean de Loisy inscrit son propos dans la foulée de cette exigeante définition.

● « Périphérock » à Paris et en régions.

Le jour de la Fête de la musique, le 21 juin 2000, les amateurs de musique de la région parisienne se donneront rendez-vous sur le boulevard périphérique, dont de larges portions seront fermées à la circulation. Des négociations compliquées avec la préfecture de police sont en cours pour concrétiser l'opération, qui a été annoncée publiquement par le premier ministre, Lionel Jospin. Périphérock a l'ambition d'être un trait d'union : rassembler toutes les musiques du monde, réunir les centres-villes et les banlieues, faire sauter les frontières. En régions, les municipalités sont incitées à reprendre ce programme en organisant des rencontres musicales, *« sur des zones frontières »*, boulevards extérieurs, ponts, berges. Patrice Martinet est le concepteur de ce projet.

● L'utopie à Paris.

La Bibliothèque nationale de France prépare une exposition sur la quête de la société idéale en Occident, de Bacon jusqu'au Reich millénaire ou à l'Avenir radieux. Un thème classique, mais dont le traitement, par Roland Schaer, risque de surprendre. L'utopie réalisée n'aboutit-elle pas toujours à des rangées de barbelés ? L'exposition, coproduite avec la New York Public Library, traversera ensuite l'Atlantique.

● La ville à Bordeaux.

L'exposition « Les Mutations urbaines », réalisée par l'architecte Rem Koolhaas pour Arc-en-rêve, dépend de la disponibilité réelle du maître d'œuvre d'Euralille qui construit aux quatre coins de monde. Aussi, au projet initial qui devait s'appuyer sur des enquêtes à travers les grandes villes du monde, a donc succédé le dessin d'une exposition plus réaliste sur lequel planche avec vigueur Jean-Paul Robert, ancien rédacteur en chef de *l'Architecture d'aujourd'hui.*

● Le travail à Forbach.

L'histoire du travail qui doit être montée à Forbach par le Catalan Josep Ramoneda sera prête puisqu'elle sera d'abord inaugurée au Centre de culture contemporaine de Barcelone dès le 1er mai 2000. Toutes les incertitudes ne sont en revanche pas levées pour la version française, qui implique, au préalable, le réaménagement d'une partie de l'ancien carreau Wendel. Des travaux assez importants pour laisser dubitatif sur la date d'inauguration prévue, le 1er juin 2000.

● Visions du futur à Nantes.

Serge Fauchereau investit, à Nantes, une douzaine de lieux (Musée des beaux-arts, château, Muséum d'histoire naturelle, planétarium, médiathèque, opéra, cinémas) sur le thème des « Mondes inventés » : les visions du futur que l'on a eu hier, les anticipations scientifiques de demain, les rêves d'artistes – les planètes de Kupka ou les mondes sous-marins de Tanguy – Jules Verne, Flash Gordon et l'*héroïc-fantasy.*

● La langue française à Lyon.

Non seulement la langue française, mais aussi les langues de la France. Lyon, mais aussi Bruxelles, Québec et Dakar. Le belge Benoît Peeters a été chargé de présenter de manière simultanée une vision à la fois scientifique, poétique et ludique de la diversité des cultures francophones et des nouvelles langues françaises qui émergent dans un certain nombre de sociétés. Une tâche difficile. Par ailleurs, la Biennale d'art contemporain de Lyon sera imaginée par Jean-Hubert Martin avec un soin tout particulier.

● La magie à Blois.

La ville dont Jack Lang est le maire ne pouvait échapper à un festival de la jeunesse et de l'enchantement, du merveilleux et de l'imaginaire – c'est aussi la ville natale de l'illusionniste Robert Houdin.

F. E et E. de R.

LeMonde Job: WMQ2309--0035-0 WAS LMQ2309-35 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:19 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1854 Lcp:700 CMYK

MARK POWER/NETWORK/RAPHO

Le dôme de Greenwich, à Londres : « On pourrait y coucher la tour Eiffel », disent ses concepteurs.

La fièvre du millénaire s'est emparée du Royaume-Uni

LONDRES
de notre correspondant

« Un curieux mal s'est emparé du Royaume-Uni, diagnostiquait l'autre jour un grand quotidien, *c'est le virus PMT »,* autrement dit la *« pre-millenium tension »,* la fièvre pré-millénaire. La maladie fait rage. *« Jusqu'à la nausée*, déplorait dès le mois de mai *The Daily Telegraph. Plus de travaux entrepris, plus de boutiques ouvertes, plus de modes lancées, plus aucun produit mis sur le marché national depuis un an sans l'estampille obligatoire du "millenium". »*

Ici plus qu'ailleurs, le passage à l'an 2000 sera consumériste. Et, chacun l'espère, joyeux. Musique, danse, spectacles, défilés, expositions, sons et lumières et mégafeux d'artifice garantis dans toutes les métropoles du royaume, Londres en tête. Dépense, titanesque, anticipée pour *« la plus gigantesque fête du monde »*, comme dit le patron du tourisme londonien, sir John Egan : 60 milliards de francs dont l'essentiel, il est vrai, est dépensé au profit de constructions nouvelles et de rénovations urbaines très nécessaires qui resteront longtemps au service des sujets de Sa Majesté.

Déterminée à être fin prête pour le passage au troisième millénaire, la Grande-Bretagne essaie, avant les douze coups fatidiques du bilan, de rattraper le temps perdu dans les dernières années du second. Problème, relevé dimanche par le quotidien *The Independent,* sur les vingt-huit *« grands chantiers nationaux »* entrepris à travers le pays pour marquer l'occasion, *« une bonne vingtaine ne seront pas prêts à l'heure H ».* Le nouveau Planétarium de Leicester n'ouvrira qu'au printemps 2001, comme le Centre international pour la vie de Newcastle ; la régénération du centre de Manchester ne sera terminée que dans un an ; le Grand Parc de la découverte à Liverpool, plus tard encore... Sheffield, Belfast, Cardiff, Birmingham, Glasgow et toutes les autres métropoles du royaume se refont, trop lentement au goût des édiles, une vraie beauté.

UN SYMBOLE POUR TONY BLAIR

Présidé par le ministre de la culture, le comité officiel des célébrations, « Millenium Experience », a adopté au total 186 projets. Leur réussite en temps et en heure est devenue un enjeu national et, chaque jour, les médias prennent le pouls du patient. Sur Londres, où l'on attend 31 millions de visiteurs en 2000, se pose d'abord le stéthoscope des *« columnists ».* Les quatorze attractions du dôme de Greenwich, le plus ambitieux projet architectural britannique de ce siècle, avec ses 365 mètres de diamètre – *« on pourrait y coucher la tour Eiffel »,* disent fièrement les concepteurs – seront-elles en ordre de marche ? Tony Blair, qui a adopté le projet initial des conservateurs jusqu'à en faire le symbole de la réussite et de la modernité de son *« nouveau Parti travailliste »*, estime que le « dôme du millénaire » est *« si beau et si inspiré qu'il incarne vraiment l'esprit de l'avenir du monde de même que la confiance du peuple britannique en lui-même ».*

Objet de toutes les attentions, et de pas mal de critiques, ce dôme, posé au bord de la Tamise, aura coûté à lui seul 7,6 milliards de francs. Le 31 décembre, avant les douze coups de Big Ben, la reine Elizabeth s'y rendra, de même que plusieurs milliers de dignitaires du royaume. On assistera à cette « party » exclusivement sur invitation. Le bon peuple, dès cette semaine, peut commencer à réserver ses billets pour les jours et les mois suivants : 200 francs par personne hors tarifs réduits.

RATAGE EN DIRECT

Nul n'en doute plus : le dôme sera terminé à temps. Pour l'extension de la ligne de métro dite « du jubilé » qui desservira le site à partir du centre londonien, c'est moins sûr. Le projet – de 30 milliards de francs – a subi des grèves et pris des mois de retard. Pas de métro, pas de visite du dôme possible, avertissent les spécialistes de l'intense circulation automobile locale. *« Si Londres est devenue une capitale de classe mondiale,* s'énervait dimanche Louise Hudson, présidente d'une association d'usagers, *notre métro, lui, continue d'être une véritable honte nationale, un service public – promis à la privatisation – de troisième classe. »* Outre que les usagers doivent souvent attendre leur train jusqu'à vingt minutes ou plus, les incidents techniques qui ferment temporairement une ligne, une station ou un quai sont quotidiens dans la capitale.

Rien de neuf sous le soleil voilé de la Tamise, dira-t-on. Certes. D'autant que « l'œil de Londres », l'autre grande attraction prévue près de la Tamise pour le passage à l'an 2000, n'a pu être inauguré la semaine dernière comme prévu. C'est plus ennuyeux. La grande roue financée par British Airways, surnommée « l'œil » parce qu'elle offrira du haut de ses 135 mètres une vue imprenable sur Londres et jusqu'à 40 kilomètres à la ronde, n'a pas pu être redressée. Mille cinq cents tonnes de tubes assemblés sur des pontons de la Tamise ne se remuent pas comme un vulgaire manège, et les câbles de levage se sont révélés assez peu sûrs. Invité au ratage en direct de l'événement – reporté d'un bon mois –, le gratin londonien ne veut voir dans ce petit *« problème technique »* qu'un incident de parcours. Les « millénaristes » les plus doctrinaires y auront vu, pour leur part, un mauvais présage...

Patrice Claude

L'exposition universelle de Hanovre éclipsée par Berlin

HANOVRE
de notre envoyé spécial

Est-ce l'effet de répétition, voire d'accumulation ? Est-ce une lassitude d'enfant gâté après Séville et Lisbonne ? Ou est-ce une faiblesse désormais inhérente à ce type de manifestation ? Expo 2000, l'exposition universelle de Hanovre, semble réitérer, en plus sot et en plus prétentieux, les erreurs de ses prédécesseurs – sans en avoir les qualités. Mêmes discours victorieux des organisateurs, même faiblesse conceptuelle de la majorité des contenus, même flou sur l'état d'avancement du projet général et sur la réalité de chacun de ses détails architecturaux... Mais on semble, à Hanovre, se satisfaire de battre un possible record de médiocrité .

Au moins Séville a-t-elle engendré une splendide explosion architecturale. A Hanovre, la plupart des pays seront logés dans les bâtiments existants du parc d'exposition, la part de terrains réservés au génie spécifique des nations étant sagement limitée. A Lisbonne, l'exposition 1998 avait été l'occasion d'un réaménagement considérable de la ville, notamment de certains de ses quartiers les plus démunis. L'Expo 2000 de Hanovre transpire surtout une fièvre commerciale dont les ambitions culturelles et scientifiques – ne parlons pas de social – semblent au mieux relever de l'alibi.

Il se peut bien sûr qu'au jour « J », le 1er juin 2000, la mayonnaise ait pris, ici ou là, avec des couleurs moins verdâtres. Mais on reste sceptique quant à l'intérêt de la chose, à en juger par le vaste spectacle organisé le 1er juin pour convaincre sponsors et médias – et, sans doute, pour répéter en douce le show télévisé d'ouverture. Un cataclysme de vulgarité et d'insignifiance, où quelques têtes pensantes, architectes ou scénographes pris en otage par une machinerie dont la finalité semblait leur échapper, étaient présentées à un public invité à se partager le gâteau.

FOIRE COMMERCIALE

Il est à donc à craindre qu'Expo 2000 ne fasse définitivement passer ce genre de grande manifestation universelle et populaire, vitrine du progrès technologique et industriel, à la fois naïve et cocardière, à celui de simple foire commerciale. Si les organisateurs des prochaines expositions continuent sur cette lancée, il y a tout lieu de croire qu'elles disparaîtront, avantageusement remplacées par les forums sur la Toile, plus propices aux échanges, ou cédant le pas aux parcs d'attraction type Disney ou Astérix, intellectuellement mieux fichus parce que sans prétention humaniste.

Aussi la ville de Hanovre doit-elle redouter, en l'an 2000, l'attraction croissante que Berlin, rendue à son statut de capitale, exercera sur les Européens. C'est en effet Berlin qui mérite le voyage, immense chantier où les nations rivalisent à travers les architectes de leurs ambassades, où les monuments continuent d'éclore à un rythme de champignonnière.

Bientôt à côté du Reichstag, siège du Parlement allemand redessiné par l'Anglais Norman Foster, sera achevée la nouvelle chancellerie conçue par Axel Schultes. Bien ou mal, une grande partie des terrains dégagés par les bombes à la Libération et congelés jusqu'à la chute du mur, auront été reconstruits, à l'instar de la Potsdamer Platz qui a repris vie sous la baguette de l'architecte Renzo Piano. Le Musée juif, chef-d'œuvre de Daniel Libeskind, déjà visitable, dans sa terrible nudité, pourrait commencer à recevoir ses collections tandis que le monument et centre de documentation « Topographie de la terreur », du Suisse Peter Zumthor, devrait lui aussi arriver à terme, au tournant du troisième millénaire.

Berlin, capitale d'une nouvelle architecture européenne, capitale de la mémoire, si tragique soit-elle, capitale enfin de la culture allemande. Les orchestres et les théâtres sont là, même si la réunification a fait payer un prix élevé à la diversité des pensées ; les musées, naguère dispersés, sont aujourd'hui réunis, de l'Ile des musées au Forum de la culture, via Charlottenburg.

Les cultures alternatives qui faisaient une partie de la réputation de la ville ont-elles été bannies ? Oui, si l'on songe à la nonchalance militante des « prisonniers » de l'ancien Berlin-Ouest. Non, si l'on imagine une création nourrie de nouvelles tensions. D'ores et déjà, plusieurs quartiers s'animent au cœur de la capitale, riches de galeries, de musiques variées, rock, cuivres ou percussions, rap ou techno hype, de fêtes qui laissent la place à un imaginaire plus riche que celui imaginé à Hanovre.

F. E.

LeMonde Job: WMQ2309--0036-0 WAS LMQ2309-36 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:28 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1855 Lcp:700 CMYK

Premiers accords convaincants au Festival Musica de Strasbourg

Une série de concerts permettent de découvrir des compositeurs espagnols contemporains

Le dix-septième Festival international des musiques d'aujourd'hui, qui a lieu à Strasbourg jusqu'au 2 octobre, a choisi cette année la diversité et la richesse de la musique contemporaine espagnole (*Le Monde* daté dimanche 19-lundi 20 septembre). Le premier week-end a permis de vérifier l'importance de Roberto Gerhard (1896-1970) ou de la figure marquante de Francisco Guerrero (1951-1997).

FESTIVAL MUSICA, samedi 18 septembre : Proyecto Gerhard, José Ramon Encinar (direction) ; Orchestre national d'Espagne, Saschko Gavriloff (violon), Luca Pfaff (direction) ; dimanche 19 septembre : Plural Ensemble, Fabian Panisello (direction) ; Orchestre de chambre du Théâtre Lliure de Barcelone, Josep Pons (direction).
MUSICA, 2, rue d'Ingwiller, Strasbourg. Tél : 03-88-23-46-46. Jusqu'au 2 octobre.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Quand on a cité Granados, Albeniz et De Falla, on croit, de ce côté-ci des Pyrénées, avoir fait le tour de la musique espagnole ; qu'on ajoute Vittoria et Cabezon pour les anciens, Luis de Pablo et Cristobald Halffter pour les modernes et l'on se sent quitte. On nous avait prévenus de l'importance de Roberto Gerhard (1896-1970), disciple de Schoenberg, réfugié en Angleterre après la guerre civile. On ne demandait qu'à être convaincu et le fait est que, lors du concert de l'ensemble Proyecto Gerhard, la plénitude du premier accord de *Libra* (1968) pour six musiciens a fait oublier les œuvres de Tomas Marco, Jacobo Duran-Loriga et José Manuel Lopez-Lopez entendues auparavant.

Cela s'explique : entre le piano et les percussions, le violon et la guitare, la flûte et la clarinette, le compositeur veille sans cesse à l'équilibre des énergies – *Libra* signifie la Balance – avec un sens rare du matériau sonore et de la durée. Entre consonances et dissonances, atonalité et polarisations, accidents et régularité, il trouve les bons rapports de force et justifie l'hétérogénéité par une vision fédératrice. Sa *Fantasia* pour guitare (1957) presque purement tonale tient par la même vertu : la cohérence de la pensée.

Dans le *Concert for 8* (1962), d'une vivacité virtuose à l'instar de la *Suite* de Schoenberg, le militantisme d'avant-garde bride un peu cette liberté qu'on retrouvera le soir même dans la symphonie n° 4, *New York*, interprétée par l'Orchestre national d'Espagne. Dans cette grande fresque qu'on a comparée à *Amériques* de Varèse, et où Gerhard introduit même des citations d'une mélodie catalane, l'intérêt est constamment renouvelé par la confrontation des timbres, des rythmes, des dynamiques. *« Je crois au fait de plonger directement l'auditeur au cœur des choses et de l'y maintenir »,* disait-il et, dans cette œuvre exubérante, on sent toujours où on est sans savoir très bien où l'on va.

Il se pourrait aussi que la direction de Luca Pfaff ne mette pas assez l'accent sur les articulations de la forme et le rapport dialectique entre les plans sonores. C'était plus sensible dans l'œuvre de Luis de Pablo, *Senderos del aire* (1987), qui partait très bien, avec des sonorités de vents acides dans la descendance des *Cinq pièces* de Schoenberg, mais on finissait parliu perdre un peu trop le fil de ces sentiers de l'air. Le *Concerto pour violon* de José Manuel Lopez-Lopez, procédant par grandes vagues successives, avec une partie soliste assez bavarde répétant des formules, péchait par excès contraire.

ÂPRE GUERRERO

Les huit œuvres présentées par le Plural Ensemble, visiblement, ont été choisies avec soin et interprétées avec l'amour du détail. Le bref *Concierto da camera* (1978) est l'une des partitions les plus séduisantes de Francisco Guerrero (1951-1997), très lisible dans sa forme, âpre sans surenchère, justifiant que son auteur soit devenu l'un des maîtres de la jeune génération. Son influence est notable sur *Invarianz* du jeune Alberto Posadas, une page raffinée d'une atmosphère irréelle, en perpétuel renouvellement, faite de glissements insensibles que ne gâte aucune dureté maladroite.

Autre révélation de ce premier week-end, *Ur loak* (1998) du compositeur basque espagnol Ramon Lazkano qui, comme Posadas, vient juste de passer la trentaine et affirme une maîtrise confondante de l'instrumentation. Dans cette évocation très éloquente des eaux dormantes, pour un double quintette à cordes, flûte basse, clarinette basse et percussions, disposés symétriquement, pas une note ne se perd malgré la complexité des textures. Un sens aigu de la forme, des tensions rythmiques et harmoniques lui permettent de donner libre cours, apparemment, à un discours plein d'imagination, aisé à suivre et gratifiant pour l'oreille. L'accueil du public, particulièrement chaleureux, s'adressait aussi à l'Orchestre de chambre du Théâtre Lliure de Barcelone dirigé par Josep Pons et a fait un peu oublier la qualité des œuvres précédentes, l'austère *Sinamay* de Jésus Rueda et le pétillant *GIC* de Juan Guinjoan. Ce concert sera diffusé sur France-Musiques le 27 septembre, à 15 heures 30.

Gérard Condé

Musiques anciennes et partitions nouvelles de la fête à Ambronay

VINGTIÈME FESTIVAL D'AMBRONAY, jusqu'au 16 octobre. Tél. : 04-74-38-74-04. Orchestre Anima aeterna, Jos van Immerseel (dir.) ; Solistes et chœurs de Lyon, Bernard Tétu (dir.), Orchestre de Savoie, récital Davitt Moroney, le 19 septembre.

AMBRONAY
de notre envoyé spécial

Jeudi 15 septembre, on sortait de la Salle Pleyel en haïssant la *Cinquième Symphonie* de Beethoven *(Le Monde* du 18 septembre) ; dimanche 19, on quittait l'abbaye d'Ambronay avec l'impression d'avoir entendu pour la première fois cette page rabâchée pourtant, dont le célèbre « pom-pom-pom-pom », tant raillé, sonnait comme une gifle. Le contraste est rude, très rude, et cuisante la leçon donnée par les instruments anciens de l'orchestre de l'Anima aeterna, fondé par Jos van Immerseel, à l'Orchestre de Paris – surtout au chef invité à ouvrir la saison de la phalange parisienne, l'Allemand Kurt Masur.

On a dit des dizaines de fois combien la lecture des instruments anciens apportait une réelle plus-value au discours beethovénien : couleurs, dynamiques naturelles, souplesse et agilité. Mais cela ne suffit pas : Roger Norrington, défricheur de génie mais artiste contestable, a montré, avec son intégrale au disque (EMI), qu'il ne suffisait pas d'être strictement philologique (effectifs, dispositions et les... fameux tempos notés par Beethoven) pour convaincre et émouvoir. La manière du Flamand Jos van Immerseel, animateur de premier ordre, est davantage celle d'un ordonnateur que celle d'un chef d'orchestre tyrannique. *Primus inter pares,* il rassemble et concentre les énergies d'un ensemble qui semble faire de la musique de chambre, explosive et dense, certes, mais où chacun s'écoute, s'observe.

Les violoncelles sont à deux mètres des bassons et leurs couleurs peuvent se fondre « à l'oreille », et non à vue, les yeux rivés sur le chef, pilote-aiguilleur incontournable. La petite harmonie est remarquable, même si le hautbois solo est trop grêle et pincé de sonorité ; les altos sont sombres et charnus, les violoncelles chantent ou bataillent, tantôt ligne de polyphonie, tantôt moteur rythmique. Les violons ont une technique sans faille. Cette *Cinquième* et la *Pastorale* qui la précédait dans ce programme galvanisant sont la preuve qu'une époque nouvelle s'ouvre, qui devra peser ses décisions : Anne-Sophie Mutter, star internationale mais musicienne glacée et conventionnelle, invitée jeudi 16 septembre à l'Orchestre de Paris, coûte à elle seule plus cher que l'orchestre de Jos van Immerseel (et, passant, que ceux d'Herreweghe, Gardiner et consorts). On a tout dit.

UNE CRÉATION D'ANTOINE DUHAMEL

L'après-midi, le Festival d'Ambronay s'ouvrait à d'autres répertoires que la musique ancienne, qui est sa spécialité : Benjamin Britten, Gustav Holst et une création d'Antoine Duhamel étaient au programme du concert des Solistes et Chœurs de Lyon, dirigés par Bernard Tétu – des pièces qui cependant révèlent leurs affinités avec la tradition polyphonique héritée du XVIe siècle. *Un Dixit farouche*, d'Antoine Duhamel (commande du festival et de l'association Musique nouvelle en liberté), est d'ailleurs une réponse directe au *Dixit dominus* de Haendel (mêmes effectifs, même texte, etc.), donné également ce jour-là, hélas ! avec le concours d'instruments « semi-baroques » (les cordes traditionnelles de l'Orchestre des Pays de Savoie, qui, toute bonne volonté saluée, ont du chemin à faire).

Le *Dixit farouche* de Duhamel, compositeur connu pour ses partitions pour le cinéma, est d'une belle inspiration, et magnifique d'harmonie ; c'est une œuvre véritablement composée, pas une série de figures planantes et néo-médiévales *alla* Arvo Pärt. Les chanteurs étaient en excellente forme et l'Orchestre de Savoie assurément plus efficient dans la rare *Cantata Misericordium op. 69*, de Benjamin Britten, que dans le *Dixit* de Haendel.

Le matin, la journée avait commencé par un passionnant récital de Davitt Moroney, avec des pièces récemment découvertes d'un membre de la dynastie des Couperin, Marc Roger Normand Couperin (1663-1734). Le manuscrit, découvert en 1997 et publié par les éditions Minkoff, regorge de piécettes divertissantes mais aussi d'œuvres substantielles, voire de découvertes musicologiques de premier plan. Intarissable et passionnant, Davitt Moroney les a présentées par le menu et les a jouées avec le goût exquis qu'on lui connaît. Elles paraîtront bientôt sur disques, chez Hyperion.

Renaud Machart

★ Prochain concert : Ensemble Doulce mémoire, Denis Raisin-Dadre (direction), salle du Parlement de Trévoux, le 22 septembre à 20 h 30.

NOUVEAUX FILMS

LES CHEVAUX DE FEU (reprise)
■ Réalisé en 1965, *Les Chevaux de feu* révèlent au monde Sergueï Paradjanov, qui a commencé sa carrière onze ans plus tôt. Adapté du récit de l'écrivain ukrainien Mikhaïl Katzubinski, le film, divisé en douze chapitres d'une grande intensité et d'un lyrisme échevelé, transpose au cinéma l'univers des légendes ukrainiennes. Il met en scène, dans le décor transfiguré d'un village montagnard des Carpates, l'histoire d'un amour impossible, celui d'Ivanko et de Maritchka, promis au néant par la haine et l'envie qui règnent sans partage dans la communauté. Grâce au talent de Paradjanov, le film est une manière de poème sacré qui représente, par une succession d'icônes flamboyantes, la lutte immémoriale entre la splendeur florissante de la nature et la malédiction des hommes. ***J. M.***
Film soviétique de Sergueï Paradjanov. Avec Ivan Nikolaïtchouk, Larissa Kadotchnikova, Tatiana Bestaeva (1 h 37.)

BIG DADDY
■ Si le succès d'Adam Sandler, peut-être aujourd'hui la plus grosse star américaine au box-office, a ses raisons aux Etats-Unis, on voit mal comment il pourrait trouver en Europe un écho aussi important avec *Big Daddy.* Un jeune diplômé de droit (Adam Sandler), brillant mais profondément gamin, refuse les règles de la vie adulte et préfère rester chez lui à regarder la télévision, jouer sur sa console et commander des pizzas. L'irruption inopinée d'un petit garçon va le forcer à assumer des responsabilités parentales. La mise en scène de *Big Daddy* reste au niveau de n'importe quelle sitcom ; le décor presque unique où se déroule le film – l'appartement d'Adam Sandler – renforce son côté télévisuel. Mais le personnage interprété par Sandler est vraiment intéressant tant il incarne un fantasme américain. La manière, totalement utopique, dont le personnage principal réussit à concilier une vie professionnelle, que l'on devine brillante, en maintenant son mode de vie autiste tend à prouver, par l'absurde, que la réussite sociale est possible en maintenant un très haut degré d'immaturité. ***S. Bd***
Film américain de Dennis Dugan. Avec Adam Sandler, Joey Lauren Adams, Cole et Dylan Sprouse (1 h 33).

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
■ Auteur, voilà quelques années, d'une petite réussite *(Un beau jour),* le réalisateur Michael Hoffman réalise ici une adaptation de la pièce de Shakespeare *Le Songe d'une nuit d'été.* Pièce foisonnante, construite sur une méprise du lutin Puck, chargé grâce à un philtre d'amour de rendre amoureux un jeune homme et qui, en se trompant de « victime », déclenche un chassé-croisé tragi-comique. Le film se situe en Toscane au début du siècle (pourquoi ?, sans doute en raison de la beauté touristique des lieux et de la lumière, mais au détriment d'une cohérence essentielle, celle d'une langue qui paraît ici comme artificiellement plaquée). Ce songe d'une grande laideur plaira aux amateurs de kitsch, de voiles et de gaze vaporeuses, d'ailettes en carton et d'éphèbes se roulant nus dans l'herbe. ***J.-F. R.***
Film américain de Michael Hoffman. Avec Kevin Cline, Michele Pfeiffer, Rupert Everett (1 h 55).

THOMAS CROWN
■ Il est difficile de voir ce qui a pu pousser le talentueux John McTiernan, le réalisateur du *Treizième Guerrier* et de *Piège de cristal,* à se lancer dans un remake de *L'Affaire Thomas Crown.* Le film de Norman Jewison reposait sur la présence de Steve McQueen et Faye Dunaway, qui apportaient une tenue et une distinction dont sont ici dépourvus Pierce Brosnan et Rene Russo. Le milliardaire interprété par McQueen, fils de bonne famille qui organisait le cambriolage d'une banque pour se distraire, est ici remplacé par un magnat de l'informatique, self-made-man qui décide de voler un tableau de Monet. Sa valeur est de 100 millions de dollars, nous est-il précisé au cas où le spectateur ne comprenne pas l'intérêt de s'emparer d'une toile de maître. Mais comment croire, dans ce film, qu'un homme récemment milliardaire, et non un riche héritier, risquerait sa carrière pour jouer les Arsène Lupin ? L'absence de motivation du personnage principal, une certaine vulgarité – la fameuse scène du jeu d'échecs où Steve McQueen séduisait Faye Dunaway a été remplacée par une scène de bal grotesque où Pierce Brosnan tripote Rene Russo en robe transparente – et la faiblesse des interprètes principaux donnent un remake inutile. ***S. Bd***
Film américain de John McTiernan. Avec Pierce Brosnan, Rene Russo, Denis Leary, Faye Dunaway (1 h 45).

SORTIR

PARIS

Conversations avec Antoine Vitez
d'après Emile Copfermann, mise en scène de Daniel Soulier, avec Jean- Claude Durand et Daniel Soulier.
Lors de son entrée au Théâtre national de Chaillot en 1981, Antoine Vitez s'est longuement confié à Emile Copfermann. Ces entretiens, publiés sous le titre *De Chaillot à Chaillot,* abordent tous les aspects de son métier – acteur et metteur en scène –, et racontent sa vie, ses engagements, ses rencontres. Dans cette adaptation, présentée avec succès au dernier Festival d'Avignon, le metteur en scène Daniel Soulier s'est glissé dans la peau d'Emile Copfermann et a confié le rôle du maître à Jean-Claude Durand, qui fut le double d'Antoine Vitez dans *Faust.*
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. M° Trocadéro. A partir du 23 septembre. Du mercredi au samedi, le mardi, à 20 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 16 octobre.

Didier Lockwood Trio
C'est souvent en club, au contact, que le violoniste Didier Lockwood renoue avec le répertoire du jazz qu'il aborde avec lyrisme et envie du contraste. Il jouera avec l'organiste Benoît Sourisse et le batteur André Charlier. Séance de rattrapage prévue mardi 5 octobre.
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. M° Gaîté. Le 22 septembre, à 22 heures. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Annick Nozati, Thierry Madiot Daunik Lazro, Paul Rogers
Quatre improvisateurs dont une partie du travail rejoint certaines recherches de spatialisation, de timbres, de rythmes ou d'harmonies issus des musiques dites contemporaines. Quatre solistes passionnants : Annick Nozati (voix), Thierry Madiot (trombones, objets), Daunik Lazro (saxophones alto et baryton) et Paul Rogers (contrebasse).
Les Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, Montreuil (93). M° Robespierre. Le 22 septembre, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Les Chevaux de feu
de Sergueï Paradjanov.
Soviétique, 1965 (1 h 30).
L'Arlequin, Paris 6e (01-45-44-28-80).

Marié pour mémoire
de Philippe Garrel.
Français, 1967, noir et blanc (1 h 20).
Action Christine, Paris 6e (01-43-29-11-30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Mohammed Kacimi
Galerie Florence Touber, 117, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. M° Saint-Paul. Tél. : 01-42-77-43-29. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Du 22 septembre au 27 novembre.

Quatre artistes de Tunisie : Rafik el-Kamel, Habib Bouabana
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e. M° Rambuteau. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Du 22 septembre au 21 novembre. Entrée libre.

Paul Rebeyrolle
Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6e. M° Odéon. Tél. : 01-44-41-69-65. De 9 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 22 septembre au 30 octobre.

Rivages
Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7e. M° Sèvres-Babylone. Tél. : 01-53-63-23-45. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Du 22 septembre au 28 novembre. 20 F. 10 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Orchestre de Paris
Sibelius : *Symphonie n° 3.* Prokofiev : *Roméo et Juliette, extraits des suites.* Yutaka Sado (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. M° Ternes. Le 22, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 60 F à 240 F.

Orchestre de l'Opéra national de Paris
Dusapin : *Extenso.* Debussy : *La Mer.* Ravel : *Shéhérazade.* Roussel : *Bacchus et Ariane, suite n° 2.* Béatrice Uria-Monzon (mezzo-soprano), James Conlon (direction).
Opéra de Paris-Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. M° Opéra. Le 22, à 20 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 45 F à 255 F.

Viktor Tretiakov (violon), Youri Bashmet (alto), Natalia Gutman (violoncelle), Vassily Lobanov (piano).
Beethoven : *Quatuor à cordes op. 16.* Schumann : *Quatuor à cordes op. 47.* Brahms : *Quatuor à cordes op. 25.*
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1er. M° Louvre. Le 22, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F.

Ensemble Intercontemporain
Aralla : *Création.* Ligeti : *Concerto pour violoncelle et orchestre.* Berio : *Passaggio.* Lucy Shelton (soprano), Pierre Strauch (violoncelle), Chœur de chambre Accentus, Jonathan Nott (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M° Porte-de-Pantin. Le 22, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 110 F à 160 F.

Shunsuke Sato (violon), Sandrine Erdely Sayo (piano).
Mozart : *Sonate pour violon et piano KV 301.* Korngold : *Much to Do About Nothing.* Manen : *Ballade.* Wieniawski : *Fantaisie brillante sur le thème de « Faust » de Gounod.*
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1er. M° Louvre. Le 23, à 12 h 30. Tél. : 01-40-20-84-00. 60 F.

Pierre Olivier Gauvin Quartet
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. M° Châtelet. Les 22 et 23, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. De 50 F à 70 F.

Alain Jean-Marie Trio
Levallois-Perret (92). La Toque blanche, 115, rue Paul-Vaillant-Couturier. Les 22 et 23, à 21 heures. Tél. : 01-47-37-24-17.

Vincent Absil
Utopia, 79, rue de l'Ouest, Paris 14e. M° Pernety. Le 22, à 22 heures. Tél. : 01-43-22-79-66.

Festival Elegy
La Locomotive, 90, boulevard de Clichy, Paris 18e. M° Blanche. Le 22, à 23 h 30. Tél. : 01-53-41-88-88. 70 F.

Gérard Pierron
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. M° Bastille. Du 22 au 26, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Marianne James
L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17e. M° Place-de-Clichy. Du 22 au 25, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 150 F.

RÉSERVATIONS

Concert en hommage à Luigi Nono
par l'Orchestre de la Südwestrundfunk.
Cité de la musique, Paris 19e. Les 1er et 2 octobre. Tél. : 01-44-84-44-84.

Le cinéma c'est maintenant chaque mardi
avec Le Monde daté mercredi

LeMonde Job: WMQ2309--0037-0 WAS LMQ2309-37 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:12 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1856 Lcp:700 CMYK

DISPARITIONS

Tahéya Carioca

Une célèbre danseuse égyptienne

UNE DES PLUS fameuses danseuses égyptiennes, Tahéya Carioca, est morte, lundi 20 septembre, dans un hôpital du Caire, à l'âge de soixante-dix-huit ans. De son vrai nom Abla Mohamed Karim, elle avait commencé sa longue carrière à la fin des années 30 comme la vamp de la danse du ventre.

Dès son premier film, *Rêve de jeunesse* (1941), Tahéya Carioca a été projetée au firmament. Contrairement aux danseuses célèbres de l'époque, qui étaient toutes bien en chair, la Carioca, comme son nom de scène l'indique, avait une silhouette de Sud-Américaine, mais à la peau laiteuse. Mieux, elle avait un côté allumeur qui mettait les hommes, et parfois même les femmes, en transes. Du Maroc à l'Irak, Carioca était devenue durant une vingtaine d'années un sex-symbol véhiculé dans tout le monde arabe par Hollywood-sur-Nil.

Mais la danseuse a réussi à dépasser le stade de femme-objet au gré des années et des kilos qu'elle accumulait. Vedette de très nombreux films populaires, Tahéya Carioca a aussi joué des rôles plus élaborés de femme mûre mais encore désirable, notamment dans des films tirés des romans de Naguib Mahfouz, Prix Nobel de littérature.

Plus tard, quand elle a été frappée d'obésité, la Carioca s'est convertie à la comédie et a même épousé un des auteurs les plus célèbres de ce genre théâtral, Fayez Halawa. C'était son quatrième ou cinquième époux (les avis divergent sur le sujet). Depuis une vingtaine d'années, Tahéya Carioca, minée par la maladie et la superstition, avait totalement abandonné la scène. A la fin de sa vie, elle était même voilée, sans pour autant renier sa carrière.

Alexandre Buccianti

Michel Pinseau

L'architecte de Hassan II

MICHEL PINSEAU, architecte, est mort à Paris mercredi 15 septembre à l'âge de soixante-quinze ans. Il restera comme l'architecte de la Grande Mosquée de Casablanca, l'édifice religieux le plus haut de l'Islam.

Après sa sortie de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, en 1956, Michel Pinseau avait réalisé quelques immeubles d'habitation et de bureaux, notamment sur les Champs-Elysées et à Tignes, qui ne laisseront sans doute pas beaucoup de traces dans l'histoire de l'architecture contemporaine. Sa rencontre avec le roi Hassan II du Maroc, dans les années 70, provoqua un tournant dans sa carrière. Pendant plus de vingt ans, Michel Pinseau allait devenir l'architecte du roi, construisant résidences royales (palais d'Agadir), universités (Ifran), bâtiments administratifs (nombreux à Casablanca), logements sociaux (à Rabat) et même le pavillon du Maroc pour l'exposition de Séville, en 1992.

En juillet 1986, la première pierre de la Grande Mosquée de Casablanca fut posée par le roi. Celle-ci est au centre d'un terrain d'une douzaine d'hectares dont une partie a été gagnée sur la mer. Son minaret culmine à 172 mètres. Urbaniste – et c'est peut-être là le meilleur de son travail –, Michel Pinseau a restructuré des quartiers entiers, à Casablanca, Fez, Meknès, Marrakech, Agadir et Rabat. La faveur royale l'avait hissé aux plus hautes fonctions. Congédié tout aussi brutalement, il ne lui restait plus qu'à retourner en France, blessé, ruiné, pour y mourir.

Emmanuel de Roux

NOMINATIONS

PREMIER MINISTRE

Christian Phéline, contrôleur d'Etat, a été nommé directeur du Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI), lors du conseil des ministres de mercredi 15 septembre. Christian Phéline avait déjà été chef du SJTI, avant que ce service, placé sous l'autorité du premier ministre, soit élevé, en 1995, au rang de direction. Il succède à Francis Brun-Buisson, qui a été nommé, le 3 août, au tour extérieur, conseiller maître à la Cour des comptes.

[Né le 12 juin 1945 à Paris, Christian Phéline est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1967-1969). Il a d'abord travaillé à la direction de la prévision au ministère de l'économie (1969-1975 et 1977-1982), puis à la mission de développement culturel au ministère de la culture (1982-1986). Il a été ensuite conseiller pour le développement culturel et la création contemporaine auprès du président de l'Union centrale des arts décoratifs (1986-1987), administrateur général du Musée national d'art moderne-Centre Georges-Pompidou (1987-1989), directeur général adjoint du Centre national de la cinématographie (1989-1991), chef du Service juridique et technique de l'information (1991-1993). Depuis mars 1993, Christian Phéline est contrôleur d'Etat et, depuis mars 1998, il était conseiller, chargé de l'économie des médias, auprès de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.]

EDUCATION NATIONALE

Pierre-Yves Duwoye a été nommé directeur des personnels enseignants au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, lors du conseil des ministres de mercredi 15 septembre.

[Né le 31 mars 1951 à La Calle (Algérie), titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et ancien élève de l'ENA (1978-1980), Pierre-Yves Duwoye a été notamment conseiller technique, puis directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, entre juillet 1984 et mars 1986. Il travaille de nouveau au côté de M. Chevènement, alors titulaire du portefeuille de la défense, de mai 1988 à janvier 1991, au poste de chef du cabinet civil du ministre. Pierre-Yves Duwoye retourne ensuite à l'éducation nationale, d'abord au service de l'informatique de gestion à la direction des personnels administratifs, ouvriers et de service (de novembre 1991 à avril 1995), puis à la direction de l'administration du personnel (d'avril 1995 à décembre 1997). Pierre-Yves Duwoye occupait, depuis janvier 1998, le poste d'adjoint à la directrice des personnels enseignants, Marie-France Moraux, qu'il remplace à ce poste.]

EQUIPEMENT

Bertrand Meary, ingénieur général des Ponts et Chaussées, a été nommé directeur régional de l'équipement d'Ile-de-France, avec rang et prérogatives de préfet, par le conseil des ministres de mercredi 15 septembre. Il remplace Gilles Ricono, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, devenu directeur du cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.

[Né le 15 avril 1943 à Paris, Bertrand Meary est ancien élève de l'Ecole polytechnique (1962) et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (1967). Il a travaillé notamment dans les directions départementales du Val-d'Oise (1973-1978) et des Yvelines (1978-1980), avant d'être conseiller technique aux cabinets de Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat au logement (1978-1980), puis de Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie (1980-1981). Il a été ensuite directeur départemental de l'équipement de Lot-et-Garonne (1981-1984), puis du Tarn (1984-1987), directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (1987-1992), directeur départemental de l'équipement de Seine-Saint-Denis (1992-1998). Depuis janvier 1998, Bertrand Meary était chef de la mission interministérielle d'inspection du logement social.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 17 septembre est publié :

● **Accord international :** un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et la Force multinationale et d'observateurs au Sinaï, portant prorogation de l'échange de lettres des 18 et 20 mars 1982 sur la mise à disposition de la FMO par la France d'un contingent aérien, signées à Rome le 1er décembre 1998 et à Paris le 25 janvier 1999.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Iris

est née à Marseille le 21 août 1999 pour la plus grande joie de

Marion GOUITAA
et **Cédric FOUCAULT**

et de ses huit grands-parents...

Mariages

Alain et Maya **BERTHOZ,**
Michelle **PROUX** et Jean **THÉNAISY,**
ses parents,
Sylvie et Rébecca BERTHOZ,
ses sœurs,
sont heureux de faire part du mariage de

Stéphane BERTHOZ
avec
Loretta HARDIMAN,

le 4 septembre 1999
à Galway (Eire).

A. Berthoz,
80, rue d'Assas,
75006 Paris.
M. Proux,
105, boulevard Lefèbvre,
75015 Paris.

Décès

– Danielle et Michel Aberlen,
Eva et Jacques Aberlen,
Delphine et Jean-François Grazi,
Justine, Thomas, Emilie Aberlen,
Fabrice Bondil,
Annie, Jean-Louis, André Poussot
et leurs enfants,
Le chanoine René Véron,
Les familles Tillier et Naba
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean ABERLEN,
professeur agrégé honoraire
à l'université de Provence,

qui repose à Cavillargues (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Marie-France,
son épouse,
Agathe,
sa fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Christian BENECH,

survenu le 19 septembre 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue de la Genève,
17590 Ars-en-Ré.

– Mme Bouilhol Maryse,
son épouse,
Julien et Annette,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BOUILHOL,

survenu le 16 septembre 1999, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 20 septembre en l'église Notre-Dame-de-Chamalières (Puy-de-Dôme).

– On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Christine DAVY.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale en province.

75014 Paris.

– Florence Desbons,
Nicolas Desbons, Gaël Le Bihan et Balthazar,
Charlotte Desbons, Alexandre Stegner et Jules,
Les familles Desbons, Colomer et Biras,
Les amis proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques DESBONS,

le 20 septembre 1999.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation auront lieu à l'église de La Lande-sur-Eure (61290), le vendredi 24 septembre à 15 heures.

36, rue de Fleurus,
75006 Paris.

Albert ELISSALT,
commandeur
de l'ordre du Mérite maritime,

s'est éteint chez lui le 21 septembre 1999 à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

– Moussia Elissalt-Sadoul,
son épouse,
Martine et Jean Pattou-Elissalt,
Marion Elissalt,
Pascal Elissalt †,
ses enfants,
Tina Pommereau et Jeanne Boyer Vidal,
ses sœurs,
Colette, Alec, Elisabeth, Jean-Pierre, Inès,
leurs enfants,
Marie et Laurent Mayer,
François et Julie Pattou ,
Sylvie Pattou †,
Julie Leibowitch,
Louise Deschamps,
ses petits-enfants,
Jeanne, Pauline, Maxime, Elliot,
ses arrière-petits-enfants.
La famille Sadoul,
Tous ses vieux copains.

La cérémonie aura lieu le samedi 25 septembre à 11 h 30 au cimetière Aice-Errota, à Saint-Jean-de-Luz.

Promenade Chaliapine,
64500 Saint-Jean-de-Luz.

– Martine Malinski,
Elisha Falbel,
David,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maxime MALINSKI,
née **Madeleine PERPIGNANT,**

le 20 septembre 1999. Les obsèques seront célébrées en l'église d'Auffargis, le jeudi 23 septembre, à 14 h 30.

4, Grande- Rue.
78610 Auffargis.

– Mme Martine Prevost,
M. Jean-Michel Payre,
Mme Patricia Romet,
Mme Laure Ieltsch,
M. Eric Gourdin-Servenière,
Mme Brune Quennouelle,
Mme Marie-Béatrix Fonade,
avocats à la cour
Et
Mme Claire Julienne,
Mme Claire Evin,
Mme Karima Kerroua,
M. Pierre Denaniot,
Tous les membres du cabinet
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard PREVOST,
avocat à la cour de Paris,

survenu le 19 septembre 1999, dans sa cinquante-cinquième année.

77, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

– Mme Martine Prevost,
son épouse,
Benoît, François et Matthieu,
ses fils,
M. et Mme Jean-François Prevost
et leurs enfants,
M. et Mme Joël Guillot
et leurs enfants,
ses frère, sœur, belle-sœur et beau-frère,
Ses cousins et neveux,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

M. Bernard PREVOST,
avocat au barreau de Paris,
ancien secrétaire de la conférence
du stage,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 19 septembre 1999, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La messe sera célébrée par le Père Antoine de Monicault en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e, le vendredi 24 septembre, à 10 h 30.

« ... Soit que je vive,
soit que je meure,
la grandeur du Christ sera manifestée
dans mon corps... »

Lettre de saint Paul aux Philippiens,
liturgie du dimanche 19 septembre 1999.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

34, rue Singer,
75016 Paris.

(Le Monde du *22 septembre*.)

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 14 septembre, à Paris, de

M. André KOSTOLANY,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Mme André Kostolany,
3, rue de la Faisanderie,
75116 Paris.

– Nada Auzary-Schmaltz
a la profonde douleur de faire part du décès de son époux,

Bruno SCHMALTZ,

disparu le 8 septembre dans sa trente-huitième année, après un combat courageux et acharné contre la maladie.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 11 septembre.

Il a traversé ma vie comme un météore incandescent, trop vite.

– Odile et Jean-Pierre Brunet,
Geneviève Suire,
Benoît Suire,
ses enfants,
Anne, Christophe, Cécile, Alexis,
ses petits-enfants,
Hugo, Téha,
ses arrière-petits-enfants
ont la tristesse de faire part du décès du

Docteur Pierre SUIRE,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
ancien déporté résistant
au Struthof et à Dachau,

survenu le lundi 20 septembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 24 septembre à 10 h 30, en la cathédrale Notre-Dame d'Evreux.

L'inhumation aura lieu le samedi 25 septembre à 11 h 15, au cimetière de Théoule (Alpes-Maritimes).

33, rue Charles-Corbeau,
27000 Evreux.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Vatchko VATCHKOV,
sculpteur,

Selon son vœu, il sera incinéré au crématorium du Père-Lachaise, le vendredi 24 septembre à 9 h 30.

Anniversaires de décès

– Le 23 septembre 1998 disparaissait

Richard BESSMANN.

Son souvenir reste présent.

Docteurs Max et Nicole Berkman,
Gisèle Berkman et Olivier Le Trocquer,
Didier Berkman.

– Sofia, Paris.

Il y a dix ans, le 23 septembre 1989, nous quittait

Stoyan KRISTEV.

Sa famille, ses proches et ses amis auront une fidèle pensée pour lui.

– Le 23 septembre 1991,

Pierre-J. PATRIGOT

était enlevé à l'affection de ses amis par la maladie, à soixante ans.

Claude Blanvillain et Alain Maire vous sauront gré d'avoir aujourd'hui une pensée fraternelle pour lui.

Souvenir

Il y a trente ans,

Esther MIMOUNI,
née **ROSENBLUM,**

nous quittait.

Nous pensons à elle.

Avis de messe

Une messe sera célébrée le 29 septembre à 18 h 30 en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-5e, à la mémoire de

Gabriel PALLEZ.

Une messe sera célébrée, le jeudi 30 septembre 1999, à 19 heures, en la paroisse de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris, à l'intention de

André ROUANET
de VIGNE LAVIT,
magistrat honoraire,

décédé le 3 août 1999.

Cérémonies

Une cérémonie à la mémoire du

Professeur René FAUVERT

aura lieu le mardi 28 septembre 1999, à 18 heures, à l'amphithéâtre Florent Coste, à l'hôpital Cochin, lors de la remise du prix de médecine « René-Fauvert ».

Signatures

Jacques Nikonoff signe son récent ouvrage *la Comédie des fonds de pension* (éditions Arléae) à la librairie La Balustrade, 25, rue d'Alsace, Paris-10e, le jeudi 30 septembre 1999, de 17 h 30 à 19 h 30.

Conférence

Conférences à Sciences-Po

LES GRANDES PEURS
AU TOURNANT DU SIÈCLE
Cycle de conférences réalisé
avec le concours
des **Presses de Sciences-Po**
et des auteurs de
« La Bibliothèque du Citoyen »,
de 18 h 30 à 20 h 30,

Ouvert à un large public.

Jeudi 14 octobre : **« Bilan du siècle »,** par René Rémond, de l'Académie française, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Jeudi 21 octobre : **« Les racismes ordinaires »,** par Ariane Chebel d'Apollonia, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, chargée de mission à la direction scientifique.

Jeudi 28 octobre : **« Repentance et réconciliation »,** par Philippe Moreau Defarges, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, conseiller des affaires étrangères, chargé de mission à l'IFRI.

Jeudi 4 novembre : **« Des eurothérapies pour l'emploi »,** par Bernard Brunhes, président du groupe Bernard-Brunhes Consultants.

Jeudi 18 novembre : **« Les retraites en péril »,** par Jacques Bichot, économiste, professeur à l'université Lyon-II.

Jeudi 25 novembre : **« Amérique ou Europe : nations ou intégration ? »,** par Nicole Gnesotto, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, chargée de mission à l'IFRI.

Jeudi 9 décembre : **« Internet et démocratie »,** par Paul Mathias, professeur au lycée Henri-IV, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Jeudi 16 décembre : **« Le retournement du monde »,** par Bertrand Badie, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur des Presses de Sciences-Po.

Conception et animation :
Bernadette Bricout, professeur
à l'université Paris-VII - Denis-Diderot.

Inscription préalable : 700 francs
à titre individuel pour l'ensemble
du cycle.

SCIENCES-PO FORMATION
215, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.
Tél. : 01-44-39-07-55 - 01-44-39-40-80
Fax : 01-44-39-07-61
E-mail : info@formation-continue.
sciences-po-fr
http://www.sciences-po.fr/spf/

Colloques

L'association des Amis de Passages (ADAPes) et la revue *Passages*, avec le soutien du Fonds d'action sociale, organisent le **29 septembre 1999** au Sénat, un colloque intitulé **« Ecole et intégration ».**

Ce colloque rassemblera des enseignants, des responsables d'établissements scolaires et universitaires, des chercheurs en sciences humaines et sociales, des historiens et psychanalystes, des syndicalistes et des représentants d'associations.

Inscription obligatoire : tél. : 01-45-86-30-02/fax : 01-44-23-98-24.

Soutenances de thèse

Le vendredi 10 septembre 1999, le titre de docteur en psychopathologie fondamentale et psychanalyse de l'université Paris-VII - Denis-Diderot a été décerné à M. Grégory Michel, pour sa thèse : **« Recherche de sensations et de nouveauté à l'adolescence : trait développemental, état ou facteur de vulnérabilité aux conduites de consommation et à risques »,** avec la mention « très honorable » et avec les félicitations du jury.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Au sommaire du numéro de septembre
1939-1945 : Le feu et la cendre
La folie d'un homme, la décivilisation d'un peuple, la destruction des juifs d'Europe, la collaboration de l'Etat français...
Ce mois-ci, un seul dossier consacré à la deuxième guerre mondiale.
Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité
Chez votre marchand de journaux 12 F - 1,83 €

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
Parution lundi daté mardi
TARIF ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €
4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €
100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.
- Bouclage vendredi 12 h. -
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

Associations communiquez vos
Assemblées générales
tous les jours dans le Carnet
Tarif à la ligne
120 F TTC / 18,29 €
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

LeMonde Job: WMQ2309--0038-0 WAS LMQ2309-38 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:41 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1857 Lcp:700 CMYK

EN VUE

■ Les conservateurs applaudissent la *« statégie anti-crime »* du gouvernement de **Tony Blair**, qui vient d'ouvrir, à Durham, sa troisième prison pour enfants.

■ Les minorités ethniques restent les principales victimes des brutalités policières aux Etats-Unis, mais d'autres groupes sont *« vulnérables »*, notamment *« les malades mentaux, les sans-abri et les homosexuels »*, précise un récent rapport d'Amnesty International.

■ *« Une fois endoctrinées, elles ne sont pas différentes des hommes »*, ne s'étonne guère **Sunila Abeyesekera,** militante des droits de l'homme au Sri Lanka, après que des soldates de la guérilla tamoule eurent coupé neuf enfants en morceaux en attaquant à la machette, samedi 18 septembre, un village cinghalais.

■ Son challengeur, **Hector Morales,** pugiliste professionnel, renonçant à frapper une femme, **Margaret McGregor**, alias « Tiger », championne du monde de boxe, rencontrera, le 9 octobre, sur un ring mixte de Seattle, l'haltérophile **Loi Chow**, son entraîneur.

■ Les autorités saoudiennes ont saisi dans des magasins de Djeddah 1 500 poupées pourvues de seins *« égratignant l'innocence des enfants »*.

■ Au général **Boulanger** reconnaissant, le ministère français des anciens combattants remettra en état sa tombe qui s'effrite près du tombeau intact de sa maîtresse, au cimetière d'Ixelles en Belgique où il s'est tué par amour.

■ Après avoir laissé une lettre – *« Personne ne peut comprendre ce que je ressens »* –, **Fabrizio,** quinze ans, de Latina, en Italie, inconsolable depuis la mort d'**Ilaria**, quatorze ans, s'est tué, dimanche 19 septembre, d'une balle en plein cœur à travers la photo son amie.

■ *« Pourquoi le démon devrait-il avoir l'exclusivité des meilleures images ? »*, demande le révérend **Owen-Jones,** de l'agence publicitaire Churches Advertising Network qui affiche un Jésus géant, habillé par Armani, entouré d'apôtres en complet veston arborant le logo de douze entreprises britanniques, sous le slogan : *« Vous avez seulement besoin d'amour »*.

■ **Omer Celik** et **Engin Aslan**, satanistes turcs, ont tué à coups de marteau, lundi 13 septembre, **Sehriban Coskunfirat,** dans la région d'Ortakoy en Turquie, pour apaiser le diable, après une secousse tellurique d'une magnitude de 5,8 sur l'échelle de Richter.

■ Leur maison s'est effondrée dans leur dos, à l'instant où, pendant la nuit du séisme à Bolu, **Fadime** et **Necmi Gedikili**, éleveurs d'autruches turcs, réveillés par le tapage, sortaient pour calmer les oiseaux affolés.

Christian Colombani

Raïssa Gorbatcheva, première et dernière « First Lady » soviétique

Les quotidiens russes rendent un vibrant hommage à l'épouse de l'ancien secrétaire général du PC, décédée lundi, longtemps vilipendée, mais restent discrets sur l'effondrement personnel que fut pour elle la fin de l'URSS

OUBLIANT un bref moment les scandales financiers, les folles rumeurs politiques, la guerre au Caucase et les attentats terroristes, la presse russe salue longuement, dans ses éditions du 21 septembre, Raïssa Gorbatcheva, décédée la veille d'une leucémie, à l'âge de soixante-sept ans, dans une clinique allemande. La mort de celle qui fut *« la première First Lady »* soviétique, selon le quotidien *Kommersant,* a suscité hommages et rétrospectives. Télévisions et journaux ont multiplié les sujets, tous empreints de respect et de nostalgie, ce qui ne manque pas d'étonner vu l'impopularité du couple Gorbatchev en Russie et la violence des attaques dont ils furent l'objet. Comme le rappelle *Sevodnia*, Raïssa Gorbatcheva *« a rencontré dans son pays soit une sourde incompréhension, soit une antipathie agressive, pas seulement au sein de l'appareil du parti mais aussi parmi les simples citoyens soviétiques »*. Qui aurait pu, au début des années 80, seulement reconnaître le visage de Mme Tchernenko, Andropov ou Brejnev ? L'irruption de l'épouse du premier secrétaire dans les rituels glacés de la haute nomenclature communiste allait être un choc.

Ses voyages à l'étranger, son goût pour la haute couture et la mode occidentale, sa facilité à parler politique aux côtés de son mari *« énervait ses concitoyennes »*, rappelle ce quotidien. Pourtant, juge *Moskovskii komsomolets*, les déplacements à l'étranger de *« la femme du premier secrétaire soviétique n'ont pas eu moins d'effet pour la Russie que la chute du mur de Berlin »*.

Pour *Kommersant*, Raïssa Maximovna *« fut le plus beau visage du Kremlin pendant tout ce siècle »*. *« Pour la première fois dans l'histoire du pays,* écrit ce journal, *il était agréable de regarder le secrétaire général et son épouse »*. Publiant de nombreuses photographies, le quotidien écrit que *« son apparence et ses habits étaient jalousés par Nancy Reagan qui, elle, était passée par l'école hollywoodienne »*. *« On l'adorait à l'étranger, les féministes la respectaient pour être sortie de l'ombre, mais ses concitoyens la détestaient pour la vie agréable qu'elle semblait vivre. »*

Alexandre Iakovlev, qui fut l'un des plus proches conseillers de Mikhaïl Gorbatchev et l'un des idéologues de la perestroïka, veut tordre le cou à *« tous ces contes selon lesquels elle se mêlait des affaires du pays et exerçait une mauvaise influence »* sur son mari. Oui, écrit-il dans *Kommersant*, *« elle participait aux réunions dans les datchas et donnait son opinion, mais elle était d'abord une épouse et une mère aimée »*. *« Elle reste incomparable, on ne trouve personne d'équivalent dans la Russie contemporaine »*, ajoute-t-il.

Et la presse se garde bien d'ailleurs de toute comparaison avec l'actuel couple présidentiel, Boris et Naïna. Cette dernière n'apparaît qu'exceptionnellement, généralement pour délivrer quelques nouvelles sur la santé de son mari ou expliquer, comme elle l'avait fait il y a quelques mois, combien il était *« un malade difficile »*.

Raïssa Gorbatcheva *« supportait avec beaucoup de dignité la mauvaise foi et les tentatives de l'humilier et de défigurer son rôle »*, a expliqué un responsable de la Fondation Gorbatchev. Ces derniers mois, des milliers de lettres lui avaient été adressées, l'encourageant à lutter contre la maladie. La presse fait état de ce soudain élan de sympathie, détaille les multiples activités caritatives de Mme Gorbatcheva, mais reste silencieuse sur l'effondrement personnel que furent pour elle la fin de l'URSS et la démission de son mari. Seul Alexandre Iakovlev l'évoque discrètement par une interrogation : *« Je ne sais pas pour qui cela a été le plus dur, pour Mikhaïl Sergueïevitch ou pour Raïssa Maximovna ? »*

François Bonnet

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Gérard Dupuy
■ Une des tendances irréversibles de l'âge postmoderne tient à sa sensibilité inlassablement inquiète face à une myriade d'agressions diverses, dont la pollution atmosphérique urbaine n'est qu'un exemple. Mais l'automobile est perçue comme menaçante pour bien d'autres raisons que ses émanations gazeuses ou sonores. Elle est surtout ce qui rompt l'utopie cryptoromantique d'une ville, ou, plus exactement, d'un centre-ville adapté au confort d'une vie attrayante parce qu'imaginairement presque rurale. Carrefours protégés et circuits piétonniers restent d'avenir : la place de la voiture en ville ira en diminuant parce qu'il est impossible de trouver un plus fort consensus quant à la difficulté d'y vivre et à l'ennui d'y survivre. L'automobile devra de plus en plus justifier son existence – et son utilité – sous peine d'exclusion. Aucun système de transport en commun ne remplacera jamais sa souplesse d'utilisation et la liberté qu'elle offre à ses utilisateurs. Mais la règle du jeu sera désormais de lui mettre une muselière.

LCI
Pierre-Luc Séguillon
■ Martine Aubry est habile, très habile ! La présentation très politique qu'elle fait des comptes de la Sécurité sociale lui permet, en effet, de transformer en succès gouvernemental ce qui n'est que l'heureux effet d'une bonne conjoncture économique et non pas la conséquence d'une maîtrise des dépenses de santé. Le redressement des comptes du régime général de la Sécurité sociale, qui devrait connaître un excédent de 2 milliards en l'an 2000, est entièrement dû à la croissance des recettes engendrées par l'augmentation de la masse salariale. En revanche, la progression des dépenses de santé est plus importante qu'elle ne l'a été dans les années passées et en augmentation de quelque 4 % par rapport aux objectifs fixés par les parlementaires. Et cela est dû pour l'essentiel au dérapage de la médecine de ville. L'astuce de Martine Aubry est précisément de confier la gestion de ce secteur à la CNAM. Outre que la ministre satisfait ainsi une revendication d'autonomie de l'organisme paritaire, elle se libère d'un fardeau politique.

FRANCE-SOIR
Philippe Bouvard
■ La mode étant de renoncer momentanément aux conforts et aux plaisirs dont bénéficie l'homme civilisé de cette fin de millénaire, la journée sans voitures ne constitue à l'évidence qu'un modeste pas effectué dans le sens de la marche arrière du progrès. La prochaine étape pourrait se présenter sous la forme enfin voilée et pudique d'une *« journée sans sexe »*. Les couples s'abstiendraient d'activités dont la justification apparaît de moins en moins comme le souci d'assurer la perpétuation de l'espèce et consacreraient les précieuses minutes ainsi économisées aux lectures édifiantes et à une vie associative dépourvue de mixité.

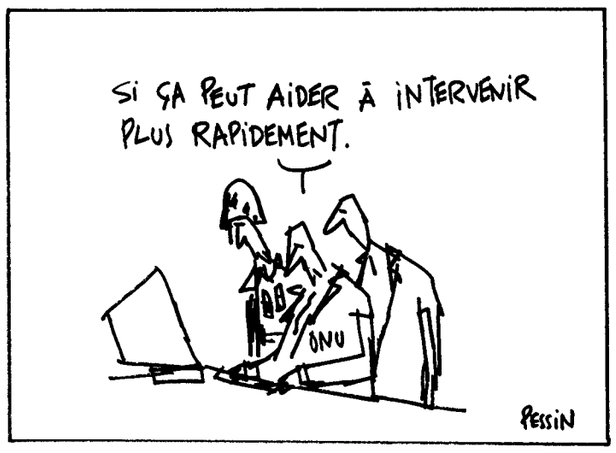
www.easttimor.com

Découvrir l'histoire, la culture du Timor-Oriental et suivre la situation au jour le jour

APRÈS vingt-cinq ans d'indifférence, les opinions publiques occidentales ont récemment découvert le long calvaire du Timor-Oriental, mais elles continuent à tout ignorer de l'histoire, de la culture et du cadre de vie de ses habitants. Le Centre international de soutien à Timor-Est (Etisc), organisation australienne basée à Darwin, tente de remédier à cette méconnaisance grâce à un site Web proposant de suivre le développement de la situation au jour le jour, tout en découvrant le pays et le peuple timorais.

L'actualité est couverte grâce à une sélection de photos et de dépêches, et une revue de presse quotidienne de journaux anglo-saxons. Une rubrique propose une biographie illustrée des principaux leaders indépendantistes.

D'autre part et surtout, les concepteurs du site ont su résumer et mettre en forme une masse considérable de documents et de dossiers, afin que le lecteur pressé puisse acquérir rapidement quelques connaissances de base. Le chapitre historique affiche une chronologie des événements depuis 1975, et propose une découverte des réalités économiques, géographiques et sociales de l'île. On apprend, par exemple, que la population timoraise est divisée en douze groupes ethniques, possédant chacun leur propre langue : neuf dialectes austronésiens et trois issus du groupe des langues papoues. De même, on découvre que si le catholicisme est dominant au sein des élites urbaines et de la population métisse, une partie de la population est restée fidèle à la religion animiste traditionnelle.



Le site fait une large place aux dossiers éclairant les événements actuels : documents des Nations unies, textes des associations indépendantistes, bibliographies. Il publie une liste des personnalités timoraises et de leurs proches assassinés, disparus ou en fuite, tenue à jour à mesure que les informations parviennent à Darwin. Parallèlement, il affiche les noms des vingt et une milices « intégrationnistes » répertoriées, et ceux de tous les chefs locaux de l'armée, de la police et de l'administration indonésiennes, dans une rubrique intitulée : «Lesquels sont les criminels de guerre ? »

La galerie de photos est divisée en deux parties. L'une, joyeuse, nous offre les paysages grandioses, la beauté fruste des villages, les Timorais au travail ou faisant la fête. La seconde révèle la brutalité de l'occupation indonésienne. Une série de photos apparemment prises par les bourreaux eux-mêmes montre des hommes en uniforme se livrant à des viols et des tortures.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

ITALIE
■ Yahoo a lancé un service d'accès Internet gratuit en Italie, en coopération avec la société Wind (filiale d'Enel, France Télécom et Deutsche Telekom). – *(AP.)*

CHINE
■ Le gouvernement chinois a annoncé sa décision de faire respecter la loi interdisant les investissements étrangers dans le secteur des télécommunications, notamment Internet. Cette loi existe depuis des années, mais jusque-là les autorités chinoises avaient décidé de ne pas l'appliquer. Des entreprises étrangères, en particulier américaines, ont fait des investissements importants sur le marché chinois de l'Internet ou s'apprêtent à le faire. Elles attendent à présent des précisions, sans remettre en cause les projets en cours. – *(AP.)*

PETITES ANNONCES
■ L'hebdomadaire *La Centrale des particuliers* a ouvert un nouveau site, proposant notamment un service de recherche personnalisée, permettant à l'abonné de recevoir automatiquement, par courrier électronique, les annonces correspondant à la demande qu'il a préalablement enregistrée sur le site.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom.....
Prénom .....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER ; Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Le débarquement du cochon *par Alain Rollat*

POURQUOI les animaux deviennent-ils fous ? Etrange question de votre part. Vous vous la posiez, mardi soir, sur France 3, à propos d'un éléphant filmé en train de s'acharner, sans raison apparente, sur le corps du cornac qu'il venait de piétiner. L'acharnement de cet éléphant vous terrifiait parce qu'il échappait à votre entendement. Vous vous interrogiez sur le subconscient des éléphants. Je vous renvoie la question : pourquoi les hommes deviennent-ils fous ? Est-ce à cause des cornacs ? Et, d'abord, qu'est-ce qu'un être humain ? Renseignez-moi. A quoi reconnaît-on l'être humain ? Comment distingue-t-on l'être humain de l'être inhumain ? Ne me laissez pas mourir idiot. Comment fait-on la différence entre l'humain et son contraire ? Epargnez-moi vos faux-fuyants. J'ai bien lu votre définition : *« Les êtres humains sont doués de raison et de conscience... »* (Déclaration universelle des droits de l'homme). Mais, ici, chez moi, à Timor, je n'ai pas encore compris le sens de ce charabia.

Laissez-donc les éléphants, mes frères, en paix ! Expliquez-moi plutôt la photo publiée page 48 du *Paris Match* daté du 23 septembre. On y voit l'être humain en trois dimensions difficilement dissociables : l'être humain en uniforme, l'être humain en civil et l'être humain en charpie. L'être humain en uniforme (un uniforme de l'armée indonésienne) félicite l'être humain en civil (un civil du genre milicien), lequel être humain en civil exhibe, comme un trophée, l'être humain en charpie. Ou plutôt ce qu'il reste de l'être humain en charpie, puisqu'il n'en reste plus que la tête, réduite à l'état de bouillie sanguinolente, plantée au bout d'une pique. Or ni l'être humain en uniforme ni l'être humain en civil ne présentent le moindre signe de dérèglement mental. Ils ont toutes les apparences de la normalité. La légende de cette photo, prise au péril de sa vie par un reporter américain, me paraît donc trop sobre, trop aseptisée pour être honnête. Elle dit : *« Au bout de l'horreur : tenant d'une main une tête piquée sur un bâton, un milicien serre de l'autre celle d'un membre des forces armées indonésiennes du Timor-Oriental. »* Etes-vous sûrs d'être vraiment parvenus *« au bout de l'horreur »* ? Et qu'y a-t-il, à part l'horreur, au bout de votre humanité ?

Pardonnez-moi ces questions déplacées. Je ne suis qu'un petit cochon. Un petit cochon noir tenu en laisse. Tenu en laisse par une femme en détresse. Une femme inconnue filmée par France 2. Et par hasard, sur le port de Dili. Mais, aujourd'hui, voyez-vous, chaque fois que je croise un des vôtres, j'éprouve une envie de folie pachydermique...

LeMonde Job: WMQ2309--0039-0 WAS LMQ2309-39 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 09:19 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1858 Lcp:700 CMYK

MERCREDI 22 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Fusions d'entreprises, la loi du plus fort. **Forum Planète**
22.00 Les Nouvelles formes d'art contemporain. **Forum Planète**
23.00 Radioactivité, particules en mouvement. **Forum Planète**

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Tina Arena. Jean-Marie Bigard ; Johnny Hallyday ; Miossec. **Canal +**
20.05 Une année de défilés. Chanel. **Paris Première**
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Heimatfront, la guerre au quotidien en Allemagne : la famille. **Arte**
20.55 Des racines et des ailes. Les sentinelles de la Terre. Quand les chercheurs font la mode. Des enfants en or. **France 3**
21.05 Droit de cité. Histoires d'en sortir. **TV 5**
22.45 The 51st Emmy Awards. La cérémonie. **Canal Jimmy**
22.55 Ça se discute. Abandon, séparation... peut-on oublier ses enfants ? **France 2**
0.25 E = M 6 spécial. Les colères du ciel. **M 6**

DOCUMENTAIRES

19.00 Connaissance. Les Quatre Saisons. [3/4]. L'automne. **Arte**
19.25 Qiuci. Oasis rayonnante. **Odyssée**
19.35 Les Surprises de la matière. **Planète**
20.15 Reportage. Femmes du Klan. **Arte**
20.30 Mémoires de l'assassin de Sissi. **Planète**
20.45 Les Origines de la guerre. [3/8]. France. **Histoire**
20.45 Appel d'air. [2/6]. Birmanie. **Odyssée**
21.25 Vietnam, 10 000 jours de guerre. Le mouvement pacifiste. **Planète**
21.45 Evgueni Khaldeï, photographe sous Staline. **Histoire**
21.50 Musica. Maestro, maestro ! : Herbert von Karajan. **Arte**
21.55 Global Family. Des acrobates sans filet. **Odyssée**
22.15 Paroles de Cubains. **Planète**
22.45 Une histoire de la médecine. [2/8]. Les sociétés devant l'épidémie : stratégie contre l'inconnu. **Histoire**
23.15 La Lucarne. La Double Vie des chiens. **Arte**
23.15 Jackie O'. **Odyssée**
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Les Documenteurs des années noires. **France 3**
0.25 La Case de l'oncle Doc. Maurice Thorez. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. Eurolique masculine. (1re phase, 1re journée, Groupe D) : Buducnost Pogdorica (You) - Pau-Orthez. **Eurosport**
20.35 Football. Ligue des champions (1er tour, 2e journée, Groupe D) : Croatia Zagreb - Marseille. **TF 1**

DANSE

21.00 Amour, danse et mort. Chorégraphie de John Neumeier. Par le Hamburg State Opera ballet. Orchestre de l'Opéra de Hambourg, dir. Gerhard Markson. **Muzzik**

MUSIQUE

19.35 Richard Strauss. *Don Quichotte.* Avec Mstislav Rostropovitch, violoncelle ; Ulrich Koch, alto. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. Réalisation de Herbert von Karajan. **Mezzo**
21.55 Lenny Kravitz. Belfort 1999. **Paris Première**
23.55 Gershwin. *Un Américain à Paris.* Enregistré en 1976. Par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.50 L'Amour en héritage. Douglas Hickox [2/4]. **Téva**
20.55 Revient le jour. Jean-Louis Lorenzi. **France 2**
20.55 Une veuve de trop. Peter Barber-Fleming. **TMC**

SÉRIES

20.55 Ally McBeal. C'est ma fête ! Amour et châtiment. **M 6**
22.10 Leaving L.A. The Black Widower (v.o.). **Série Club**
2.15 Les Soprano. A bout de souffle (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

16.55 Le Château de ma mère ■ ■
Yves Robert (France, 1990, 95 min) ✪. **Cinéstar 1**
20.30 Trafic en haute mer ■ ■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**
20.30 L'Esclave libre ■ ■
Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, 125 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**
21.00 Un homme amoureux ■ ■
Diane Kurys (France, 1987, 115 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**
21.15 Nous irons tous au paradis ■ ■
Yves Robert (France, 1977, 115 min) ✪. **Cinétoile**

COLLECTION CHRISTOPHE L.

22.10 La Poursuite infernale ■ ■ ■
John Ford. Avec Henry Fonda, Linda Darnell (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**
22.10 Go Now ■ ■
Michael Winterbottom (GB, 1996, v.o., 85 min) ○. **Ciné Cinémas 1**
22.40 Starship Troopers ■ ■
Paul Verhoeven (Etats-Unis, 1997, v.o., 124 min) ✪. **Canal +**
23.05 Bad Lieutenant ■ ■
Abel Ferrara (Etats-Unis, 1992, 95 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
23.10 Le Festin de Babette ■
G. Axel (Dan., 1987, 99 min) ✪. **TMC**
23.10 Ne nous fâchons pas ■ ■
Georges Lautner (France, 1965, 95 min) ✪. **Cinétoile**
0.40 Voyage au début du monde ■ ■
Manoel De Oliveira (France - Portugal, 1997, 90 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**
0.45 Assurance sur la mort ■ ■ ■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 100 min) ✪. **Cinétoile**
1.15 La Vie privée d'Henry VIII ■ ■ ■
Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1933, N., v.o., 95 min) ✪. **Ciné Classics**
2.40 Mazel Tov ou le mariage ■ ■
Claude Berri (France, 1968, 85 min) ✪. **Canal +**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.55 Clic et net.
19.57 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Météo.
20.35 Football.
20.45 Croatia Zagreb - Marseille.
22.40 Résumé.
0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

17.20 Rince ta baignoire.
17.50 Le Prince de Bel-Air. ✪.
18.20 Une fille à scandales. ✪.
18.50 Friends. ✪.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Revient le jour. Téléfilm. Jean-Louis Lorenzi. ✪.
22.55 Ça se discute. Abandon, séparation... peut-on oublier ses enfants ?
0.55 Journal, Météo.
1.20 Des mots de minuit. Manière de voir. Eteignez vos portables !

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Des racines et des ailes.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Les Documenteurs des années noires.
0.25 La Case de l'oncle Doc. Maurice Thorez.

CANAL +

16.45 Panique sur le vol 285. Téléfilm. Charles Correll. ✪.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.20 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma. Spécial Festival de Telluride.
21.00 Le Lien secret Film. William Nicholson. ✪.
22.39 Les Têtes. Manif. ✪.
22.40 Starship Troopers ■ ■ Film. Paul Verhoeven (v.o.). ✪.
0.45 La Ligue des champions.
1.15 Rien que des mensonges Film. Paule Muret. ✪.

ARTE

19.00 Connaissance. [3/4].
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Les Femmes du Klan.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Heimatfront, la guerre au quotidien en Allemagne : la famille.
21.40 Les Cent Photos du siècle.
21.50 Musica. Maestro, maestro ! Herbert von Karajan.
23.15 La Lucarne. La Double Vie des chiens.
0.45 Le Miroir de Diane.
1.15 Pepe Carvalho. Histoire de famille. ✪.

M 6

18.20 The Sentinel. ✪.
19.20 Dharma & Greg. ✪.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer. ✪.
20.40 Décrochages info, Avant 1e .
20.55 Ally McBeal. C'est ma fête ! ✪. Amour et châtiment. ✪.
22.40 Le Cauchemar d'une mère. Téléfilm. Eric Woreth. ✪.
0.25 E = M 6 spécial. Les colères du ciel.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Prima la musica.
21.20 Expresso - Poésie sur parole.
21.30 Multidiffusion.
22.10 Carnet de notes. [3/3].
22.30 Gouhahanouka.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 A pleines voix. Festival Tibor Varga. Robert Höll, baryton, Rudolf Janson, piano : Œuvres de R. Schumann, Pfitzner, Holl, Brahms.
22.30 Suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Grand duo pour violon et piano D 574*, de Schubert, Lydia Mordkovitch, violon, Gerhard Oppitz, piano. **20.40** Richard Strauss et Hugo von Hofmannsthal. Œuvres de Mozart, R. Strauss, Schubert...
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Strauss, Gluck.

Le Monde TELÉVISION

ARTE

21.50 Maestro, Maestro !
Ayant travaillé sous la direction de Karajan, Claire Alby a tenté de percer la part d'ombre qui entoure, dix ans après sa mort, celui qui fut un incontestable magicien du son, un homme d'affaires et un chef aux méthodes de travail impressionnantes, mais aussi un ancien adepte du national-socialisme. Un document d'autant plus intéressant que le maestro s'était entouré de silence.

FRANCE 3

23.30 Les documenteurs des années noires
Faux reportages, actualités truquées et autres manipulations au service de Pétain et de Hitler : telle est la teneur des 200 documentaires réalisés à Vichy et à Paris, pendant les années de l'Occupation, par des cinéastes au service de l'Allemagne nazie et de l'Etat français collaborateur. Un film passionnant de l'historien Jean-Pierre Bertin-Maghit.

FRANCE 3

0.25 Maurice Thorez
Les dernières années de la vie et du règne de Maurice Thorez sur le PCF ont laissé une image de rigidité et de fidélité absolues au stalinisme. Le mérite de ce récit biographique est de mettre paradoxalement en valeur les désaccords de Maurice Thorez et du Kremlin. Dès le début, « l'homme de Moscou » était en porte-à-faux : il était trotskiste. Un document très clair et fort bien illustré.

JEUDI 23 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.05 Droit de cité. Histoires d'en sortir. **TV 5**
14.05 Une année de défilés. Chanel. **Paris Première**
15.10 Science info. **LCI**
15.45 Le Vrai Journal. Interview du colonel Khadafi. Enquête sur les disparus de l'Yonne. Afghanistan : interview du commandant Massoud. Jacques Chirac et Lionel Jospin à la rencontre du monde agricole. La valse des chefs au RPR. **Canal +**
16.10 et 20.10 Le Talk Show. **LCI**
17.00 Les Lumières du music-hall. Georges Ulmer. Serge Gainsbourg. **Paris Première**
17.10 Le Débat de P.-L. Séguillon. **LCI**
18.00 Stars en stock. Burt Lancaster. Rita Hayworth. **Paris Première**
18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Amira Casar, Supergrass ; Jean d'Ormesson, Antoine de Caunes. **Canal +**
19.00 Courts particuliers. Claude Lelouch. **Paris Première**
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. François Hollande. **LCI**
20.25 Temps présent. Supporters sans frontières. Dur, dur le retour ! **TSR**
20.55 Envoyé spécial. L'Amérique en l'arme. Le blues de l'Armée rouge. Bentalha, autopsie d'un massacre. **France 2**
21.10 Les Dossiers du Grand Journal. **LCI**
21.40 Politoscopie. **LCI**
21.55 Le Club. Michel Galabru. **Ciné Classics**
23.15 Prise directe. En ville dans ma voiture, en direct de Lille. **France 3**
0.15 Saga-Cités. Chambres à part. **France 3**

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Europe des pélerinages. [4/11]. Kevelaer. **Odyssée**
18.30 L'Esprit du torrent. [9/13]. **La Cinquième**
18.35 Prenez-les vivants. **Planète**
18.45 Une histoire de la médecine. [2/8]. Les sociétés devant l'épidémie : stratégie contre l'inconnu. **Histoire**
19.00 Voyages, voyages. Java. **Arte**
19.05 Kilomètre zéro, la route de Lawrence d'Arabie. **Planète**
19.25 Carnets de vol. Hélicoptères contre criminels. **Odyssée**
20.00 Soviet Echoes. **Muzzik**
20.05 Les Plus Beaux Jardins du monde. [12/12]. Le génie de la Grande-Bretagne. **Planète**
20.15 Terre François Joseph. Un tournage dans la nuit arctique. **Odyssée**
20.30 L'Islam en questions. [3/3]. La France. **Planète**
20.35 Thema. Faut-il avoir peur de la Chine ? **Arte**
20.45 Maestro, maestro ! Herbert von Karajan. **Mezzo**
21.05 A cœur, à corps, à cris. [3/3]. A cris. **TV 5**
21.25 L'Etrange Histoire du cancer d'Henrietta. **Planète**
21.25 L'Esprit du jaguar. [2/4]. La jungle des Mayas. **Odyssée**
22.15 Aimer vivre en France. La passion des jardins. **Odyssée**
22.25 Mémoires de l'assassin de Sissi. **Planète**
22.45 Portrait rêvé, Stéphane Grappelli. [1/2]. **Muzzik**
23.15 Il était une fois le royaume d'Angleterre. Cambridge. **Odyssée**
23.20 Vietnam, 10000 jours de guerre. [8/13]. **Planète**
23.45 Vermeer, magie de la lumière. **Odyssée**
0.10 Paroles de Cubains. **Planète**
0.35 Tant que les cheminées fumeront. **Odyssée**

SPORTS EN DIRECT

16.30 Basket-ball. Euromigue. Ulker Istanbul - ASVEL. **Pathé Sport**
20.30 Basket-ball. Eurolique. Cholet - Benetton Trévise. **Eurosport**
3.00 Tennis. Coupe Davis. Demi-finale. Australie - Russie. **Pathé Sport**

MUSIQUE

17.40 Concerto pour flûte, de Back. Avec Andras Adorjan, flûte. Interprété par le Bach Collegium de Munich, dir. C. Hogwood. **Mezzo**
18.00 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. **Muzzik**
20.00 Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel. Avec Martha Argerich, piano. Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. **Mezzo**
21.00 Gérard Lesne et Il Seminario Musicale. Avec Gérard Lesne, alto ; Pascal Monteilhet, théorbe ; Bruno Coscset, violoncelle ; Blandine Rannou, clavecin. **Muzzik**
22.15 Herbert von Karajan. *La Symphonie n° 4*, de Schumann ; *La Symphonie n° 5*, de Beethoven ; *La Symphonie du Nouveau Monde*, de Dvorak. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Réalisation de Henri-Georges Clouzot. **Mezzo**
22.25 Michael Nyman. Avec Hilary Summers, contralto ; John Harle, saxophone ; Michael Nyman, piano. **Paris Première**

TÉLÉFILMS

20.30 Les Confessions d'un enfant de chœur. Jean L'Hôte. **Festival**
20.55 Un Richard pour trois. Peter Bonerz. **TMC**
22.10 Ciné-Roman. Serge Moati. **Festival**
22.40 Made in America. Choc mortel. Armand Mastroianni. ✪. **TF 1**

SÉRIES

17.25 Highlander. L'affrontement. **M 6**
17.55 Le Prince de Bel-Air. [2/2]. Irrésistible tentation. **France 2**
18.25 Hartley, cœurs à vif. **France 2**
18.25 The Sentinel. Les intouchables. **M 6**
18.25 Amicalement vôtre. Le coureur de dot. **Série Club**
19.15 Le Prisonnier. Libre. **Série Club**
19.20 Dharma & Greg. L'enfer est au fond du placard. **M 6**
19.55 Deux flics à Miami. La loi du milieu. **13ème RUE**
20.00 Father Ted. Rencontre du troisième âge (v.o.). **Canal Jimmy**
20.05 Happy Days. Infidélité. **Série Club**
20.15 Julie Lescaut. Soupçon d'euthanasie. **RTBF 1**
20.15 Friends. Celui qui était comme tous les autres. **RTL 9**
20.35 Buffy contre les vampires. La face cachée. **Série Club**
20.40 Halifax II. Infanticide. ✪. **RTL 9**
20.45 Nestor Burma. Drôle d'épreuve pour Nestor Burma. **13ème RUE**
20.50 Le juge est une femme. La Face cachée. **TF 1**
20.55 X-Files. Triangle. ○. Les amants maudits. **M 6**
21.20 Zoé, Duncan, Jack & Jane. Zoé, Duncan, Jack & Jane (v.o.). **Série Club**
21.50 Urgences. [2/2]. La tempête. **TSR**
22.20 Alfred Hitchcock présente. Le promoteur. **13ème RUE**
0.10 Rude Awakening. Trois gouines, bonjour les dégâts ! (v.o.). **Canal Jimmy**
0.40 That 70's Show. A poil ! (v.o.). **Canal Jimmy**
1.00 New York Police Blues. Pas de pitié (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

20.40 Conte d'automne ■ ■ ■
Eric Rohmer (France, 1998, 104 min) ✪. **Canal +**
20.45 Autant en emporte le vent ■ ■ ■
Victor Fleming (EU, 1939, 270 min) ✪. **Histoire**
20.50 Scènes de ménage dans un centre commercial ■ ■
Paul Mazursky (EU, 1991, 100 min) ✪. **Téva**
21.00 Docteur Popaul ■ ■
Claude Chabrol (France, 1972, 105 min) ○. **France 3**
21.00 Les Ecumeurs ■ ■
Ray Enright (EU, 1942, v.o., 85 min) ✪. **Paris Première**
21.30 Série noire ■ ■ ■
Alain Corneau (Fr., 1979, 115 min) ○. **Cinétoile**
22.35 Même les cow-girls ont du vague à l'âme ■ ■
Gus Van Sant (EU, 1995, v.o., 95 min) ✪. **Canal Jimmy**
22.35 Le Couvent ■ ■
Manoel De Oliveira (Fr. - Port., 1995, v.o., 90 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**
22.40 Los Angeles 2013 ■ ■
John Carpenter (EU, 1996, 95 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**

RAYMOND VOINQUEL

22.45 Panique ■ ■ ■
Julien Duvivier. Avec Viviane Romance, Michel Simon (Fr., 1946, N., 90 min) ✪. **13ème Rue**

22.45 Carrie au bal du diable ■ ■ ■
Brian DePalma. Avec Sissi Spacek, Piper Laurie (EU, 1976, 105 min) ○. **M 6**
23.15 Le Charme discret de la bourgeoisie ■ ■
Luis Buñuel (Fr., 1972, 100 min) ○. **Canal + Vert**
23.25 Hatari ! ■ ■
Howard Hawks (EU, 1962, v.o., 155 min) ✪. **Cinétoile**
23.30 La terre tremble ■ ■ ■
Luchino Visconti (It., 1948, N., v.o., 155 min) ✪. **Ciné Classics**
23.40 Tron ■ ■
Steven Lisberger (EU, 1982, v.o., 105 min) ✪. **Cinéfaz**
23.50 Le Mécano de la « General » ■ ■ ■
Buster Keaton et Clyde Bruckman (EU, 1926, N., 75 min) ✪. **Arte**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.40 Sunset Beach. ✪.
17.35 Melrose Place. ✪.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.55 Clic et net.
19.57 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Le juge est une femme. La Face cachée. ✪.
22.40 Made in America. Choc mortel. Téléfilm. Armand Mastroianni. ✪.
0.15 Minuit sport.

FRANCE 2

16.10 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 Un livre, des livres.
17.25 Cap des Pins. ✪.
17.55 Le Prince de Bel-Air. ✪.
18.25 Hartley, cœurs à vif. ✪.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Point route.
20.55 Envoyé spécial. L'Amérique en l'arme. Le blues de l'Armée rouge. Bentalha, autopsie d'un massacre.
23.05 Expression directe.
23.15 Sunchaser ■ Film. Michael Cimino. ○.
1.15 Journal, Météo.
1.40 Musiques au cœur. Concert de Mozart - Strauss [1/2].

FRANCE 3

16.35 Les Minikeums.
17.40 Le Kadox.
18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
21.00 Docteur Popaul ■ ■ Film. Claude Chabrol. ○.
22.45 Météo, Soir 3.
23.15 Prise directe.
0.15 Saga-Cités. Chambres à part.
0.45 Espace francophone. Chanter dans la francophonie.
1.10 Nocturnales. Spécial Masters de Monte Carlo 1999.

CANAL +

15.45 Le Vrai Journal.
16.30 et 20.30 **Le Journal du cinéma.**
16.35 La Dernière Preuve Film. Randal Kleiser. ✪.
▶ En clair jusqu'à 20.40
18.20 Nulle part ailleurs.
20.40 Conte d'automne ■ ■ ■ Film. Eric Rohmer. ✪.
22.24 Les Têtes. Tex Avery. ✪.
22.25 Insomnia Film. Erik Skjodbjaerg. ○.
0.00 Le retour du Dr Mabuse ■ Film. Harald Reinl (v.o.). ○.
1.30 Love ! Valour ! Compassion ! Film. Joe Mantello (v.o.). ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.35 La Cinquième rencontre... Santé ; sciences.
16.00 Les Nouveaux Agriculteurs. [2/7].
16.30 Alf. ✪.
16.55 Cinq sur cinq.
17.10 Galilée.
17.25 100 % question.
17.55 Destination.
18.25 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages. Java.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Ça plane pour eux.
20.35 Thema. Faut-il avoir peur de la Chine ? **20.40** Chine, le chantier du siècle. **21.35** et 23.00 Débat. **22.15** Les Nouveaux Chinois.
23.50 Le Mécano de la « General » ■ ■ ■ Film muet. Buster Keaton et Clyde Bruckman. ✪.
1.05 L'Agence Magnum. Un mythe en évolution.

M 6

15.20 La Belle et la Bête. ✪.
16.15 et 1.20 **M comme musique.**
17.25 Highlander. ✪.
18.25 The Sentinel. ✪.
19.20 Dharma & Greg. ✪.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer. ✪.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.55 X-Files, aux frontières du réel. Triangle. ○. Les amants maudits. ✪.
22.45 Carrie au bal du diable ■ ■ Film. Brian DePalma. ○.
0.30 L'Heure du crime. La curée. ✪.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Décibels. Invité : Patrick Frémeaux.
21.20 Expresso - Poésie sur parole.
21.30 Multidiffusion.
22.10 Carnet de notes.
22.30 Gouhahanouka.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

19.07 A côté de la plaque.
20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Yutaka Sado : Œuvres de Fauré, Ravel.
22.30 Suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire.
0.00 Tapage nocturne.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Le Magazine.
20.15 Les Soirées. Œuvre de C.P.E. Bach, par l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. Thomas Hengelbrock ; Œuvre de Graun. **20.40** Serge Rachmaninov. Œuvres de Rachmaninov, Chopin...
22.37 Les Soirées... (suite). Œuvres de Rachmaninov, Tchaïkovsky, Scriabine.

Le Monde TELÉVISION

CANAL+

20.40 Conte d'automne ■ ■ ■
Un conte d'Eric Rohmer qui achève le cycle dans le monde adulte. Magali, viticultrice veuve, vit seule, entourée toutefois des sollicitudes de son amie Isabelle, libraire à Montélimar. Avec sa fille, celle-ci va trouver un compagnon à la veuve esseulée. Machinations, bonnes intentions et malentendus, pour un résultat rohmerien, pétillant d'esprit et de classicisme, dans de superbes décors naturels.

FRANCE 2

20.55 Envoyé spécial
Une enquête menée pendant dix-huit mois sur les responsabilités du massacre de Benthala, au sud d'Alger, le 22 septembre 1997. Témoignages anonymes ou à découvert et reportages rythment ce *« travelling »* minutieux qui laisse peser un doute, terrible et salutaire, sur les vrais responsables de cette tuerie. Entre les *« terroristes »* du GIA et l'armée, l'enquête pose la question.

FRANCE3

21.00 Docteur Popaul ■ ■
Un médecin pousse le goût pour la plaisanterie jusqu'à épouser une femme particulièrement laide, et sera finalement victime d'une manipulation sordide. Un film de Claude Chabrol, tourné en 1972, avec notamment Jean-Paul Belmondo et Mia Farrow, sur un scénario et des dialogues de Paul Gegauff. Le film fut salué par un triomphe public mais conspué par la critique.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
○ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
✪ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ2309--0040-0 WAS LMQ2309-40 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:22,11, Base : LMQPAG 21Fap:100 N°:1859 Lcp:700 CMYK

Carnet rose

par Pierre Georges

IL FAUT dans ce monde dangereux, où la terre tremble comme vieille terre, où le typhon menace, où la pollution rôde, où le RPR se fissure et où l'an 2000, et son grand bogue, commence à souffler sur nos nuques, il faut donc, de temps à autre, une histoire bien simple, bien commune, bien journalistique, pour se réconcilier à l'ordinaire joie de vivre ordinairement.

Journalistique, elle l'est précisément. On ne saurait imaginer plus journalistique même, selon ce cliché absolument increvable qui veut que la presse ne s'intéresse jamais, par définition, qu'aux trains qui arrivent en retard. Or donc, le TGV Lyon-Paris de 17 h 47, le train 628 pour être précis, est arrivé en retard, dimanche à Paris, d'une bonne heure. Rien d'exceptionnel cependant, car, sans vouloir faire offense à la SNCF, un TGV en retard d'une heure, c'est à peu près aussi sensationnel que de la neige en décembre.

Il fallait donc un deuxième élément constitutif du présumé journalistique, élément parfaitement codifié, assez routinier, mais qui fait toujours son petit effet et qu'on pourrait résumer de la manière générique suivante : le bébé né hors des circuits ordinaires de la distribution. Car la presse adore les bébés déjà rebelles qui choisissent de naître en des lieux pas vraiment prévus pour faire son entrée dans le monde. Le bébé aviateur, le bébé taxi, le bébé métro, le bébé rue, le bébé grande surface, le bébé paquebot, c'est toujours un événement digne de la plus universelle tendresse. D'ailleurs, c'est simple, le bébé médiatique n'a d'autre choix pour espérer accéder à la rubrique « people » que de naître en un lieu surprenant ou en une date mémorable, bébé du nouvel an, bébé de Noël son aîné, et super-bébé de l'an 2000, déjà dans les starting-blocks.

Mais revenons au TGV 628 et à cette fabuleuse vie du rail qui fit justement, par une heureuse conjonction des astres médiatiques, de ce voyage ordinaire un mémorable moment. Il se trouve en effet que dans ce train à impériale, profilé comme couveuse et menant, à triple galop, sa vie de TGV, un événement inouï, car heureux, s'est produit : la naissance à Montchanin-gare – *« Montchanin-Gare, Montchanin-Gare, une heure d'arrêt ! »* – d'une petite Céliance.

Il nous faut tenter de raconter la chose aussi bien que l'a fait *France-Soir*, qui évidemment n'a pas laissé passer l'aubaine. Au départ donc, à Lyon-Perrache, une voyageuse indubitablement très enceinte, Mme Marguerite Bella. Jusque-là pas de problème. A Lyon - La Part-Dieu, premières douleurs. Vers Le Creusot, les contractions se précisent. Alerte générale. Céliance plus rapide qu'un TGV entre manifestement en gare. Le contrôleur passe une annonce : y a-t-il un médecin dans l'avion, pardon, dans... Il y a. Deux, deux femmes médecins. Wagon n° 8, étage supérieur, ça urge !

Le train s'arrête. Le SAMU arrive. Les pompiers apportent des matelas. Les passagers apprennent la nouvelle. Et il paraît même qu'une équipe de rugby au grand complet, s'en revenant de guerre, commence à chanter pour aider la parturiente à pousser en mêlée. Bref, à 19 h 29, heure cheminote, Céliance TGV Bella est née. Le bébé, la maman, le papa récupéré gare de Lyon et la SNCF vont bien. Et la vie est belle, chronique terminée, tout le monde descend !

Patrick Riou devait être nommé directeur central de la police judiciaire

Jusqu'ici responsable de la PJ de la préfecture de Paris, il est connu pour être un homme de consensus

LA NOMINATION de Patrick Riou au poste de directeur central de la police judiciaire, en remplacement de Bernard Gravet qui occupait cette fonction depuis le 15 mars 1995, devait être adoptée, mercredi 22 septembre, par le conseil des ministres. Agé de cinquante-deux ans, M. Riou était jusqu'alors le directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris, où il a fait l'essentiel de sa carrière. Il y a notamment dirigé la brigade criminelle d'octobre 1989 à octobre 1992, avant de devenir sous-directeur des affaires économiques et financières d'octobre 1992 à décembre 1994. Il avait été nommé à la tête de la police judiciaire de la préfecture de police, le 20 juin 1997.

Jouissant d'une bonne réputation professionnelle, Patrick Riou est également connu pour être un homme de consensus, soucieux de faire fonctionner en harmonie les services dont il a la charge.

Cette nomination est liée, selon de bonnes sources, à la volonté du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, de donner un nouvel élan à la police judiciaire. Pour la Place Beauvau, siège du ministère de l'intérieur, Bernard Gravet, âgé de cinquante-neuf ans, ne semblait plus être l'homme de la situation. Un certain nombre de ses collègues, à Paris et en province, lui reprochaient d'être le représentant

> Il aura pour mission de donner un second souffle à la PJ durant les cinq prochaines années

d'une police judiciaire à l'ancienne, peu adaptée aux nouvelles formes de la grande criminalité. M. Gravet devrait rejoindre l'Inspection générale de la police nationale. Cet état des lieux, jugé peu satisfaisant, aurait en tout cas suscité la reprise en main décidée par Jean-Pierre Chevènement.

Dans ses nouvelles fonctions, Patrick Riou aura pour mission de donner un second souffle à la police judiciaire pour la période courant de 2 000 à 2 005. Il aura notamment pour tâche de développer les moyens de la police technique et scientifique, qui est devenue une pièce essentielle des enquêtes de police judiciaire, particulièrement en matière criminelle ou antiterroriste. Il devrait également encourager les modes d'organisation de la police judiciaire, qui sont tenus pour une réussite, Place Beauvau.

A cet égard, l'étroite collaboration de la division nationale antiterroriste (DNAT) et de la direction centrale des renseignements généraux, qui a abouti à l'interpellation du groupe de nationalistes corses dissidents soupçonnés d'être les auteurs de l'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio (Corse-du-Sud), est citée en exemple.

La nomination de M. Riou va entraîner un traditionnel jeu de chaises musicales au sein de la haute hiérarchie de la police judiciaire, d'autant que Louis Kerbœuf, soixante ans, sous-directeur des affaires criminelles, a pris sa retraite, mercredi 22 septembre. L'inspecteur général Roger Marion, actuel patron de la DNAT, reste le favori pour lui succéder, même si, indiquent de bonnes sources, rien n'a été officiellement décidé pour le moment.

Auréolé du succès de l'enquête sur l'assassinat de Claude Erignac, M. Marion, cinquante-deux ans, a été élevé, jeudi 5 août, au grade d'inspecteur général de la police nationale (*Le Monde* du 7 août).

Le remplacement de Patrick Riou à la tête de la police judiciaire de la préfecture de police n'a pas non plus été encore décidé officiellement. Plusieurs noms ont cependant été cités pour occuper le grand bureau du 36 quai des Orfèvres, et notamment ceux d'Ange Mancini, cinquante-cinq ans, actuel directeur du service de coopération technique internationale de police, et de Gérard Girel, cinquante-cinq ans, sous-directeur des affaires économiques et financières de la préfecture de police.

Pascal Ceaux

M. Chirac défend le synchrotron français

DEVANT LE COMITÉ 2000 de l'Académie des sciences, reçu mardi 21 septembre à l'Elysée pour une réunion consacrée aux technologies de l'information, le chef de l'Etat a défendu le projet « Soleil » de synchrotron français, critiquant ainsi implicitement la décision du ministre de l'éducation et de la recherche, Claude Allègre, de lui préférer un partenariat avec la Grande-Bretagne (*Le Monde* du 3 août).

« Il s'agit d'un outil très puissant d'analyse de la nature et du vivant. Le projet "Soleil" de rayonnement synchrotron est très certainement le plus bel équipement scientifique que la France peut dans les années à venir réaliser avec sa communauté scientifique pour la recherche et le progrès, notamment dans les domaines de la santé et de l'industrie », a dit le chef de l'Etat.

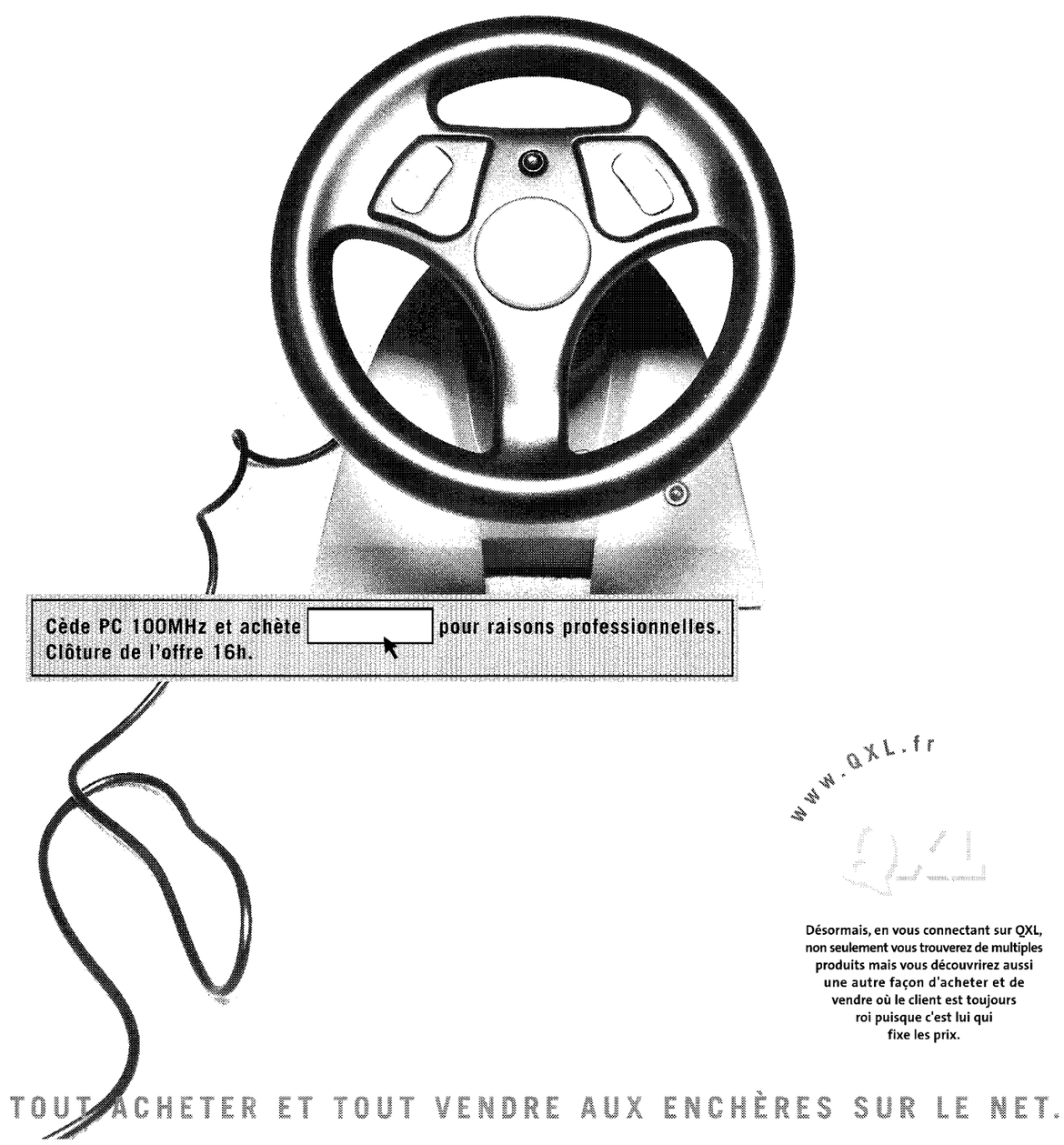
DÉPÊCHES

■ **IRAK : le vice-président irakien** Taha Yassine Ramadan a échappé, le 2 septembre, près de Bagdad, à une tentative d'assassinat qui a coûté la vie à deux de ses gardes, a annoncé, mardi 21 septembre à Damas, l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (Asrii), un groupe de l'opposition. L'Asrii avait déjà annoncé, à la mi-août, que le vice-président d'Irak, Mohamed Hamza al Zoubaïdi avait été *« tué ou grièvement blessé »*. – *(AFP.)*

■ **WASHINGTON : trois sénateurs républicains** ont critiqué, mardi 21 septembre, le coût des voyages à l'étranger du président Bill Clinton, l'accusant de profiter des privilèges de sa fonction d'une manière *« presque abusive »*. Lors d'une conférence de presse, les sénateurs Larry Craig, Jeff Sessions et Craig Thomas ont indiqué qu'en sept années d'exercice, M. Clinton avait passé 186 jours à l'étranger, soit plus de deux fois plus que Ronald Reagan en deux mandats. Cette nouvelle polémique initiée par les républicains vient s'ajouter aux enquêtes ouvertes au Congrès contre l'administration sur sa politique russe et la grâce présidentielle à onze indépendantistes portoricains, alors que le projet de budget n'est toujours pas adopté, à dix jours du début de l'année fiscale. – *(AP.)*

■ **PARITÉ : le bureau national du Parti socialiste a décidé,** mardi 21 septembre, d'appliquer le principe de parité, en particulier *« au niveau des mandats électifs »*, *« dès les prochains scrutins de liste à la proportionnelle, à commencer par les municipales de 2001 »*. Le PS a retenu la proposition, présentée par Michèle Sabban, chargée des femmes au secrétariat national, d'avoir 50 % de femmes en position éligible aux municipales de 2001 même si le projet de loi du gouvernement prévoit un seuil de 40 %. Le bureau national du PS demande aussi *« des sanctions financières à l'encontre des partis politiques qui ne respecteraient pas la parité »*.

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE : le groupe socialiste a élu,** mardi 21 septembre, ses candidats au bureau de l'Assemblée qui doit être renouvelé en octobre, en début de session. C'est finalement Serge Janquin (Pas-de-Calais, à l'origine rocardien) qui a été élu, par 123 voix contre 79 à Laurent Cathala (Val-de-Marne, considéré comme fabiusien) comme candidat au poste de questeur jusqu'à présent occupé par Bernard Derosier.

■ **POLYNÉSIE : la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté**, mardi 21 septembre, le pourvoi formé par Alexandre Léontieff, président du gouvernement territorial de Polynésie française de 1987 à 1991, condamné le 21 octobre 1998, à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois fermes et cinq ans de privation des droits civiques, dans une affaire de *« corruption »*.

Tirage du *Monde* daté mercredi 22 septembre : 503 360 exemplaires